



COMMUNE DE LINIERS (Vienne)



PLAN LOCAL D'URBANISME



PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

VOLUME 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENVIRONNEMENTAL



Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Communautaire de Grand Poitiers
pour approbation en date du 30 Juin 2017

Le Président, M. Alain CLAEYS



Juin 2017

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	18/06/2014	29/06/2016	30/06/2017

COMMUNE DE LINIERS

PLAN LOCAL D'URBANISME

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	5
DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	13
<i>L'héritage historique.....</i>	<i>15</i>
<i>La situation socio-économique : état des lieux et prospective</i>	<i>29</i>
<i>Prévisions de développement économique</i>	<i>47</i>
<i>Les activités agricoles et sylvicoles</i>	<i>53</i>
<i>L'exposition de la population aux risques.....</i>	<i>63</i>
<i>Les équipements et les services</i>	<i>75</i>
<i>Les déplacements</i>	<i>89</i>
<i>L'organisation des espaces bâtis</i>	<i>97</i>
DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL.....	109
<i>Le milieu physique</i>	<i>111</i>
<i>La Trame Verte et Bleue</i>	<i>121</i>

PRÉAMBULE

Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

CADRE GÉNÉRAL DU PROJET

La commune de Liniers dispose d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé par délibération du Conseil Municipal le 10 Juillet 1998.

Par délibération du 18 Juin 2014, le Conseil Municipal de Liniers a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme, conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU :

- › L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- › La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- › Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

OBJECTIFS DU PROJET

Les motivations ayant conduit l'équipe municipale à élaborer un Plan Local d'Urbanisme sont les suivantes :

La commune de Liniers, actuellement dotée d'un POS, a décidé de prescrire l'élaboration du PLU sur le territoire communal afin de répondre aux exigences de la Loi « ALUR ».

De plus, la commune va en profiter pour redonner un nouveau visage de la ville de demain en conciliant le renouvellement urbain – par la requalification du bâti ancien et la promotion de nouveaux quartiers – et le développement durable.

Extrait du cahier des charges de consultation des bureaux d'études, Juin 2014

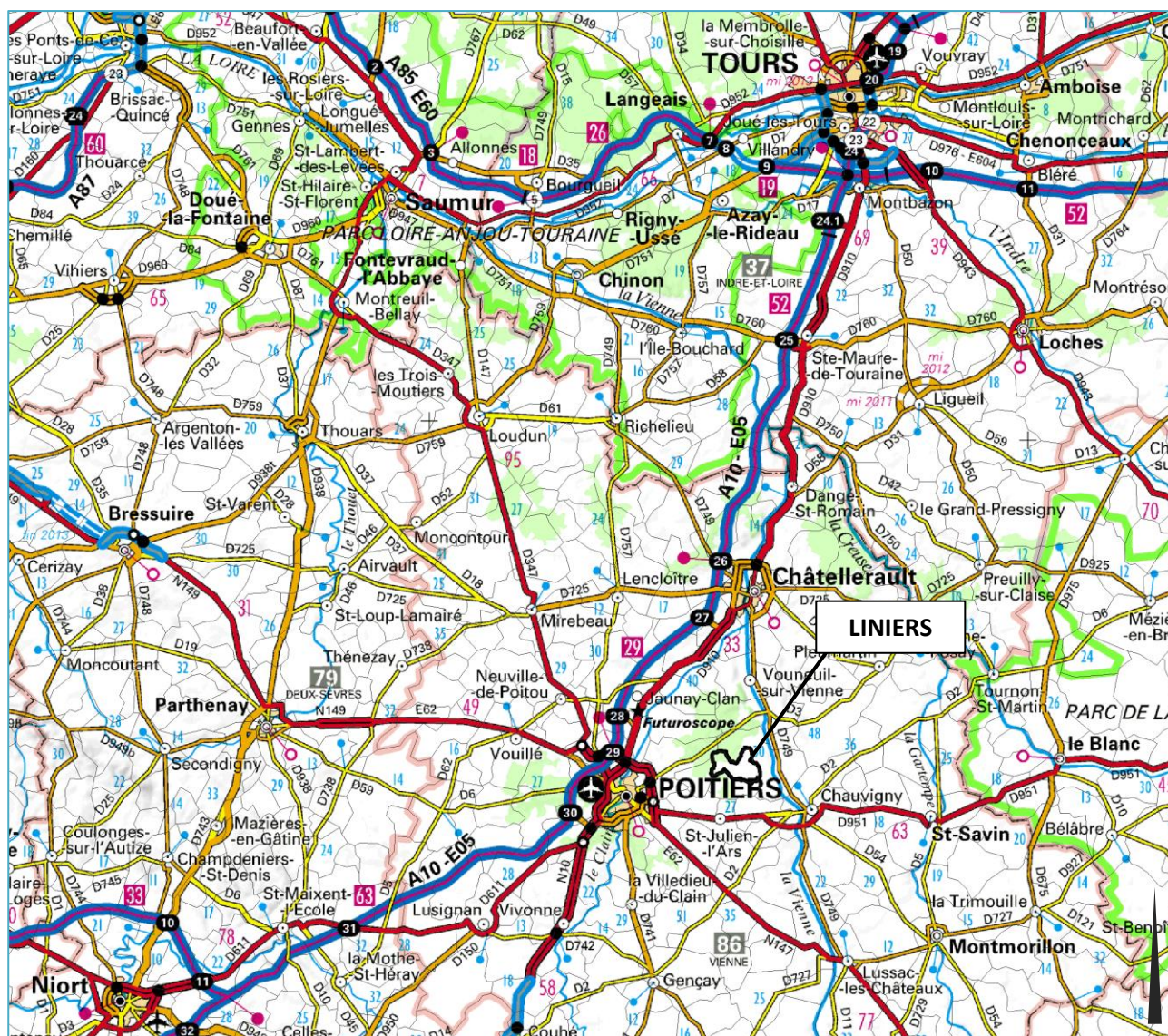
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU TERRITOIRE

Localisation du territoire

Liniers est une commune de 565 habitants (au recensement INSEE de 2016), localisée au centre du département de la Vienne.

Elle est située à 13 kilomètres de Poitiers, chef-lieu du département, et à 12 kilomètres de Chauvigny. Elle est limitrophe des communes de Bignoux, Bonnes, La Chapelle-Moulière, Lavoux et Montamisé.

Situation de la commune à l'échelle régionale



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 1000 – Échelle : 1/750 000

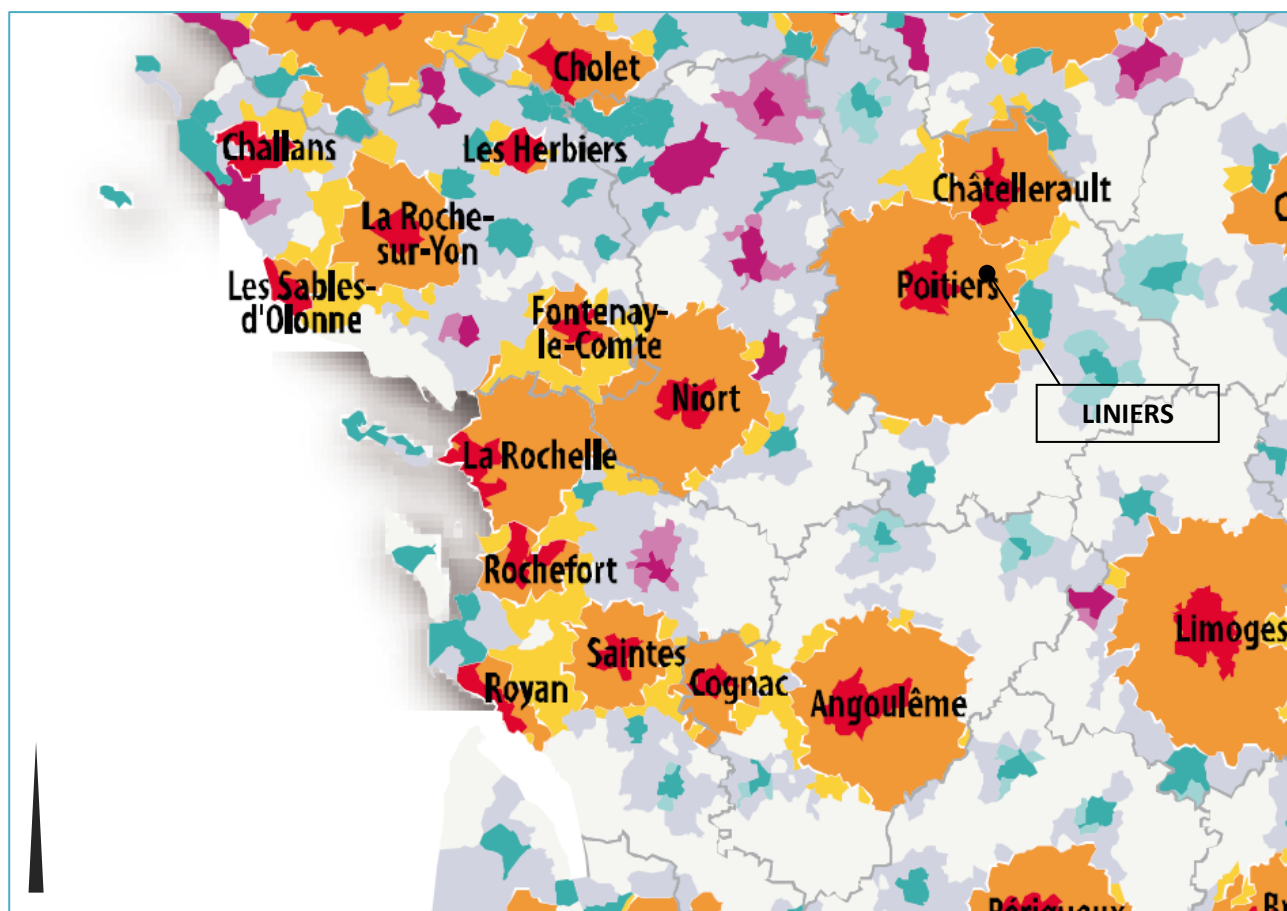
Situation du territoire

Liniers est une commune périurbaine du canton de Chasseneuil-du-Poitou, intégrée dans l'aire urbaine de Poitiers. La commune, localisée à 13 kilomètres du centre de Poitiers, possède une fonction résidentielle importante et croissante pour les actifs travaillant sur le premier pôle d'emplois du département. En 2012, 90,0 % des actifs travaillaient à l'extérieur de la commune. La commune est d'ailleurs classée, sur la cartographie suivante, au titre de la couronne périurbaine de Poitiers.

Liniers est également placée sous l'influence économique de Chauvigny, ce qui la caractérise comme une commune périurbaine et rurale multipolarisée selon les critères de l'INSEE. La carte des aires urbaines, ci-après, permet de visualiser ce fonctionnement dual.

Les habitants de la commune peuvent accéder aux services et aux équipements de Poitiers, de Chauvigny et de Saint-Julien l'Ars. Un renforcement du lien économique et social avec l'agglomération de Poitiers est toutefois observé ces dernières années en liaison avec l'augmentation des migrations d'actifs entre les deux territoires.

Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)



Source : INSEE, Carte des aires urbaines 2010 – Échelle approximative : 1/1 500 000^{ème}

ESPACE DES GRANDES AIRES URBAINES

GRANDES AIRES URBAINES

- Grands pôles
- Couronnes des grands pôles
- Communes multipolarisées des grandes aires urbaines
- Nom des grandes aires urbaines

ESPACE DES AUTRES AIRES

AIRES MOYENNES

- Pôles moyens
- Couronnes des pôles moyens

PETITES AIRES

- Petits pôles
- Couronnes des petits pôles

AUTRES COMMUNES MULTIPOLARISÉES

- COMMUNES ISOLÉES, HORS INFLUENCE DES PÔLES

La commune de Liniers est desservie par la ligne de transports en commun n°102 qui permet une liaison directe vers Poitiers. L'accès au réseau ferré le plus proche est situé à Poitiers (ligne TGV Paris/Bordeaux et réseau de transport régional TER).

Cette situation territoriale permet à Liniers d'accueillir de nouveaux habitants en bénéficiant de la proximité géographique des emplois et des services. Elle est en contrepartie à l'origine d'une dépendance économique de la commune vis-à-vis des pôles économiques extérieurs et pose la question de la gestion des déplacements d'actifs.

Situation politique

- **« Loi NOTRe » et réforme des intercommunalités**

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, porte révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) à travers son titre II, « Intercommunalités renforcées ».

Les objectifs de la Loi visent à achever la couverture territoriale entamée avec la Loi n°2010-1563 du 16 Décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales (dite « Loi RCT »), à faire disparaître les enclaves, à développer une cohérence avec les bassins de vie et à réduire le nombre de structures syndicales.

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2016-D2/B1-006 en date du 25 Mars 2016.

- **Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers » et future Communauté Urbaine**

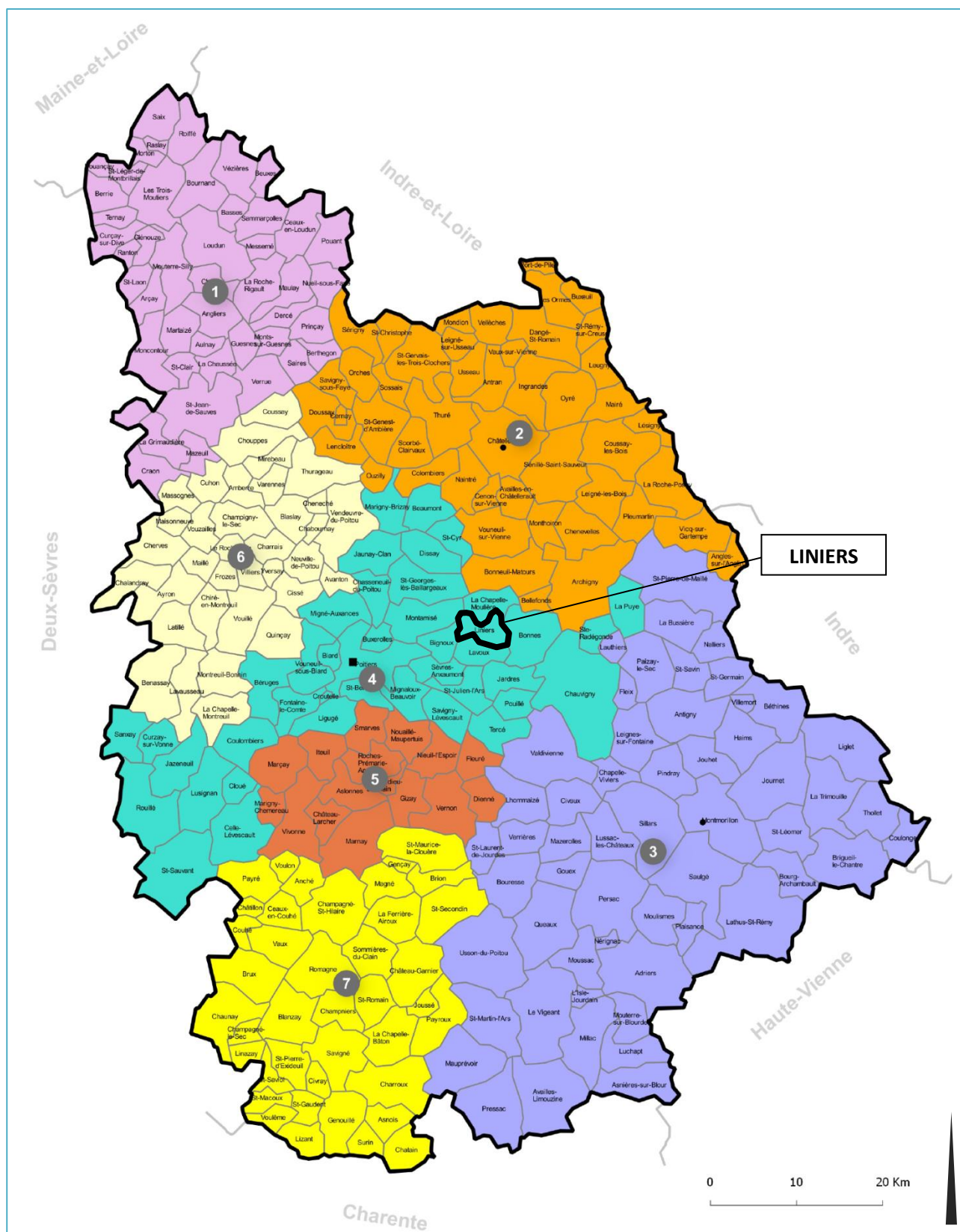


Dans ce cadre, la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » a rejoint, au 1^{er} Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers », fusion de cinq intercommunalités (40 communes), qui compte ainsi 193 621 habitants (chiffre 2013).

En Juin 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers » projette son passage en Communauté Urbaine. Destiné aux agglomérations de plus de 250 000 habitants, la possibilité de choisir ce statut a été étendue par la Loi NOTRe aux anciennes capitales régionales.

La future Communauté Urbaine aura, parmi ses compétences obligatoires, l'aménagement et le développement économique, social et culturel de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique du cadre de vie et la gestion des services d'intérêt collectif.

Situation de Liniers au sein du nouveau paysage intercommunal

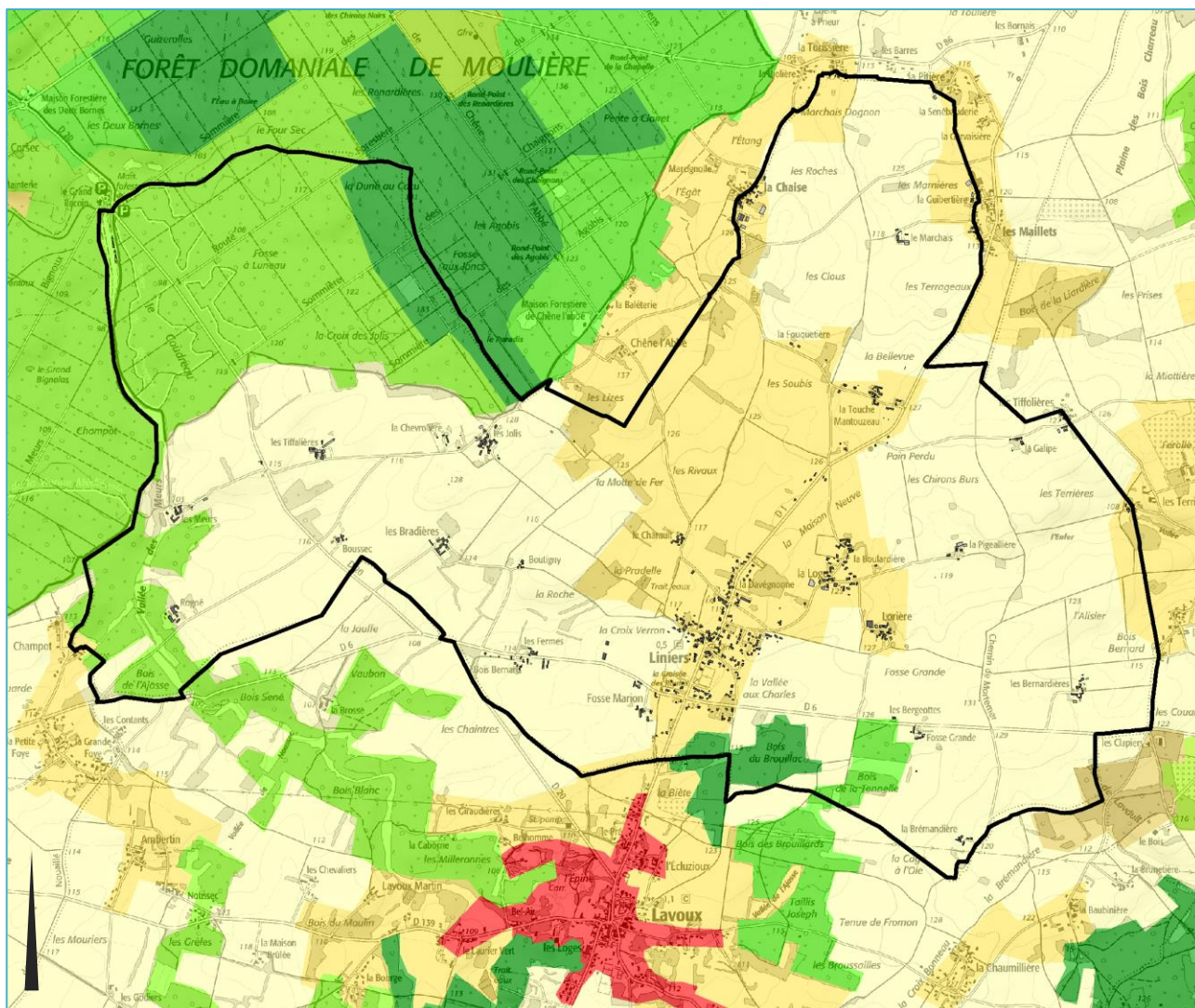


Source : Préfecture de la Vienne, DDT86/SG/SIVD – Mars 2016

Occupation du territoire

Le territoire communal de Liniers est majoritairement occupé par l'agriculture, avec une prédominance quasi-exclusive des terres labourables.

Destination dominante des sols selon la typologie CORINE LAND COVER



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 25, CORINE Land Cover 2012, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/35 000

LÉGENDE

Territoire agricoles – Terres arables

211 – Terres arables hors périmètres d'irrigation

Territoire agricoles – Zones agricoles hétérogènes

242 – Systèmes cultureux et parcellaires complexes

243 – Surf. essentiellement agricoles, interrompues par des esp. nat. impts

Forêts et milieux semi-naturels – Forêts

311 – Forêts de feuillus

312 – Forêts de conifères

313 – Forêts mélangées

PREMIÈRE PARTIE

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

La présence humaine à Liniers remonte au Paléolithique et au Néolithique, des découvertes archéologiques en attestant au Nord-Est de la commune, aux lieux-dits « Le Marchais » et « La Chaise » notamment.

Des traces d'occupation à l'époque gallo-romaine subsistent au Château des « Meurs » (à l'Ouest de la commune, en bordure de la Forêt de Moulière), à « La Chevalière », à « La Vieille Chaise » et au « Marchais », hameaux situés dans l'alignement d'une voie romaine importante reliant Poitiers aux vallées de la Vienne et de la Creuse jusqu'à Yzeures-sur-Creuse (37).

La présence d'un tumulus gallo-romain avec souterrain atteste également de cette occupation ancienne. Les principales agglomérations gallo-romaines étaient établies aux hameaux de « La Pigealière », de « La Loge » et de « La Boulardière », tous trois situés à l'Est du Bourg en direction de Bonnes et de la Vienne.

Extrait de la carte de Cassini (XVIII^{ème} siècle)



Source : IGN Géoportail

À partir du XI^{ème} siècle, avec l'apparition des Archiprêtres, la paroisse de Liniers est rattachée à celui de Mortemer (sur l'actuelle commune de Valdivienne). Plus tard, elle releva de la Châtellenie de Touffou (le Château de Touffou étant situé sur la commune de Bonnes).

Aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, la carte de Cassini et la carte d'État-Major (voir ci-dessus et ci-dessous) mentionnent Liniers avec l'orthographe « Linniers ». La commune était d'ores et déjà dans ses limites actuelles. Elle a connu une brève réorganisation administrative avec une fusion avec la commune de Lavoux entre le 18 Décembre 1819 et le 11 Octobre 1869.

Rapport de présentation, volume 1 – Page 16

LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Inventaire des sites archéologiques connus sur le territoire au Plan d'Occupation des Sols

Onze sites potentiellement intéressants sur le plan de l'archéologie, assez également répartis sur le territoire communal, avaient été répertoriés au.

Inventaire des sites archéologiques par la DRAC Poitou-Charentes

Dans le cadre du Porter À Connaissance transmis par les Services de l'État préalablement à l'élaboration du présent Plan Local d'Urbanisme, ce sont 50 sites, présentant un intérêt divers et une probabilité variable, qui ont été répertoriés sur la commune, améliorant sensiblement les connaissances disponibles sur l'histoire archéologique de Liniers par rapport au Plan d'Occupation des Sols.

Numéro	Description (Lieu / Objet / Période)
86 135 0001	La Motte de Terre, Les Jolis / Motte castrale / Moyen-âge classique
86 135 0002	Les Bradières / Villa / Époque gallo-romaine
86 135 0003	Le Marchais, Les Clous, Bagullaud / Bâtiment / Époque gallo-romaine
86 135 0004	Les Chirons Burs, Maison Neuve / Bâtiment / Époque gallo-romaine
86 135 0005	Fosse Grande / Bâtiment / Époque gallo-romaine ?
86 135 0006	La Motte de Fer / Bâtiment / Époque gallo-romaine
86 135 0007	Les Tiffalières / Bâtiment / Époque gallo-romaine ?
86 135 0008	Les Bradières / Enclos / Époque indéterminée
86 135 0009	La Motte de Fer / Traitement du minerai / Moyen-âge classique
86 135 0010	Les Meurs / Demeure / Époque moderne
86 135 0011	Les Tiffalières / Ferrier / Époque gallo-romaine
86 135 0012	Bois Bernard, Les Meurs / Enclos / Âge du Bronze - Âge du Fer
86 135 0013	Bois de Lavault, La Brémondière / Bâtiment / Moyen-âge
86 135 0014	L'Alisier, Les Meurs / Ferrier / Époque indéterminée
86 135 0015	L'Alisier, Les Meurs / Ferrier / Époque gallo-romaine ?
86 135 0016	La Fouquetière / Atelier de terre cuite architecturale / Époque moderne
86 135 0017	La Fouquetière / Ferrier / Époque gallo-romaine
86 135 0018	La Fosse Grande, Les Bergeottes / Époque indéterminée / Ferrier
86 135 0019	Les Clous / Gallo-romain ? / Ferrier
86 135 0020	La Boulardière, La Maison Neuve / Ferrier / Époque indéterminée
86 135 0021	La Boulardière / Mine ? / Époque indéterminée
86 135 0022	Bourg / Église / Église Notre-Dame / Moyen-âge classique
86 135 0023	Les Tiffalières, Les Meurs / Ferrier / Gallo-romain ?
86 135 0024	La Pièce / Habitat / Haut-empire
86 135 0025	Bourg, Champ de la Cure / Habitat / Haut Moyen-âge
86 135 0026	Le Charrault / Souterrain / Époque indéterminée
86 135 0027	Marchais Dognon / Occupation / Âge du Bronze - Âge du Fer ?
86 135 0028	Les Tiffalières / Atelier de potier / Époque moderne
86 135 0029	Champôt / Production de chaux / Époque moderne

Réglementation concernant l'archéologie préventive

Les articles du livre V, titre II, chapitre 4 du Code du Patrimoine (partie législative) et le Décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 ont modifié la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Le décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 est relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive :

« L'archéologie préventive a pour but d'assurer la protection des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux publics ou privés concourant à l'aménagement ».

« Les mesures édictées par la loi précitée en matière d'archéologie doivent être prises en compte par les Plans Locaux d'Urbanisme dans la mesure où elles concernent les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ».

Réglementation concernant la découverte de sites archéologiques

L'article L.531-14 du Code du Patrimoine est applicable à l'ensemble du territoire communal :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, [...], ou plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

■ **Direction Régionale des affaires Culturelles**
Service régional de l'archéologie
102 Grande Rue - BP. 553
86 020 POITIERS Cedex

LE PATRIMOINE BÂTI

Les monuments historiques

Il n'existe pas d'édifice classé au titre des monuments historiques sur la commune².

En revanche, quatre objets³ sont classés au titre de monument historique :

- › Une cloche de l'église Notre-Dame, représentant la Vierge à l'enfant et le Christ en croix, datée de 1727 et inscrite le 18 Novembre 1953.
- › Une cloche de l'église Notre-Dame, représentant l'immaculée conception, datée de 1780 et inscrite le 18 Novembre 1953.
- › Deux plaques commémoratives en pierre gravée à l'intérieur de l'église Notre-Dame, datées de 1668 et indiquant que les réfections de l'autel en 1656 et celle du clocher en 1668 ont été commanditées par le curé Pierre Tribouillard.

Ces quatre éléments sont par ailleurs protégés au titre de la liste départementale de 1976.

Inventaire du patrimoine bâti

La richesse du passé de la commune est à l'origine de la présence d'un certain nombre d'éléments historiques⁴ dont la valeur patrimoniale doit être prise en compte.

• L'église Notre-Dame

La construction de l'église Notre-Dame, de style roman, remonterait au XI^{ème} siècle. Ne subsistent de cette époque que le portail et le mur Nord de la nef. Du chevet roman n'ont été conservées que deux colonnes sur les murs extérieurs Nord et Est.

L'église, menaçant de s'écrouler en 1996, a été sauvée par d'importants travaux de restauration en 1997/1998 avec l'aide du Conseil Régional, du Conseil Départemental, de la fondation du patrimoine, de l'association Patrimoine Linarois et d'une souscription. Des vitraux contemporains en dalles de verre, créés par le maître verrier Michel Guével, ont été installés en 1999.



Les années 2016-2017 ont été consacrées à la réfection du clocher et de sa toiture afin de permettre la mise en place d'un beffroi et la remontée des cloches classées et récemment rechargées. En 2017-2018, le traitement complet de la façade et la réfection du parvis sont programmées.

Un des deux chapiteaux du portail occidental représente deux colombes buvant à un calice. Elles représentent les âmes qui boivent à la source de la mémoire. C'est un emprunt de l'Église à l'iconographie traditionnelle romaine. Pour le chrétien, cette image est le symbole de l'Eucharistie. Elle est courante dans les églises romanes du département de la Vienne.

² Source : Ministère de la Culture, Base « Mérimée ».

³ Source : Ministère de la Culture, Base « Palissy ».

⁴ Source : Ministère de la Culture, Base « Mérimée ».

- **Le manoir des « Meurs »**

Comme expliqué ci-avant, des traces d'occupation gallo-romaine subsistent au manoir des « Meurs.

Le logis et les dépendances du manoir, situé à l'Ouest de la commune, sont groupés autour d'une grande cour trapézoïdale fermée sur ses quatre côtés par un mur d'enceinte doté d'une tour à trois de ses angles. Une porte des communs porte la date 1647 et de cette période semblent dater la plus grande partie des bâtiments actuels.



- **Les anciens manoirs de « Boutigny » et de « La Fosse-Grande »**

De l'ancien manoir de « Boutigny » ne subsistent que des vestiges qui pourraient remonter au XIV^{ème} siècle : une fenêtre à linteau orné d'une accolade et d'une cheminée. Le logis du manoir de « La Fosse-Grande », au toit à forte pente, a conservé une cheminée de la même période.

- **La ferme des « Bradières »**

Aux « Bradières » se trouve une ferme qui fut école d'agriculture en 1882. Le grand logis est encadré de la grange-étable, à gauche, et de la chapelle et la salle de classe à droite. D'autres bâtiments agricoles s'ajoutent à l'ensemble.

L'édifice est également mentionné en 1892⁵ comme « établissement hospitalier de la colonie agricole des Bradières », fondation de M. De Grousseau, lequel aurait restauré la chapelle existant préalablement.

La chapelle sans voûtes est éclairée par une baie garnie d'une verrière à résilles de plomb au-dessus de l'autel et qu'encadre un double cintre supporté, de chaque côté, par des pilastres cannelés avec soubassements élargis. L'œuvre serait du XVII^{ème} ou XVIII^{ème} siècle.

Mesures de protection

D'autres éléments de patrimoine peuvent être présents sur le territoire communal : petits éléments bâtis, murets, lavoirs, puits, etc. Ce petit patrimoine rural marque l'identité des lieux et participe à la qualité de vie sur la commune.

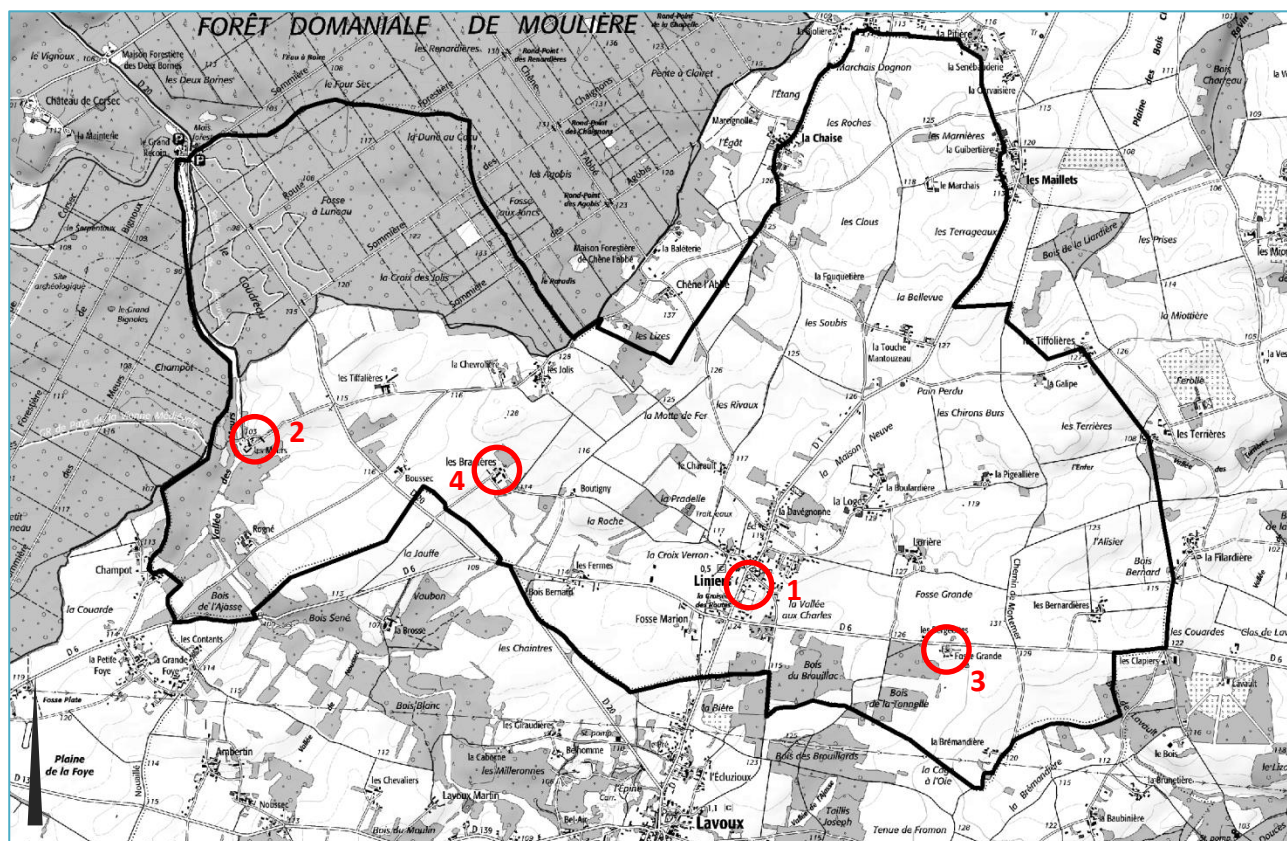
Un inventaire a été mené de manière participative dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Il a abouti à la cartographie et au tableau présentés en page suivante et au classement de ce bâti en tant qu'éléments de paysage à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

⁵ Source : Abbé Fauchereau, *Pays et monuments du Poitou*, chapitre « Bonnes-sur-Vienne », 1892

Liste des éléments bâtis protégés au titre des Éléments de Paysage à Protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (Article L.151-19 du Code de l'Urbanisme)

N°	Objet	Lieu
01	Église	Le Bourg
02	Manoir	« Les Meurs »
03	Manoir	« Fosse grande »
04	Ferme	« Les Bradières »

Cartographie des éléments bâtis protégés



Échelle : 1/40 000

LE PATRIMOINE PAYSAGER

Caractéristiques globales de l'unité paysagère

Au regard de l'Atlas Régional des Paysages, la commune de Liniers fait partie intégrante de l'unité paysagère des « Terres de Brande », en lien avec la géologie du sous-sol qui a conditionné la formation des reliefs, les types de cultures, l'implantation et la constitution de l'habitat. Cet ensemble paysage de l'Est de la Vienne y est décrit de la manière suivante :

« La perception des paysages des plateaux des terres de brandes est principalement conditionnée par la platitude du relief, qu'occupent des cultures et des prairies sans originalité. On n'y trouve cependant pas les vastes amplitudes des plaines plates et dégagées : non seulement les parcelles n'ont pas le gigantisme des plaines d'openfields, mais en outre, la campagne est hérissée de nombreux motifs végétaux qui interviennent entre l'observateur et l'horizon. Bosquets, haies, arbres isolés, s'articulent entre eux et aux cultures avec une certaine variété. »

C'est probablement parce que ces combinaisons ne rencontrent aucun « paysage mental » auquel elles correspondraient, faute de représentation. Il en résulte, il est vrai, un certain ennui, du fait de la pauvreté des horizons, de la rareté du bâti, un ennui que renforce une certaine maigreur des motifs végétaux eux-mêmes. »

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes



Le paysage de la commune est caractérisé par une alternance visuelle entre grandes cultures et boisements

Éléments de composition paysagère



Les grandes cultures constituent une trame ouverte, rythmée par l'alternance des saisons. Les grandes perspectives visuelles qui s'y dégagent mettent en avant chaque élément et sont à l'origine d'une grande sensibilité paysagère de ces espaces.



Les éléments végétaux (boisements et arbres isolés) ponctuent les espaces agricoles ouverts. Leur verticalité contraste avec l'horizon plan qui se détache sur ces secteurs.



Les lieux-dits sont de petite taille et globalement bien intégrés au paysage grâce aux éléments végétaux présents à leur périphérie. Les bâtiments agricoles demeurent également encore peu marquant visuellement.



Le Bourg est peu visible depuis le territoire communal, notamment du fait de la présence de nombreux éléments arborés autour et dans le Bourg. Le clocher de l'église, trop peu élevé, n'est mis en perspective depuis aucun accès au Bourg.



Les espaces bâtis récents soulignent le caractère rural de la commune. Leur regroupement sur le bourg et au sein du hameau de la Loge permet leur bonne intégration paysagère.



À l'Ouest et au Nord-Ouest de la commune, **la Forêt de Moulière** offre des paysages forestiers beaucoup plus denses. L'ambiance est celle d'un espace naturel, au sein d'une forêt créée et gérée par l'Homme.

Le Plan Paysage du Pays de Vienne et Moulière

La réalisation d'un plan paysage à l'échelle du Pays de Vienne et Moulière marque la volonté de développer un sentiment d'appartenance au Pays par une identification visuelle du territoire et l'appropriation d'un espace connu et reconnu. Cette démarche s'inscrit aussi dans la volonté de mieux appréhender l'environnement paysager (végétal, urbain...) afin de l'intégrer dans toutes les démarches et actions d'aménagement du territoire (sentiers de randonnées, développement touristique...)⁶.

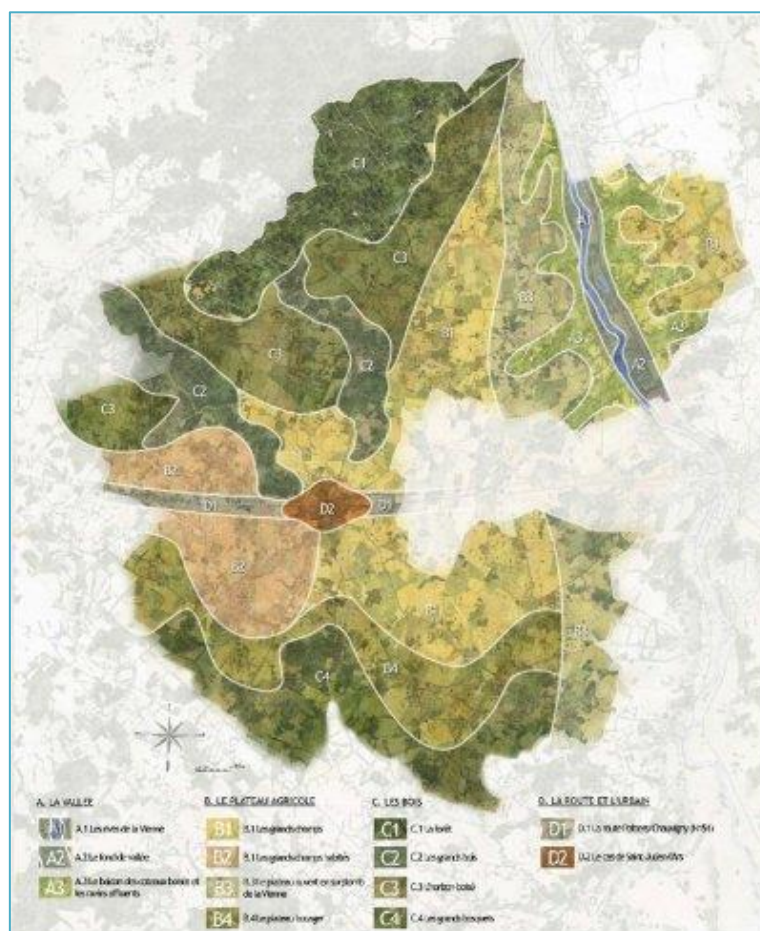
• Le diagnostic du Plan Paysage

Au regard du diagnostic réalisé sur le territoire intercommunal, la commune de Liniers fait partie des entités paysagères suivantes :

B1 et B4 - Le plateau agricole

C1 et C2 - Les bois

Entités paysagères du Plan Paysage



⁶ Source : site Internet de la Communauté de Communes

- **Les axes d'action du Plan Paysage sur l'ensemble du Pays Vienne et Moulière**

Le diagnostic de territoire a permis d'identifier quatre axes d'action principaux

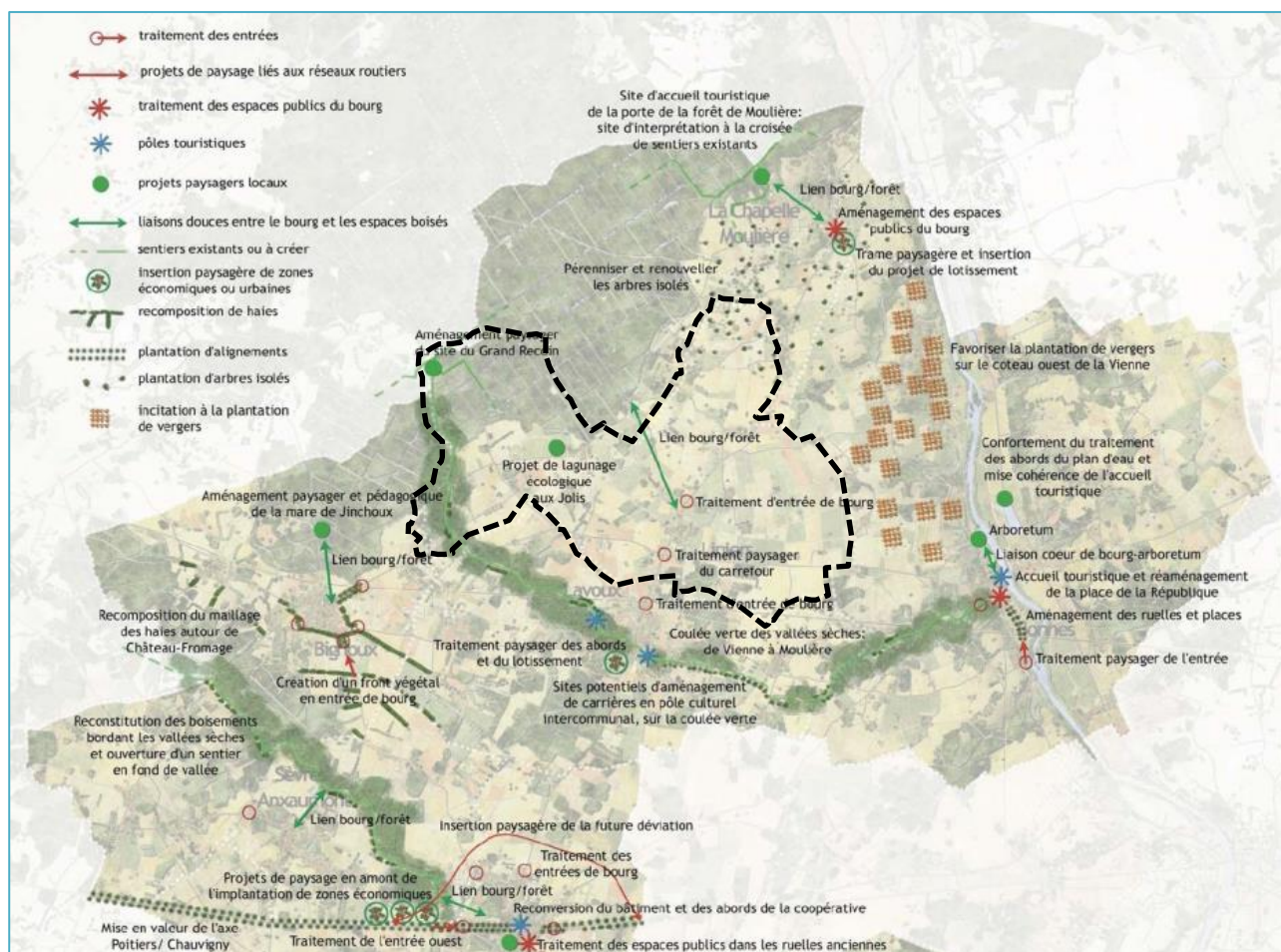
<p>Axe d'action A : le cadre de vie urbain</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aménagement urbain <ol style="list-style-type: none"> a. traitement du cœur de bourg : places et ruelles e. créer de petits jardins publics dans les cœurs de bourg 2. Circulations douces <ol style="list-style-type: none"> a. mise en place ou confortement de cheminements piétons 3. Traitement des entrées et transitions <ol style="list-style-type: none"> b. traitement d'entrée de bourg c. intégration de lotissements 4. Aménagement des routes structurantes pour une mise en valeur des paysages 	<p>Axe d'action B : tourisme et patrimoine</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en valeur du patrimoine bâti et du petit patrimoine <ol style="list-style-type: none"> a. compléter le recensement du patrimoine bâti 2. Mise en valeur des paysages <ol style="list-style-type: none"> b. valorisation des circuits de découverte 3. Accueil des touristes <ol style="list-style-type: none"> a. aménagement d'une aire d'accueil des camping-cars
<p>Axe d'action C : renforcement de l'identité</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement des actions du plan paysage <ol style="list-style-type: none"> a. désignation d'un animateur 2. Définir une identité commune au travers d'aménagements types et d'une palette de matériaux communs <ol style="list-style-type: none"> a. mise au point d'une palette de mobilier et de signalétique communs c. traitement des clôtures en zone urbaine : le mur et le muret 3. Sensibiliser les habitants à l'appartenance au Pays <ol style="list-style-type: none"> b. prescriptions architecturales pour le bâti c. mise en place d'une exposition et d'un guide de lecture des paysages 4. Protection des paysages <ol style="list-style-type: none"> a. identification et protection des paysages remarquables et des continuités écologiques 5. Reconversion de sites emblématiques <ol style="list-style-type: none"> c. reconversion d'une mare à des fins pédagogiques ou ludiques 	<p>Axe d'action D : environnement et paysage</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Protection et renforcement des trames végétales <ol style="list-style-type: none"> a. plantation de structures végétales dans l'espace agricole : vergers en limite urbaine, haies.. 2. Entretien du paysage <ol style="list-style-type: none"> a. entretien des paysages par l'activité agricole 3. Intégration des ouvrages techniques <ol style="list-style-type: none"> a. intégration des bornes à verre 4. Gestion de l'eau <ol style="list-style-type: none"> b. traitement des eaux usées : techniques et alternatives 5. Soutien à l'agriculture durable <ol style="list-style-type: none"> a. multiplication des jachères apicoles

- **Les orientations du Plan Paysage**

Dans le cadre du Plan Paysage, les orientations potentielles suivantes ont été identifiées à Liniers :

- › La mise en valeur des sentiers forestiers
- › La création d'une liaison douce entre le bourg et la forêt de Moulière
- › Le traitement paysager du carrefour RD1 / RD6
- › L'aménagement du site du grand recoin
- › Le renouvellement des arbres isolés au Nord-Est de la commune

Extrait des orientations du Plan Paysage du Pays de Vienne et Moulière



Un enjeu spécifique à Liniers : le renouvellement des arbres isolés



La partie Nord de la commune est parsemée de grands arbres isolés, essentiellement des châtaigniers, qui participent à la composition du paysage. Ces arbres sont en voie de disparition, ce qui uniformise la perception des lieux sur ces secteurs de grandes cultures.

La protection des arbres existants et la replantation de nouveaux arbres sur les délaissés et le long des chemins de randonnée peuvent être envisagées dans le cadre de la restauration des corridors écologiques.

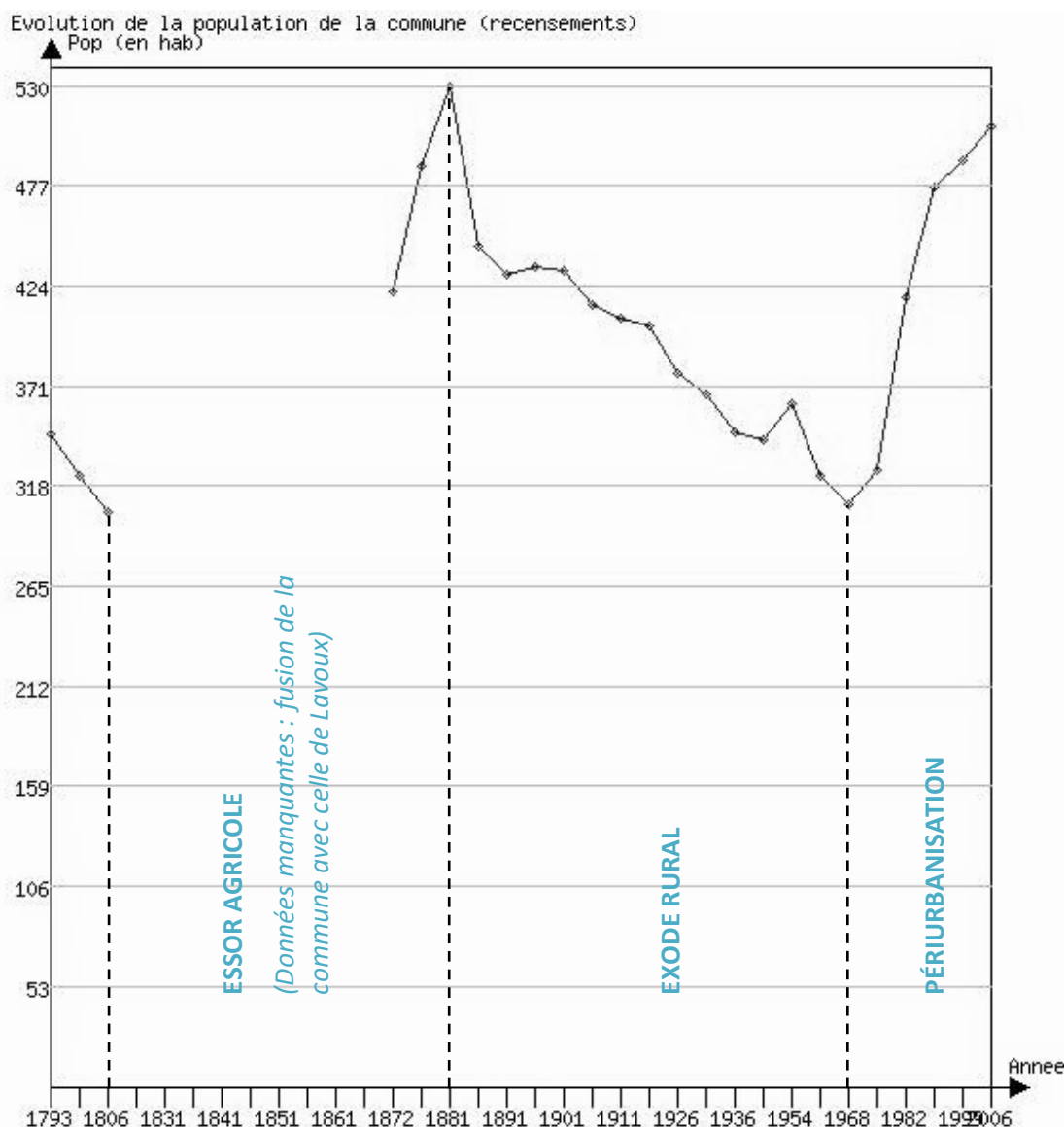
LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE : ÉTAT DES LIEUX ET PROSPECTIVE

LA DÉMOGRAPHIE

Évolution historique de la population

Historiquement, Liniers est une commune rurale qui est directement concernée par les grandes évolutions spatiales qui marquent les territoires.

Durant le XIX^{ème} siècle, l'amélioration des techniques agricoles (mécanisation, engrais chimiques...) engendre une forte hausse des rendements. Cette révolution agricole permet d'éviter les grandes famines qui décimaient périodiquement une partie de la population. Associée aux premiers comportements hygiénistes, elle engendre une croissance démographique forte dont bénéficie la commune qui compte environ 300 habitants en 1806 et 530 habitants soixante-quinze ans plus tard en 1881.



Source : Site internet cassini.ehess.fr

La période de 1881 à 1968 est marquée, au contraire, par un phénomène d'exode rural lent avec le départ des jeunes vers les pôles urbains et la diminution de l'emploi local, basé essentiellement sur l'agriculture et l'artisanat. L'impact démographique des deux guerres mondiales est également perceptible dans la population communale.

Depuis la seconde guerre mondiale, l'ensemble du territoire national est concerné par un phénomène global d'urbanisation : la population des villes augmente de manière très importante, sous l'effet de la tertiarisation de l'économie et des progrès techniques. L'agriculture, qui constituait une source importante d'emplois dans les espaces ruraux connaît également une deuxième révolution et devient de moins en moins utilisatrice de main d'œuvre.

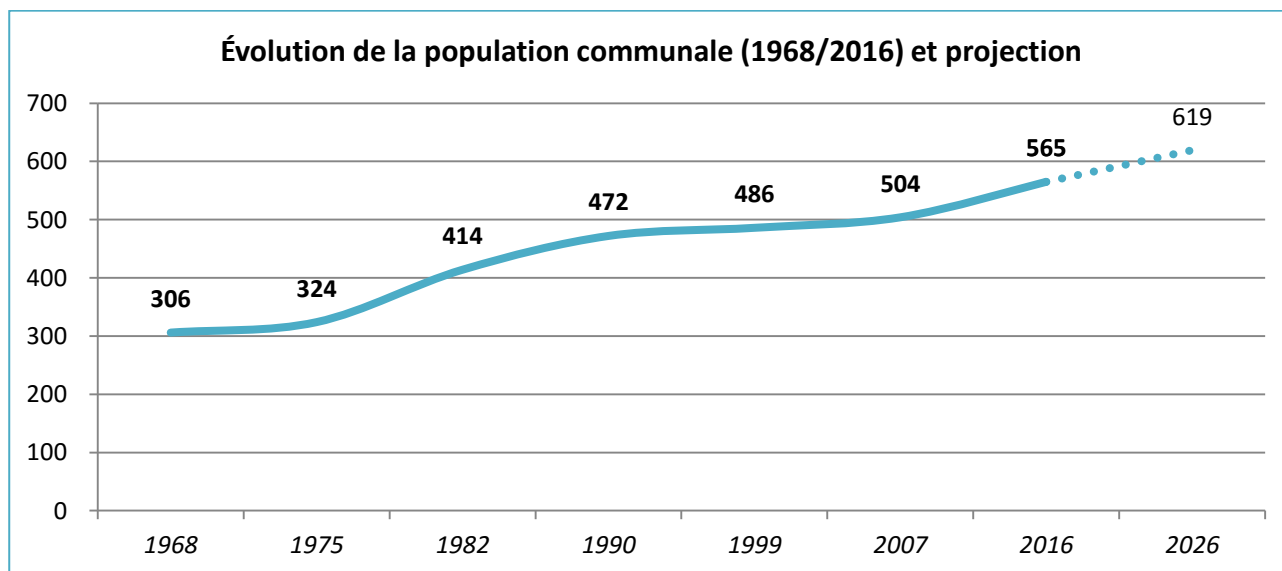
Depuis les années 1970, la tendance démographique de Liniers s'est donc, à nouveau, inversée, avec une augmentation importante de la population communale en raison du développement de la fonction résidentielle de la commune, liée à la proximité des bassins économiques de Poitiers, de Chauvigny et du Futuroscope. Liniers accueille de nouveaux habitants qui travaillent majoritairement dans les pôles d'emplois alentours.

C'est l'extension du phénomène de périurbanisation, qui désigne la redistribution actuelle de la population dans les espaces ruraux à partir des centres urbains. De nombreux actifs s'installent en effet dans les communes périphériques des agglomérations pour bénéficier d'un meilleur cadre de vie et de prix immobiliers plus abordables, tout en continuant à travailler dans la ville centre.

Évolution récente de la population : une progression démographique constante et soutenue

- **Au niveau communal**

La commune de Liniers compte 565 au recensement physique de l'INSEE de 2016. Elle n'en comptait que 306 en 1968, soit une évolution globale de 84,6 % en quatre décennies et une augmentation moyenne de 2,3 % par an.



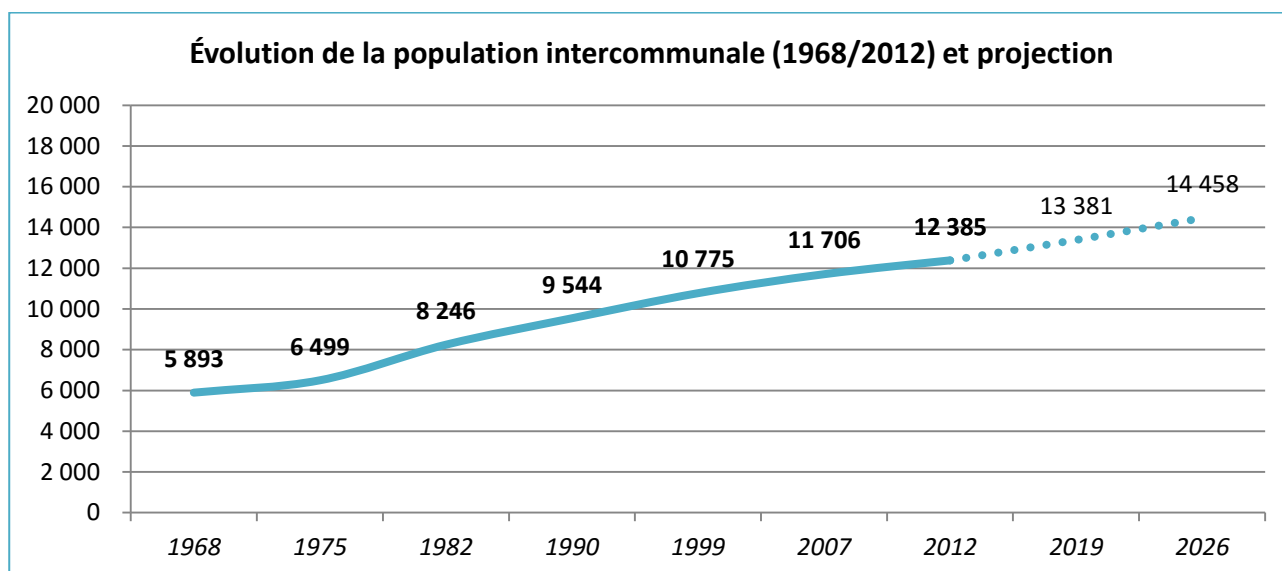
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 exploitation principale, Mairie de Liniers

La progression est plus particulièrement marquée sur la période 1975/1990 avec une augmentation de population de 3 % en moyenne annuelle. Sur la période la plus récente, la moyenne annuelle est beaucoup plus faible avec 1,0 % entre 1999 et 2016.

La tendance observée entre 1999 et 2016 a été extrapolée pour définir une orientation démographique entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population communale continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 620 habitants.

- **Au niveau intercommunal**

À l'échelle de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », la progression de population est assez linéaire, notamment depuis 1975, avec une augmentation globale du poids démographique de 110,2 % depuis 1968, soit 2,5 % en moyenne annuelle.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2012 exploitations principales

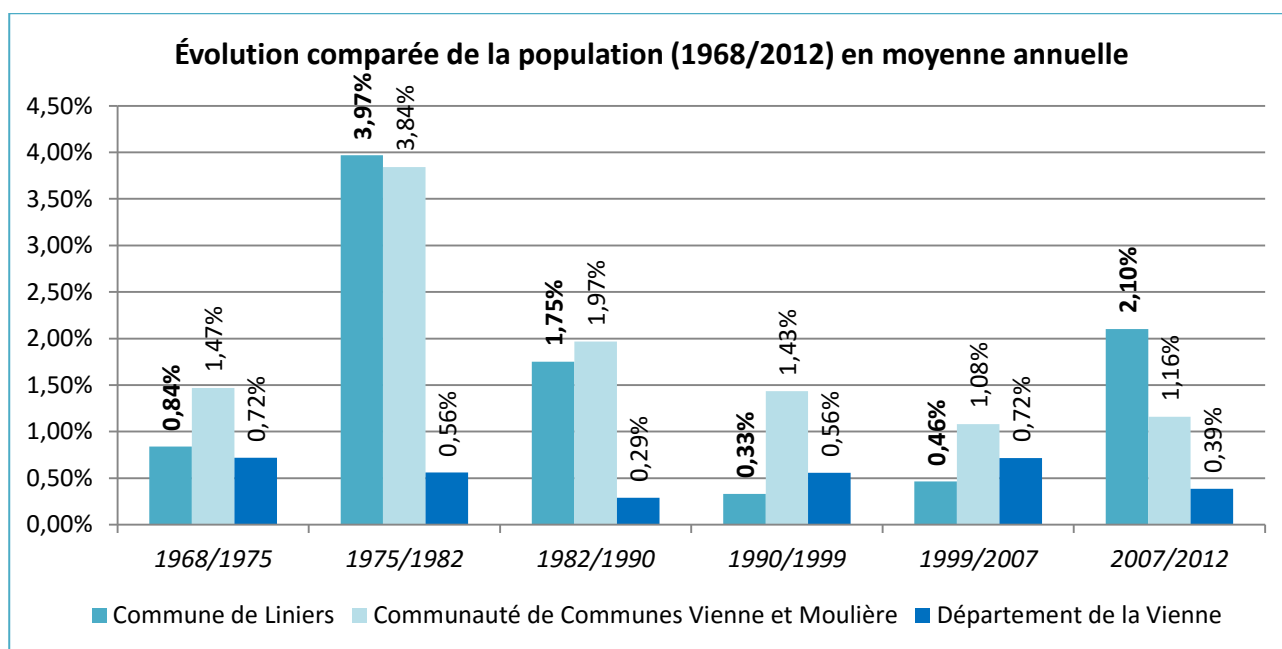
La tendance observée entre 1999 et 2012 a été extrapolée pour définir une orientation démographique entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population communale continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 14 500 habitants.

- **Comparaison entre les différentes échelles du territoire**

Les chiffres comparés des recensements de 1968 à 2010 montrent que les augmentations de population observées sur la commune de Liniers et la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » sont, globalement, largement supérieures à la tendance démographique constatée à l'échelle du département de la Vienne.

Sur cet espace départemental, la croissance moyenne annuelle de la population est restée comprise entre 0,3 et 0,7 % sur la période 1968/2012. Parallèlement, la commune a connu une augmentation moyenne de population comprise entre 0,3 et 4,0 % et la Communauté de Communes entre 1,1 et 3,8 %.

De manière plus précise, la progression de la population a été plus marquée à l'échelle intercommunale que sur la commune de Liniers.



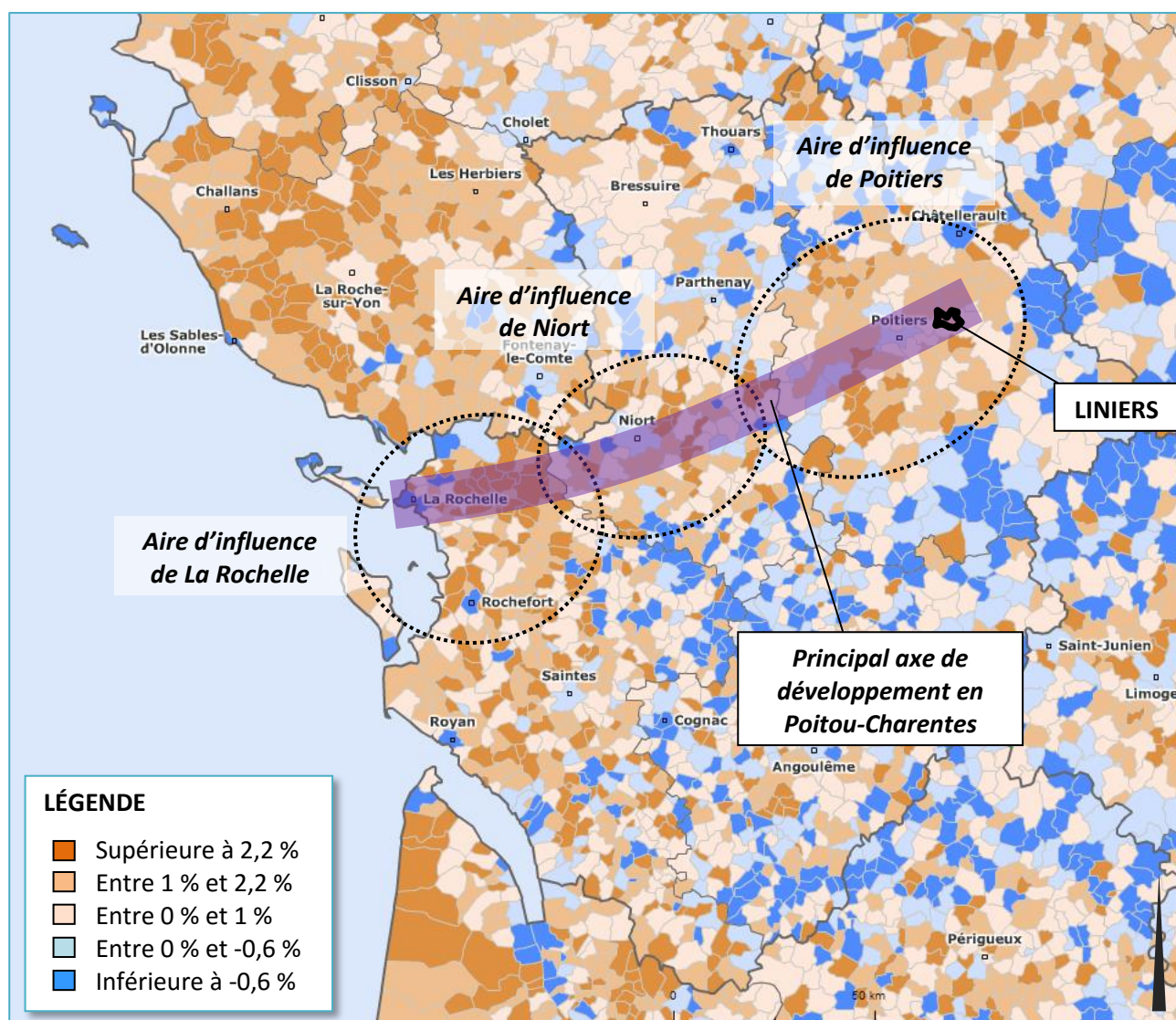
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombbrements, RP 1999 à 2012 exploitations principales

Au cours des deux dernières décennies, l'augmentation de la demande en logements et la recherche de marchés immobiliers plus abordables ont été à l'origine d'un accueil de population non négligeable sur la commune de Liniers et sur la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » en général. En effet, les ménages ont eu tendance à délaisser les premières couronnes périurbaines pour profiter, à plus grande distance de leur lieu de travail, d'un habitat moins coûteux et/ou plus spacieux.

La cartographie statistique présentée en page suivante, constituée à partir des derniers recensements de la population (2007 et 2012), montre, à l'échelle régionale, l'intégration de la commune de Liniers au sein de l'aire d'influence de l'agglomération de Poitiers.

L'évolution moyenne annuelle de population à Liniers a été de 2,1 % sur cette période, soit dans une fourchette assez haute à l'échelle du territoire régional. La commune bénéficie de sa position en limite Est du principal axe de développement en Poitou-Charentes, qui joint La Rochelle, Niort et Poitiers.

Évolution de population entre 2007 et 2012 en moyenne annuelle



Source : Données INSEE Statistiques locales, GéoClip

Le solde migratoire et le solde naturel

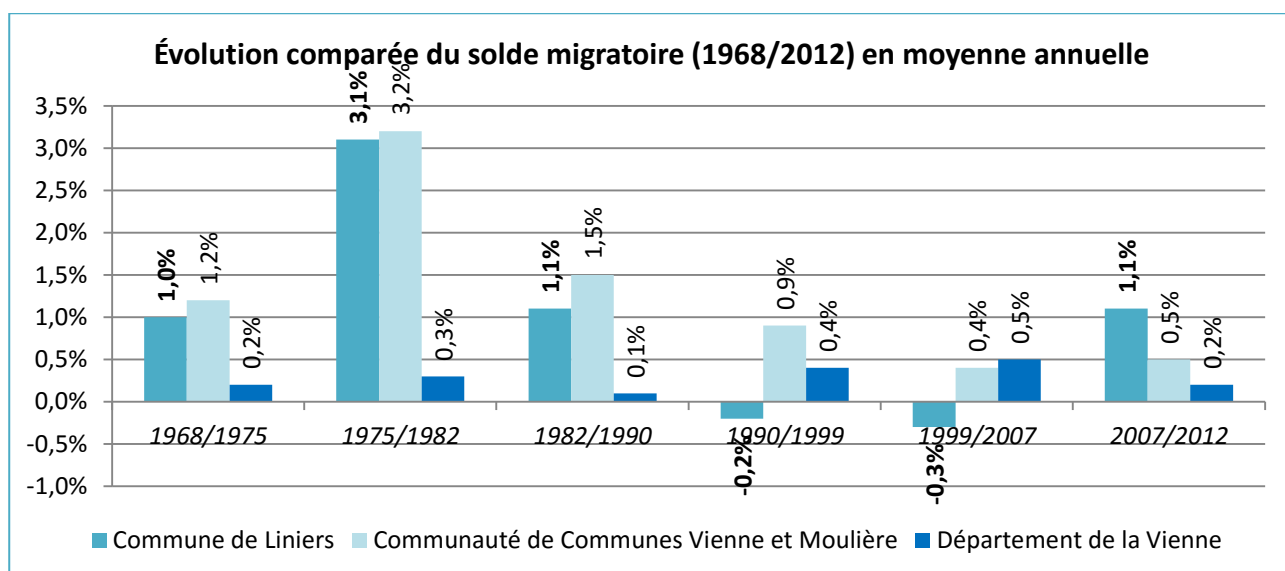
Les soldes migratoire et naturel permettent une analyse fine de l'évolution de la population communale.

- **Le solde migratoire : un enjeu résidentiel pour la commune**

Le solde migratoire⁷ de la commune a été largement positif entre 1968 et 1990, ce qui illustre la capacité de la commune à attirer de nouveaux habitants. Ce solde est devenu négatif puis stable entre 1990 et 2007. Cette dernière donnée est à relativiser au regard des résultats du recensement de 2012, montrant un solde migratoire positif à 1,1 % sur la période la plus récente.

La conservation d'un solde migratoire positif est un enjeu démographique pour la commune. L'attrait de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants permet le renouvellement des générations et la mixité intergénérationnelle dans un contexte national de vieillissement de la population.

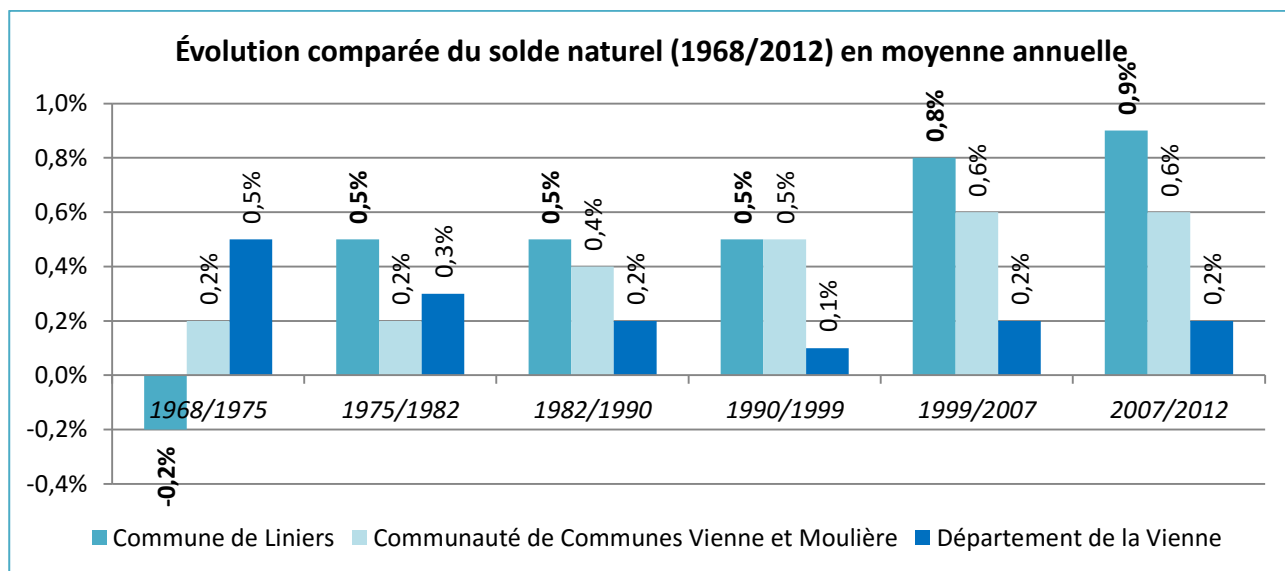
⁷ Solde migratoire : différence entre les personnes venant s'installer sur la commune et celles qui la quittent.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2012 exploitations principales

- **Le solde naturel : une résultante de l'attrait résidentiel**

Le solde naturel⁸ de Liniers est globalement positif depuis 1968 avec une légère baisse de 0,2 % entre 1975 et 1982. Le nombre de naissances est plus important que le nombre de décès, ce qui soutient la croissance démographique de la commune. Ces excédents sont en hausse depuis 30 ans, en liaison avec un rajeunissement croissant de la population communale et l'absence de structure d'accueil pour personnes âgées à Liniers. En 2012, le solde naturel de la commune apparaît ainsi comme particulièrement élevé, comparé à la moyenne des autres territoires. Il est de 0,3% plus élevé qu'à l'échelle intercommunale, et de 0,7 % plus élevé que sur l'ensemble de la Vienne. La commune est structurellement jeune et est attractive pour les ménages en âge d'avoir des enfants. Cette spécificité d'accueil explique le nombre important de naissances.



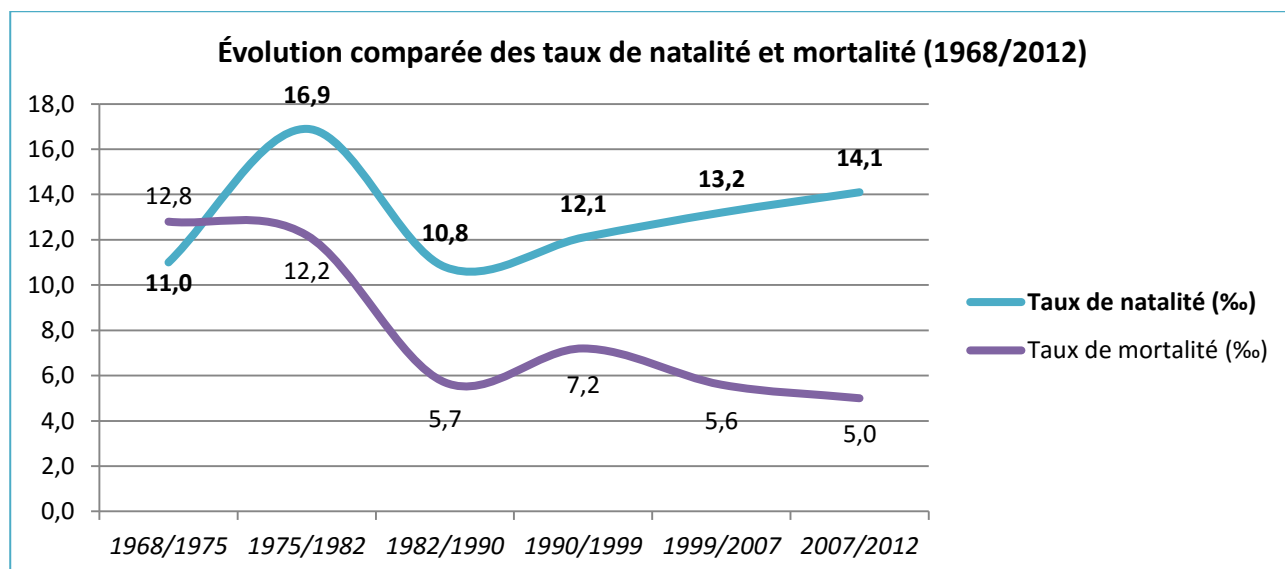
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2012 exploitations principales

Les territoires dans lesquels s'inscrit la commune présentent également des excédents naturels en hausse, dans un contexte national d'augmentation du nombre de naissances.

⁸ Solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur la commune.

- **Les taux de natalité et de mortalité**

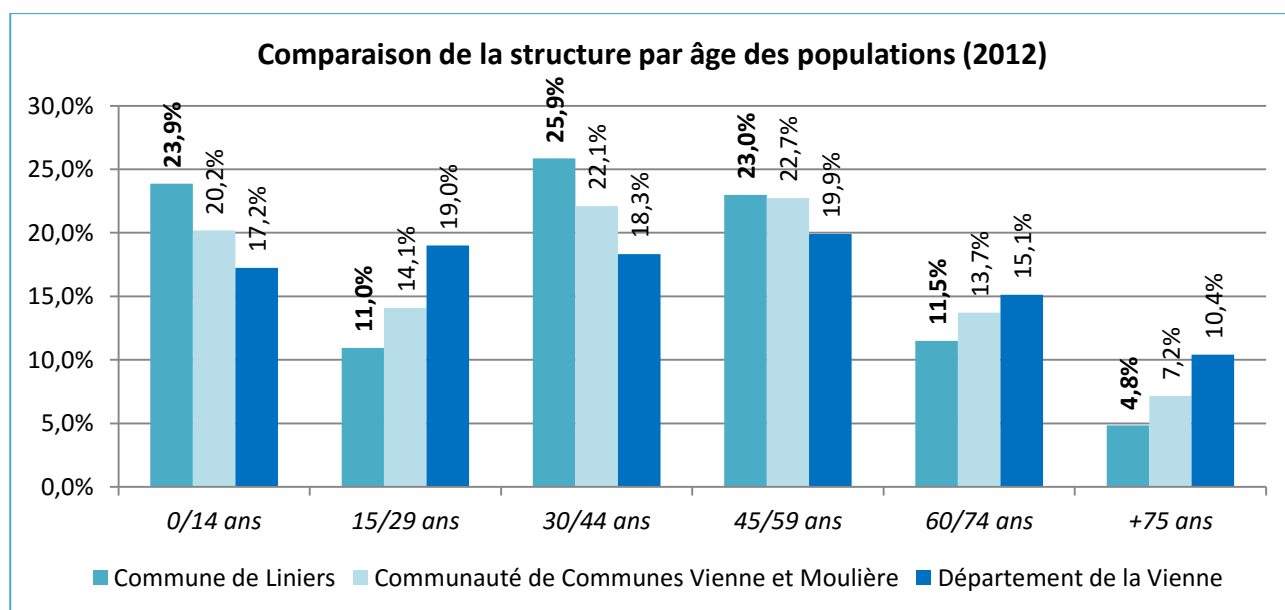
L'installation de familles avec enfants sur la commune favorise la natalité. Les courbes du taux de natalité et du taux de mortalité suivent une tendance proportionnellement inverse, la natalité n'étant jamais descendue en dessous de 10,8 ‰ depuis 1968 alors que la mortalité est passée de 12,8 ‰ dans les années 1970 à 5,0 ‰ en 2012. Le taux de natalité est donc devenu plus de deux fois supérieur à celui de la mortalité.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2012 exploitations principales

Structure par âge de la population : une population communale jeune

Les résultats du recensement de 2012 mettent à jour une structure de population plutôt jeune, caractérisée par une représentation sensible des tranches de 0 à 59 ans. Chacune de ces tranches est globalement de 3 à 7 points plus importante dans la population communale qu'à l'échelle départementale.



Source : INSEE, RP 2012 exploitation principale

La tranche des 15/29 ans n'est pas nécessairement pertinente à l'analyse compte-tenu de l'absence de structure d'enseignement secondaire ou supérieur sur la commune.

A l'inverse, les seniors (âge supérieur à 60 ans) sont moins nombreux en raison de l'absence de structure d'accueil sur la commune. En particulier, la représentation des plus de 75 ans dans la population communale est plus de deux fois inférieure à la moyenne du département de la Vienne.

La Communauté de Communes « Vienne et Moulière » possède globalement les mêmes caractéristiques, mais de manière plus atténuée que la commune de Liniers. On y notera ainsi une moindre proportion de jeunes de 0 à 14 ans et davantage de représentants des tranches 60/74 ans et plus de 75 ans.

La caractéristique jeune de la population communale s'exprime notamment à travers un indice de jeunesse⁹ de 1,80, ce qui est élevé. Les jeunes de moins de vingt ans sont ainsi beaucoup plus nombreux sur la commune que les personnes de plus de soixante ans.

À titre de comparaison, la part des moins de vingt ans dans la population de la Communauté de Communes est plus réduite (indice de jeunesse de 1,23, en recul depuis 1999), tandis que celle du département est située en-dessous de l'équilibre (indice de jeunesse de 0,75, en fort recul depuis 1999).

Indice de jeunesse	2012
Commune de Liniers	1,80
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	1,23
Département de la Vienne	0,75

Source : INSEE, RP 2012 exploitations principales

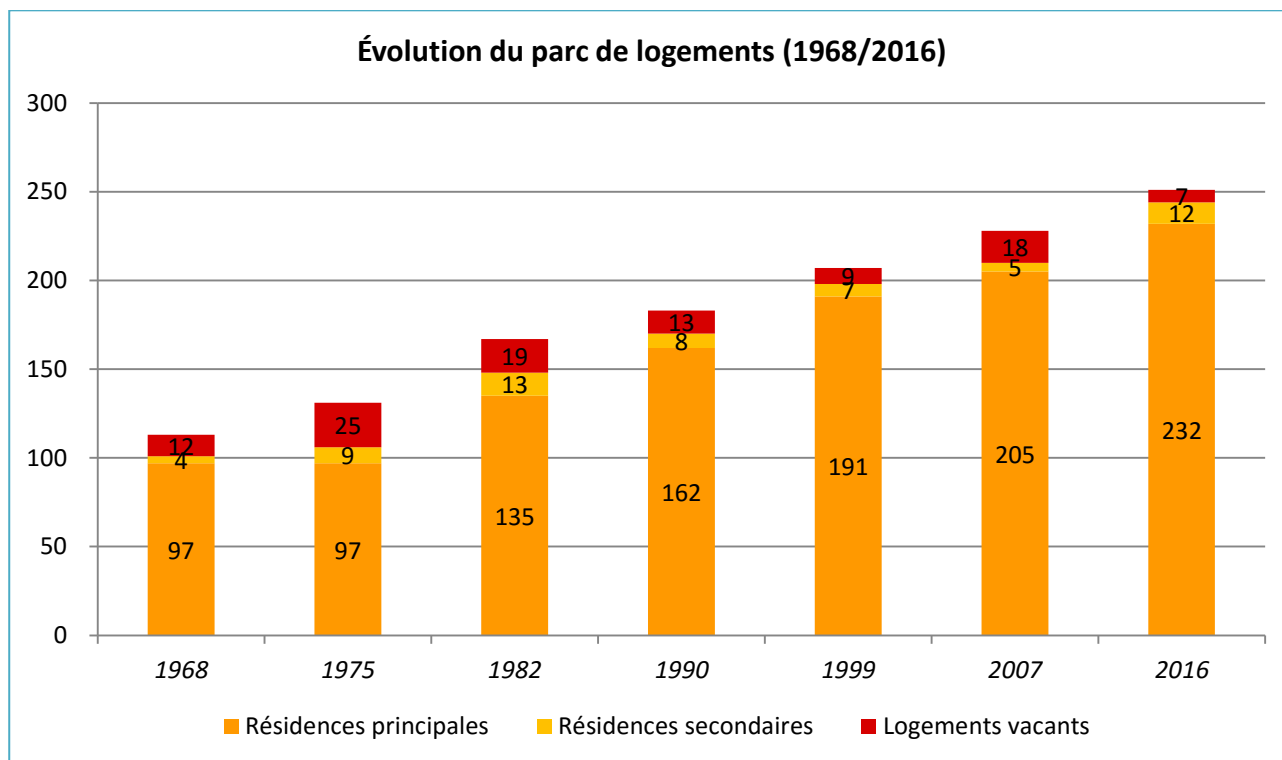
- **La vocation d'accueil de la commune pour les ménages avec enfants nécessite qu'une réflexion soit menée pour adapter les équipements communaux et intercommunaux (écoles, locaux associatifs, équipements de loisirs...) à l'augmentation des besoins générés par le développement démographique planifié dans le PLU.**

⁹ *Indice de jeunesse : rapport entre les personnes âgées de moins de 20 ans et celles âgées de plus de 60 ans. Un indice de 1,0 montre un nombre égal de jeunes et de seniors. En-dessous, la proportion de seniors est plus importante.*

LE PARC DE LOGEMENTS

Évolution du parc de logements : une augmentation importante du nombre d'unités

Liniers compte 251 logements en 2016, soit une augmentation de 122,1 % du nombre d'unités depuis 1968, assez représentative du phénomène périurbain qui touche la commune.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 exploitation principale, Mairie de Liniers

L'augmentation est irrégulière dans le temps : des périodes de forte production de nouveaux logements succèdent à des périodes de croissance modérée. Le rythme annuel moyen d'accroissement du parc de logements évolue dans le temps de la manière suivante :

- › 1968/1975 : + 2,28 % par an
- › 1975/1982 : + 3,93 % par an
- › 1982/1990 : + 1,20 % par an
- › 1990/1999 : + 1,46 % par an
- › 1999/2007 : + 1,27 % par an
- › 2007/2016 : + 1,12 % par an

La période 1975/1982 est marquée par une production importante de nouveaux logements. La croissance du parc de logements sur la période récente correspond à la poursuite du développement urbain à travers de petites opérations d'ensemble.

Globalement, l'augmentation du parc de logements entre 1968 et 2016 aura été de 2,5 % en moyenne annuelle.

Cette augmentation est à mettre en rapport avec la hausse moyenne de la population communale qui a été de 2,3 % par an sur cette période. Cet écart s'explique par la diminution du nombre moyen de personnes par résidence principale, qui accroît les besoins en logements.

Évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants

• Données communales

Le recensement annuel réalisé en 2016 par la commune fait état de la présence de 7 logements vacants et de 12 résidences secondaires, soit un total de 7,6 % du parc de logements. La différence avec les valeurs recueillies par INSEE (9,2 % du parc) s'explique par le renforcement de la pression immobilière sur le territoire entre 2012 et 2016, qui a favorisé la reprise des logements vacants.

• Données INSEE

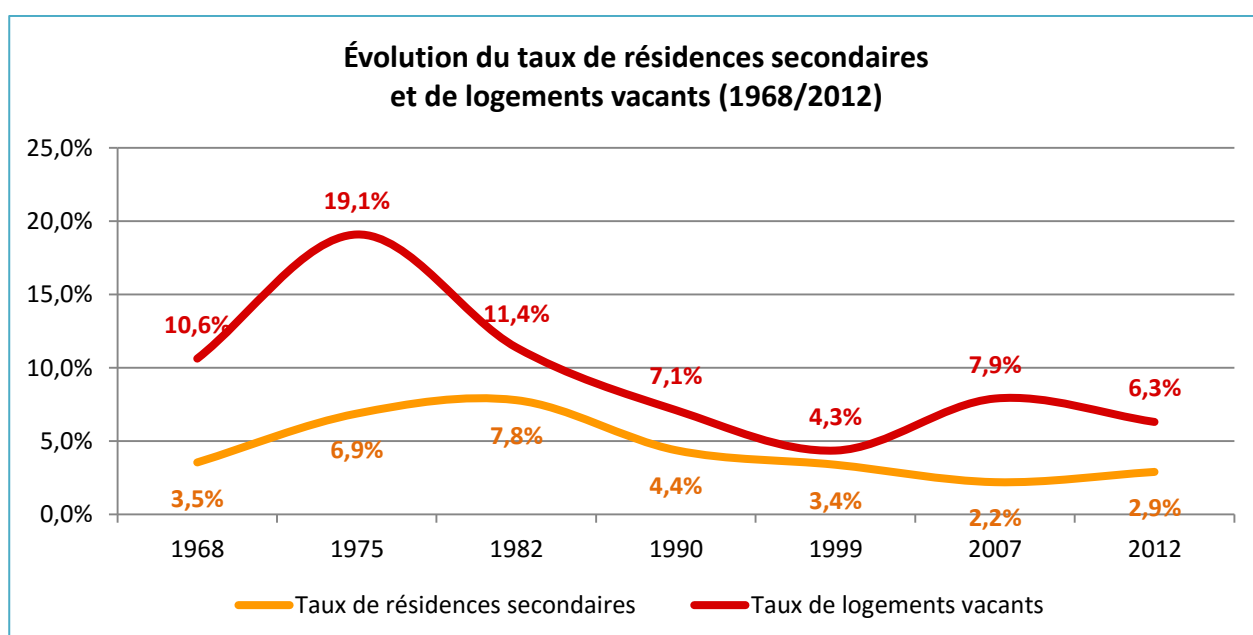
Le recensement général de la population réalisé par l'INSEE en 2012 fait état de la situation suivante :

Répartition comparée du parc de logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Commune de Liniers	90,8 %	2,9 %	6,3 %
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	91,2 %	3,7 %	5,1 %
Département de la Vienne	85,1 %	5,5 %	9,4 %

Source : INSEE, RP 2012 exploitation principale

Ces valeurs sont assez proches de celles observées sur la Communauté de Communes et assez nettement inférieures aux moyennes constatées sur le département de la Vienne où les taux de résidences secondaires et de logements vacants sont supérieurs (de 0,7 % pour les résidences secondaires et de 6,6 % pour les logements vacants). Les faibles taux de résidences secondaires et de logements vacants témoignent de l'attractivité du territoire : la forte demande immobilière qui s'exprime sur Liniers incite en effet à une occupation forte des logements. Les habitations sont rapidement louées ou vendues. Les taux de vacance et de résidences secondaires sont par ailleurs en très nette diminution sur les dernières décennies même si le nombre de logements vacants a connu une légère remontée entre 1999 et 2007.

La comparaison avec les autres territoires montre que les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants sont particulièrement faibles sur Liniers. Les faibles taux de logements vacants et de résidences secondaires s'expliquent par un marché immobilier dynamique sur les espaces périurbains. La demande en logements est importante, ce qui incite les propriétaires à restaurer et à mettre sur le marché leurs biens immobiliers.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2012 exploitations principales

Une mobilité résidentielle plus faible que sur les autres territoires

La mobilité résidentielle est définie par la fréquence de changement de logement par les ménages qui les occupent. Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que les habitants de Liniers, à l'image de ceux de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », restent plus longtemps dans leur logement qu'en moyenne sur le territoire départemental. Cela est particulièrement vrai pour les personnes ayant emménagé sur la commune depuis plus de 10 ans, dont la part est de 3,6 points supérieure à la moyenne intercommunale et de 13,2 points supérieure à la moyenne de la Vienne.

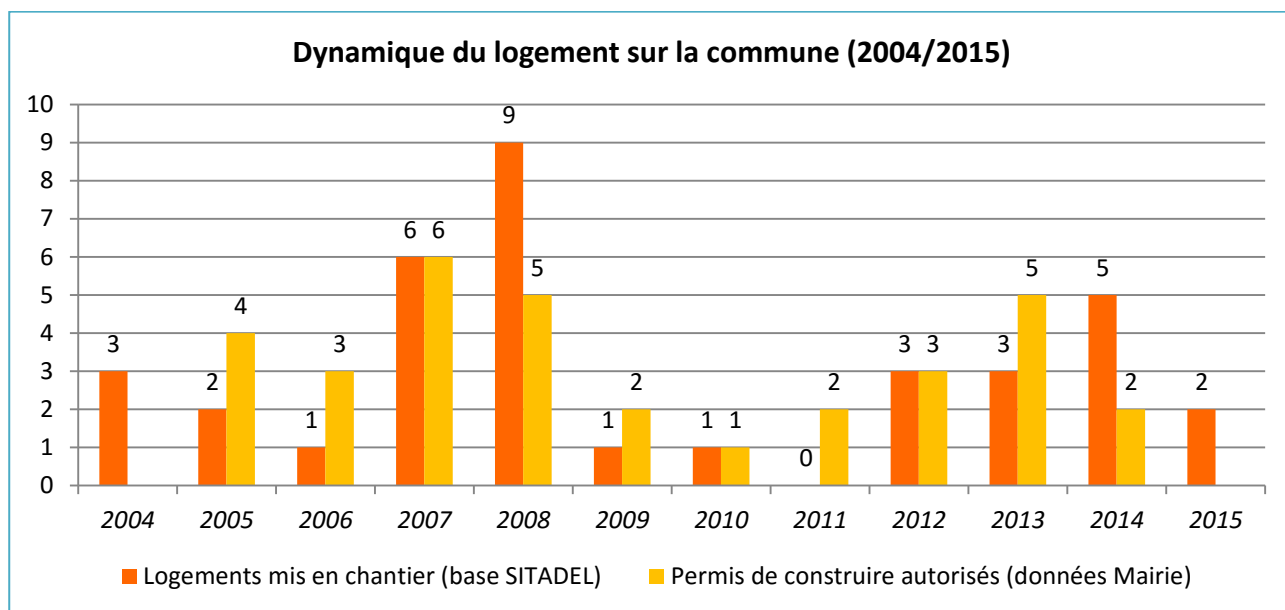
Cette situation s'explique par la part importante des propriétaires-occupants à Liniers en 2012 (86 %, en augmentation de 5,5 points par rapport à 2007), pour une moyenne de 61,4 % dans la Vienne. Les personnes qui achètent un logement sur la commune sont majoritaires et ont de fait tendance à rester longtemps dans leur logement.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2012	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	Plus de 10 ans
Commune de Liniers	7,0 %	14,4 %	17,2 %	61,4 %
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	9,3 %	16,0 %	16,9 %	57,8 %
Département de la Vienne	15,5 %	20,3 %	16,0 %	48,2 %

Source : INSEE, RP 2012 exploitation principale

La production de logements neufs

Le rythme moyen de la construction neuve sur la commune est de 3 nouveaux logements par an depuis 2004 (base SITADEL). On notera des disparités liées aux pics correspondant à des opérations d'ensemble, et à l'effet de la conjoncture économique sur le rythme de la construction (réduction notable du nombre de logements mis en chantier entre 2009 et 2012 par exemple).



Source : Base de données SITADEL, Mairie de Liniers

La demande en nouveaux logements est satisfaite par la réalisation de petites opérations d'ensemble en périphérie du Bourg. L'implantation de constructions individuelles sur les hameaux serait un mode de développement urbain particulièrement consommateur d'espace. Les habitations construites en dehors des opérations d'ensemble sont en effet généralement implantées sur des terrains de superficies plus importantes.



Lotissement des Fenelles



Habitation isolée

La nécessaire réhabilitation de logements anciens

Les résidences principales à Liniers sont de construction plutôt récente. Ainsi, la part des logements construits avant 1946 ne représente que le tiers du parc total.

Date de construction	Avant 1946	Entre 1946 et 1990	Depuis 1990
Part des résidences principales	34,4 %	38,3 %	27,3 %

Afin de favoriser la réhabilitation de logements anciens en zone rurale, le Ministère du Logement a ouvert, à compter du 1^{er} Janvier 2015, l'accès au Prêt à Taux Zéro (PTZ) à tout acquéreur d'un logement ancien qui s'engage à accompagner son acquisition de travaux de rénovation à hauteur d'au moins 25% du montant total de l'opération.

Ce dispositif vise à revitaliser les centre-bourgs de 6 000 communes rurales où la construction neuve prédominait jusqu'à présent.

La commune de Liniers n'est pas éligible au PTZ en zone rurale.

L'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat

Le parc de logements de Liniers était composé de 236 maisons individuelles (6 unités supplémentaires par rapport à 2007) et de 4 appartements en 2012 (aucun en 2007). La prédominance de l'habitat individuel se manifeste bien sur la commune malgré la construction d'appartements entre 2007 et 2012.

Évolution de la typologie du parc de logements	2007	2012
Maisons	228	236
Appartements	0	4

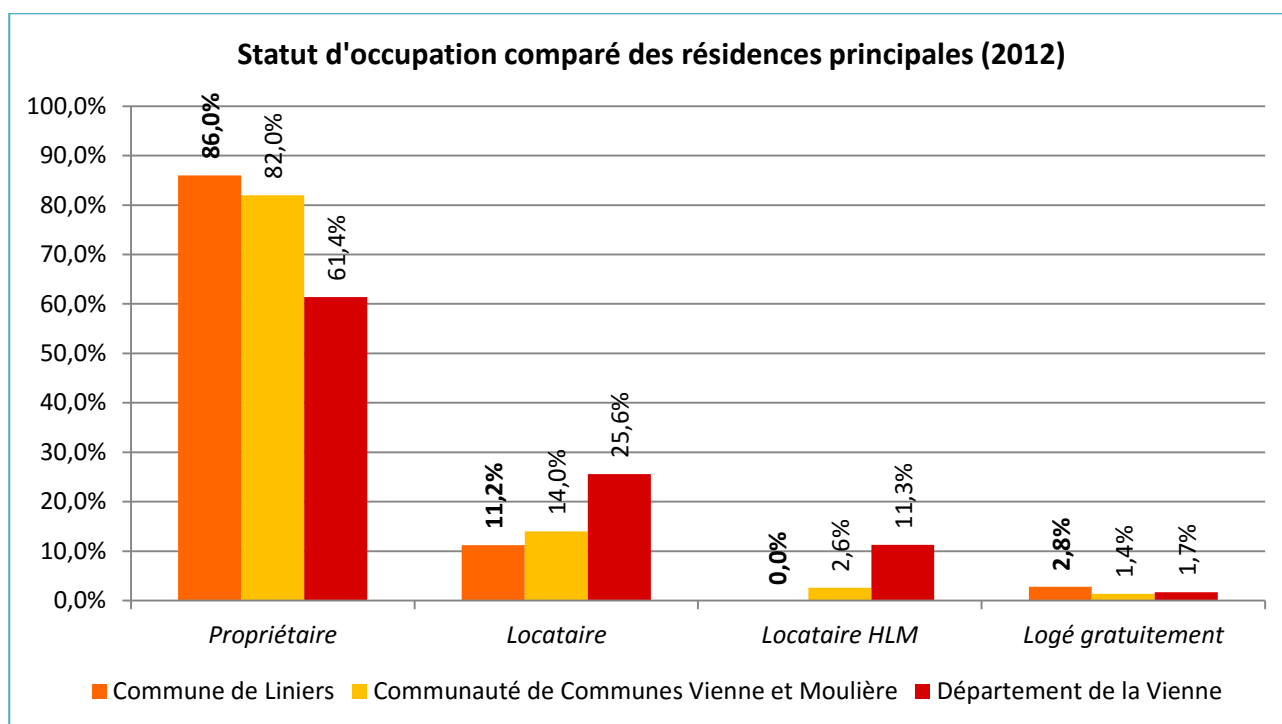
Source : INSEE, RP 2007 et RP 2012 exploitations principales

Parallèlement, une augmentation générale de la taille moyenne des habitations est observée. Le nombre moyen de pièces par logement est ainsi passé de 4,8 à 5,0 pièces entre 2007 et 2012. C'est particulièrement vrai pour la proportion de grands logements dans le parc global. La part des logements de 5 pièces ou plus est ainsi passée de 57,1 % en 2007 à 60,5 % en 2012, au détriment de toutes les catégories de logements de taille inférieure.

■ **La présence de logements de plus en plus grands pose la question du maintien de la mixité sociale sur la commune, dans le contexte d'un marché immobilier sous tension. La généralisation des grands logements, plus chers, est susceptible d'exclure de la commune certaines populations disposant de revenus modestes (jeunes, personnes âgées, travailleurs précaires...).**

La création d'une diversité dans l'offre de logements proposée sur la commune pourra être inscrite dans les objectifs du Plan Local d'Urbanisme.

Comme évoqué précédemment, la proportion de propriétaires-occupants est de 86 % à Liniers en 2012. Ce chiffre est plus important qu'à l'échelle intercommunale et beaucoup plus important qu'à l'échelle départementale. Inversement, la part de locataires, et notamment de locataires HLM (aucun sur la commune), est moins importante à Liniers que sur l'ensemble de la Vienne (différence de 14,4 points sur le volume des locataires).



Source : INSEE, RP 2012 exploitation principale

La prise en compte des besoins spécifiques

- **L'accueil des gens du voyage**

En référence à la Loi n°90-449 du 31 Mai 1990 et à la Loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, chaque département élabore un schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui définit :

- › Les communes d'implantation des aires permanentes.

- › Les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.
- › La politique de sédentarisation, le cas échéant.

Dans la Vienne, le schéma couvrant la période 2010/2015 a été signé conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général le 9 Juin 2011 pour une durée de six ans.

La commune de Liniers n'est pas concernée par le dispositif.

• **Lutte contre l'habitat indigne et dégradé**

La Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009 pour le logement et de lutte contre l'exclusion définit comme habitat indigne trois catégories de logements :

- › Les bâtiments menaçant ruine, pour lesquels le Maire a autorité de police spéciale en application des articles L.511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.
- › Les bâtiments insalubres, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1311-4, L.1331-23, L.1331-26 à 31 et L.1336-3 du Code de la Santé Publique.
- › Les logements présentant un risque de saturnisme, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1334-1 à 13 du Code de la Santé Publique.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, une réflexion pourra être menée sur ces logements, le cas échéant, ou plus globalement sur tout logement ancien pouvant être réhabilité à des fins de mixité sociale et d'amélioration de l'habitat.

• **Lutte contre la précarité**

Il y a lieu d'évaluer les besoins en logements des personnes ou des familles visées au Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et de favoriser les conditions de développement de logements correspondant aux capacités contributives des ménages en prenant en compte leurs habitudes de vie et d'occupation.

Depuis la Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009, le PDALPD inclut et prolonge les dispositions du Plan Départemental d'Accueil, Hébergement et Insertion (PDAHI).

Le PDALPD de la Vienne pour la période 2012/2016, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général, a été arrêté au 27 Août 2012.

En matière de précarité, les habitants de la commune de Liniers ont des revenus globalement supérieurs aux moyennes intercommunale et départementale, avec un revenu moyen net déclaré par foyer fiscal de 22 288 € alors qu'il est de 21 825 € pour la Communauté de Communes et de 19 206 € pour le département de la Vienne.

PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT, CORRÉLATION ENTRE DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Évolution de la taille des ménages

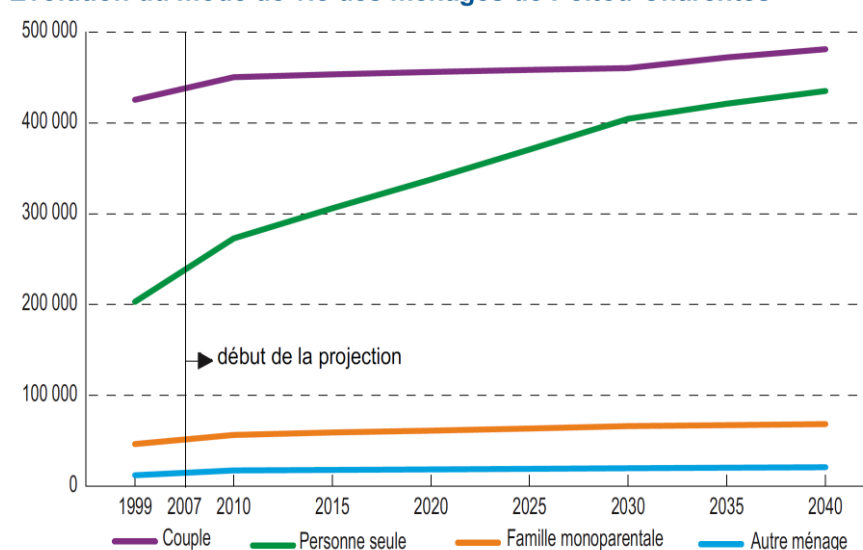
- **Tendance générale et importance de prise en compte**

L'évolution générale de la taille des ménages est liée, au niveau global, à la conjonction de deux facteurs, le vieillissement de la population et le phénomène dit « de décohabitation », dont les effets peuvent être cumulatifs.

- › **L'allongement de la durée de la vie** a des conséquences sur l'adaptation des équipements publics, la fréquence de remise sur le marché des logements, ainsi que sur la nature des logements à construire. Le vieillissement peut s'accompagner de dépendance. En 2030, la région Poitou-Charentes devrait compter 61 000 personnes dépendantes, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2010¹⁰. Pour maintenir ces personnes à domicile, les logements à construire devront tenir compte de cette contrainte et proposer des solutions appropriées.
- › **Le phénomène de « décohabitation »** tend à modifier les modes de vie. Les enfants quittent aujourd'hui plus tôt le foyer familial, davantage pour poursuivre des études que pour vivre en couple. De plus, les ruptures de couples continuent d'augmenter, entraînant une progression du nombre de familles monoparentales. Cette évolution des modes de vie doit ainsi être anticipée dès à présent afin de prévoir une production de logements adaptée, notamment en matière de superficie et de nombre de pièces. Une inadéquation du parc, composé à majorité de logements T4 et plus, est déjà constatée face aux demandes actuelles de logement social sollicitant, pour plus de 60 %, des 3 pièces ou moins.

La conjonction de ces deux facteurs entraîne une **augmentation sensible du nombre de ménages**, qui évolue plus vite que l'augmentation de la population. Mécaniquement, la taille des ménages s'oriente à la baisse ; alors qu'un ménage comptait en moyenne 2,8 personnes en 1982 en Poitou-Charentes, il en compte 2,2 en 2010 et la projection de l'INSEE et de la DREAL Poitou-Charentes pour 2040 en prévoit 2,0 en moyenne à cet horizon. L'évolution du nombre de personnes vivant seules (cf. graphique ci-dessous) explique cette tendance démographique lourde.

Évolution du mode de vie des ménages de Poitou-Charentes

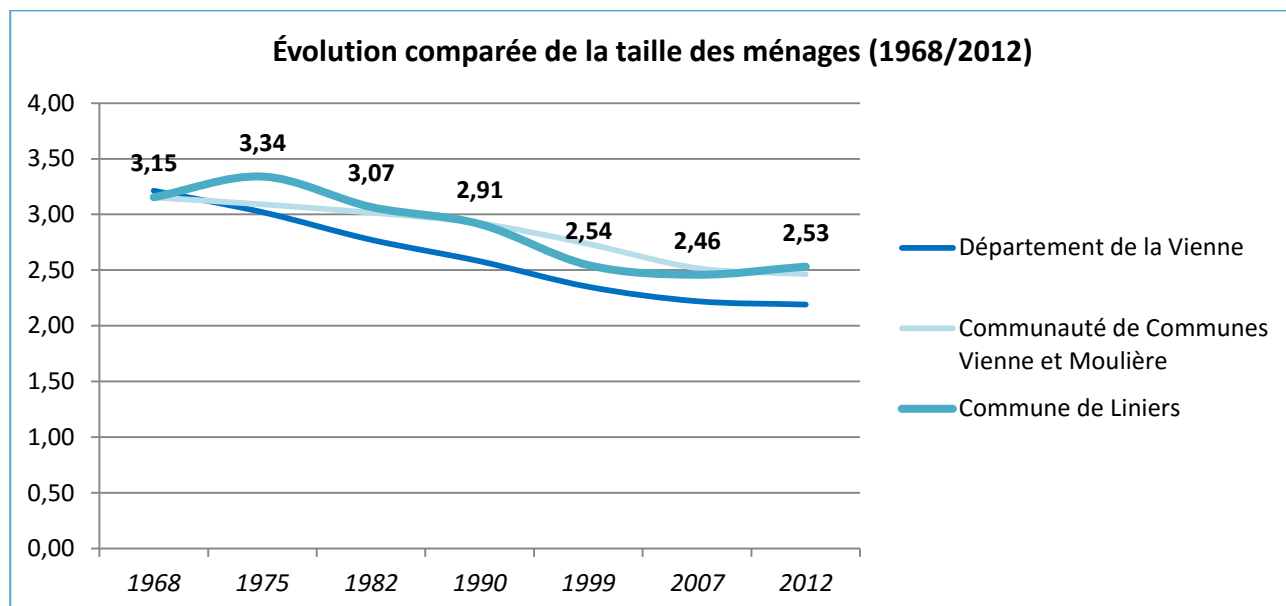


Source : Insee, Omphale 2010

¹⁰ Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 – Juin 2012

- **Diagnostic sur la commune**

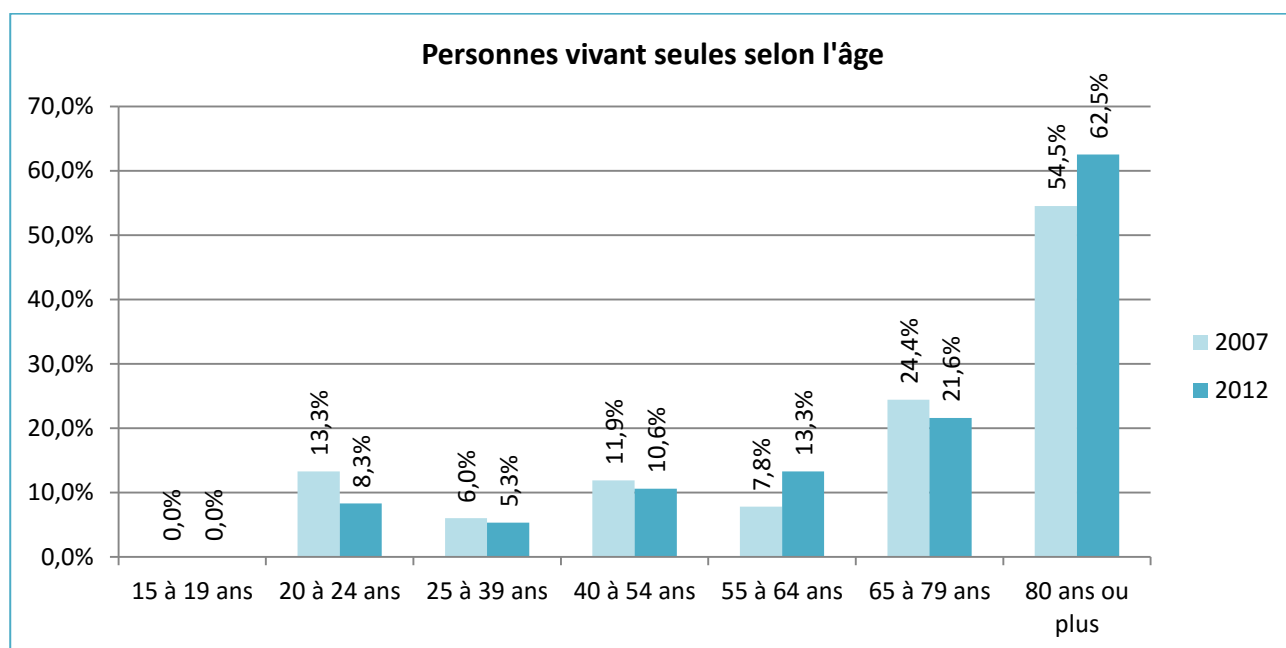
La taille des ménages a suivi à Liniers une diminution parallèle à ce qui est constaté sur l'ensemble du territoire national jusqu'en 2007. Depuis lors, contrairement à ce qui est observé au niveau du département de la Vienne notamment, la taille des ménages a connu une légère reprise avec l'installation de nouveaux ménages et la hausse de la natalité.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2012 exploitations principales

Sur une échelle longue, la tendance reste cependant à une diminution continue de la taille des ménages. Comme évoqué ci-avant, celle-ci participe du phénomène national de « décohabitation », dit aussi de « desserrement des ménages » : multiplication des ménages isolés, des personnes âgées vivant seules, des familles monoparentales, etc.

À titre d'exemple, comme illustré par le graphique ci-dessous, le nombre de personnes vivant seules a évolué à Liniers entre 2007 et 2012, notamment sur la tranche d'âge des plus de 80 ans.



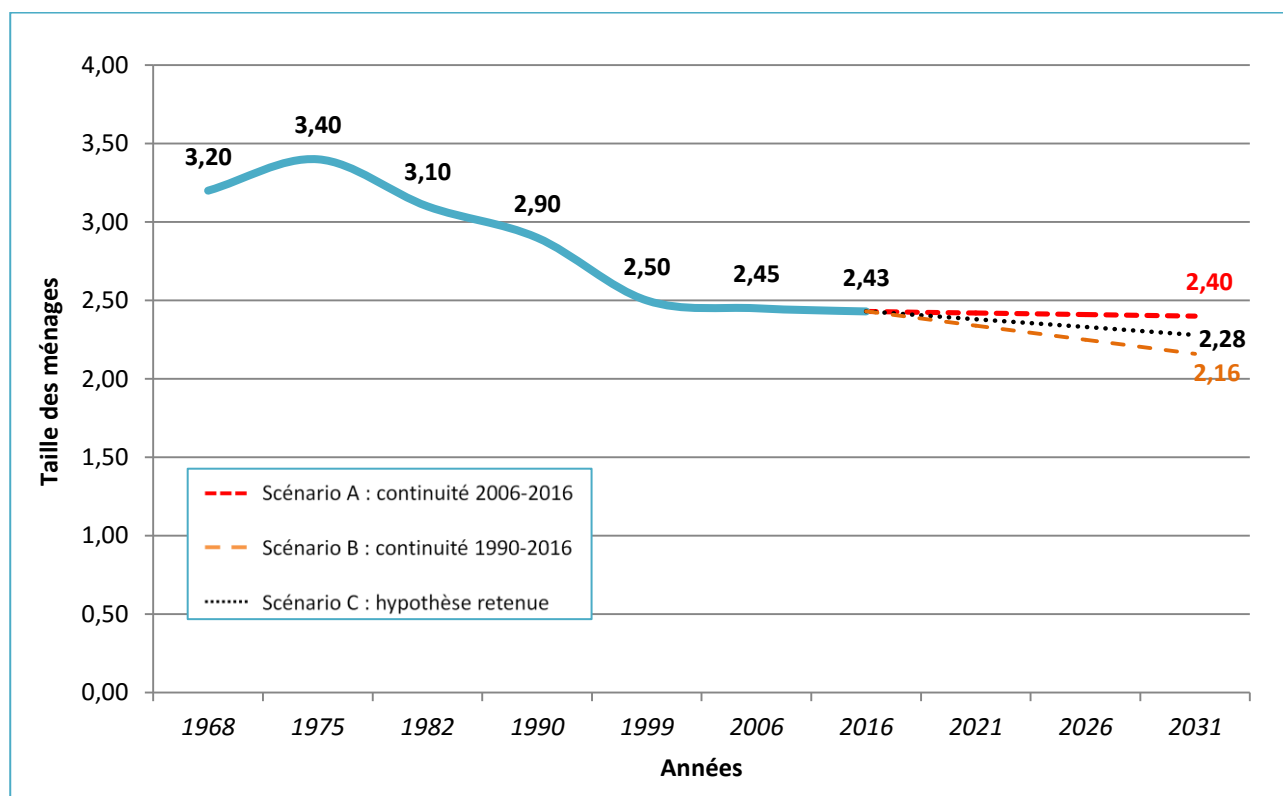
Source : INSEE, RP 2007 et RP 2012 exploitations principales

- **Évolution attendue**

À l'échelle régionale, les projections réalisées mettent en évidence un ralentissement de la progression du nombre de ménages et une diminution moins rapide, au fil du temps, de la taille moyenne des ménages.

Plusieurs scénarii sont envisageables quant à l'évolution de la taille des ménages sur la commune de Liniers, selon que celle-ci est extrapolée sur une période longue ou courte.

Évolution attendue de la taille moyenne des ménages selon les périodes intercensitaires utilisées



Sources : recensements INSEE et projections

Compte-tenu des évolutions sociétales attendues (cf. étude INSEE Décimal, Juin 2012), de l'indice de jeunesse actuellement élevé de la commune, (...) et du développement très récent de la commune (+ 20 % de population entre 1999 et 2016), un important contrecoup démographique est susceptible de se produire dans les 10 à 15 prochaines années avec le départ des jeunes du foyer familial. Le scénario A, basé sur la période la plus récente (2006/2016) n'apparaît donc pas réaliste au regard du contexte social et territorial car trop optimiste en matière d'occupation des logements.

De même, le scénario C s'appuie sur la diminution importante de la taille moyenne des ménages observée dans les années 1990, lorsque l'accroissement de la population communale était très faible, empêchant ainsi un renouvellement suffisant de la population pour compenser le départ des jeunes des familles arrivées dans les années 1970 et 1980. Or, le Plan Local d'Urbanisme s'appuie sur un projet de développement ambitieux visant à porter la population communal à 700 habitants en 2031 (+ 23,9 % sur 15 ans) ce qui permettra un renouvellement d'une partie de la population. Le choix de ce scénario n'apparaît donc pas réaliste car basé sur des évolutions démographiques différentes de celles envisagées à l'avenir.

Pour ces raisons, c'est un scénario intermédiaire, dénommé « B » qui est retenu pour estimer la taille des ménages sur la commune en 2031. Le chiffre se situe à la valeur médiane entre les données de projection des deux autres scénarios, soit : $TM_{2031} = (2,40 + 2,16) / 2 = 2,28$ personnes par logement.

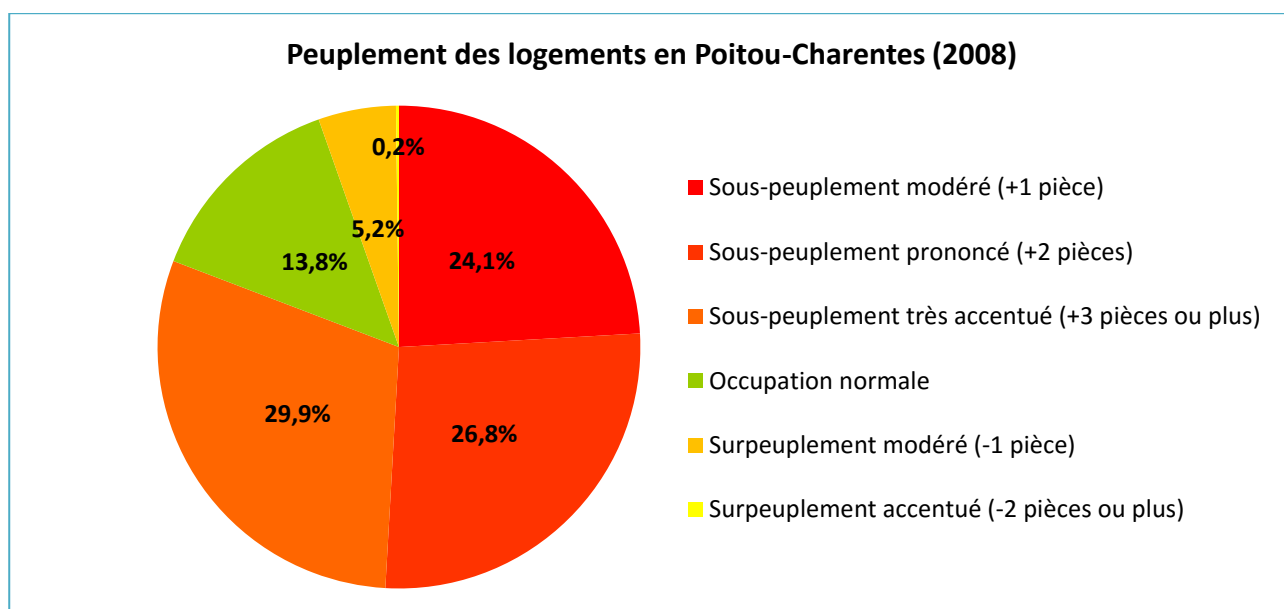
Évolution de la taille des logements

Comme évoqué ci-avant (Cf. paragraphe « l'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat »), l'adaptation de la taille des logements aux usages et à l'évolution des modes de vie est une problématique à prendre en compte dans la définition des logements qui seront mis en chantier sur le territoire.

En Poitou-Charentes, la taille des logements est globalement inadaptée. 5,4 % des résidences principales sont en 2008 en situation de surpeuplement. Cela signifie que le nombre de pièces est insuffisant pour des conditions normales d'occupation du logement. Le phénomène se résorbe puisque 6,6 % des logements étaient dans cette situation en 1999.

13,8 % des logements sont en situation d'occupation normale, avec un nombre de pièces adapté au nombre d'occupants.

En revanche, 80,8 % des logements sont en situation de sous-peuplement (en augmentation de 3,7 % depuis 1999), c'est-à-dire que le logement comporte une ou plusieurs pièces de trop par rapport au nombre d'habitants. L'évolution dans le temps voit l'augmentation du nombre de logements en sous-peuplement prononcé (2 pièces de trop, +0,3 % par rapport à 1999) et en sous-peuplement très accentué (3 pièces de trop ou plus, +6,7 % par rapport à 1999).

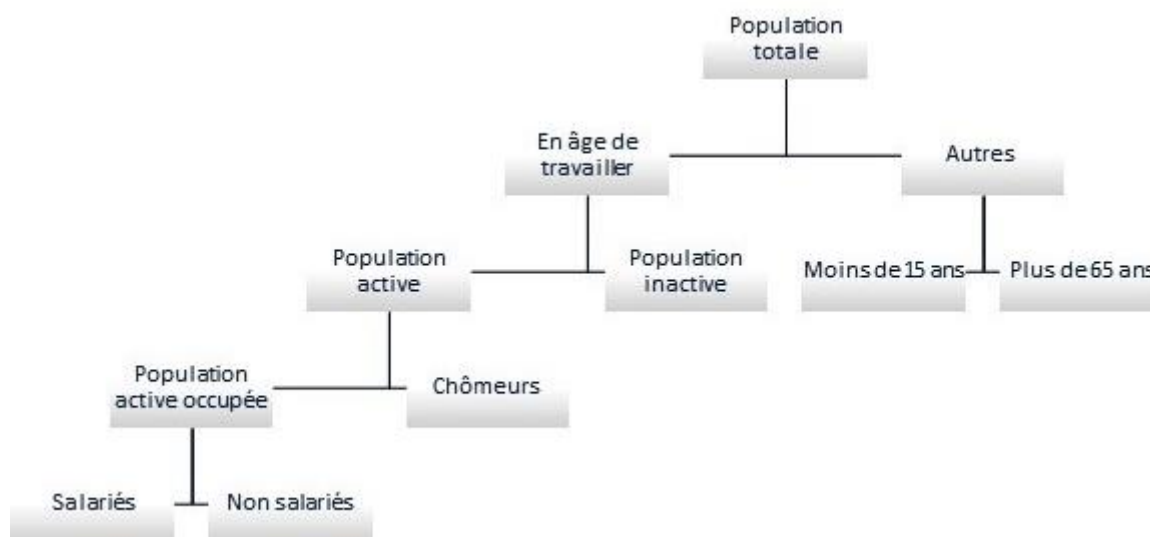


Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 – Juin 2012

Au total en région Poitou-Charentes, ce sont 190 000 logements, soit près de 30 % du parc, qui sont en situation de sous-peuplement très accentué, alors que la moyenne nationale est de 23 %.

PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ÉVOLUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE LOCALE



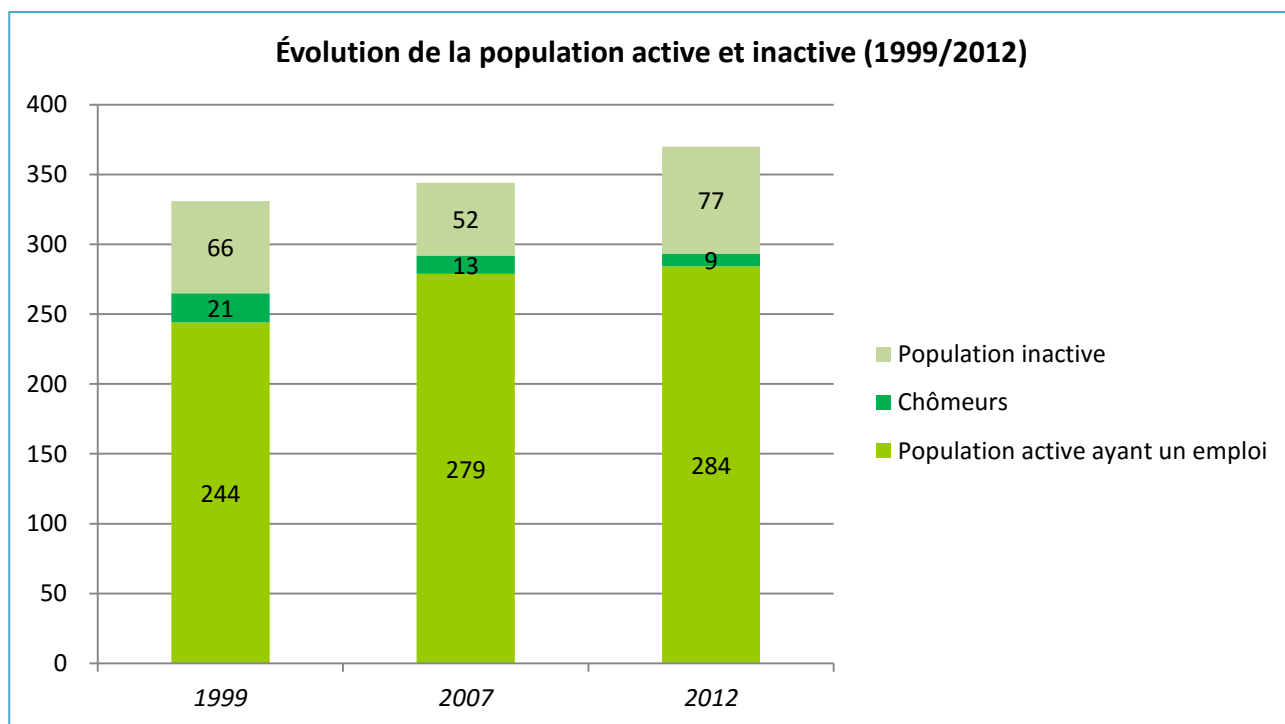
Évolution de la structure socio-économique communale	1999	2007	2012	Évolution
Population totale de la commune	486	504	557	+14,6 %
- dont population de 15 à 64 ans	332	344	370	+11,4 %
Population active totale	266	292	293	+10,2 %
- dont actifs ayant un emploi (population active occupée)	244	279	284	+16,4 %
- dont actifs au chômage	21	13	9	-57,1 %
Population inactive totale	66	52	77	+16,6 %
- dont élèves, étudiants et stagiaires	33	25	24	-27,3 %
- dont retraités et préretraités	18	12	45	+150,0 %
- dont autres inactifs	15	15	8	-46,7 %
Taux d'activité au sens de l'INSEE	80,1 %	84,9 %	79,3 %	-0,8 %
Taux d'activité par rapport à la population totale	54,7 %	57,9 %	52,7 %	-2,0 %
Taux de chômage	7,9 %	4,5 %	3,2 %	-4,7 %
Population active résidant et travaillant dans la commune	33	27	29	-12,1 %
Population active résidant mais travaillant hors commune	211	254	258	+22,3 %

Source : RP 1999 à 2012 exploitations principales

Évolution importante de la population active et de la population active occupée

La population active de Liniers s'élève à 293 personnes en 2012. Elle est en augmentation de 27 personnes depuis 1999, soit une hausse de 10,2 %. Le taux de chômage est en forte baisse entre 1999 et 2012, passant de 7,9 % à 3,2 % de la population active.

Parallèlement, le taux d'activité de la population¹¹ est en recul de 2,0 % malgré l'augmentation de la population active et de la population active occupée. Ces hausses sont compensées par la forte progression des inactifs et, plus particulièrement des retraités et préretraités.



Source : INSEE, RP 1990 dénombrements, RP 1999 et RP 2010 exploitations principales

Une dynamique économique stable

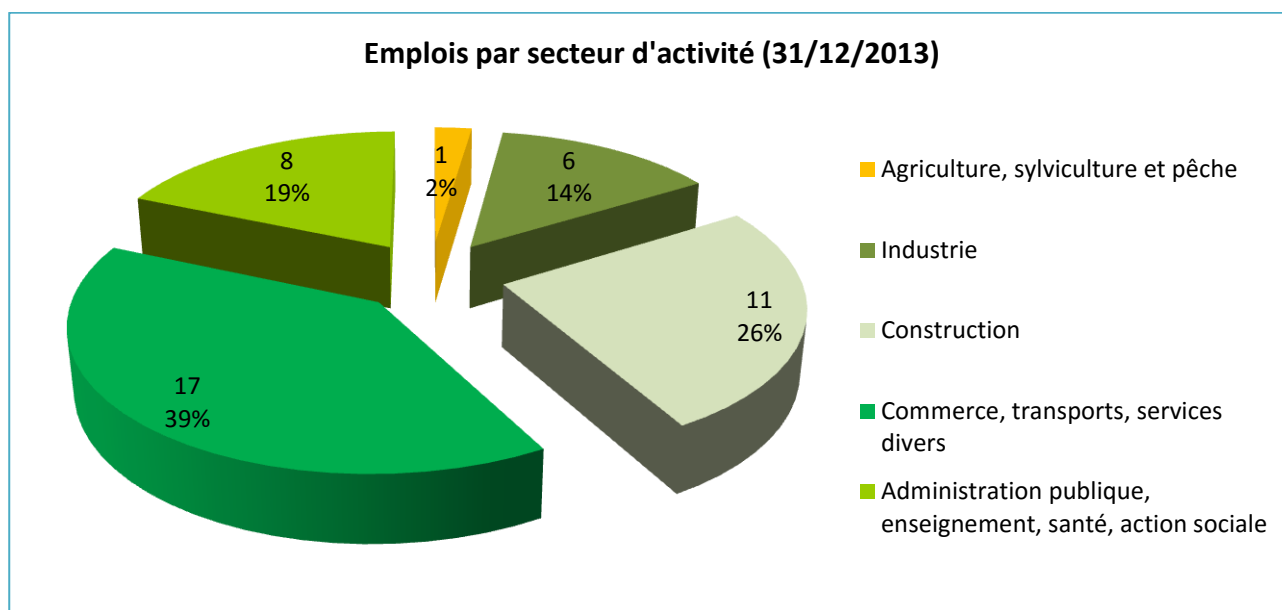
Les activités économiques présentes sur la commune génèrent un total de 87 emplois en 2012 (en progression de 23 unités par rapport à 2007, soit une hausse de 35,9 %) tandis que la population active occupée¹² de Liniers comptabilise 284 personnes (en hausse de 1,8 % par rapport à 2007). Le ratio entre emplois et population active occupée (l'indicateur de concentration d'emploi) augmente donc sensiblement. Il était de 22,9 en 2007 et il est de 30,3 en 2012. Malgré des perspectives globalement positives (augmentation de la population active, augmentation de la population active occupée...), le taux de concentration d'emploi ne permet qu'à un tiers des actifs résidents de travailler sur leur lieu d'habitation. Cela génère notamment des déplacements domicile/travail plus nombreux (cf. partie « déplacements » du présent rapport).

Si Liniers confirme son rôle de commune résidentielle et rurale, puisque 90 % des actifs travaillent sur les pôles d'emploi de Poitiers, de Saint-Julien l'Ars ou de Chauvigny, des emplois existent néanmoins sur la commune.

¹¹ Le taux d'activité s'entend en part de la population active (ayant un emploi, salarié ou non, ou au chômage) par rapport à la population totale de la commune.

¹² Population active occupée : part de la population active (15/64 ans) ayant un emploi.

La répartition de ces emplois par secteur d'activité (chiffres au 31 Décembre 2013) montre que ceux-ci sont majoritairement liés au commerce et services divers (39 %), à la construction (26 %) et à l'industrie (14 %).



Source : INSEE et CLAP

Le tissu économique communal

Les entreprises suivantes ont été recensées sur la commune par la municipalité.

Liste des entreprises présentes sur la commune

Entreprise	Activité	Localisation
La Brioche d'Autrefois	Boulangerie – Viennoiseries	
SARL Poney Club	Club hippique	La Chaise
SOS Antenne	Dépannage, installation antennes	Route de La Boulardière
SANITAS	Plombier	Route de La Chapelle Moulière
SARL Les Jollis Maçonnerie	Maçonnerie	Les Jollis
POUPAR Franck	Couvreur	Verron
3APM	Portes et portails	Le Bourg

Source : Mairie de Liniers

- **Le maintien de ces entreprises est un enjeu à inscrire dans le Plan Local d'Urbanisme. Les besoins de développement de ces activités seront pris en compte et satisfaits dans le cadre réglementaire du document d'urbanisme.**

Le développement économique mené dans le cadre intercommunal

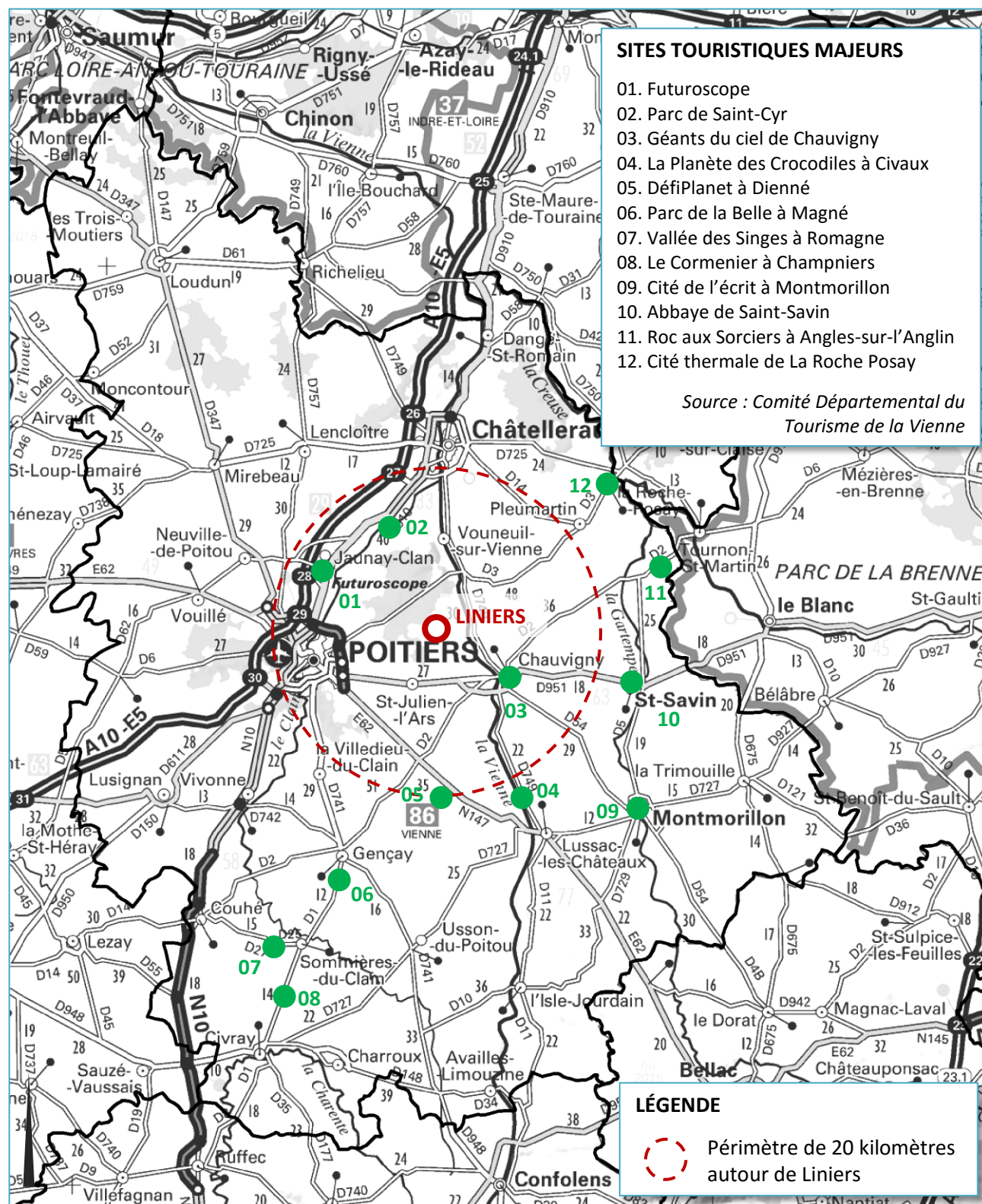
Le développement économique est une compétence de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ».

En 2009, la Communauté de Communes a aménagé un hôtel d'entreprises à Saint-Julien-l'Ars. Le bâtiment se compose de 6 cellules indépendantes de 100 m² proposées en location aux entreprises.

Le tourisme comme potentiel de développement économique

Le secteur touristique représente un chiffre d'affaires de 1,83 milliards d'euros en Poitou-Charentes (chiffre 2007 de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie) et 24 000 emplois salariés (chiffre 2008 CRCI).

Contexte touristique de Liniers



La commune se situe dans un rayon de 20 kilomètres de 5 des 12 sites les plus visités de la Vienne et, notamment, à proximité du Futuroscope, site touristique le plus fréquenté du département et quatrième parc le plus visité de France en 2014.

Dans ce contexte, aidée par un patrimoine architectural (cf. chapitre « patrimoine bâti » ci-avant) et naturel (cf. chapitre « patrimoine paysager » ci-avant) de qualité, la commune peut développer une activité touristique locale à même de satisfaire différents type de clientèles.

Outre les activités liées au Poney Club, une activité de chambres d'hôte a été développée en forêt de Moulière, au lieu-dit « Les chalets du grand recoin », sur la commune de Montamisé.

LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET SYLVICOLES

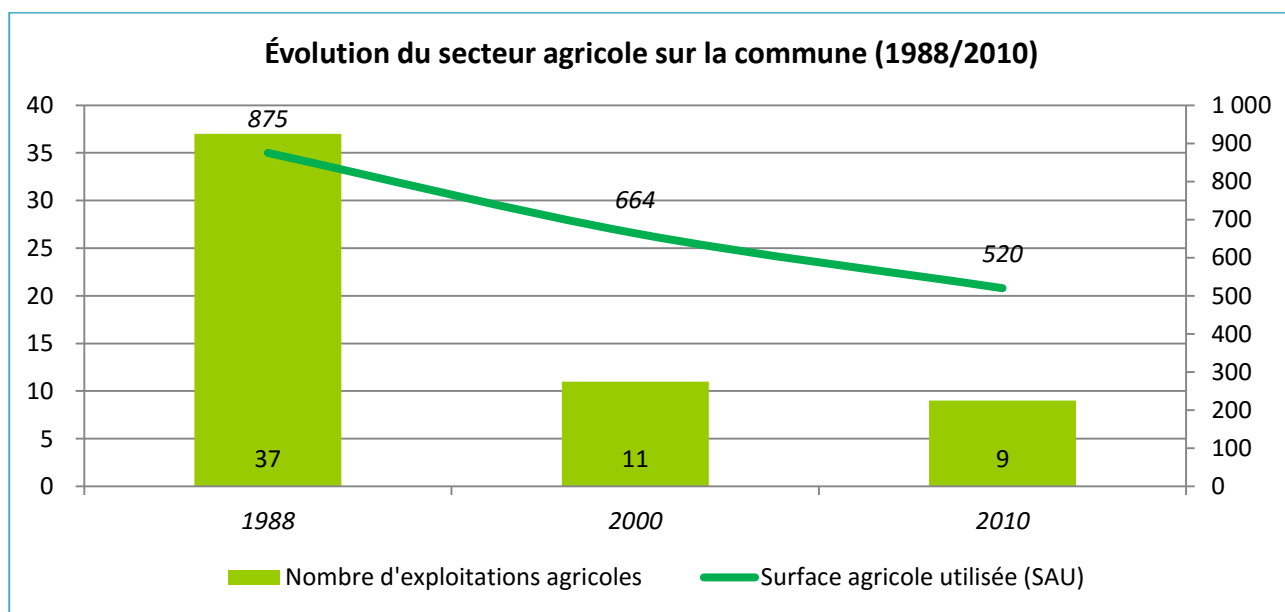
LE CONTEXTE AGRICOLE COMMUNAL

Évolution générale de l'activité agricole

Les surfaces agricoles utilisées¹³ sont en diminution de 40,6 % par rapport au recensement général agricole de 1988. Selon les données du dernier recensement, 9 exploitations professionnelles étaient présentes à Liniers en 2010, soit 28 de moins qu'en 1988.

La superficie moyenne des exploitations a mathématiquement progressé, passant de 23,7 hectares en 1988 à 57,8 hectares en 2010 du fait de la diminution du nombre d'exploitations, et ce malgré la diminution du volume global de terres agricoles utilisées.

Dans le contexte national de réorganisation de cette activité économique, la réorientation de l'activité agricole communale voit une diminution des activités d'élevage (diminution de 97,9 % du cheptel depuis 1988) aussi bien que des activités de polycultures (diminution de 36,7 % de la surface de terres labourables depuis 1988).



Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

Enfin, l'emploi agricole subit l'effet de la mécanisation et des contraintes économiques qui touchent l'activité. On comptait 28 emplois agricoles (salariés et non-salariés) à Liniers en 1988 ; ils ne sont plus que 5 en 2010 (-82,1%).

¹³ Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations telles que définies par le Recensement Général Agricole comprennent **l'ensemble des terres exploitées, dans et hors commune, par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune**. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

Évolution du secteur agricole communal	1988	2000	2010
Superficie agricole utilisée des exploitations (en hectares)	875	664	520
- dont terres labourables	810	642	513
- dont superficies toujours en herbe	55	ss*	ss*
Cheptel	608	273	13
Superficie moyenne des exploitations (en hectares)	23,65	60,36	57,78
Nombre d'emplois (salariés et non-salariés)	28	19	5

Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010 - *ss : secret statistique

LA VALEUR ÉCONOMIQUE DES ESPACES AGRICOLES

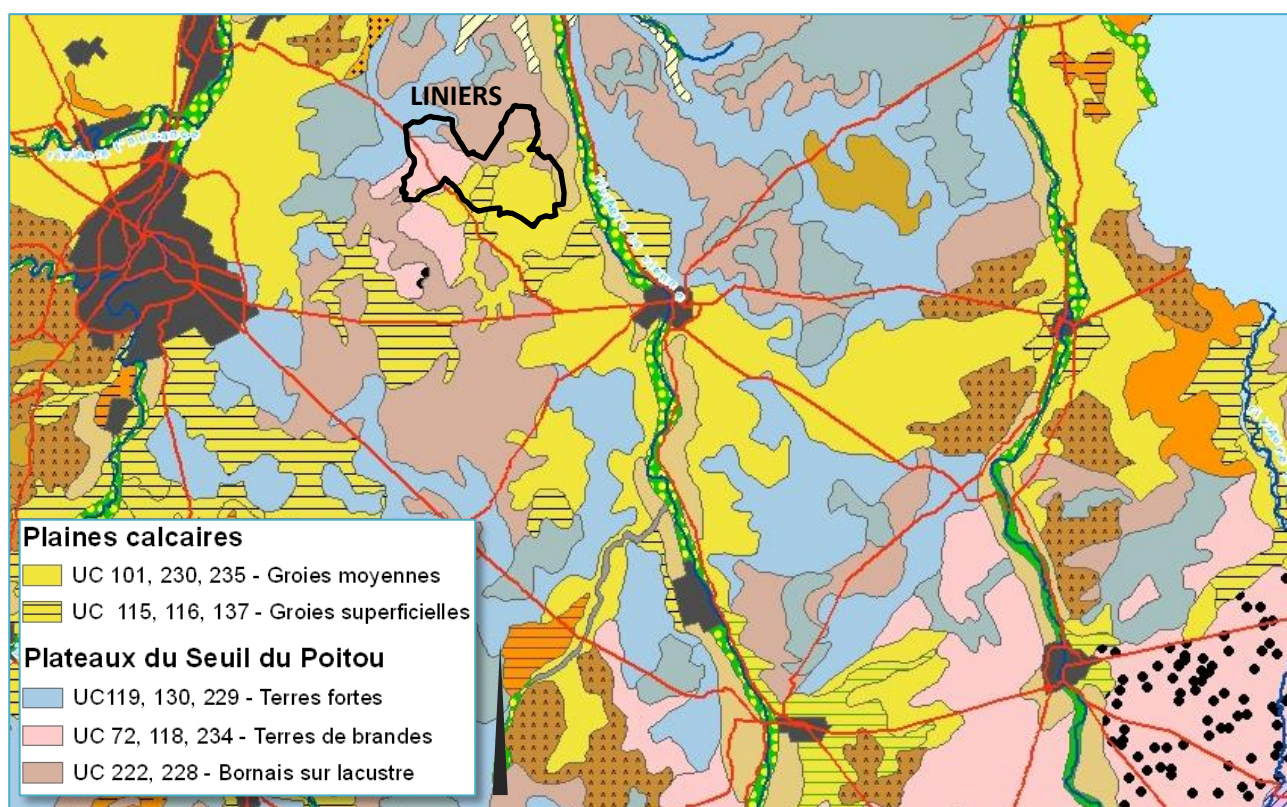
Valeur agronomique des terres agricoles

La commune de Liniers est localisée dans le pédopaysage de l'Est de la Vienne, à proximité de la vallée de la Vienne, avec la présence des sols suivants :

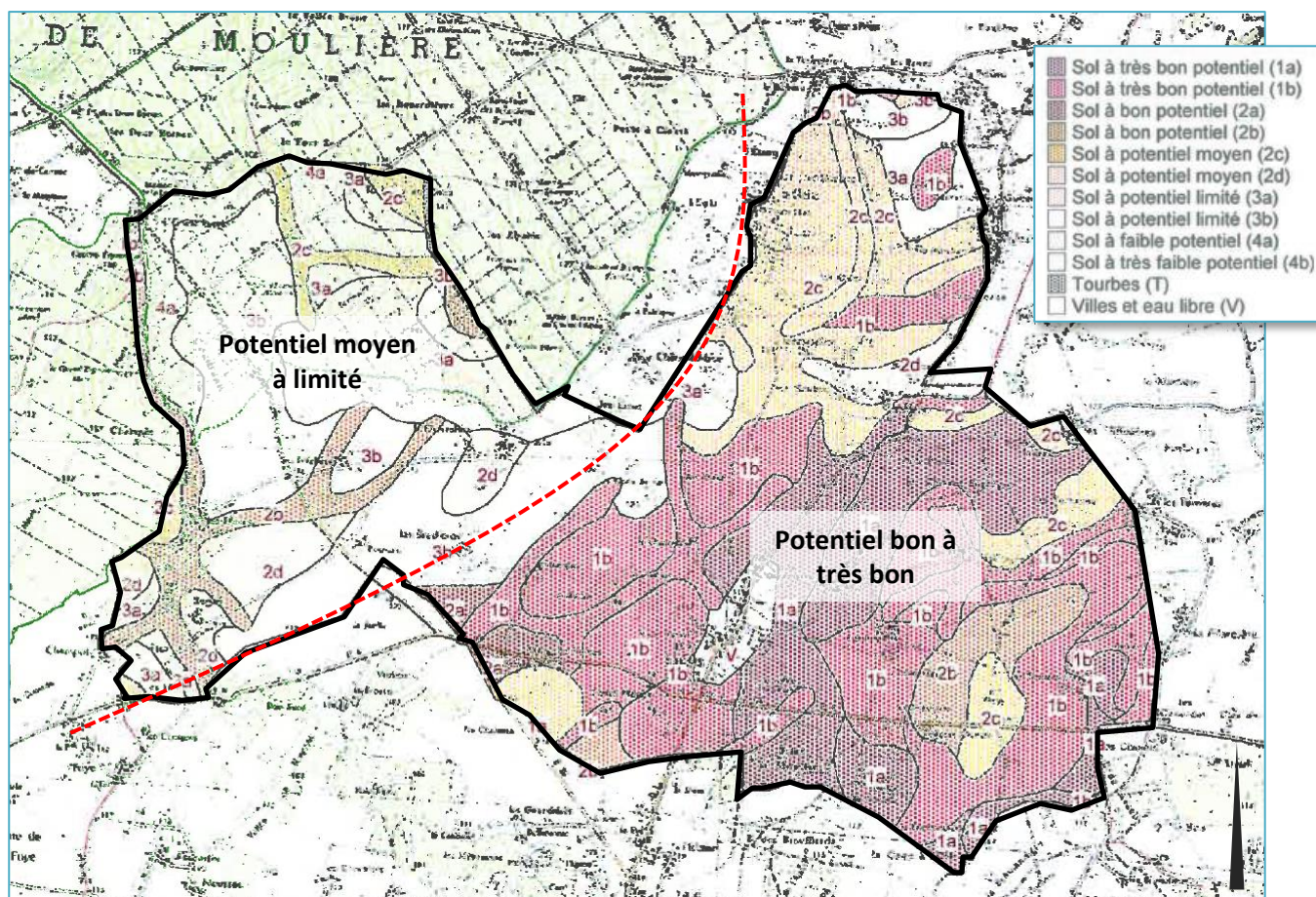
- › Terres de groies moyennes et superficielles, au Sud et au Sud-Est du territoire communal.
- › Terres de bornais sur lacustre, au Nord-Est du territoire communal.
- › Terres de brandes, en partie Ouest du territoire communal.
- › Terres fortes, au Nord-Ouest de la commune.

Ces éléments conditionnent le potentiel agronomique des sols, présenté à la page ci-après.

La commune dans les pédopaysages de la Vienne – Référentiel régional pédologique



Carte d'aptitude agricole des sols



Source : Chambre d'Agriculture de la Vienne

La carte d'aptitude des sols montre un potentiel agronomique des sols de bon à très bon sur une large partie Est du territoire communal. Il s'agit, globalement, des parties du territoire où les sols sont composés de terres de groies (cf. carte en page précédente).

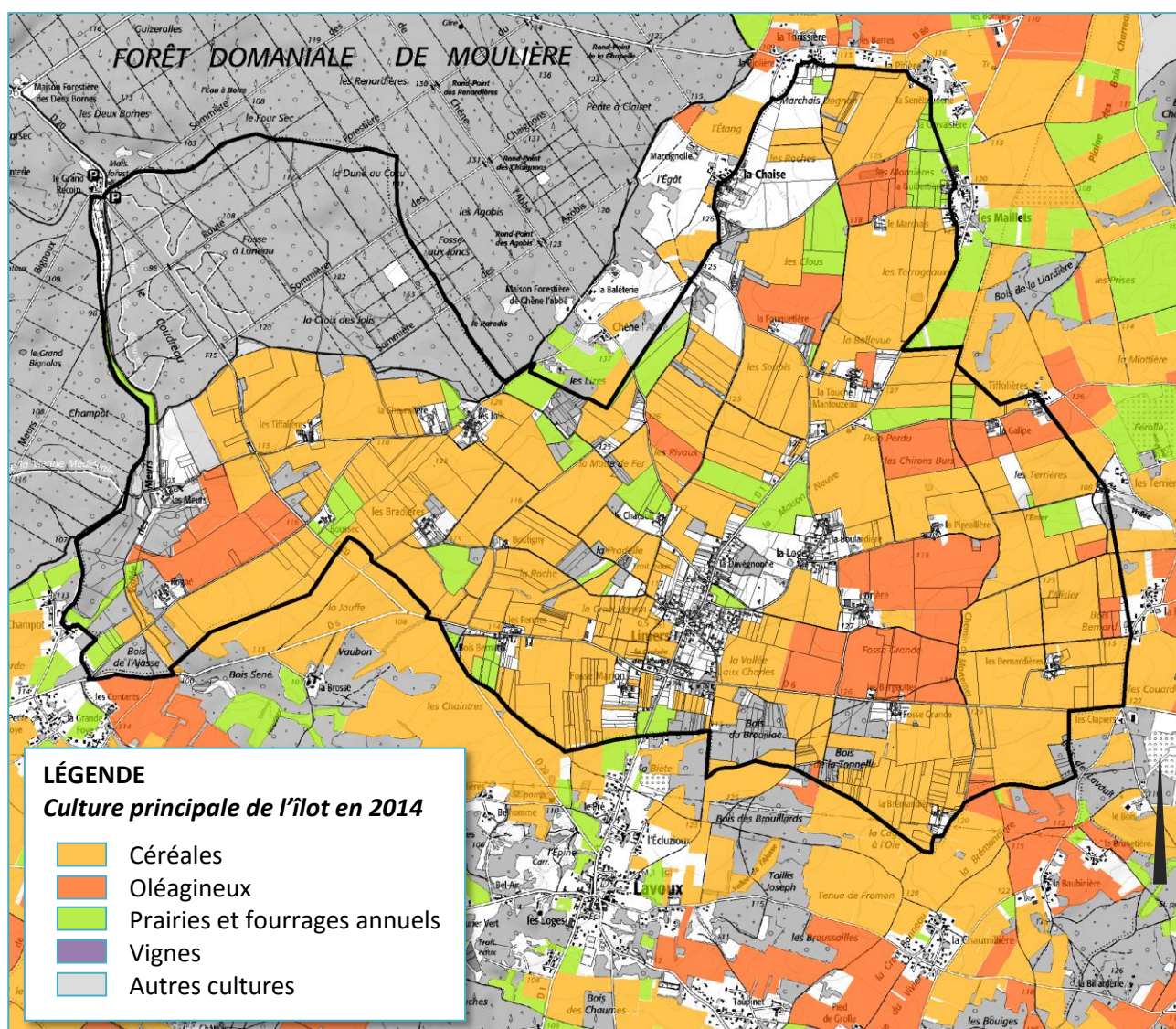
En parties Ouest et Nord-Ouest de la commune, sur les terres de bornais et de brandes, le potentiel agronomique est plus limité mais reste moyen, avec parfois des espaces de sols à potentiel limité. Une large partie de cet espace est couvert par la Forêt de Moulière et n'est pas mise en valeur sur le plan agricole.

Exploitation des terres agricoles

Les terres de la commune de Liniers sont intensément mises en valeur sur le plan agricole.

Elles sont essentiellement cultivées pour la production de céréales (blé, orge), et d'oléagineux (colza, tournesol). On notera la présence de prairies temporaires et permanentes, notamment autour du Bourg.

Caractéristiques de l'exploitation des terres en 2014



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données ASP RPG 2014, DRAAF Poitou-Charentes – Échelle : 1/40 000^{ème}

Appellations d'Origine Contrôlée ou Protégée (AOC/AOP) et Indications Géographiques Protégées (IGP)

La commune de Liniers est incluse dans les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

- **Appellations d'Origine Contrôlée / Protégée (AOC ou AOP)**

- › Beurre Charentes-Poitou
- › Beurre des Charentes
- › Beurre des Deux-Sèvres
- › Chabichou du Poitou

- **Indications Géographiques Protégées (IGP)**

- › Agneau du Poitou-Charentes
- › Jambon de Bayonne
- › Porc du Limousin

La plupart de ces appellations ou indications ne fait pas l'objet d'une délimitation à l'échelle de la parcelle ou des sections cadastrales.

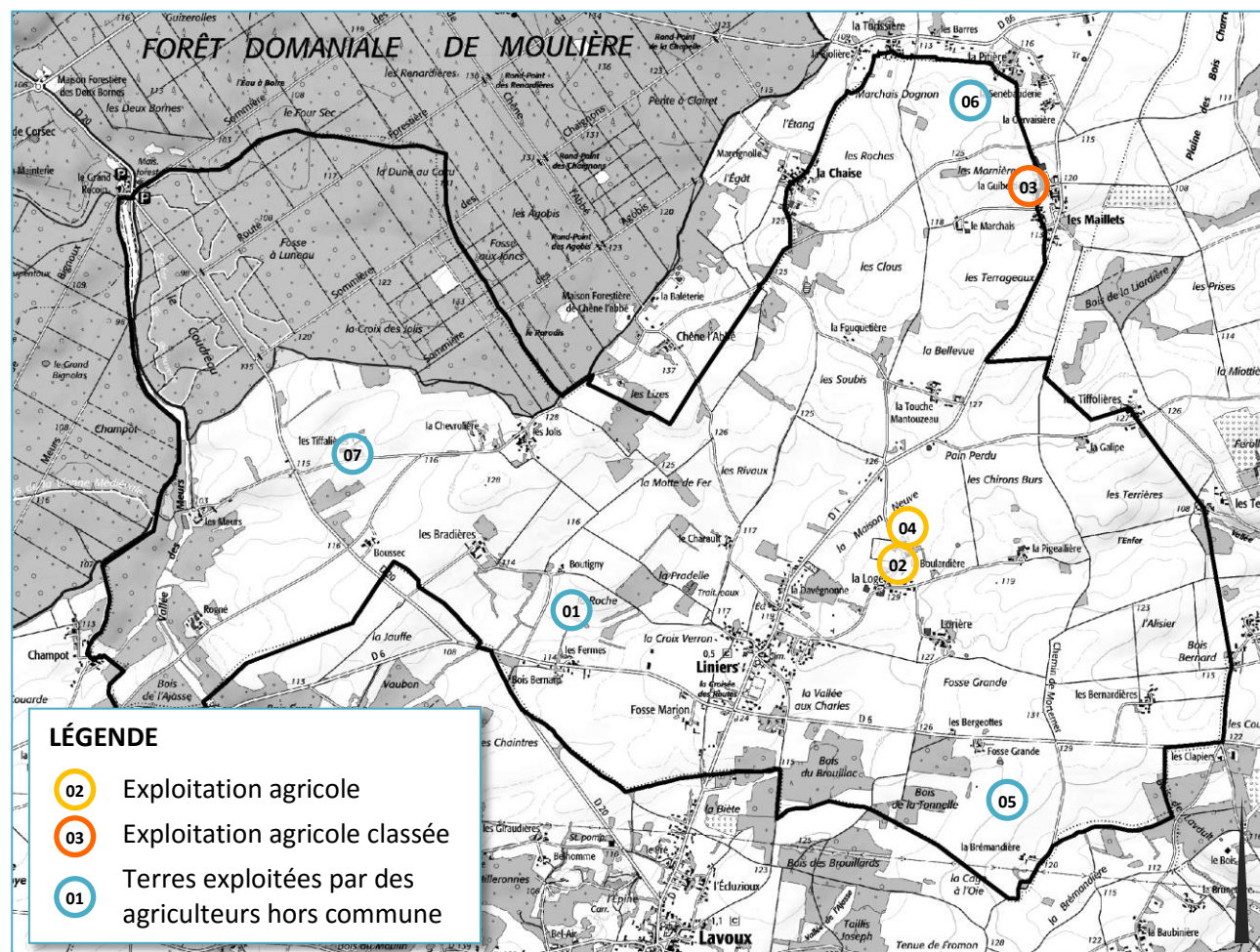
LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LEURS PRODUCTIONS

Liste et localisation des exploitations agricoles présentes sur la commune

N° ¹⁴	Nom de l'exploitant ou de la structure	Statut juridique	Localisation	Activité principale	ICPE
01	EARL du Paradis (CERCLET)	EARL	Saint-Julien l'Ars	Céréales	NON
02	RENAUD Bruno	Individuel	« La Boulardière »	Céréales	NON
03	MARTIN Séverine	Individuel	« La Guibertière »	Élevage laitier	OUI
04	THOMAS Michel	Individuel	« La Boulardière »	Céréales	NON
05	AUGEREAU Pierre	Individuel	Bonnes	Céréales	NON
06	CHEVALIER Patrick	Individuel	La Chapelle Moulière	Céréales	NON
07	SAS des Tiffalières	SAS	Vouneuil-sur-Vienne	Céréales	NON

Source : Mairie de Liniers, diagnostic agricole

Prélocalisation des sites d'activité agricole



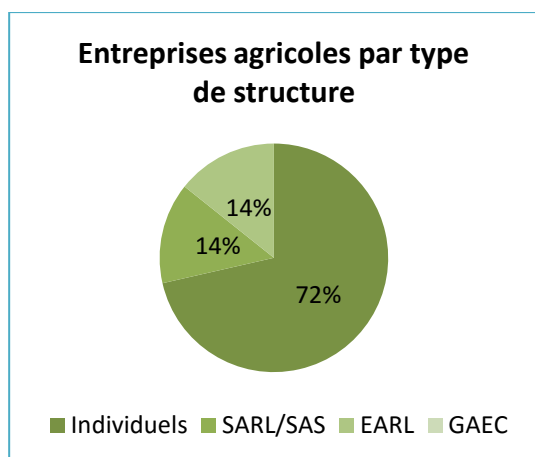
Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données Mairie de Liniers – Échelle : 1/35 000^{ème}

¹⁴ Le numéro correspond à la localisation de l'exploitation sur la carte ci-après.

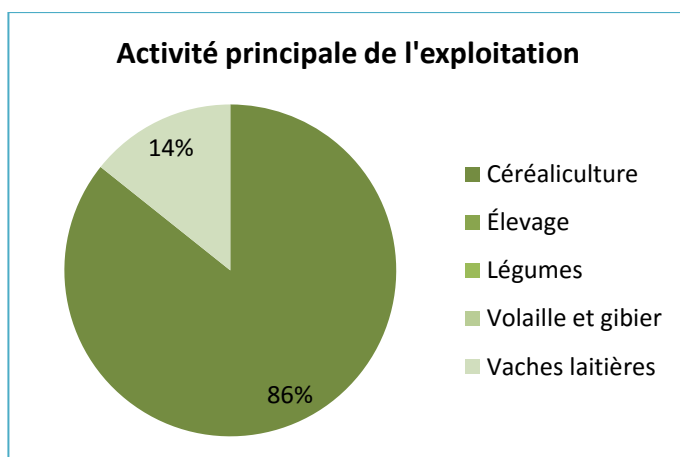
La commune compte sept exploitations agricoles avec la disparition, plutôt réparties en partie Est du territoire communal, conformément au potentiel agronomique des sols.

Les entreprises sont majoritairement des exploitants individuels (5 exploitations). Le tissu économique agricole est complété par une exploitation à responsabilité limitée (EARL) et une société par actions simplifiées (SAS).

L'activité agricole de la commune est principalement orientée vers la céréaliculture (86 % des exploitations, soit 6 structures). L'élevage laitier représente 1 exploitation.



Source : diagnostic agricole



Source : diagnostic agricole

Les installations agricoles classées

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis à vis des tiers (hormis logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

L'article L.111-3 du Code Rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes (bâtiments, plateformes à fumier, fosses à lisier, parcs d'ébat pour les chiens, etc.).

Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations.

Les établissements classés ou soumis à la réglementation ICPE sur la commune de Liniers sont signalés par un pastillage orange dans les tableaux précédents.

Deux établissements classés sont répertoriés sur la commune de Liniers :

- › 0586 00276 PLAT Olivier : élevage de chiens.
- › 0586 00275 Poney Club de la Forêt de Moulière : dépôt de papiers, cartons ou analogue.

Maîtrise des pollutions et modernisation des installations

Dans le cadre d'une relation concertée entre pérennité des activités agricoles d'élevage et protection de l'environnement, les éleveurs de la commune peuvent souscrire, s'ils le souhaitent, à l'élaboration d'un Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) qui implique, entre autres, de procéder à l'épandage des effluents d'origine agricole.

*Élevage bovin sur La Chapelle-Moulière,
en limite du territoire communal*



Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET)

Les mesures agro-environnementales territorialisées sont des contrats rémunérés d'une durée de 5 ans visant à mettre en place des pratiques spécifiques pour la protection de l'environnement. Les agriculteurs de la commune peuvent contractualiser, s'ils le souhaitent, un programme de mesures agro-environnementales.

Les MAET sont localisées sur des zones à protéger : sites Natura 2000, périmètres de protection de captage d'eau potable, zones humides...

LES ACTIVITÉS SYLVICOLES

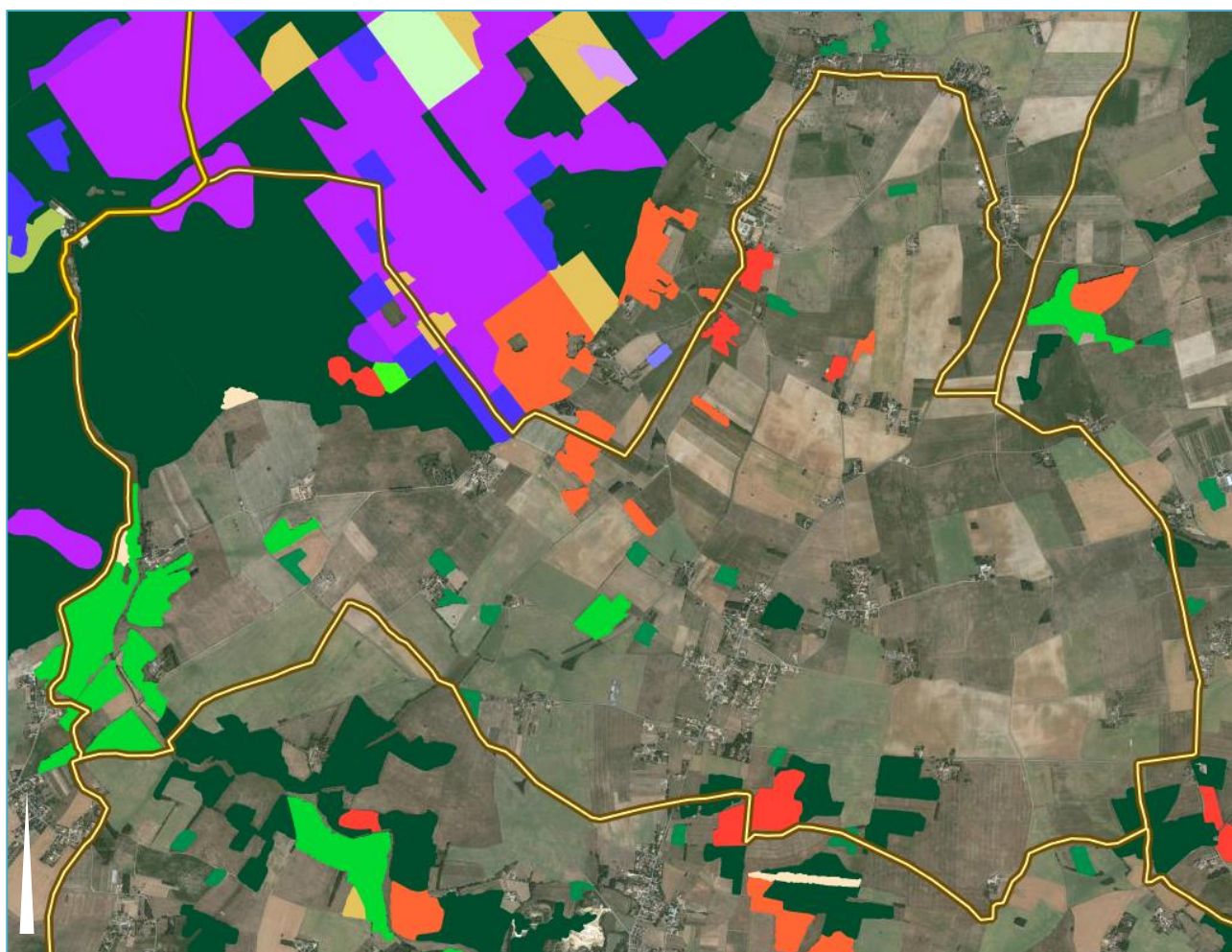
Diagnostic des activités en place

Sur le territoire de la commune se situent notamment la Forêt domaniale de Moulière, le Bois de l'Ajasse, le Bois du Brouillac, le Bois de la Tonnelle. Les unités boisées sont concentrées essentiellement en partie Nord-Ouest de la commune.

Selon les données Corine Land Cover 2006, les boisements et forêts de la commune de Liniers représentent 19,9 % du territoire communal. Ce taux de boisement est supérieur à la moyenne départementale qui est de 16 %. La commune est incluse dans la région forestière « Brenne et Brandes » (gestion par l'Inventaire Forestier National, IFN), pour laquelle le taux moyen de boisement est de 18 %.

Cette sylvoécocorégion est formée de deux sous-entités : les Brandes, à l'Ouest, sous-région à laquelle appartient Liniers, et la Brenne, à l'Est (département de l'Indre), dont le territoire est classé Parc Naturel Régional.

Caractéristiques du couvert forestier



Source : IGN Géoportail, base forestière v.2 – Échelle : 1/35 000^{ème}

Les forêts de la commune sont essentiellement composées de forêts fermées de feuillus, notamment en partie Ouest de la commune où les Chênes et Châtaigniers prédominent. En partie Est du territoire communal, où les boisements sont beaucoup plus éparés, autour des « Jollis » et de « La Chaise » notamment, les mélanges de feuillus et de conifères sont beaucoup plus importants.

En dehors de la forêt domaniale, la forêt privée est particulièrement morcelée puisque la surface moyenne de propriété sur la commune est de 0,8 hectares. Il n'existe pas de propriété de plus de 25 hectares (seuil réglementaire de rédaction d'un simple plan de gestion).

LÉGENDE de la Carte forestière en page précédente

Forêt fermée de feuillus	
Feuillus en îlots	
Chênes décidus	
Chênes sempervirents	
Hêtre	
Châtaignier	
Robinier	
Autre feuillu	
Mélange de feuillus	
Forêt fermée de conifères	
Conifères en îlots	
Pin maritime	
Pin sylvestre	
Pin laricio ou pin noir	
Pin d'Alep	
Pin à crochets ou pin cembro	
Autre pin	
Sapin ou épicéa	
Mélèze	
Douglas	
Autre conifères autre que pin	
Mélange d'autres conifères	
Mélange de conifères	
Forêt fermée mixte	
Mélange de feuillus et conifères	
Mélange de conifères et feuillus	
Forêt fermée non discriminée	
Jeunes peuplements, coups rases ou incidents	
Forêt ouverte	
Incident en forêt ouverte	
Forêt ouverte de feuillus	
Forêt ouverte de conifères	
Forêt ouverte à mélange de conifères et feuillus	
Peupleraie	
Peupleraie	
Landes	
Lande ligneuse	
Formation herbacée	

Le rôle économique des espaces boisés

La sous-région forestière des brandes est globalement caractérisée par une large diminution du couvert forestier sur les derniers siècles.

En effet, la forêt fut surexploitée au XVII^{ème} siècle pour alimenter en combustible les forges de la Vienne et de la Charente, notamment. Cette industrie a appauvri un sol déjà peu riche par nature (de tendance argileuse ou argilo-limoneuse à Liniers et plutôt acide) et déclenché une dynamique végétale régressive vers la lande : les brandes, composées de bruyères, genêts, ajoncs et fougères, ont alors colonisé le territoire, à l'exception de la Forêt de Moulière (voir ci-dessous).

Le terme de « brande », nom commun donné à la bruyère à balais qui domine souvent dans ces formations, signifie, en vieux Français, « brûler ». Elle était souvent utilisée comme combustible, comme fourrage par les paysans pauvres et, surtout, comme matériau pour le toit des habitations.

Au XIX^{ème} siècle, avec l'essor de l'agriculture mécanisée, ces brandes ont progressivement disparu.

Le couvert forestier sur la commune de Liniers est le reliquat de ce développement. Le foncier forestier, morcelé, à l'exception de la Forêt de Moulière, là encore, est caractéristique d'une agriculture qui était, jusqu'à récemment, diversifiée, mêlant élevage, grandes cultures et petite exploitation forestière.

Les boisements de la commune conservent un intérêt économique pour l'exploitation de bois de petit œuvre ou de bois de chauffage (cf. partie « développement des énergies renouvelables » ci-après).

S'agissant de la Forêt de Moulière, à laquelle les classements naturalistes (ZNIEFF de type I et II, ZICO, ZPS) apportent une protection renforcée, le massif forestier couvre plus de 8 100 hectares et peut offrir un intérêt économique si il est exploité de manière durable.

L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

LA CONNAISSANCE ET LA LEÇON DES RISQUES PASSÉS

La commune de Liniers a fait l'objet de neuf arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	06/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1990	10/06/1991	19/07/1991
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1991	31/12/1997	22/10/1998	13/11/1998
Inondations et coulées de boue	04/12/1992	06/12/1992	12/04/1994	29/04/1994
Inondations et coulées de boue	24/12/1993	11/01/1994	02/02/1994	18/02/1994
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1998	30/09/1998	23/02/1999	10/03/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Les risques identifiés comme générateurs d'atteintes aux biens ou aux personnes, soit par la récurrence d'événements déjà survenus, soit par l'importance du risque potentiel, sont les suivants :

- › Mouvements de terrain et mouvements de terrain par affaissements ou effondrements.
- › Sismicité.
- › Phénomènes météorologiques.
- › Transport de marchandises dangereuses.
- › Feux de forêt.

La localisation de ces risques est présentée aux pages ci-après.

LES RISQUES LIÉS À LA GÉOLOGIE

Le risque « cavités souterraines »

L'attention de la collectivité locale est attirée sur les dispositions résultant de la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui modifient le Code de l'Environnement (article L.536) en confiant aux communes ou à leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme le soin d'élaborer en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situés des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. Le Maire a la responsabilité de communiquer, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au Président du Conseil Départemental les éléments dont il dispose à ce sujet.

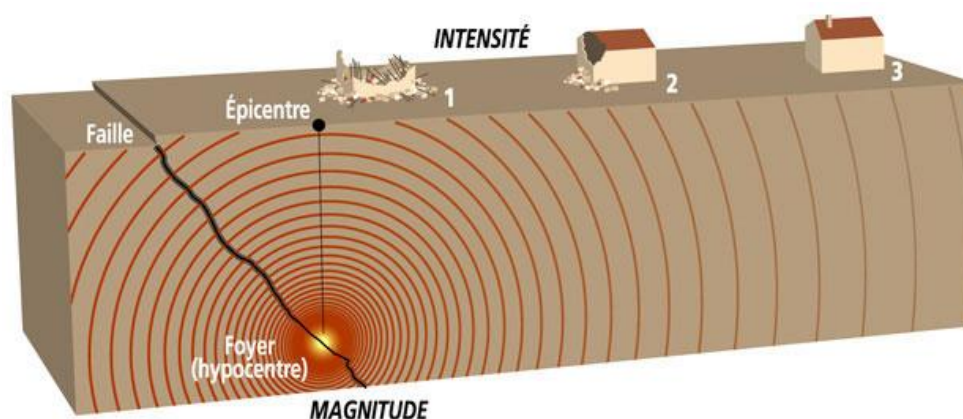
Des précautions liées aux dispositifs de construction sont donc à préconiser et l'attention des constructeurs doit être sensibilisée sur ce point. En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones connues comme susceptibles de comporter des cavités en sous-sol.

Une cavité a été identifiée à ce jour par le BRGM sur le territoire communal. Elle porte le numéro POCAW0012876 mais, n'étant pas publique, elle n'a pas été cartographiée avec précision. L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que l'inventaire préalable du BRGM ne préjuge pas de l'absence de cavités non encore répertoriées.

Le risque sismique

Le ministère de l'Écologie, du Développement Durable a élaboré un Programme National de Prévention du Risque Sismique présenté en Novembre 2005.

Ce programme s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique gouvernementale de Développement Durable et s'attache à responsabiliser les élus locaux. En réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens, il valorise le patrimoine national et améliore la qualité de construction.



Suite au zonage sismique de la France, élaboré le 21 Novembre 2005, la commune est classée en zone de sismicité 3 (modérée), avec des accélérations du sol pouvant aller de 0,7 m/s² à 1.1 m/s². La mise en œuvre de ce plan a pour effet de renforcer les mesures constructives des bâtiments existants ou futurs.

La Direction Départementale des Territoires de la Vienne a élaboré, en Décembre 2010, une délimitation des zones de sismicité sur le territoire départemental, conformément aux Décrets n°2010-245 et n°2010-1255 et à l'Arrêté du 22 Octobre 2010, complété par l'Arrêté du 11 Juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

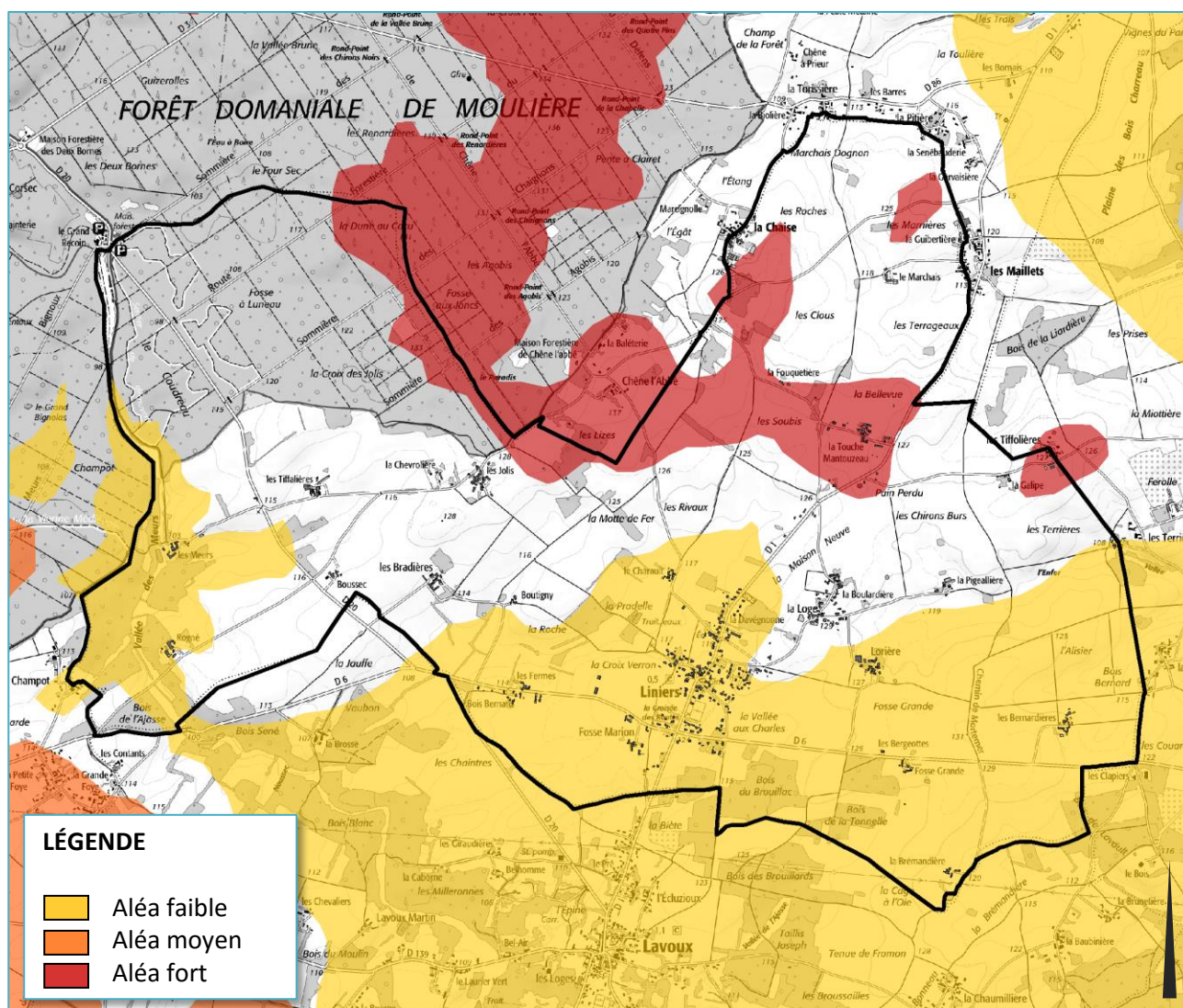
Le risque « retrait et gonflement des argiles »

Ce phénomène est également connu sous le nom de « risque sécheresse ». Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles gonflent en présence d'eau puis se rétractent quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs, etc.).

Afin de se prémunir des désordres, un certain nombre de dispositions doivent être respectées :

- › Dispositions constructives pour ce qui concerne les fondations et la structure des bâtiments (profondeur des fondations, chaînage, etc.)
- › Dispositions relatives à l'environnement des bâtiments en vue de limiter les variations de teneur en eau du sol à proximité des bâtiments (gestion des eaux pluviales, etc.)

Localisation du risque « argiles » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données BRGM – Échelle : 1/35 000

Le phénomène concerne la commune de Liniers de manière importante. Les secteurs les plus touchés sont situés en parties Nord de la commune. Un aléa fort concerne les bâtiments du lieu-dit « La Touche Mantouzeau ».

Un aléa faible concerne tout le Bourg de Liniers et les parties Sud et Sud-Ouest de la commune. Sur le reste du territoire communal, l'aléa est, a priori, inexistant.

■ Le risque « argiles » doit d'une part, être pris en compte dans les choix des secteurs à ouvrir à l'urbanisation, et d'autre part, être porté à la connaissance des tiers envisageant des projets.

L'attention des porteurs de projets est attirée sur l'existence de ce risque. Une étude de sol détaillée doit être réalisée et la conception des constructions doit être adaptée à la situation pédologique, y compris dans les zones définies comme constructibles au Plan Local d'Urbanisme.

Le risque incendie et feux de forêt

Les parties Ouest et Nord-Ouest de la commune de Liniers sont concernées par la Forêt Domaniale de Moulière, massif classé à risque dans le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI) pour la période 2015-2024, approuvé par arrêté Préfectoral n°2014-DDT-748 du 12 novembre 2014.

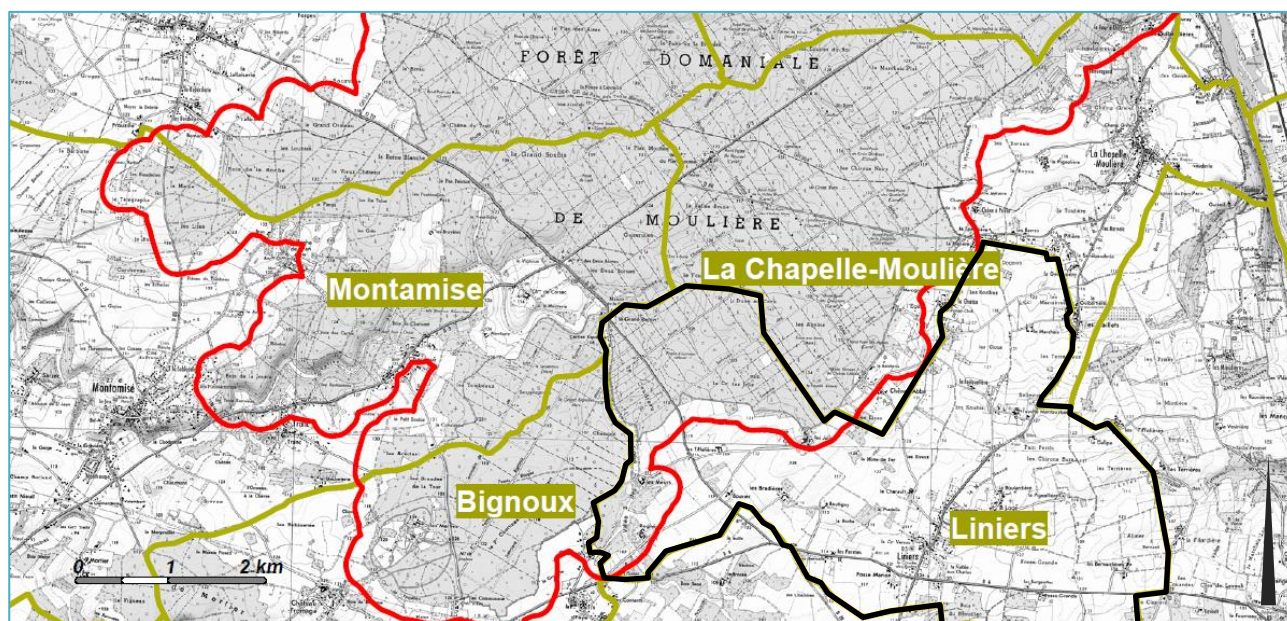
L'Arrêté n°2009/DDAF/SFEE, relatif à la prévention du risque incendie de végétation sur le département de la Vienne, s'applique sur le territoire communal de Liniers.

En vertu de l'article L.321-1 et suivants du Code Forestier, une obligation de débroussaillage sur 50 mètres s'impose autour de toute construction située à ou à moins de 200 mètres des massifs à risques. Toute construction à moins de 50 mètres des lisières du massif boisé impliquera donc des mesures de protection particulières susceptibles d'engendrer des coûts élevés.

Dans ce contexte, il est recommandé de respecter une distance d'éloignement des zones urbanisables par rapport aux boisements pour limiter les départs de feux accidentels et pour limiter les conflits de voisinage dus à des chutes de branches ou à des ombrages.

Cette disposition permet aussi de maintenir un accès aux zones boisées pour leur exploitation et leur mise en valeur ainsi que la conservation de lisières étagées favorables à un bon équilibre du massif. La délimitation des zones urbanisées ou urbanisables sera donc adaptée.

Localisation du massif classé à risques dans le PDPFCI



Source : DDAF, Octobre 2006

LES RISQUES LIÉS À L'HYDROLOGIE

Le risque d'inondation par débordement de cours d'eau

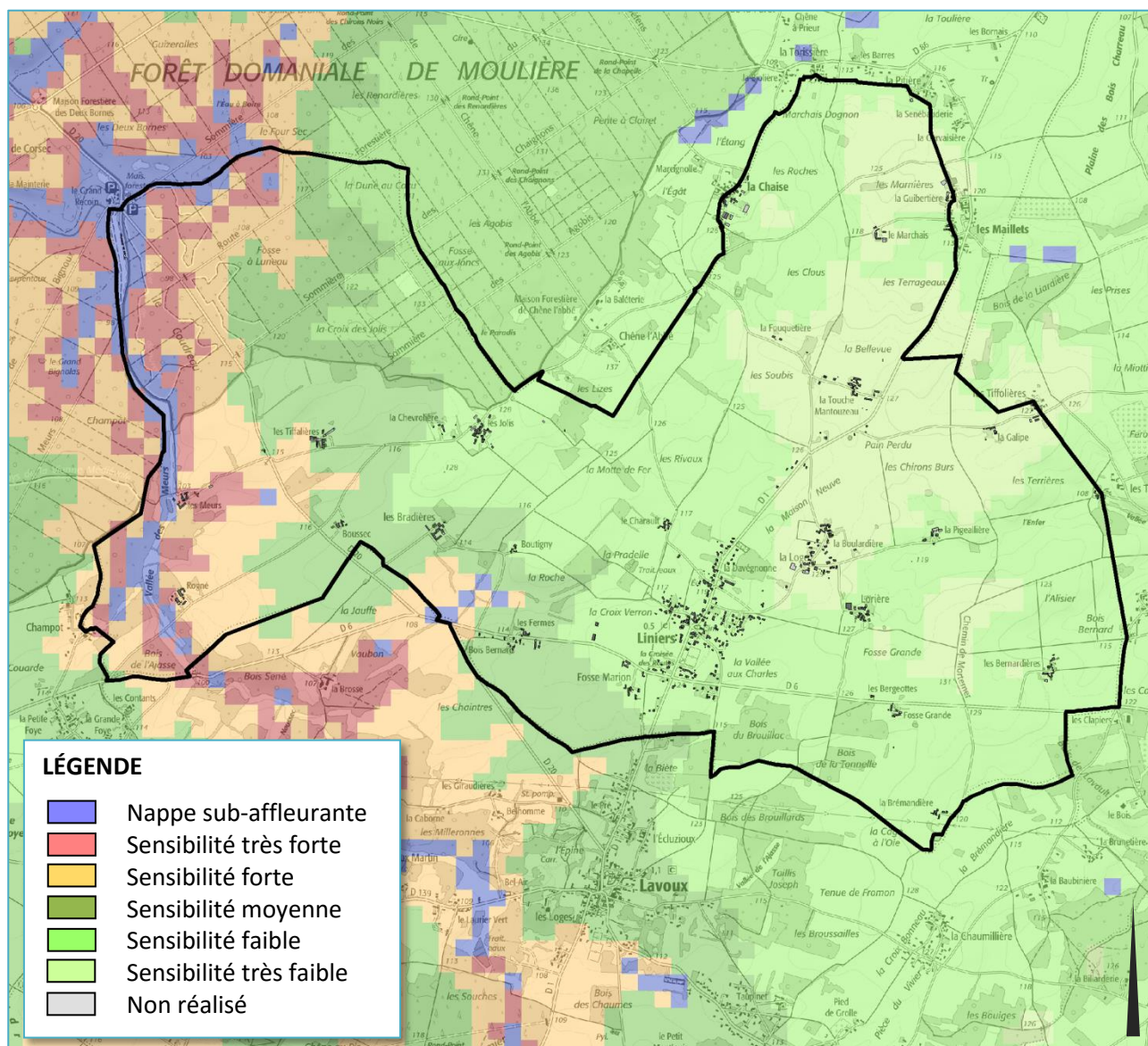
En l'absence de cours d'eau permanent et significatif, la commune n'est pas concernée par ce risque.

Le risque de remontées de nappes

La remontée de nappes phréatiques peut générer des dommages aux fondations des bâtiments et perturber le fonctionnement de certains réseaux, et en particulier des systèmes d'assainissement non collectifs. Il convient donc de prendre en compte ce phénomène.

Les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches cristallines imperméables ne sont pas concernés par ce risque. Celles-ci présentent en effet un trop faible potentiel de retenue d'eau pour générer des remontées de nappes phréatiques. En revanche, les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches calcaires, sont concernés de manière variable par ce risque.

Localisation du risque « remontées de nappes » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, base cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données BRGM – Échelle : 1/35 000

La commune est diversement concernée par ce risque. Toute la partie Est de la commune, incluant le Bourg, possède un sol dont la sensibilité aux remontées de nappes est faible à très faible, et n'est donc pas impactée par le risque. En revanche, toute la partie Ouest de la commune, notamment autour du lieu-dit « Les Meurs » et de la vallée éponyme, a une sensibilité très forte au risque.



Dans le prolongement, vers le Nord, de la zone à sensibilité forte autour de « La Roche », un léger creux topographique est également soumis à un risque d'inondation par remontée de nappe phréatique et stagnation des eaux de ruissellement.

Les photos ci-contre, prises au niveau des lieux-dits « Le Charrault » et « La Davegnone » à l'hiver 2014/2015, illustrent ce phénomène.

LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Le risque « rupture de barrage » et onde de submersion

La commune n'est pas concernée par le risque « rupture de barrage ».

Le risque nucléaire

La commune n'est pas directement concernée par un risque nucléaire. Un PPI (Plan Particulier d'Intervention) est en vigueur concernant le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Civaux, situé à 19 kilomètres de Liniers. Ce PPI ne s'applique qu'aux communes à proximité immédiate de Civaux, le risque d'accident étant extrêmement faible.

En revanche, un accident impliquant un transport de matières radioactives peut aussi être à l'origine d'un événement radiologique grave. En conséquence, un volet ORSEC « transport de matières radioactives » a été signé par le Préfet de la Vienne le 1^{er} Octobre 2007.

Le risque lié au transport d'énergies : le gaz

GRT Gaz ne possède pas d'ouvrage de transport de gaz sur le territoire de la commune de Liniers.

Le risque lié à l'exploitation de carrières

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un schéma départemental des carrières. Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration.

Sur le territoire de la commune de Liniers, il n'existe pas de carrière classée ICPE en activité.

Le risque industriel (installations ICPE)

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Il est indispensable de tenir compte de l'existant sur la commune de façon à ce que les futurs secteurs à urbaniser soient préservés d'éventuelles nuisances liées à la présence de ces établissements.

Les mesures à prendre sont celles veillant à assurer la mise en sécurité des personnes, la non aggravation d'un risque, ainsi que des dispositions liées aux gênes sonores ou/et olfactives lors du fonctionnement des installations.

La présence de tiers-habitants n'est pas recommandée dans un périmètre variable entre 50 et 100 mètres en fonction de la nature du site, sauf en cas d'antériorité constructive et de dérogation préfectorale accordée.

Aucune installation n'a été recensée dans la base ICPE pour la commune de Liniers¹⁵.

Le risque lié aux émissions polluantes

Le Registre Français des Émissions Polluantes a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Ce registre est constitué des données déclarées chaque année par les exploitants. L'obligation de déclaration par les exploitants des installations industrielles et des élevages est fixée (polluants concernés et seuils de déclaration) par l'Arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 7 Mars 2003).

Les installations concernées sont les installations classées soumises à autorisation préfectorale, et plus particulièrement les installations relevant de la directive IPPC (Directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution). Le registre vise cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux.

¹⁵ Source : Base ICPE – Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Novembre 2014

Ces données sont notamment utilisées par l'Administration dans les diverses actions de réduction des pollutions qui sont engagées par l'inspection des installations classées. Elles permettent de réaliser les synthèses nationales sur la qualité de l'air, de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux, de la mise en œuvre des directives européennes, d'alimenter le registre national CO₂ créé pour la mise en œuvre de la directive du 13 Octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

Aucune installation n'a été recensée dans la base iREP pour la commune de Liniers¹⁶.

Le risque lié à la pollution des sols

Deux bases de données du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- › BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service) réalisée en collaboration avec le BRGM.
- › BASOL : sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

On notera que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé ou occupe le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.

Sur la commune de Liniers, aucun site BASIAS ou BASOL n'est recensé¹⁷.

Le risque lié au transport de matières dangereuses

La situation stratégique occupée par la région Poitou-Charentes sur l'Arc Atlantique, combinée à l'activité portuaire en constante augmentation en font une véritable plaque tournante des échanges Est/Ouest et Nord/Sud et, de ce fait, un important trafic de matières dangereuses transite par la région Poitou-Charentes avec tous les risques que cela peut engendrer.

Il est estimé que le transport de matières dangereuses par route est de l'ordre de 5% du trafic total de poids-lourds sur le département de la Vienne¹⁸.

Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses se traduisent de plusieurs manières : explosion, incendie, dispersion toxique dans l'air notamment, et peuvent avoir des répercussions importantes voire irréversibles pour la population qui s'y trouve exposée.

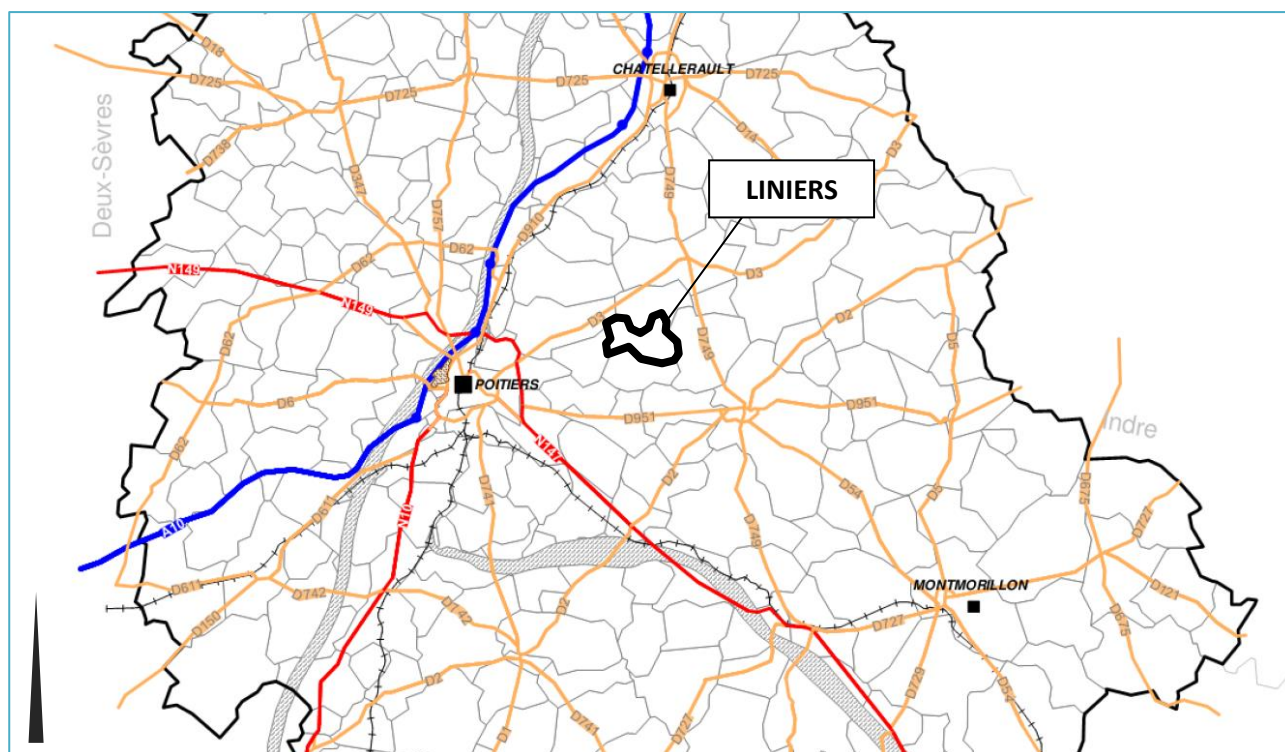
Sur la commune de Liniers, la seule infrastructure concernée par le risque de transport de matières dangereuses est la RD 20. Dans l'absolu, tout le réseau départemental de la Vienne est susceptible de voir évoluer des véhicules transportant des matières dangereuses.

¹⁶ Source : Base iREP – Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Septembre 2014

¹⁷ Sources : Base ICPE – Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Septembre 2014, et Base BASIAS BRGM – Septembre 2014

¹⁸ Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) - Préfecture de la Vienne

Le risque de transport de matières dangereuses à et à proximité de Liniers



Source : DDT 86, Dossier Départemental des Risques Majeurs

Le risque routier

La Commission Européenne, réunie le 20 Juillet 2010, a donné les orientations politiques en matière de sécurité routière pour la période 2011/2020. Il s'agit de fournir un cadre général et des objectifs qui devraient orienter les stratégies nationales.

L'ambition première est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes. Elle passe par la mise en application de plusieurs mesures :

- › Améliorer l'éducation et la formation des usagers de la route.
- › Améliorer le contrôle de l'application de la réglementation.
- › Rendre les infrastructures routières plus sûres.
- › Rendre les véhicules plus sûrs.
- › Promouvoir l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer la sécurité routière.
- › Améliorer les services d'urgence et la prise en charge des blessés.
- › Protéger les usagers vulnérables.

Les principales voies de circulation à Liniers sont les RD 1, RD 6 et RD 20. Aucune de ces voies n'est classée Route à Grande Circulation (RGC).

Des comptages routiers ont été réalisés en 2013 afin de chiffrer le trafic :

- › RD 20 (PR 67) : 1 580 véhicules/jour.
- › RD 6 (PR 44) : 1 120 véhicules/jour.

Les données de l'accidentologie sur la commune, sur la période allant du 1^{er} Janvier 2009 au 31 Décembre 2013, dénombrent un seul accident à Liniers, ayant entraîné un blessé hospitalisé. L'accident a eu lieu sur la RD 6 au PR 41.

Les nuisances liées au bruit

La Loi cadre n°92-1444 du 31 Décembre 1992 a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Les dispositions prévues par cette Loi concernent :

- › La prévention des nuisances sonores : troubles du voisinage, activités de loisirs bruyantes...
- › L'urbanisme et la construction au voisinage des infrastructures de transport.
- › La protection des riverains des aérodromes.
- › Le renforcement des modalités de contrôle et de surveillance.
- › Le renforcement des sanctions en matière de nuisances sonores.

La commune de Liniers n'est pas concernée par le classement d'infrastructures de transport terrestre au titre des secteurs affectés par le bruit.

LES RISQUES LIÉS AU LOGEMENT

Le risque lié au Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction. Le radon est un des agents responsables du cancer du poumon.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants.

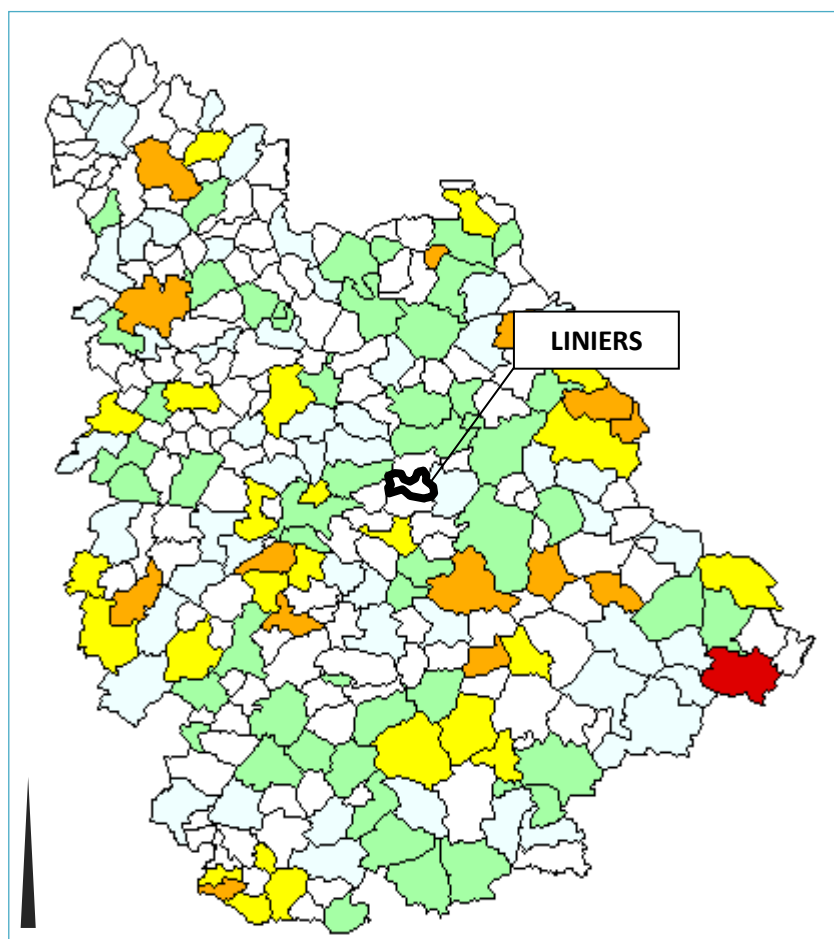
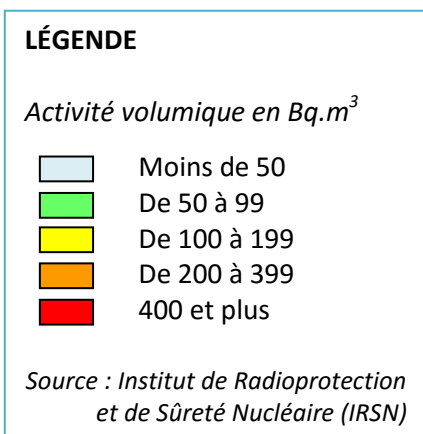
C'est le risque de cancer du poumon qui motive la vigilance à l'égard du radon dans les habitations ou autres locaux. Le radon et ses descendants solides pénètrent dans les poumons avec l'air respiré. Ces descendants émettent des rayonnements alpha qui peuvent induire le développement d'un cancer. L'exposition des populations au radon dans les habitations, peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux qui ont été observés dans les mines d'uranium en France. Plusieurs organismes internationaux (UNSCEAR, OMS, etc.) élaborent actuellement une synthèse des données disponibles afin de définir une politique globale de gestion du risque associé à l'exposition domestique au radon.

En 1992, l'IRSN et la Direction Générale de la Santé (DGS) ont décidé de relancer la campagne nationale de mesure de l'exposition domestique au radon, avec la collaboration des Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Les résultats présentés sont des résultats bruts. La moyenne arithmétique actuelle des mesures en France est égale à 90 Bq.m³, la médiane est 50 Bq.m³ et la moyenne géométrique est 54 Bq.m³.

Les mesures de l'activité volumique du radon ont été réalisées du 10 Novembre 1994 au 5 Février 1996. Dans le département de la Vienne, 155 mesures ont été réalisées dans 141 communes.

Plus spécifiquement pour la commune de Liniers, la mesure du risque lié au Radon n'a pas été prise. Par extrapolation avec les communes voisines (Montamisé notamment), on peut supposer un taux volumique similaire à la moyenne arithmétique française, de l'ordre de 50 à 99 Bq.m³.



Le risque d'exposition au plomb

En application de l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme, le plan des zones à risque d'exposition au plomb doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et conformément à l'Arrêté Préfectoral du 15 Juillet 2002, l'ensemble du département de la Vienne est déclaré zone à risque d'exposition au plomb.

Par suite, pour toutes les transactions afférentes à des logements d'avant 1948, un état des risques d'accessibilité au plomb devra être produit.

Le risque termites

Le département de la Vienne est en partie concerné par la contamination des termites dans les habitations, comme une large partie des départements du Sud et de l'Ouest de la France.

La commune de Liniers n'est pas reconnue comme commune infestée par les termites à ce jour selon l'arrêté préfectoral n°2016-DDT-904 du 15 juin 2016. Néanmoins, les mesures citées par cet arrêté sont applicables sur l'ensemble du département, que la commune soit concernée ou non.

LES ÉQUIPEMENTS ET LES SERVICES

LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES COMMUNAUX

Les équipements scolaires

69 enfants sont scolarisés à Liniers pour l'année 2014/2015, répartis en trois sections.

La commune de Liniers et celles de Lavoux et La Chapelle Moulière fonctionnent en SIVOS (Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire) afin de mutualiser les équipements scolaires et d'assurer leur pérennité sur le territoire des deux communes.

Il est prévu que le jardin de l'école soit réaménagé en bâtiment scolaire à court terme.



Les équipements culturels, sportifs et de loisirs

Les habitants de la commune disposent d'un terrain de sports ainsi que d'une salle socio-culturelle : la salle Sonia Delaunay (ou salle des Linarois).

Le terrain de sports est actuellement sous-utilisé. Un équipement de type « city-stade » pourrait suffire à répondre aux besoins.



Les services publics

Dans un objectif de rationalisation des politiques publiques, la commune de Liniers et celle de Lavoux se sont associées pour financer conjointement une partie du personnel public.



L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Origine et qualité de l'eau potable distribuée

L'approvisionnement en eau potable de la commune dépend du **Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (SIAEP) de Saint-Julien-l'Ars**. Au sein de ce SIAEP, deux Unités de Distribution d'eau (UDI) ont été définies. Liniers dépend de l'UDI A qui dessert également les communes de Bignoux, Lavoux, La Chapelle Moulière, Bonnes, Sèvres-Anxaumont, Saint-Julien l'Ars et Jardres.

La gestion de la distribution d'eau est assurée par le Syndicat des Eaux de la Vienne, **Eaux de Vienne**.

L'UDI est desservie principalement par le captage du « Bois des Douces » situé sur la commune de Bonnes, le captage des « Bords de Vienne » (même commune) servant de complément.

Traitement : l'eau pompée subit une simple désinfection par le chlore gazeux avant d'être distribuée à la population.

Contrôle : 60 prélèvements représentant 1 406 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités prévues dans le Code de la Santé Publique.

Protection des ressources : La procédure administrative (Arrêté Préfectoral de déclaration d'utilité publique avec une inscription au fichier des Hypothèques) est terminée pour le captage du « Bois des Douces ». Elle est en cours pour le captage de secours des « Bords de Vienne ».

Paramètres	Limites ou réf. de qualité	Résultats 2013 Réseau d'adduction	
		UDI A « Bonnes »	UDI B « Bertinière »
pH	6,5 / 9,0	7,6	7,5
Turbidité (en NFU)	2,00	0,15	0,13
Dureté (TH en °F)	Néant	29,6	30,3
TAC (en °F) ¹⁹	Néant	25,8	29,8
Fluor (en mg/l)	1,50	0,00	0,02
Nitrates (en mg/l)	50,0	32,1	17,8
Sélénium (en µg/l)	10,0	6,3	7,5

Bactériologie	Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été d' excellente qualité .
pH	Il indique l'acidité de l'eau quand il est inférieur à 7 ou la basicité quand il est supérieur à 7. Les eaux distribuées sont légèrement basiques .

¹⁹ TAC : Titre Alcalimétrique Complet

Turbidité	Les eaux distribuées sont caractérisées par une bonne limpidité et transparence qui s'est traduite par une faible turbidité, inférieure ou égale à 0,2 NFU.
Dureté	<p>La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés français (1°F = 4 mg/l de calcium et 0.7° anglais ou 0.56° allemand). Les eaux distribuées renferment une dureté importante.</p> <p><i>Dans l'hypothèse de l'installation d'un traitement individuel, il est rappelé qu'il convient de conserver pour l'alimentation un point d'eau froide non soumis à ce traitement complémentaire. Il est conseillé par ailleurs de maintenir un résiduel de dureté entre 10 et 15°F sur les réseaux de distribution afin de limiter les phénomènes de corrosion pouvant être induits par de l'eau adoucie à 100%, et afin de limiter l'augmentation des teneurs en sodium dans l'eau (l'élimination d'un °F de TH sur une résine apporte 4.6 mg/l de sodium en plus dans l'eau).</i></p>
Fluor	Le fluor, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0.5 et 1.5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. Les eaux alimentant le syndicat en sont dépourvues. Des apports complémentaires (sel fluoré ou comprimés fluorés) peuvent être conseillés sur avis médical .
Nitrates	Les concentrations en nitrates sur le réseau sont faibles à modérées .
Pesticides	Les recherches réalisées sur 190 substances ont révélé essentiellement une présence de métabolites de triazines, inférieure cependant à la valeur limite de qualité fixée à 0,1 µg/l par substance , au titre du principe de précaution.
Sélénium	Une présence naturelle de Sélénium (5 à 8 µg/l) est à signaler. Une valeur provisoire pour la consommation des eaux de boissons a été fixée à 40 µg/l par l'Organisation Mondiale de la Santé en 2011. L'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES) a réévalué les risques en Octobre 2012 pour le Sélénium et aucune restriction de consommation n'est proposée jusqu'à 30 µg/l.

Source : Qualité de l'eau distribuée en 2013 – Agence Régionale de Santé (ARS) Poitou-Charentes

Protection de la ressource en eau

Le territoire communal de Liniers est concerné par des périmètres de deux captages :

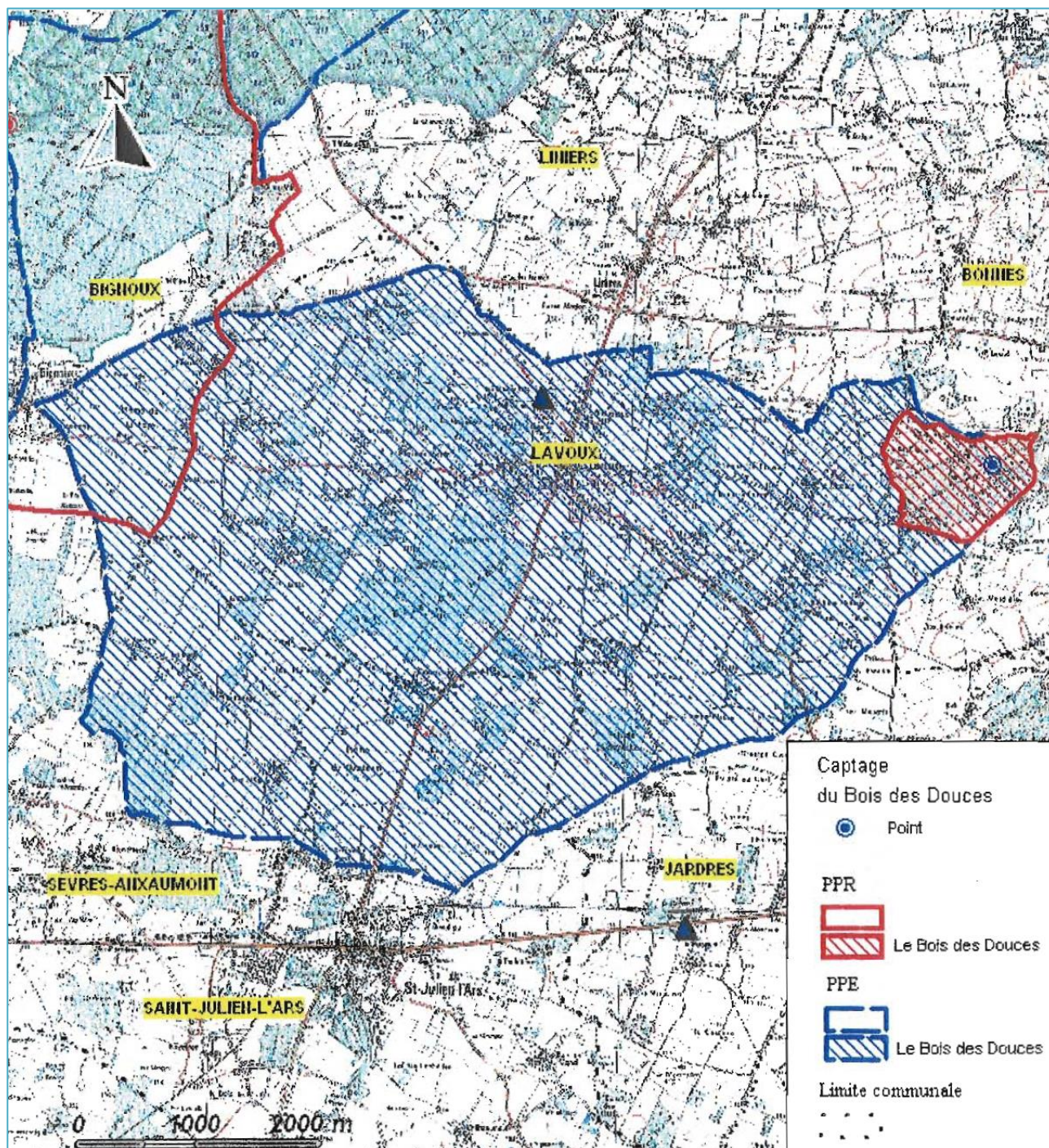
- › Captage du « Bois des Douces » situé sur la commune de Bonnes. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 le 08 Juin 2007.
- › Captage de « Charassé » situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2000/DDAF/SFEE/471 le 28 Septembre 2000.

Le périmètre de protection éloignée du captage du « Bois des Douces » longe la limite Sud du territoire communal de Liniers, comme cartographié ci-après.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages de « Charassé » impactent directement le territoire communal de Liniers, en partie Ouest de la commune. Des prescriptions restrictives

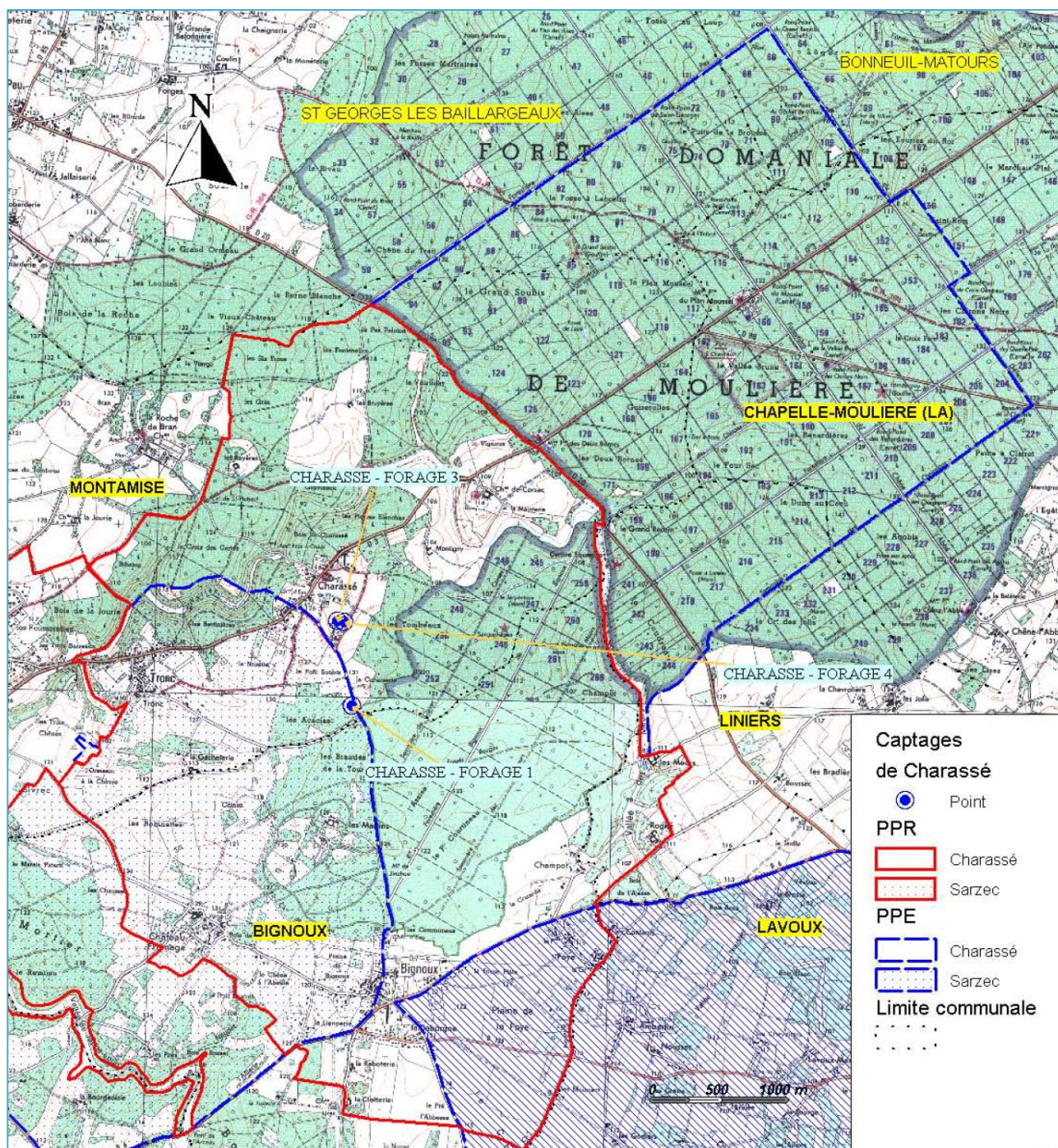
s'appliquent aux opérations d'aménagement réalisées dans les périmètres de protection, comme détaillé à l'Arrêté Préfectoral mentionné ci-dessus.

Périmètres de protection du captage du « Bois des Douces »



Source : DDASS 86 – Septembre 2001

Périmètres de protection des captages de « Charassé »



Source : DDASS 86 – Décembre 1999

L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

L'assainissement est géré en régie par la commune de Liniers qui assure l'installation et la gestion de l'ensemble des réseaux de collecte des eaux usées, de la station d'épuration, le raccordement à l'égout des eaux usées ainsi que le contrôle des installations d'assainissement non collectif. La commune missionne Eaux de Vienne pour certaines prestations spécifiques.

L'assainissement collectif

- **Caractéristiques de la station d'épuration**

Le traitement des eaux usées du Bourg et du hameau de « La loge » est assuré par une station d'épuration de type « lagunage naturel », située sur la Voie communale n°5, au Nord-Ouest du Bourg, en direction du hameau « Les Jollis ». L'ouvrage est dimensionné pour 300 EH (Équivalents Habitants) et pour un débit nominal de 38 m³/jour. La charge de la station était de 81,3 % de sa capacité en 2014 (244 EH) et de 113,2 % de son débit (44 m³/jour).

La station produit 4 tonnes d'effluents par an.

La conformité des équipements et des performances de l'ouvrage est attestée.

- **Fonctionnement de la station d'épuration**

Le bilan de fonctionnement réalisé par Eaux de Vienne en Septembre 2014 sur la lagune du Bourg de Liniers fait apparaître le bilan suivant :

Résultats d'analyse sur échantillon 24 heures

PARAMETRES	DBO ₅ (mg/L O ₂)	DCO (mg/L O ₂)	MES (mg/L)	N-NO ₂ (mg/L)	N-NO ₃ (mg/L)	NTK (mg/L) NF EN 25663	NGL (mg/L)	P (mg/L)	N-NH ₄ (mg/L)	pH	T° C
EAU BRUTE	340	710	240	< 0,03	< 2	94	94	11	75	7,8	21
SORTIE LAGUNE	3	260	300	1,7	0,33	14	16,03	4	< 0,8	7,5	21
Rendements	-	63,38%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêté de rejet 22 juin 2007 Lagunage	-	60%	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Référence MES : mg/L (N : 50+/- 5 mg/L)
Blanc DBO₅ : mg/L O₂ (N : < 1,5 mg/L O₂)
Contrôle DBO₅ : mg/L O₂ (N : 210 +/- 40 mg/L O₂)

REMARQUE :

DCO en sortie de lagune réalisée sur filtrat : 47 mg/L.
DBO₅ en sortie de lagune réalisée sur filtrat.

Volume journalier : 43 m³ pendant le bilan 24h00
Pluviométrie : 0mm

L'assainissement non collectif

Sur toutes les parties de la commune non spécifiées précédemment, l'assainissement est non-collectif.

Chaque habitation nouvelle doit traiter ses eaux usées domestiques selon des techniques conformes à la réglementation, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis Décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (DTU 64.1, modifié en 1998) « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

L'assainissement non collectif (ou individuel) se caractérise par la mise en place d'un prétraitement et d'un traitement des eaux usées.

- › Le prétraitement est réalisé à l'aide d'une fosse septique toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.
- › Le traitement dépend étroitement des caractéristiques des sols. Figurent en annexe, les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leur règle de dimensionnement.

Dans le cadre d'une autorisation de construire, pour les parcelles non desservies par un assainissement collectif, il est recommandé de faire une étude de sol afin de déterminer la filière d'assainissement individuel à réaliser.

Il est rappelé que les vidanges de fosses toutes eaux doivent être réalisées par une structure spécialisée devant donner la destination des boues. L'épandage agricole des matières de vidange est possible, mais est fortement réglementé. Il doit apporter toutes les garanties nécessaires quant à la protection de la salubrité publique, les dépotages sauvages étant interdits.

LA GESTION DES DÉCHETS

Au niveau régional, en application de la Loi n°2002-276 du 27 Février 2002, le Plan Régional de Réduction et d'Élimination des Déchets Dangereux (PRREDD) relève de la compétence du Conseil Régional. Il a été révisé et approuvé le 23 Mars 2012. Il a par ailleurs été soumis à évaluation environnementale.

Le Conseil Départemental de la Vienne, en application de l'article L.541-14 du Code de l'Environnement, est chargé de l'élaboration du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux ou Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). Ce dernier, révisé et approuvé en Avril 2010 par le Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, couvre la période 2009/2018. Il intègre la gestion des déchets industriels banals.

Le Conseil Départemental est par ailleurs chargé du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et Travaux Publics qui recouvre les activités de construction, de réhabilitation et de démolition et qui vise à lutter contre les installations sauvages. Ce plan doit notamment prévoir des Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ainsi que la définition d'une organisation de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ces installations font par ailleurs l'objet, depuis 2006, d'une procédure d'autorisation délivrée par Arrêté Préfectoral. En Vienne, cet Arrêté relatif aux ISDI a été pris le 28 Octobre 2010.

Depuis Mars 2012, les ISDI ne peuvent plus réceptionner et stocker des déchets d'amiante qui doivent être acheminés spécifiquement dans des installations de stockage de déchets dangereux. Il n'existe pas d'ISDI sur la commune de Liniers mais il est à noter que les dépôts sauvages relèvent des compétences de police du Maire.

La collecte et le recyclage des déchets sur Liniers est une compétence communautaire.

Depuis le 1^{er} Janvier 2002, une collecte de tri collectif a lieu sur la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ». En 2014, le ramassage à Liniers a lieu le Mardi après-midi.

Les habitants disposent de sacs jaunes (métal, plastique, carton), bleus (papier) et noirs (autres) pour le tri des déchets ménagers. La commune de Liniers dispose également de 2 bornes d'apport volontaire pour la collecte du verre et d'une borne TLC (textile, linge, chaussures).

Les sacs noirs sont ramassés en porte-à-porte une fois par semaine. Les sacs jaunes et bleus sont ramassés une fois par quinzaine en alternance. Les déchets sont acheminés par la société SITA Centre-Ouest au

centre de recyclage et d'incinération de Poitiers Saint-Éloi (86) où ils sont triés manuellement et mécaniquement. Les déchets non recyclés sont incinérés selon un principe de valorisation énergétique, alimentant en chauffage les logements collectifs.

Le verre est collecté par la société VEOLIA et acheminé à Châteaubernard (16) pour y être recyclé.

Par ailleurs, la Communauté de Communes gère trois déchetteries, situées à Saint-Julien-l'Ars, Sèvres-Anxaumont et Bonnes.

L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

Enjeux

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

Situation actuelle

L'électricité est le mode d'approvisionnement énergétique unique sur la commune. À l'heure actuelle, aucun recours aux énergies renouvelables n'a été mis en œuvre au niveau des équipements publics de la commune de Liniers. Toutefois, trois sources d'énergies renouvelables principales sont potentiellement mobilisables sur le territoire de cette commune : le solaire (thermique ou photovoltaïque), l'éolien et éventuellement le bois-énergie.

Développement de l'énergie bois

On notera que le bois constitue une ressource assez bien représentée sur le territoire de la commune, en particulier du fait de la présence de la Forêt de Moulière au Nord-Ouest du territoire communal. Le développement d'une filière bois locale, gérée de manière durable, peut être envisagé.

Développement de l'énergie solaire

L'irradiation globale horizontale est d'environ 1 250 à 1 325 kwh/m² par an sur le secteur de Liniers. Cette valeur est assez favorable au développement de la fourniture d'énergie par les apports solaires.

Les équipements mis en place devront toutefois prendre en considération les principes suivants :

- › L'implantation de centrales solaires au sol est à éviter en raison de la sensibilité environnementale du territoire communal et des impacts potentiels sur l'activité agricole.
- › La mise en place de panneaux solaires sur les bâtiments devra être réalisée avec discrétion afin d'éviter un impact visuel trop important, notamment autour du Bourg, en référence aux périmètres de protection de monuments historiques.

Développement de la biomasse

Dans le cadre de la réflexion sur le choix des énergies des bâtiments publics et/ou collectifs, voire des opérations d'ensemble, la question de la mise en place de la filière biomasse (utilisation de l'énergie issue de la combustion de matières organiques : paille, bois, palettes, etc.) serait opportune, notamment pour les réseaux de chaleur.

Développement de l'énergie éolienne

La mise en place du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) constitue une des déclinaisons du Grenelle de l'Environnement²⁰.

Prévu à l'article L.222-1 du Code de l'Environnement, il définit les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique. Il comprend **un rapport et un document d'orientations assorti de documents cartographiques indicatifs et un volet annexé intitulé « schéma régional éolien »**. Son contenu est fixé par le **Décret n°2011-678 du 16 Juin 2011** relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie.

- › L'élaboration des Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie découle de l'article 68 de la Loi n°2010-788 du **12 Juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement, dite **Loi « Grenelle 2 »**.
- › Cette Loi « Grenelle 2 » est une application territorialisée de la Loi de programmation n°2009-967 du **3 Août 2009** relative à la mise en œuvre du « Grenelle de l'environnement », dites **Loi « Grenelle 1 »**.

La Loi « Grenelle 2 », qui prévoit l'élaboration du SRCAE, précise dans son article 90 que le Schéma Régional Éolien (SRE) constitue un volet annexé à ce document. En cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, le SRE a pour vocation d'identifier la contribution du Poitou-Charentes à l'effort national en matière d'énergie renouvelable d'origine éolienne terrestre. Il a pour objet de définir les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne en s'assurant que l'objectif quantitatif régional puisse être effectivement atteint.

Le Schéma Régional Éolien a cartographié les espaces régionaux en fonction de la typologie dominante du secteur et en corrélation avec les contraintes découlant d'incompatibilités réglementaires ou d'enjeux importants liés à l'application de politiques publiques (ZNIEFF de type I et II, ZPS, ZSC, ZICO, Arrêtés Préfectoraux de Biotopie, réserves naturelles, espaces littoraux importants, ZPPAUP et/ou périmètre de site classé ou inscrit, sites UNESCO, zones archéologiques, territoires emblématiques sur le plan paysager, massifs forestiers, vallées, zones urbanisées, servitudes techniques de l'aviation civile, servitudes radioélectriques, voies de communication).

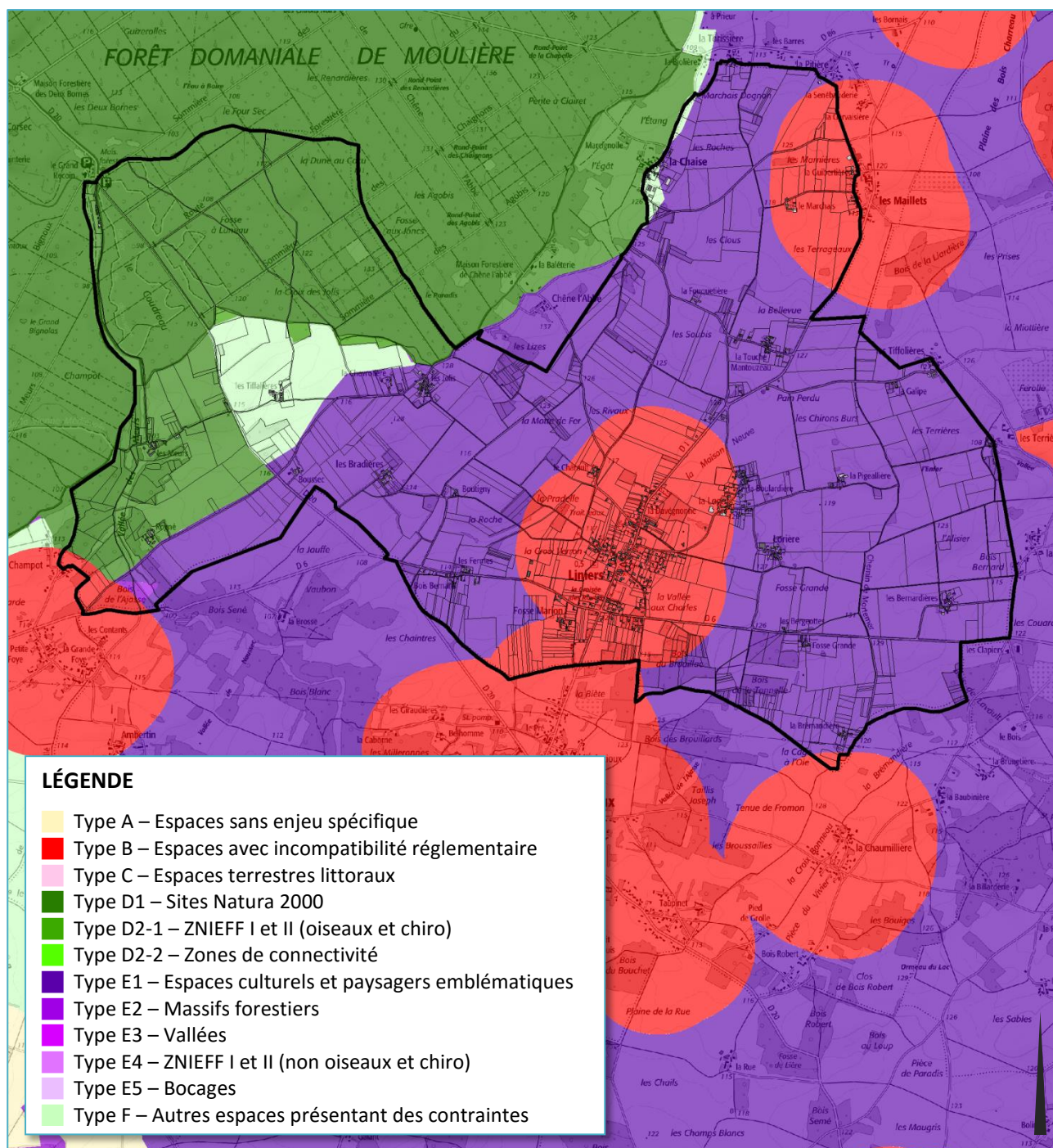
■ **Le Schéma Régional Éolien ne fait apparaître aucune zone sur le territoire communal qui ne soit contrainte pour l'implantation d'éolienne(s), comme illustré en page suivante.**

Le Bourg et, par extension, celui de Lavoux, sont couverts par des incompatibilités réglementaires (proximité de monuments historiques, servitudes d'urbanisme...), de même que les espaces en partie Est de la commune, où le paysage est classé comme « espace culturel ou paysager emblématique », ce qui rend l'installation d'éoliennes inopportune.

La partie Ouest de la commune, dans le prolongement des sites Natura 2000 de la Forêt de Moulière, ne peut pas non plus accueillir d'éoliennes.

²⁰ Source : Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes (DREAL Poitou-Charentes et Conseil Régional) – Septembre 2012

Typologie des espaces de la commune dans le cadre du Schéma Régional Éolien



Source : SIG PARCOURS, Schéma Régional Éolien, Base PEGASE Poitou-Charentes, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/30 000^{ème}

Développement de la méthanisation

Un recensement des entreprises et des installations agricoles (notamment dans le cadre du diagnostic agricole) produisant des déchets fermentescibles pourrait être pertinent. En effet, dans le cas où le territoire de commune hébergerait de tels établissements, la question de la mise en place d'une filière de méthanisation serait opportune.

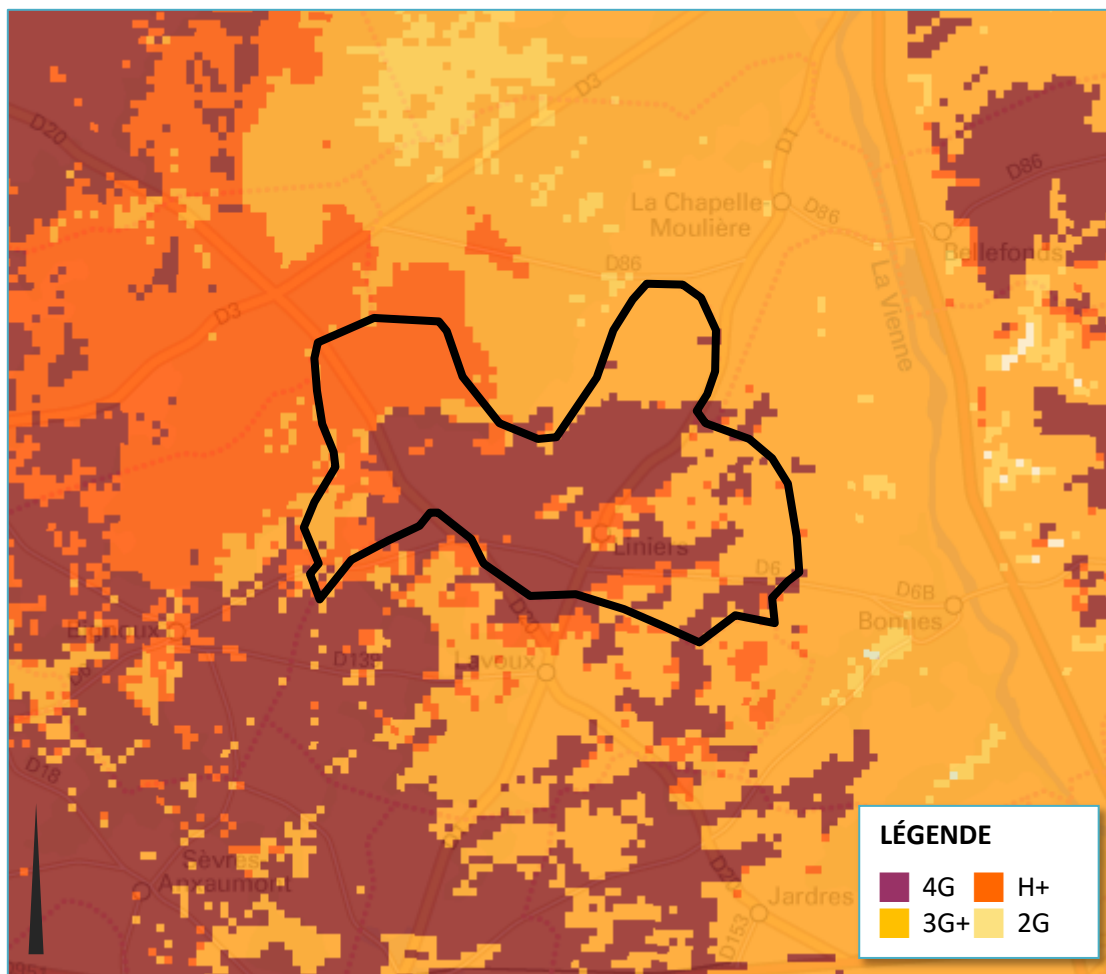
La méthanisation a été reconnue par le « Grenelle II » comme une activité agricole lorsqu'il s'agit majoritairement de déchets issus des effluents d'élevage.

L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le réseau de téléphonie mobile

En raison de sa localisation sur un territoire rural peu rentable pour les opérateurs, Liniers a longtemps été concernée par l'absence ou la faiblesse des signaux permettant d'accéder à la téléphonie mobile. Sa situation périurbaine par rapport à Poitiers a néanmoins contribué à l'amélioration très sensible des réseaux de communication mobile.

Couverture des réseaux de téléphonie mobile sur la commune



Source : Portail d'information ORANGE

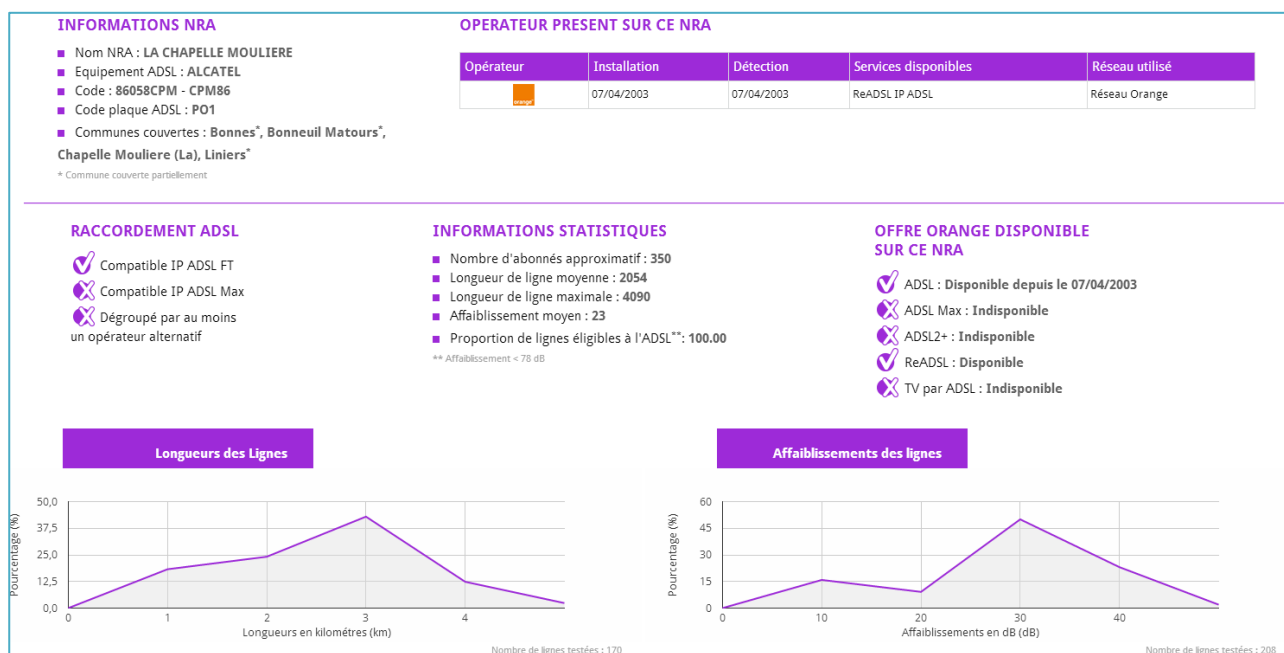
En 2014, la quasi-totalité du territoire communal est couverte par un réseau 4G de haut débit, incluant le Bourg. Les autres espaces disposent d'une couverture 3G simple ou H+ (HSPA²¹ + dual carrier), plus puissante que la 3G.

²¹ HSPA : High Speed Packet Access

Le réseau internet à haut-débit

La commune est desservie par plusieurs centraux téléphoniques (NRA), situés sur les communes limitrophes de Bonnes, de Bignoux et de La Chapelle Moulière. C'est ce dernier NRA qui dessert le Bourg de Liniers.

La totalité des lignes de ce répartiteur est éligible à l'ADSL et relèvent d'une technologie ADSL simple, ne permettant pas l'accès à des services à haut-débit (ADSL Max, *Triple Play*²²...). L'affaiblissement moyen du signal est par ailleurs assez conséquent, plus 50% des lignes se situant à plus de 3 kilomètres du NRA. Seul l'opérateur historique propose des offres sur ce répartiteur à ce jour.



Source : Portail d'information DegroupNews

Les stratégies locales en faveur du développement du numérique

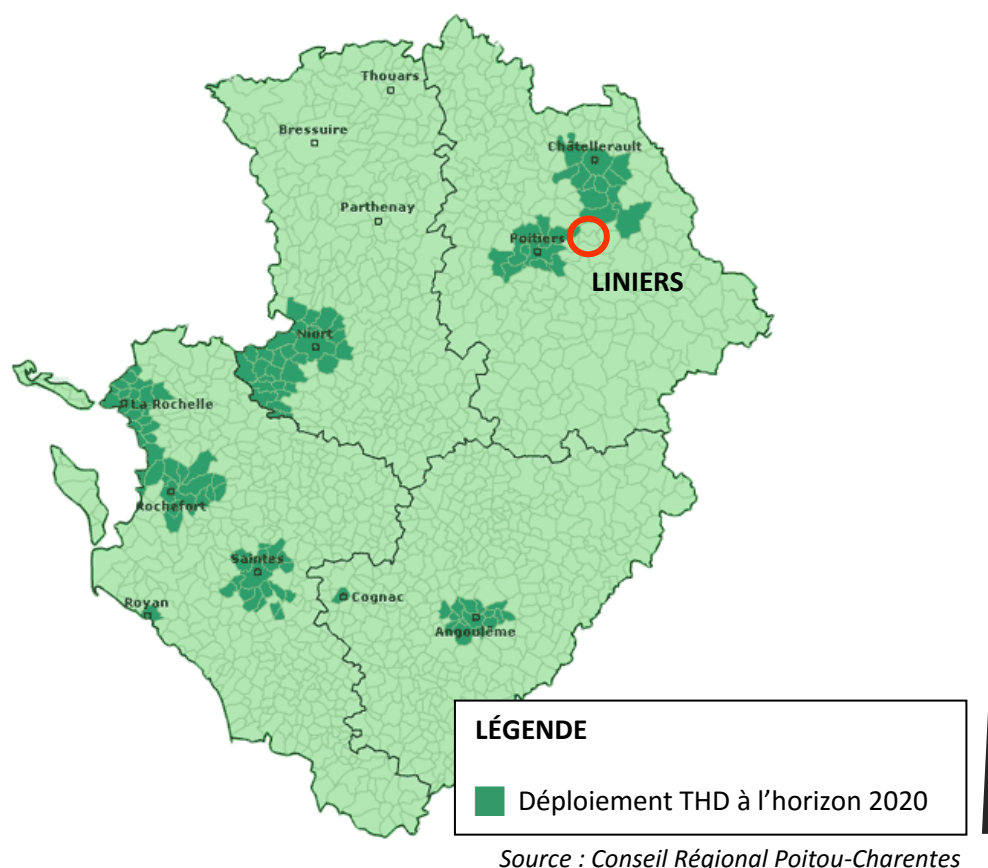
• La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN)

La Région Poitou-Charentes a mis en œuvre une Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) afin de permettre à l'ensemble des territoires régionaux d'être desservis par Internet à haut débit, en évitant la création de « zones blanches », moins densément peuplées et donc à l'écart des principales infrastructures des opérateurs privés.

Par ailleurs, la Région anticipe l'arrivée du Très Haut Débit (THD) sur le territoire régional en développant une répartition homogène de la technologie THD sur l'ensemble du territoire. Ainsi, comme cartographié ci-après, le THD devrait concerner l'ensemble des grandes villes de la région à l'horizon 2020, incluant notamment l'agglomération de Poitiers.

Liniers, de par sa proximité avec les agglomérations de Poitiers et de Châtellerauld, peut espérer tirer parti, à moyen terme, du déploiement du très haut-débit pour une amélioration du débit proposé sur le territoire communal.

²² Triple Play : Internet + Téléphone + Télévision



Par ailleurs, le Conseil Départemental de la Vienne a choisi de développer le très haut débit sur l'ensemble du département afin d'offrir aux particuliers et aux entreprises un accès facilité et rapide à Internet et à l'ensemble des services que le très haut débit autorise. Cette politique est guidée par le lancement, en Septembre 2010, de l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

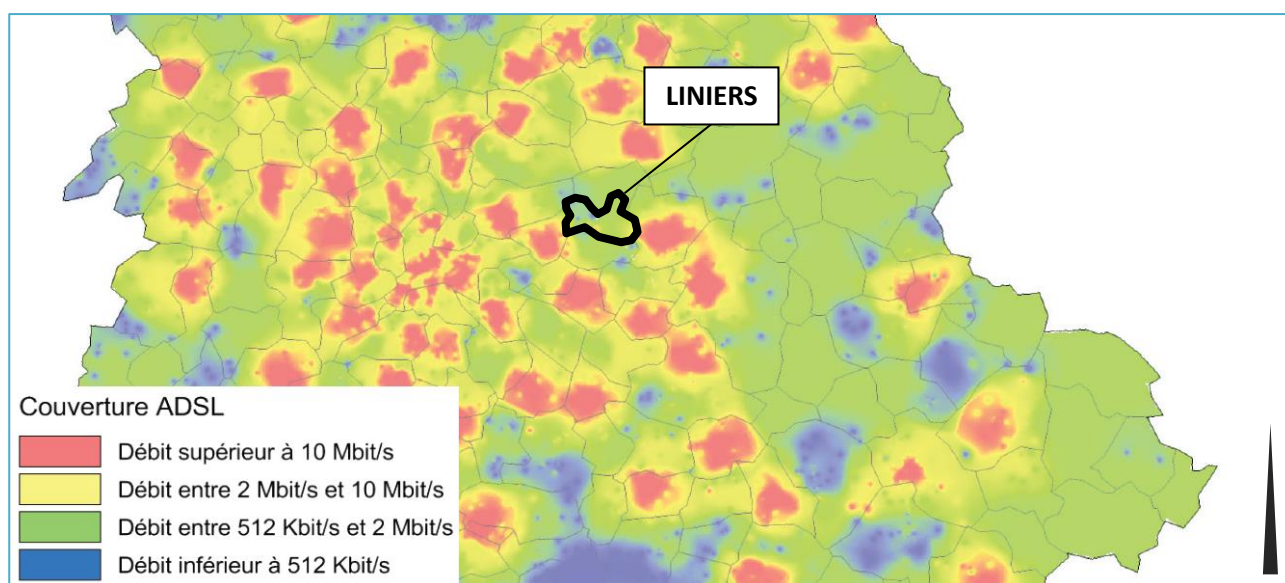
Ce schéma les objectifs suivants :

- › Fixer l'ambition départementale pour l'aménagement numérique de son territoire.
- › Parvenir à une équité départementale.
- › Favoriser l'appropriation des services numériques et contribuer à leur développement.
- › Rendre plus cohérente et plus efficace l'offre en infrastructures.
- › Favoriser les synergies entre les pratiques numériques.
- › Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire.
- › Valoriser les infrastructures existantes et à créer.
- › Favoriser le travail collaboratif et les échanges entre acteurs de l'aménagement numérique.

S'agissant de la commune de Liniers, la situation est assez mitigée, la quasi-totalité des lignes ayant un débit ténu, compris entre 512 Kbits/s et 2 Mbits/s, compte tenu de l'affaiblissement du signal sur de longues distances. La situation est légèrement meilleure à l'extrême Est de la commune, en limite avec Bonnes et au plus près du NRA situé sur cette commune. À l'inverse, certaines zones blanches existent en partie Nord-Ouest de Liniers, avec un débit inférieur à 512 Kbits/s. Cela concerne notamment les écarts comme « Les Jolis » ou « Les Meurs ».

La cartographie suivante doit par ailleurs être relativisée, ne tenant pas compte du NRA installé à La Chapelle-Moulière depuis l'adoption du SDTAN de la Vienne. Ce NRA, comme expliqué précédemment, dessert la majeure partie de la commune de Liniers.

Couverture ADSL de la Vienne (extrait)



Source : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Vienne, page 138

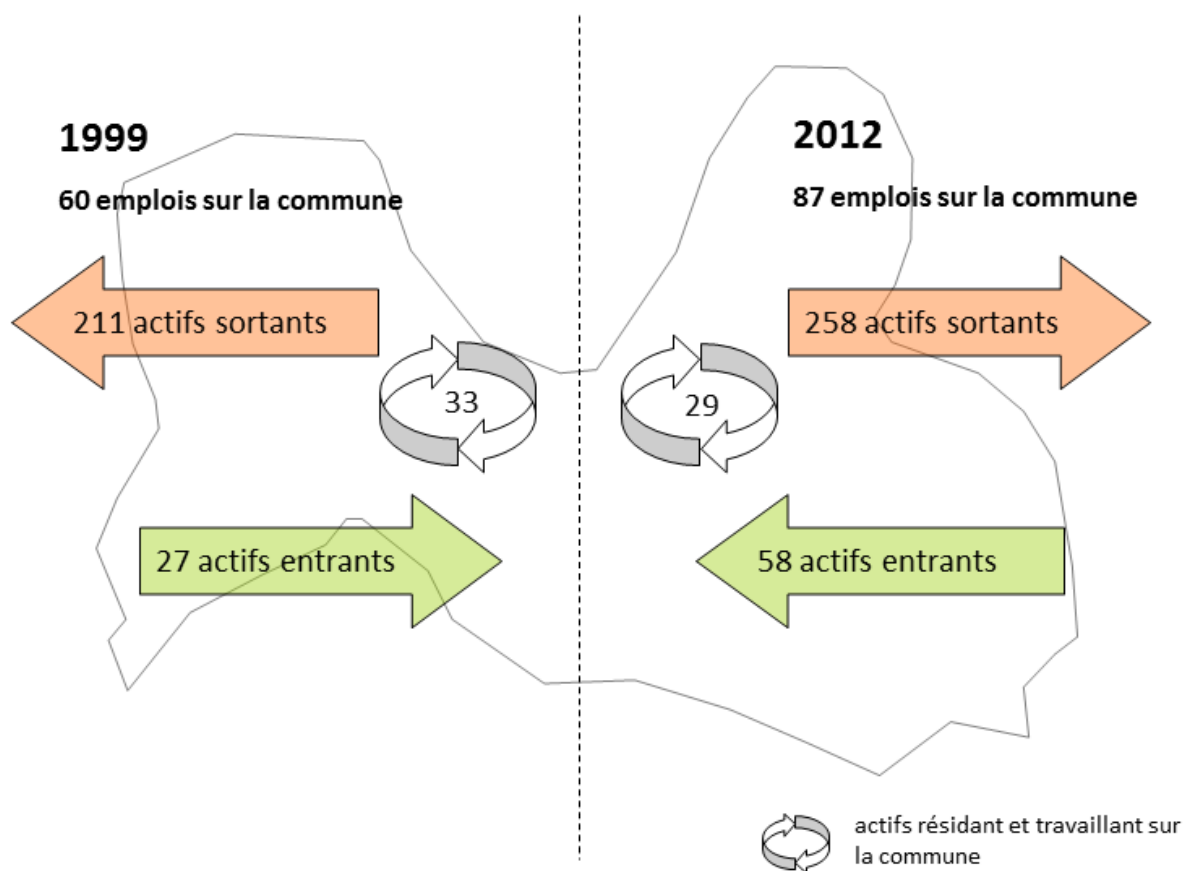
Il est prévu à court terme, parmi les priorités du SDTAN, l'installation d'un NRA sur la commune de Lavoux, susceptible de couvrir la continuité urbaine que représentent les Bourgs de Lavoux et Liniers. Ce NRA fait partir des 34 centraux retenus pour une montée en débit des communes ayant plus de 100 lignes dont le débit est inférieur à 2 Mbits/s.

La desserte ADSL de la commune de Liniers devrait donc être considérablement améliorée dans les quelques années à venir.

LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Evolution des déplacements d'actifs

L'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement général de la population permet d'établir la situation suivante en matière de mobilité domicile/travail.



Sur la dernière décennie, les phénomènes suivants sont observés :

- › Le nombre de personnes actives exerçant un emploi a augmenté, passant de 244 en 1999 à 284 en 2012 (+16,4 %) tandis que le nombre d'emplois disponibles sur le territoire augmentait également dans des proportions importantes (+45% soit 27 emplois supplémentaires sur la commune).
- › De plus en plus d'actifs partent travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune (+22,3 %). À l'inverse, de nombreux actifs extérieurs viennent travailler quotidiennement à Liniers (+114,8 %).

La conjugaison de ces phénomènes entraîne une augmentation globale du volume de déplacements : 690 mouvements quotidiens²³ d'actifs étaient enregistrés en 2012 contre 542 mouvements en 1999, soit une augmentation de 21,8 %.

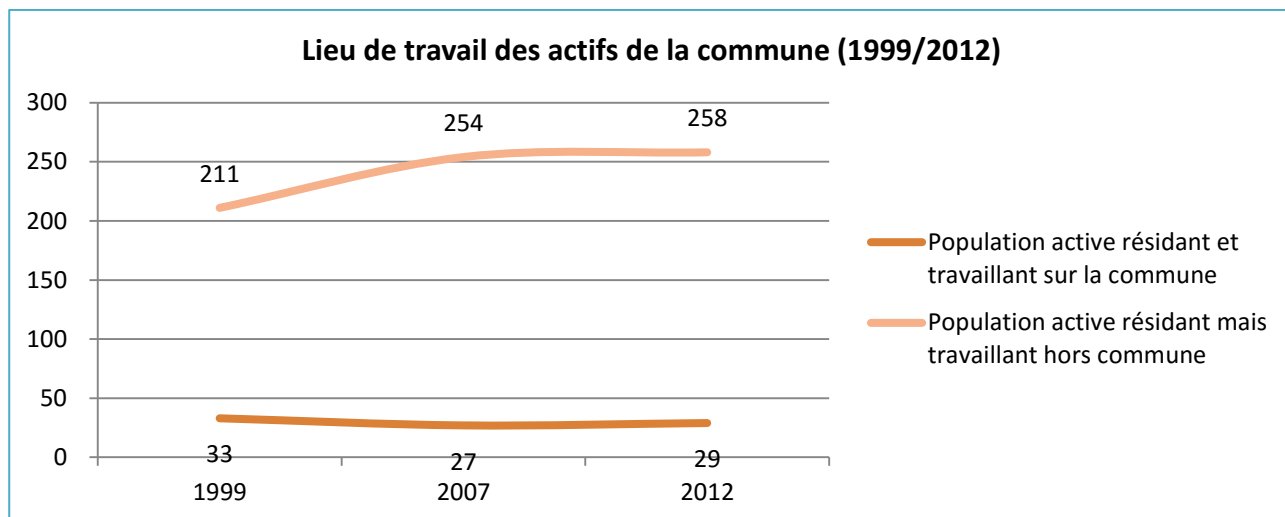
²³ Mouvements quotidiens calculés sur la base d'un aller/retour par jour par actif entrant, sortant ou circulant dans la commune.

Évolution des relations domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, l'écart entre population résidente et population active sur la commune s'était déjà considérablement creusé avant 1999. Le nombre d'actifs de Liniers travaillant à l'extérieur de la commune est en augmentation de 22,3 % depuis.

Parallèlement, les actifs résidant et travaillant à Liniers ont connu une faible diminution de 12,1 % depuis 1999 malgré une remontée depuis 2007. En 2012, les actifs sortants sont ainsi presque dix fois plus nombreux que les actifs résidents.

Cette situation n'est pas sans impact sur l'environnement avec des émissions plus importantes de gaz à effet de serre et un bilan carbone plus lourd de la population active locale.

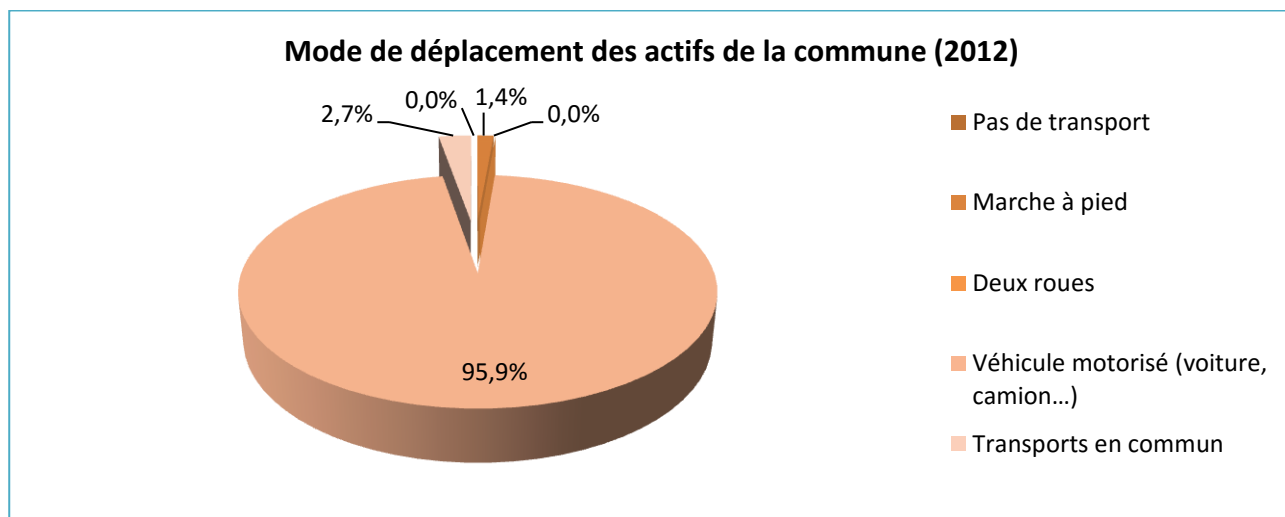


Source : INSEE, RP 1990 dénombremments, RP 1999 et RP 2012 exploitations principales

Les modes de déplacements domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, les déplacements dans le cadre domicile/travail sont très majoritairement effectués par le biais de véhicules motorisés (voitures, fourgonnettes, camions...), à presque 96 %.

La marche à pied et l'usage des transports en commun représentent, respectivement, 1,4 et 2,7 % des actifs, soit 4,1 % des actifs utilisant des transports alternatifs à l'usage de l'automobile.



Source : INSEE – RP 2012 exploitation principale

L'équipement automobile des ménages

En raison des distances parcourues, le nombre de véhicules par foyer est en augmentation constante depuis une décennie. La commune se situe ainsi largement au-dessus la moyenne départementale. Par exemple, 65,6 % des ménages disposent de 2 automobiles ou plus en 2012 à Liniers (en augmentation de 9,1% sur la dernière décennie) alors qu'ils ne sont que 40,4 % sur l'ensemble de la Vienne.

Territoire	1999		2012	
	Liniers	Dpt. de la Vienne	Liniers	Dpt. de la Vienne
Au moins 1 voiture	92,7 %	85,4 %	95,3 %	86,0 %
1 voiture	36,1 %	45,6 %	29,8 %	45,6 %
2 voitures ou plus	56,5 %	39,9 %	65,6 %	40,4 %

Source : INSEE – RP 1999 et 2010 exploitations principales

L'augmentation des besoins en déplacements est corrélée avec une augmentation de l'usage du véhicule automobile, en raison de la faiblesse de l'offre de transports alternatifs sur le territoire.

L'augmentation de la population active constatée ces dernières années et induite par le développement des pôles d'emplois extérieurs explique également l'augmentation des taux de motorisation.

En territoire périurbain, les déplacements automobiles sont indispensables pour rejoindre les lieux de travail, de domicile, de commerce et de services, de loisirs et de culture qui sont éloignés les uns des autres. Les ménages s'installant sur la commune comportent souvent deux personnes actives qui exercent leur profession sur deux lieux différents. Les trajets domicile-travail sont organisés selon tous ces motifs (courses, école, loisirs, etc.).

Une estimation des émissions de dioxyde de carbone par les ménages de Liniers se déplaçant quotidiennement à l'extérieur de la commune peut être faite sur les bases statistiques suivantes :

Bilan carbone des déplacements d'actifs en 2012

Personnes exerçant leur emploi à l'extérieur de la commune	258
Longueur des déplacements quotidiens ²⁴	7 740 kilomètres
Émissions moyennes des voitures en France ²⁵	111 g. de CO ₂ / km
Émissions journalières occasionnées par les déplacements quotidiens des actifs	859 kg de CO ₂
Émissions à l'année ²⁶	223,4 tonnes de CO ₂

Cette approche ne prend pas en compte les déplacements générés par d'autres motifs que la mobilité domicile/travail. Le bilan carbone annuel est donc plus élevé que le chiffre annuel de 223,4 tonnes de CO₂.

²⁴ Estimation sur la base d'un aller-retour quotidien par actif et d'une distance de 15 kilomètres par trajet.

²⁵ Source : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), chiffres Car Labelling 2015.

²⁶ Sur la base de 260 jours de travail par an.

Les rejets atmosphériques liés au trafic automobile

Une campagne de mesure de la qualité de l'air réalisée par ATMO Poitou-Charentes en 2010 permet d'estimer la part du trafic routier dans les émissions de gaz à effet de serre sur la commune, ainsi que sa contribution à l'émission de polluants atmosphériques.

Polluant	Agriculture	Autres sources	Extraction, transformation et distribution de l'énergie	Industries	Résidentiel, tertiaire	Transport routier
CO	12,4 %	0 %	0 %	0,1 %	64,9 %	22,6 %
CO2TOT	6,3 %	0 %	0 %	0,5 %	35,6 %	57,6 %
COVNM	1,6 %	82,8 %	0 %	1,7 %	11,5 %	2,4 %
NH3	97,9 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2,1 %
NOX	17,9 %	10,3 %	0 %	0,6 %	6,6 %	64,6 %
PM10	31,3 %	0 %	0 %	2,4 %	44,0 %	22,4 %
PM2_5	16,7 %	0 %	0 %	0,8 %	60,3 %	22,2 %
SO2	29,5 %	0 %	0 %	6,1 %	62,1 %	2,2 %
TSP	57,2 %	0 %	0 %	4,5 %	22,1 %	16,2 %

Source : ATMO Poitou-Charentes – Inventaire 2010V3.0, Année 2010

Selon ces données, les déplacements motorisés génèrent plus la moitié des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) sur la commune. L'impact sur les émissions de dioxyde d'azote (NOX) est également notable, avec 64,6% des émissions.

Analyse des capacités de stationnement

Lors de la phase de concertation, il a été établi « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques, et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités », conformément à la Loi.

Comme évoqué ci-après, une aire de co-voiturage a été aménagée sur le parking situé face au parvis de l'église. Les travaux et le balisage ont été réalisés par la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ».

Le parking de la mairie ne comporte qu'une petite capacité d'accueil, en relais avec le parking de l'école. Ce dernier possède une aire de stationnement cycliste.



Parking de l'école et aire de stationnement cycliste

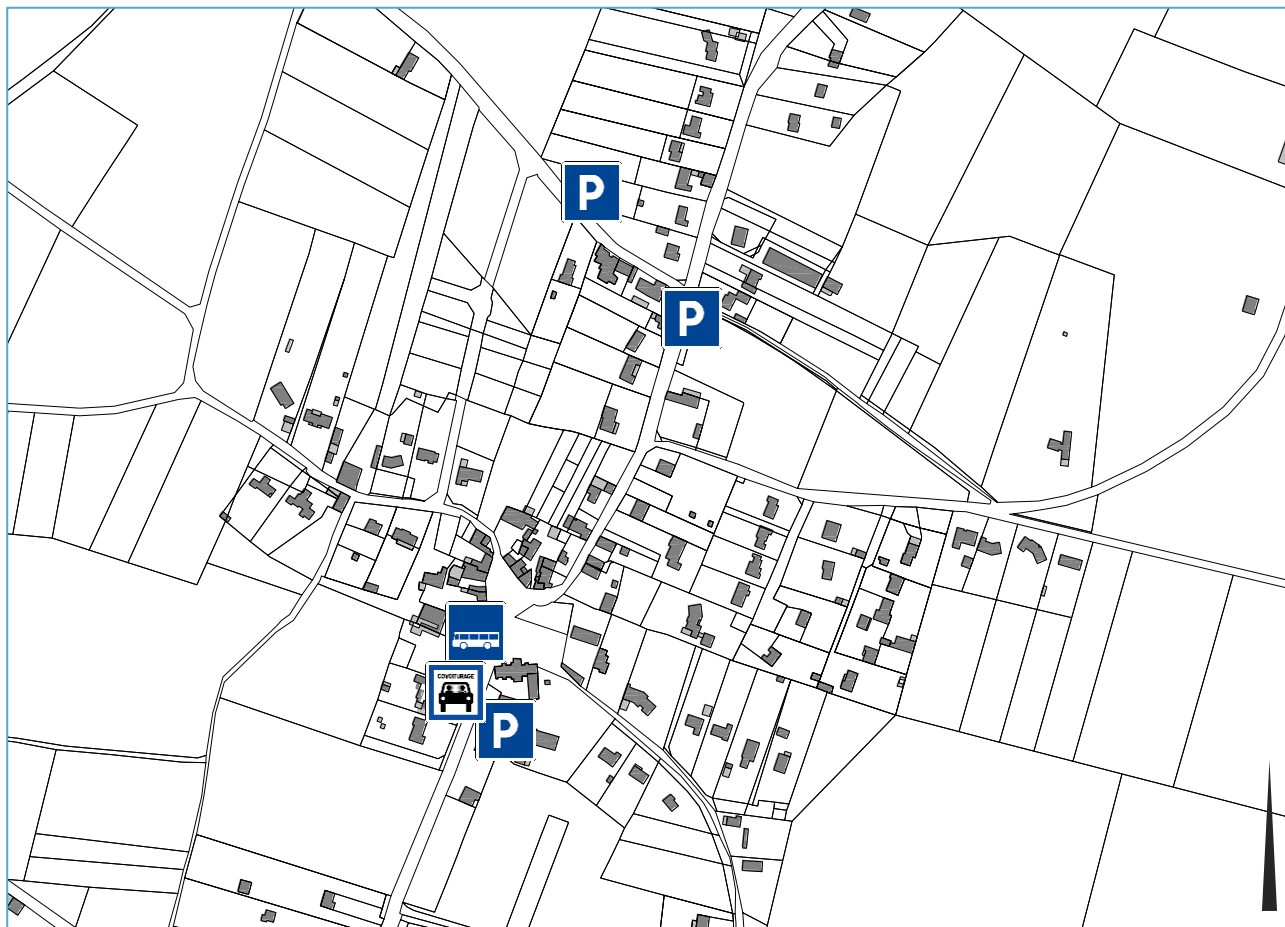
S'agissant des capacités de stationnement, les capacités suivantes ont été constatées :

- › Parking de l'école : 20 places
- › Parking de la Mairie : 10 places
- › Parking de la salle socio-culturelle : 10 places
- › Aire de covoiturage : 5 places

Le Conseil Régional Poitou-Charentes a mis en place un service d'aide au covoiturage avec un site Internet dédié : www.covoiturage.poitou-charentes.fr.

Aucune aire de stationnement pour les véhicules hybrides ou électriques n'est présente sur la commune.

Inventaire des capacités de stationnement sur la commune et lien avec les transports en commun



Source : Relevés de terrain, cadastre DGFIP - Échelle : 1/5 000^{ème}

LES DÉPLACEMENTS DOUX ET DE LOISIRS

Les espaces ruraux de la commune de Liniers, ponctués d'un bâti vernaculaire de qualité, constituent un cadre favorable à la pratique de la randonnée. Les chemins ruraux sont un atout pour la commune en matière de cadre de vie. La continuité des cheminements en place doit être préservée de même que la qualité des éléments qui les constituent où qu'ils contribuent à mettre en valeur (arbres, haies, petit patrimoine bâti, lieux-dits, etc.).

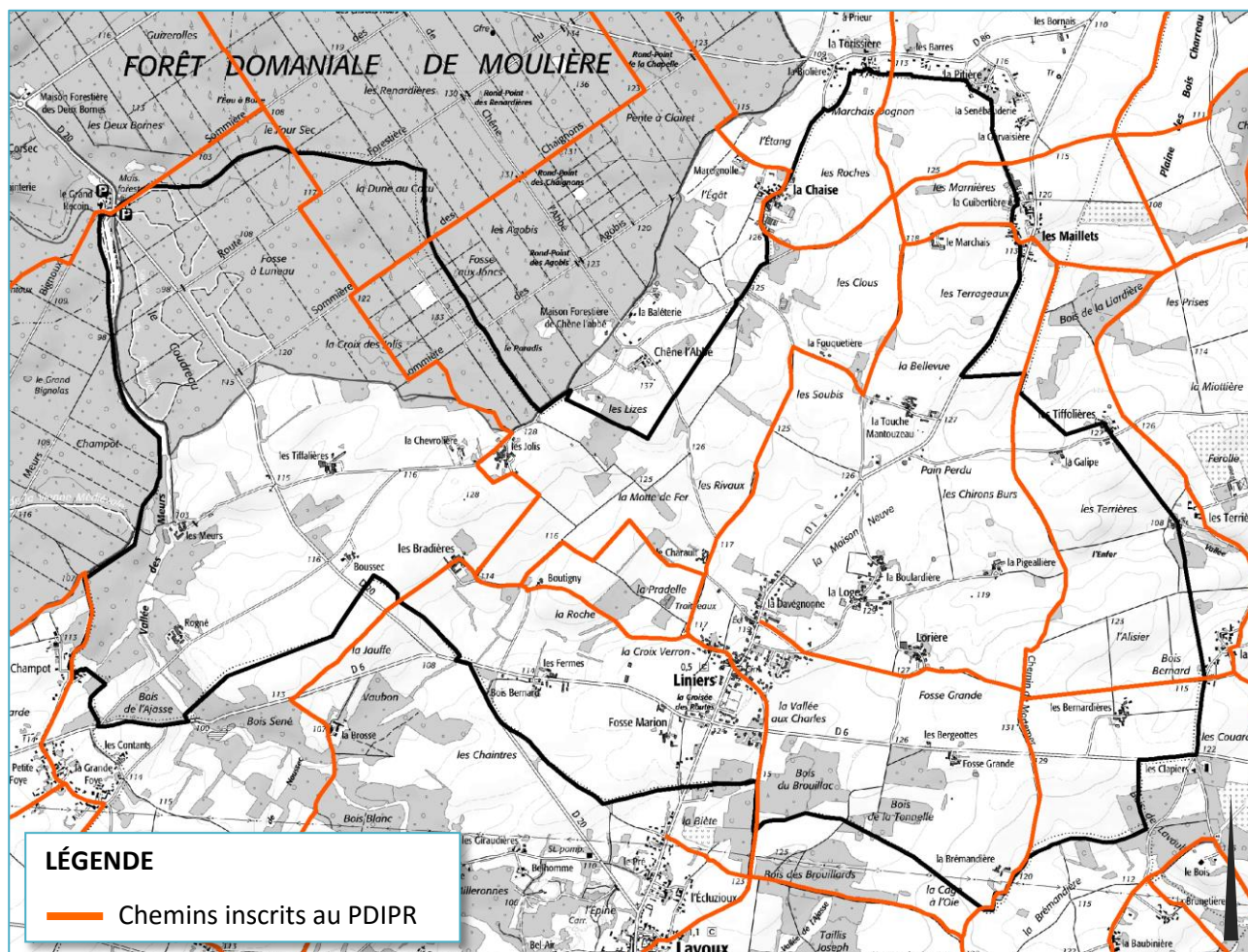
Deux collectivités ont mis en place une politique d'organisation et de gestion des itinéraires de randonnée :

- › Le Conseil Départemental de la Vienne établit un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) qui identifie un certain nombre de chemins sur la commune de Liniers comme intéressants pour la pratique de la randonnée. La cartographie de ces chemins inscrits au PDIPR est présentée en page suivante.
- › La Communauté de Communes « Vienne et Moulière » a créé un réseau de 11 itinéraires de petite randonnée, d'une longueur moyenne de 15 km et totalisant 220 km de chemins balisés sur l'espace communautaire. Une vingtaine de points d'orientation, régulièrement disposés sur les parcours, ainsi qu'un ensemble de poteaux directionnels, guident les randonneurs. Une cinquantaine de pupitres d'information culturelle installés en pleine nature révèlent l'histoire et le patrimoine du pays.

Sur Liniers, le chemin de randonnée intercommunal est organisé sur la thématique de la nature et présente le territoire en racontant l'histoire d'Antoine BRUNET, vétérinaire. Le chemin emprunte notamment pour partie des allées de la Forêt de Moulière

Au total, les chemins de randonnée présents sur la commune représentent **plus de 21,4 kilomètres linéaires**. La cartographie des chemins inscrits au PDIPR est présentée ci-après.

Itinéraires de randonnée identifiés sur le territoire communal



Source : SIG PARCOURS, Conseil Départemental de la Vienne 2012 (PDIPR),
IGN SCAN 25, Cadastre DGFIP – Echelle : 1/35 000^{ème}

LES DÉPLACEMENTS EN COMMUN

L'offre de transports en commun

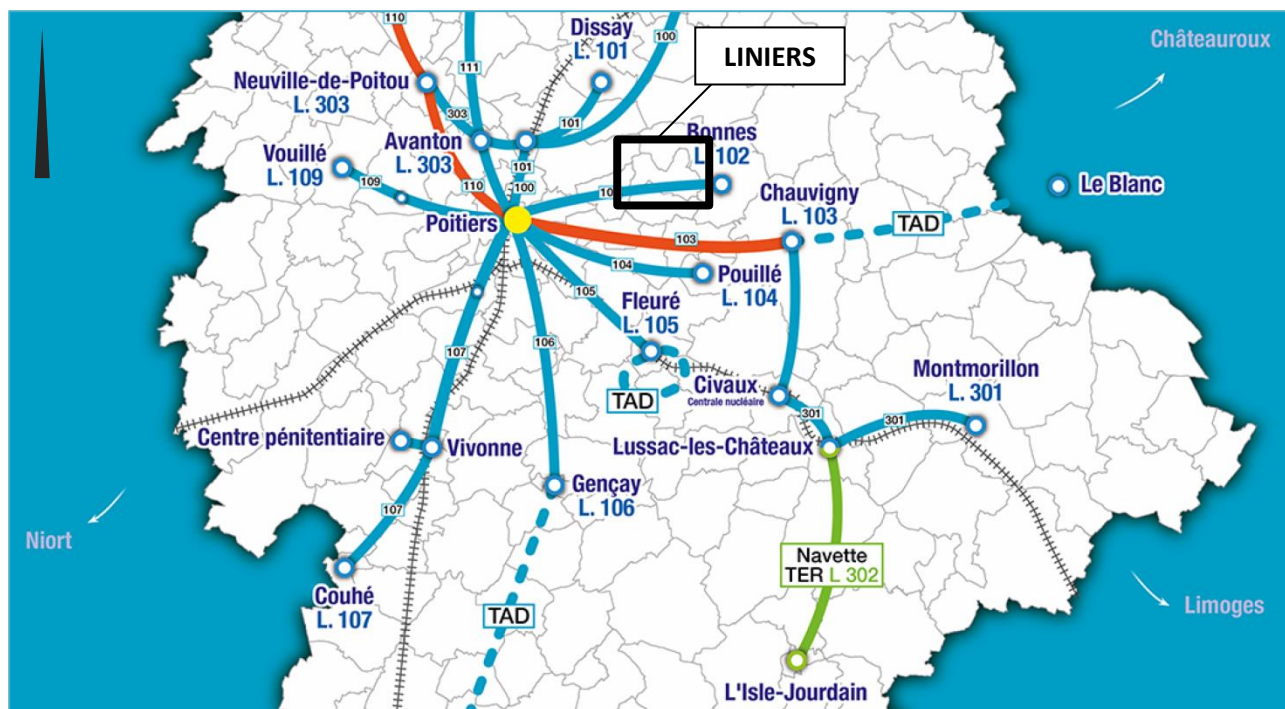
La commune de Liniers est desservie par la ligne de transports en commun n°102 (Poitiers/Bonnes) qui permet une liaison directe vers l'agglomération poitevine. Un point d'accès est présent en centre-bourg de Liniers, en face de l'église, près de l'aire de covoiturage.

Des dessertes spécifiques sont assurées dans le cadre du ramassage scolaire. La compétence en matière de transports en commun est du ressort du Conseil Départemental de la Vienne en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports (AOT).



Arrêt de bus dans le Bourg de Liniers

Le réseau de transports en commun de la Vienne (extrait)



Source : Conseil Départemental de la Vienne, service « Lignes en Vienne »

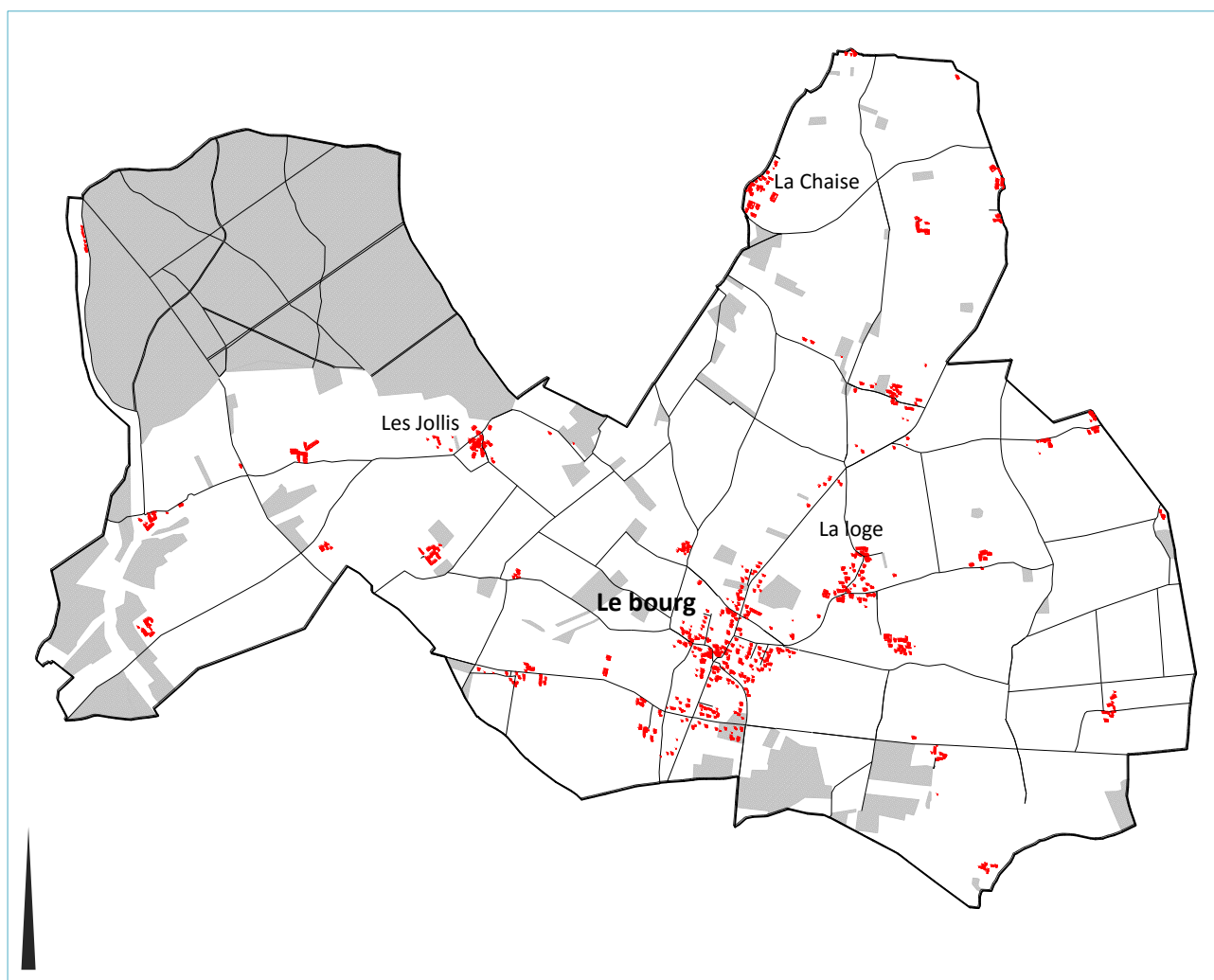
La commune ne dispose pas d'un accès direct au réseau ferré, qui s'effectue à Poitiers (réseau TER Poitou-Charentes et lignes TGV Paris/La Rochelle et Paris/Bordeaux).

L'ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

RÉPARTITION GÉNÉRALE DES ESPACES BÂTIS

La commune de Liniers est caractérisée par une faible densité de population, avec 34 habitants par kilomètre carré en moyenne²⁷. Les espaces bâtis occupent 2% du territoire et sont très régulièrement répartis. Ils se présentent majoritairement sous la forme de petits lieux-dits, à l'exception du Bourg et de trois hameaux : « La Loge », « La Chaise » (en commun avec La Chapelle-Moulière) et « Les Jollis ».

Répartition des espaces bâtis (en rouge)



Source : fond de plan cadastral – Échelle : 1/40 000

Le Bourg de Liniers est localisé au centre du territoire, non loin de la limite communale. Son entrée Sud est située à 500 mètres des espaces bâtis du Bourg de Lavoux. Cette proximité favorise les liens fonctionnels et les échanges entre les deux bourgs, reliés directement par la RD 1.

²⁷ Densité moyenne du département de la Vienne : 61 habitants par kilomètre carré.

LE BOURG DE LINIERS

Le centre-bourg et l'architecture vernaculaire

Les constructions anciennes (avant 1945) sont peu représentées et sont principalement localisées autour de la Place de l'église. Cette place est scindée en deux par la RD 1 et est occupée en large partie par le cimetière ainsi que par des plantations arborées. Sa configuration initiale, de forme carrée sur le cadastre, est par conséquent peu perceptible. Les constructions situées à l'angle de la Rue des Linarois (RD 2) et du Chemin de la Croix Verron sont en revanche mises en valeur car situées dans l'axe de la voie.



*Maisons anciennes du centre-bourg
et leurs dépendances*



*Espace public central, en partie occupé par des
plantations arborées*

Les constructions sont de hauteur variable, avec fréquemment la présence d'un étage pour la maison d'habitation et une conception de plain-pied pour les bâtiments secondaires. Les dépendances et annexes sont particulièrement nombreuses et favorisent l'émergence de continuités bâties entre les habitations. Leur forme et leur taille diversifiées rythment l'espace bâti.

Les habitations anciennes sont implantées dans leur majorité perpendiculairement à la voie principale, avec un pignon aveugle aligné sur la rue. Leurs maçonneries sont réalisées en moellon calcaire local, parfois remplies de terre, et enduites à la chaux. Les ouvertures bénéficient quant à elle d'encadrements en pierre calcaire taillée ; la proximité des carrières de Lavoux a favorisé l'utilisation importante de ce matériau.



Alignement des pignons sur la voie



Moellons calcaires enduits



Couverture avec des tuiles canal

Les toitures sont couvertes par des tuiles canal, à l'exception de certains bâtiments spécifiques (mairie, église) construits ou rénovés au XIX^{ème} siècle et qui possèdent une couverture en ardoises. Ces « maisons de maître » se distinguent également par une conception symétrique de la façade ainsi que par une implantation face à la voie et/ou dans l'alignement d'une perspective visuelle.

Symétrie et positionnement des constructions du XIX^{ème} siècle



Un processus d'urbanisation très diffus

L'entrée de Liniers dans l'aire d'influence périurbaine de Poitiers a été marquée dans les années 1970 et 1980 par un développement diffus de l'habitat le long des voies d'accès au centre-bourg, et plus particulièrement le long de la RD 1. L'urbanisation s'est ainsi étendue de manière discontinue jusqu'à 400 mètres autour du Bourg, en support sur les lieux-dits proches ainsi que sur les petits boisements. Cette phase de dispersion de l'habitation autour du Bourg marque encore l'espace aujourd'hui. Les maisons contemporaines les plus éloignées constituent depuis cette période les limites physiques du bourg tandis que la grande superficie des premières parcelles et l'implantation spontanée des constructions ont isolé de nombreux terrains non bâtis (dents creuses) au sein du nouvel espace urbanisé.

Les espaces urbanisés en 1998



Source : photographie aérienne IGN (Géoportail) 1998 – Échelle : 1/4 000

L'extension diffuse de l'urbanisation a fortement ralenti dans les années 1990 en raison du contexte immobilier et de la mise en application du premier Plan d'Occupation des Sols. De petites opérations privées de logements ont été réalisées durant cette période à l'Est du Bourg.

Délimitation des espaces bâtis en 2014

En 2016, le Bourg de Liniers présente une urbanisation peu dense, constituée par l'implantation successive de maisons individuelles, majoritairement sur de grandes parcelles. Les espaces résidentiels sont entrecoupés par des espaces verts, de grands jardins et de petits terrains encore exploités pour la culture ou pour la pâture. Cette organisation très aérée du bâti concourt à la qualité du cadre de vie mais favorise également un étalement urbain important.

La limite physique des espaces bâtis vient s'appuyer sur de petits boisements au nord et au sud, et sur de grandes parcelles agricoles à l'ouest et à l'est.

Photographie aérienne des espaces urbanisés



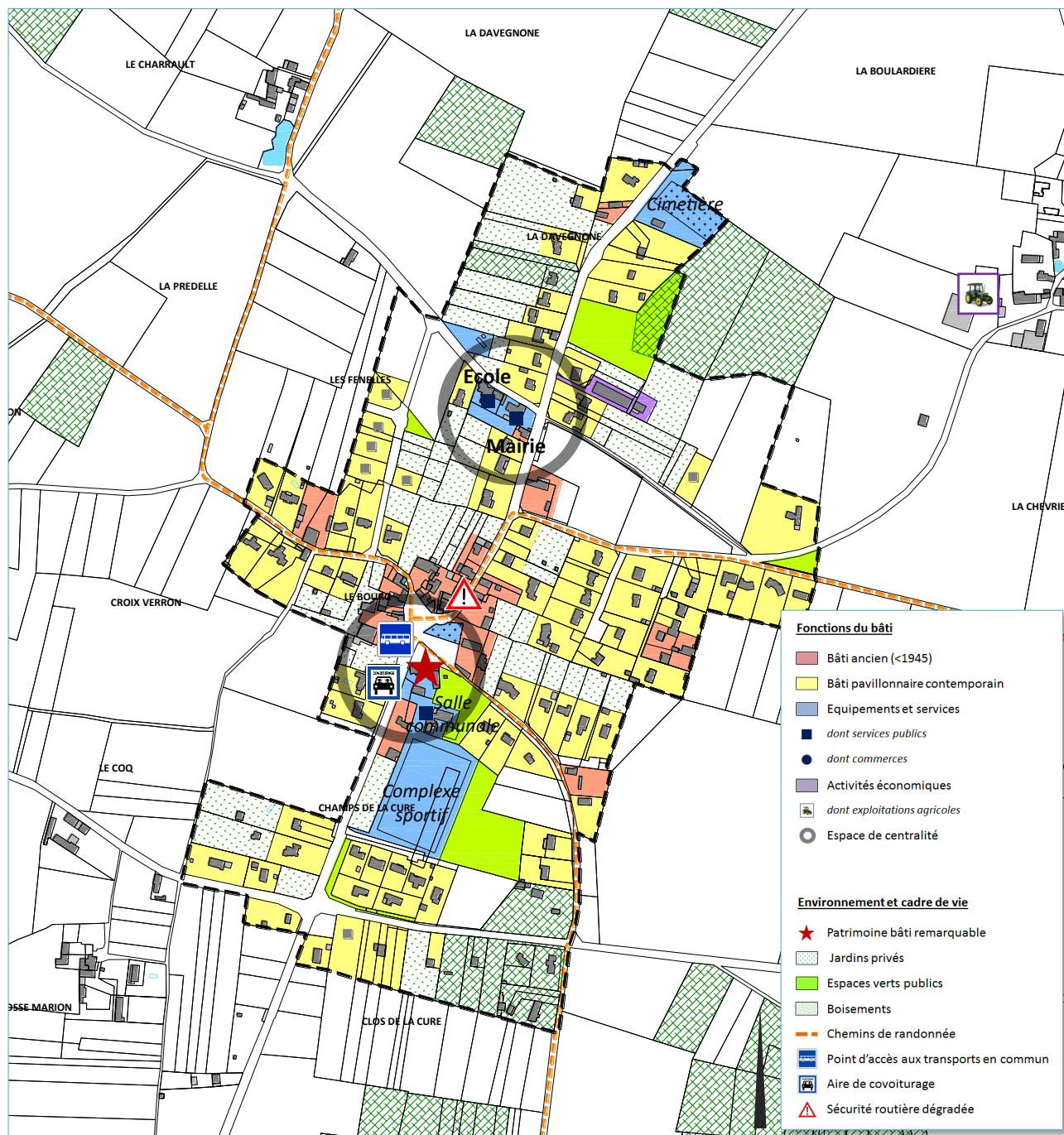
Source : photographie aérienne IGN (Géoportail) 2011 – Échelle : 1/5 000

Le PLU devra privilégier l'implantation des nouveaux logements au sein des limites actuelles du bourg tout en préservant le cadre de vie rural.

Fonctionnement des espaces bâtis

Le Bourg est organisé sur un axe Nord-Sud, de part et d'autre de la RD 1, qui en constitue la colonne vertébrale. Il présente la particularité de posséder deux centralités séparées distinctement par le virage serré de la RD 1 dans le centre-bourg ancien. L'achèvement du lotissement des Fenelles va cependant contribuer à relier ces deux pôles de centralité.

Typologie des espaces bâtis du bourg en 2014



Source : Analyse de terrain et photographies aériennes – Échelle : 1/5 000

Autour de ces deux pôles, la densité de l'habitat reste faible et ne permet pas de marquer l'espace. La présence d'espaces ouverts affaiblit également la perception de ces lieux.

Une réflexion devra être réalisée dans le PLU pour établir une correspondance entre la forme urbaine produite (implantation et hauteur des constructions) et la visibilité des espaces centraux.

Les opérations d'urbanisme en cours

- **Le lotissement des Fenelles**

Ce lotissement de 8 300 m² (zone NAA au POS), réalisé sous maîtrise d'ouvrage communale, comporte 7 lots dont 5 sont bâtis en septembre 2014. Deux terrains restent disponibles à la construction et la voie de desserte centrale désenclave également l'arrière d'une parcelle bâtie (n°915), qui peut accueillir une voire deux constructions. Une liaison piétonne relie la voie de desserte centrale et la route du Charault.



Voie d'accès principale



Constructions récentes



Bassin de collecte des eaux pluviales



Liaison piétonne sur la partie Nord

Le lotissement des Fenelles présente une densité moyenne brute de 8,4 logements par hectare. Il est situé en continuité directe du Bourg, à proximité de l'école et de la mairie. L'aire de covoiturage et le point d'accès au réseau de transports en commun sont accessibles à 250 mètres et l'école à 150 mètres grâce une liaison piétonne provisoire. Le cadre de vie est qualitatif avec la présence de jardins, de prairies et de petites haies. Les nouvelles constructions impactent peu le paysage.

Bien que les aménagements routiers aient été réalisés en prévision d'une extension du lotissement vers le nord et vers l'ouest, la poursuite de l'urbanisation sur ce secteur n'apparaît pas comme envisageable en raison du caractère inondable des terrains alentours. Les parcelles concernées sont en effet situées au fond d'un thalweg à faible pente, où s'accumulent les eaux lors des forts épisodes pluvieux.

*La route du Charault traverse la zone inondable
au Nord-Ouest du lotissement*

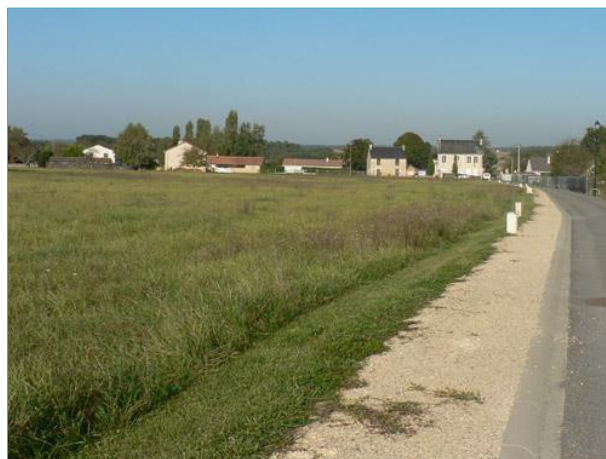


- **Le Chemin du Charault à « La Loge »**

Le réaménagement et la mise en sens unique par la commune du chemin rural du Charault à la Loge a constitué l'opportunité d'étendre les réseaux pour viabiliser les parcelles n°637 et n°660 situés entre ce chemin et la route de la Loge. 8 branchements ont été créés sur cet ilot d'une superficie totale d'environ 13 700 m². En supposant la réalisation de 8 habitations, l'opération comporterait donc une densité nette moyenne de 5,8 logements par hectare.



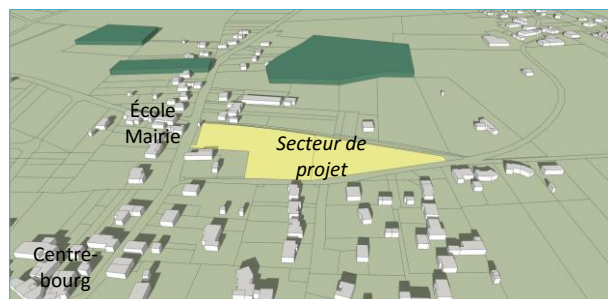
Aménagement et viabilisation du chemin du Charault à la Loge



Terrains destinés à la construction, en face de la Mairie

Ce secteur d'urbanisation future (zone NAA au POS) est localisé au centre géographique du bourg de Liniers, en vis-à-vis direct de la mairie et de l'école. Il est fortement perceptible depuis la RD1 et est déjà entouré de constructions, constituant de fait une grande « dent creuse » au cœur du bourg.

Cette situation et cette configuration confèrent à ce site un rôle de renforcement de la centralité du bourg autour de la mairie et de l'école. Une forme bâtie groupée près de la RD1, une densité modérée à proximité de la mairie et décroissante vers l'Est doivent être recherchées pour assurer la cohérence de l'urbanisme sur ce secteur.



La très faible densité de l'opération en cours et l'implantation des constructions qui découleront de la viabilisation du site ne permettent pas de répondre à ces enjeux et sont incompatibles avec le principe de gestion économe des sols prescrit par le Code de l'Urbanisme. L'opération d'ensemble va en outre à l'encontre des dispositions du futur SCoT du seuil du Poitou en matière de densité.

■ **Dans le cadre du PLU, une réflexion approfondie devra donc être lancée sur ce site afin :**

- d'étudier la faisabilité technique et financière d'une réorientation de l'opération,
- de rechercher une densité minimum de 12 logements par hectare près de la RD 1 et de 10 logements par hectare sur la partie Est, en contact avec l'espace rural,
- de prendre en compte les perspectives architecturales de la mairie et de la construction adjacente,
- de marquer la centralité près de la RD1 (habitat groupé, alignement du bâti ...).

- **Le Sud du bois de la Davégnone**

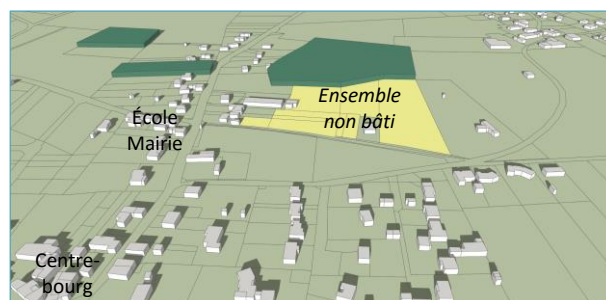
Ce secteur du Bourg représente un ensemble non bâti d'une superficie totale de 2,2 hectares, entouré par le Bois de la Davégnone au Nord, un atelier de mécanique et des habitations à l'Ouest, le chemin du Charault à la Loge au Sud et une grande propriété récemment bâtie à l'Est.

Compte-tenu de cet enclavement, le site n'est plus à vocation agricole. Il intègre en outre des espaces de jardins sur les parcelles 430, 431, 441, 629 et 630 à l'Ouest. Il est classé pour un tiers en zone NC, pour un tiers en zone UD (sur les secteurs de jardins) et pour un tiers en zone NAA (le long du chemin rural). Sur cette dernière partie du site, une construction a été récemment édifée (parcelle d'une superficie de 1200 m² environ) et un autre terrain de 1 200 m² est en vente pour la construction.



Terrain à vendre et habitation récente en secteur NAA

Cet ensemble de terrains est idéalement localisé dans le bourg de Liniers, en accès direct sur la mairie et sur l'école (200 mètres). Il est en revanche situé à une distance modérée de l'aire de covoiturage et du point d'accès au réseau de transports en commun (500 mètres). La sensibilité environnementale et paysagère y est a priori faible et les réseaux sont situés à proximité immédiate.



Il existe un risque réel de gaspillage du foncier par l'implantation au coup par coup des constructions sur de grandes parcelles ainsi que par l'isolement des terrains situés sur les espaces arrière.

La superficie importante du site impose de maîtriser son urbanisation en imposant un schéma d'organisation d'ensemble et en prévoyant son équipement interne en voiries, réseaux et espaces communs.



■ **Dans le cadre du PLU, une réflexion approfondie devra donc être lancée sur ce site afin :**

- d'éviter une urbanisation « à la découpe »,
- d'optimiser le foncier en intégrant les espaces de jardin dans l'opération,
- de rechercher une densité minimale de 10 logements par hectare,
- d'établir des liens avec l'opération d'habitat prévue sur l'îlot plus au Sud.

Les secteurs potentiels de développement de l'habitat

- **L'arrière du stade**

Les terrains situés entre le stade et la rue du Champ de la Cure représentent une superficie de 1,5 hectares. Ils sont en partie cultivés et en partie utilisés pour le pâturage de chevaux, constituant de fait une enclave agricole au sein du bourg. Les parcelles sont constructibles au POS (zone UD).

Le site est localisé à 200 mètres de l'aire de covoiturage et de l'arrêt de bus. La mairie et l'école sont situées à une distance de 600 mètres mais ne sont pas accessibles par une liaison douce spécifique. Il est nécessaire de traverser et d'emprunter en partie la RD 1 pour se rendre à l'école, ce qui peut être un facteur incitatif à l'usage de la voiture.



■ **En raison de leur enclavement, ces terrains peuvent être urbanisés dans le cadre du PLU. La question des déplacements (accès depuis une rue étroite, absence de liaison douce) se pose plus particulièrement sur ce site qui peut également être en partie réservé pour l'implantation d'équipements publics (extension des installations sportives ou annexes à la salle communale).**

- **Le site des Champs de la Cure**

Cet espace agricole est constitué de deux parcelles cultivées, d'une superficie totale de 2,7 hectares. Il est délimité par le centre-bourg ancien, la RD 1, un secteur d'habitat diffus et un chemin de randonnée. Cette situation a motivé le classement de ces terrains en zone NAA au POS, ce qui a permis une urbanisation partielle du site avec l'implantation de deux habitations à proximité de l'église.

Le chemin situé à l'Ouest est intégré au réseau de chemins de randonnée en « Vienne et Moulière ». Il permet une perception qualitative du Bourg de Liniers et offre une large vue sur l'espace rural.



Le site est localisé en continuité de l'aire de covoiturage et de l'arrêt de bus. La mairie et l'école sont situées à une distance de 500 mètres et sont accessibles via le chemin de randonnée et la nouvelle voie du lotissement des Fenelles, à l'écart de la RD 1.

■ **En raison de sa vocation agricole, l'urbanisation de ce site ne doit toutefois être envisagée qu'après mobilisation et aménagement des deux autres secteurs pré-cités (le Chemin du Charault à la Loge, le Sud du bois de la Davégnone). Une attention particulière devra être portée quant à la forme urbaine produite près de la RD 1 ainsi qu'à la réalisation d'aménagements paysagers qualitatifs en périphérie ouest, le long du chemin de randonnée.**

- **Le site de « La Fosse Marion »**

Cet espace complexe, destiné à l'urbanisation à long terme au POS (zone NAS), est localisé au Sud du Bourg, à 450 mètres de l'aire de covoiturage et à 800 mètres du point d'accès au réseau de transports en commun. Il est délimité par la RD 1, la RD 6 et le lieu-dit « La Fosse Marion » et est à vocation agricole en 2014. Certaines parcelles sont notamment exploitées pour le maraîchage.

Le site de « La Fosse Marion » présente également une très forte sensibilité paysagère en raison d'un paysage agricole ouvert et de la présence de deux axes routiers fréquentés. Le trafic routier sur la RD 1 et la RD 6 y génèrent par ailleurs des nuisances sonores modérées.



Un paysage agricole ouvert, éloigné du centre-bourg

■ En raison de l'éloignement du site par rapport à l'école et à la mairie, de la vocation agricole des terrains, de l'impact paysager potentiel de l'urbanisation, ainsi qu'au fait qu'il favorise l'extension linéaire du bourg de Liniers vers le Sud en direction de Lavoux. Il est conseillé de ne pas reconduire ce projet dans le nouveau Plan Local d'Urbanisme. La priorité doit être donnée à la protection de l'agriculture et du paysage sur ce secteur.

LES HAMEAUX ET LES LIEUX-DITS

Les hameaux

- **Le hameau de « La Loge »**

Ce regroupement d'habitations, situé à seulement 500 mètres des premières maisons du Bourg, est classé en zone constructible au POS (zone NB). Le contexte réglementaire ainsi que l'existence de petits terrains y ont favorisé l'implantation de 6 habitations depuis 1998.

Le hameau est organisé autour de deux voies communales, au croisement desquelles se situe une exploitation agricole. Il est localisé au sein d'un paysage agricole très ouvert mais bénéficie d'une bonne intégration paysagère et fonctionnelle grâce à la présence de vastes espaces de jardins sur sa périphérie (rôle de ceinture verte).



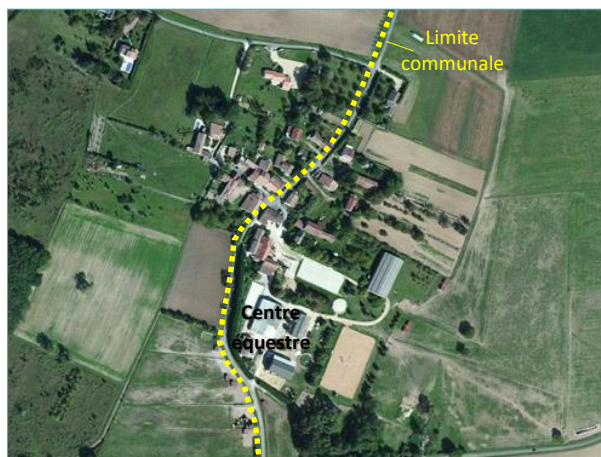
■ En raison de son développement récent, de son dimensionnement et de sa proximité avec le bourg (mairie et école sont accessibles à 900 mètres par des petites voies peu fréquentées), ce hameau pourra être classé en zone urbanisée U au Plan Local d'Urbanisme afin de permettre notamment l'implantation de logements sur les dents creuses.

- **Le hameau de « La Chaise »**

Ce regroupement d'habitations est partagé entre la commune de Liniers et celle de La Chapelle-Moulière. Le hameau est organisé de part et d'autre d'une voie communale centrale, servant de limite entre les deux collectivités.

Le tissu bâti de « La Chaise » est essentiellement ancien et dense. Il est entouré d'espaces de jardins qui assurent une transition avec les espaces agricoles situés à l'Est ainsi qu'un lien avec les espaces naturels et la Forêt de Moulière situés à l'Ouest.

Le centre équestre de la Forêt de Moulière est localisé sur ce hameau.



■ **Compte-tenu de l'organisation du lieu d'habitat, ainsi que de son éloignement du bourg, la priorité doit être donnée à la protection de l'agriculture et du paysage sur ce secteur.**

Les éventuels besoins de développement du centre équestre, pôle touristique et économique majeur de la commune, devront être recueillis afin d'établir un cadre réglementaire favorable et spécifique à cette activité.

- **Le hameau des « Jollis »**

Ce site d'habitat est constitué par un regroupement dense d'habitations anciennes autour d'une petite voie interne, à l'écart de la voie communale n°3. Il s'insère dans un paysage agricole très ouvert duquel il est séparé par de grandes parcelles de jardins. Ces jardins établissent un lien avec la Forêt de Moulière, située à proximité immédiate. Plusieurs habitations contemporaines ont été édifiées de manière dispersée de ce site.

Le hameau ne comporte pas d'exploitation agricole mais est le siège d'une petite entreprise de maçonnerie.



■ **Compte-tenu du contexte géographique de ce hameau, seules pourraient être y autorisées l'évolution du bâti existant (extensions, annexes) ainsi que l'implantation d'une ou deux habitations au plus près des espaces bâtis. Un classement en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées pour l'habitat est en ce sens envisageable.**

Les éventuels besoins de développement de l'entreprise de maçonnerie devront être recueillis afin d'établir un cadre réglementaire favorable et spécifique à cette activité.

Les lieux-dits

Les lieux-dits sont peu nombreux sur le territoire communal et sont souvent constitués d'une seule habitation, accompagnée de ses dépendances. Certains de ces sites d'habitat sont directement liés à une exploitation agricole. La présence de bâtiments d'activités de grands volumes tend alors à minorer visuellement la fonction d'habitat sur le site.



Lieux-dits avec habitat pavillonnaire dispersé sur le secteur de La touche Mantouzeau

■ Dans le cadre du projet de PLU, les lieux-dits à vocation d'habitat ne pourront pas être définis comme étant des « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » au sens de la loi, en raison de leur isolement géographique. Le Code de l'Urbanisme prévoit en effet que la délimitation des STECAL doit rester « exceptionnelle », ce qui réserve de fait cette possibilité aux hameaux les plus importants.

Le classement en zone agricole des lieux-dits permettra néanmoins « le changement de destination ou l'extension limitée des bâtiments d'habitation » selon la législation en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 2016.

DEUXIÈME PARTIE

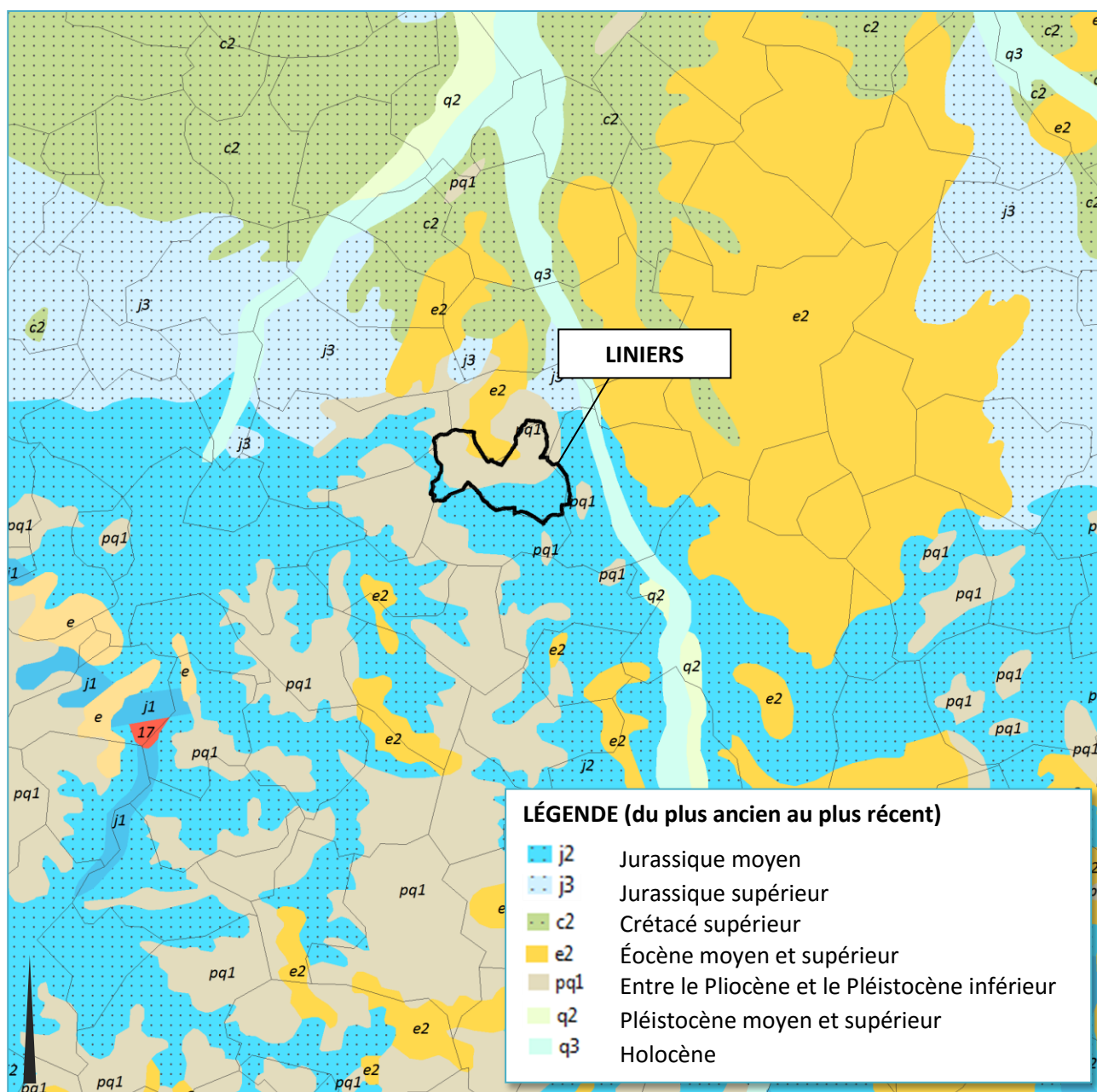
DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL

LA GÉOLOGIE ET LA TOPOGRAPHIE

Contexte géologique régional

Le territoire communal se situe sur un plateau interfluve, d'altitude moyenne 120 mètres, entaillé par les vallées du Clain (au Nord-Ouest) et de la Vienne (au Nord-Est et à l'Est), repérées par les formations *q3* (Holocène) sur la carte suivante. Cette partie du Seuil du Poitou est définie comme le « détroit poitevin », où les calcaires du Jurassique moyen (*j2*) s'enfoncent en direction du bassin parisien.

Contexte géologique micro-régional



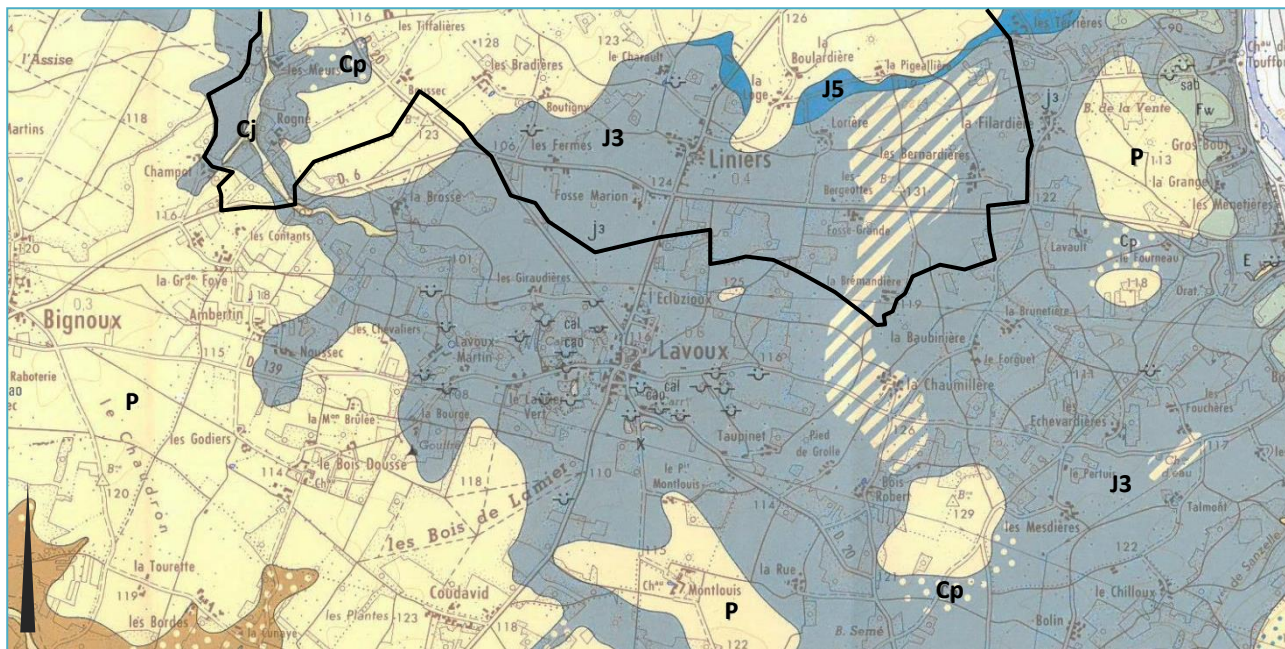
Source : SIG PARCOURS, données IGN GeoFLA, données BRGM - Échelle : 1/250 000

L'histoire géologique du Chauvinois, telle que décrite dans la notice de la carte géologique n° 590, peut se résumer ainsi :

- 1) Immersion du seuil à partir du Lias inférieur jusqu'au Jurassique supérieur.
- 2) Émersion au Crétacé inférieur et érosion des terrains du Jurassique supérieur.
- 3) Immersion probable au Crétacé supérieur. Les dépôts de la transgression cénomaniennne sont visibles à quelques kilomètres au Nord de la feuille.
- 4) Émersion durant l'ère tertiaire. Les dépôts de formations continentales et lacustres permettent de distinguer plusieurs phases durant cette période :
 - a) À l'Éocène, l'érosion met à nu les calcaires du Jurassique moyen (Bajocien-Bathonien) qui subissent une karstification. Ces karsts disparaissent sous un épandage d'origine continentale en provenance des massifs anciens. Une nouvelle phase érosive détruit partiellement cette formation.
 - b) À la fin de l'Éocène et au début de l'Oligocène, des dépôts lacustres recouvrent les terrains jurassiques et éocènes.
 - c) Au Pliocène et au Quaternaire, l'érosion se poursuit, localement compensée par des dépôts continentaux. Le réseau hydrographique se met progressivement en place.

Formations géologiques présentes sous le territoire communal

Les couches géologiques affleurant à la surface du territoire communal sont majoritairement des faciès d'altération des roches calcaires sous-jacentes. L'action des eaux de ruissellement et des vents a induit un remaniement physique et spatial de ces formations géologiques.



Source : carte géologique de Chauvigny - BRGM

Les entités géologiques affleurant avec la surface sont les suivantes :

J3 - Callovien. Calcaire oolithique, calcaire fin (35 à 45 mètres). Les nombreuses carrières ouvertes à Lavoux permettent de suivre la succession décrite par E. CARIOU (1961) ; de bas en haut :

- 20 mètres environ de calcaire blanc, crayeux, en bancs épais de 1 à 2 mètres, renfermant, à leur base, *Grossouvreia* cf. *subbackeriae* et, au sommet, *Reineckeia anceps*. Ils contiennent également des Nautilites et *Ctenostreon* ;
- 0,50 mètre de calcaire à silex gris-bleu ;
- 1,50 mètre de calcaire blanc, crayeux, à *Reineckeia anceps*, Lamellibranches et bois fossiles ;
- une vingtaine de mètres de calcaire blanc oolithique, à grain fin et ciment de calcite. C'est la « pierre à grains » des carriers dans laquelle ont été signalés des Polypiers et des restes de Vertébrés marins. M. BRUNET (Laboratoire de Paléontologie des Vertébrés de la Faculté des Sciences de Poitiers) a déterminé des Reptiles, Crocodiliens (*Metriorhynchus* aff. *morelli*) et Plésiosaure (*Pliosaurus*) ainsi que des poissons sélaciens (*Asteracanthus* et *Acrodus*) et un Actinoptérygien (*Macromesodon*) ;
- Un phénomène de silicification secondaire affecte localement cette assise ; il se traduit par des calcaires silicifiés bruns et blancs, zonés, pouvant parfois atteindre 2 mètres de diamètre (E. CARIOU et G. MATHIEU, 1959).
- 3,50 mètres de calcaire brun, graveleux à rares oolithes, contenant des Foraminifères dont *Trocholina elongata*.

J5 - Oxfordien (faciès argovien). Calcaire à silex. Les terrains de l'Oxfordien n'apparaissent que sur la bordure Nord de la feuille où ils n'affleurent pas nettement.

Sur la carte au 1/80 000^{ème} de Poitiers, cet étage débute par les faciès argoviens mais l'absence de l'Oxfordien inférieur a été controversé. Seuls, des calcaires à silex gris-noir attribués au faciès argovien, ont été observés dans des labours près du hameau des Terrières, au Nord de Liniers.

P - Dépôts alluviaux (0,50 à 10 mètres). Le plateau situé entre Vienne et Clain est tapissé par un important épandage détritique qui recouvre les terrains jurassiques, éocènes et oligocènes. Ce sont des argiles bariolées blanches et rouges, sableuses, à graviers de quartz et pisolithes ferrugineuses.

Cj - Colluvions calcaires. Remblaiement de vallons secs. La représentation du colluvionnement à partir des produits d'altération des calcaires jurassiques a été limitée aux vallons secs dont le fond est tapissé d'argile et de débris anguleux calcaires.

Cp, Cg - Colluvions siliceuses des hauts versants. Ces colluvions proviennent de l'altération des terrains tertiaires et plio-quaternaires, c'est pourquoi elles occupent toujours les têtes de vallons et les versants des buttes les plus élevées.

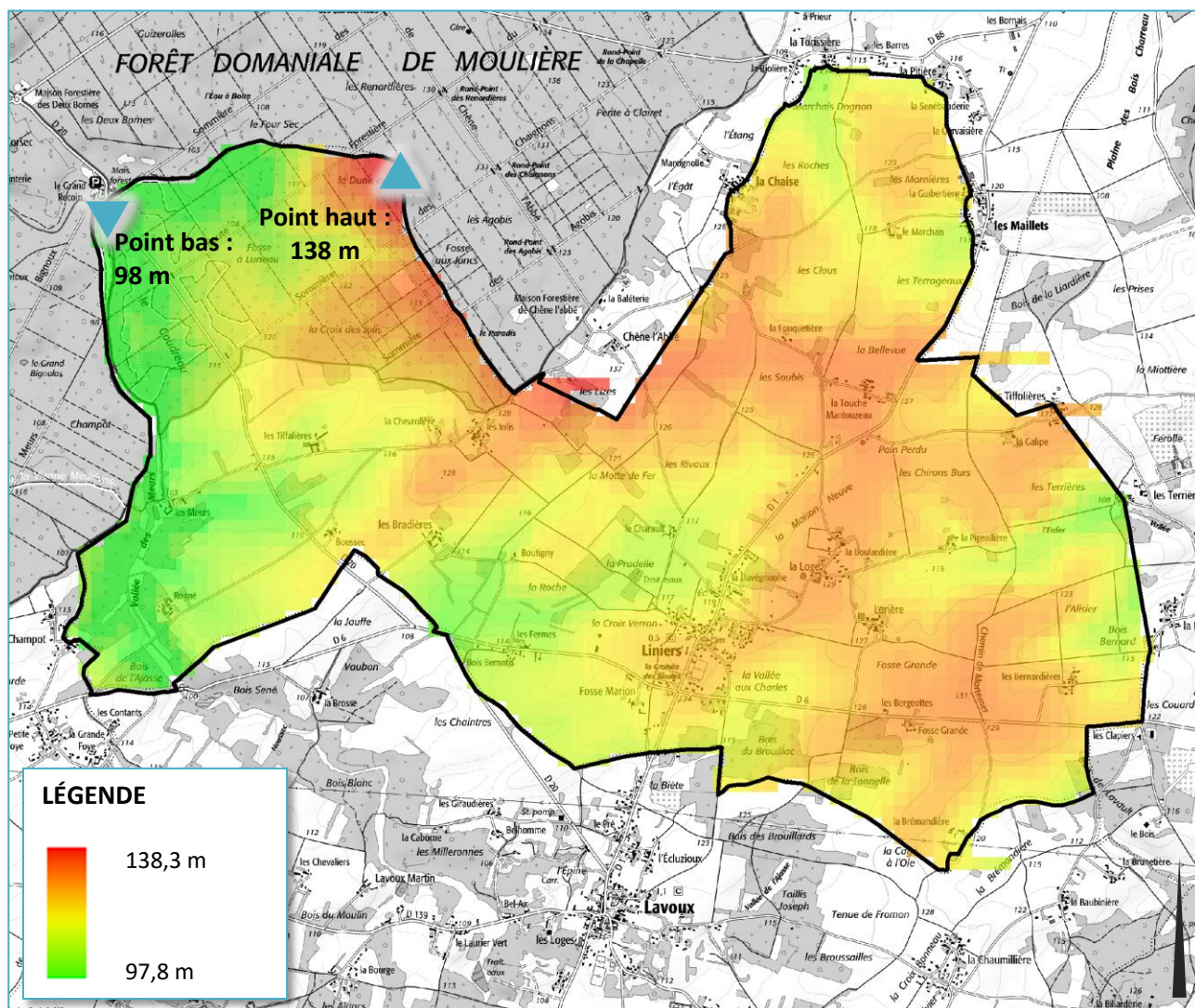
Cp – Colluvions dont les matériaux proviennent des formations plio-quaternaires et éocènes. Les argiles sableuses à graviers de quartz ont très largement alimenté les colluvions qui empâtent les têtes de vallons comme à Saint-Julien l'Ars, Tercé, Savigny-Lévescault...

La distinction entre formation en place et formation colluvionnée est difficile à faire dans des assises aussi meubles et, bien souvent, leur différenciation est basée sur des considérations altimétriques.

La topographie

La commune de Liniers est localisée sur un plateau au relief peu marqué, d'altitude moyenne 121 mètres. Le dénivelé global est faible : le point le plus bas du territoire communal est situé à une altitude de 97,8 mètres (Vallée des Meurs) et le point le plus haut est situé à une altitude de 138,3 mètres (« La dune au cocu »).

Relief de la commune



Source : SIG PARCOURS – Données IGN BD Alti 75, Cadastre DGFIP – Échelle : 1/30 000

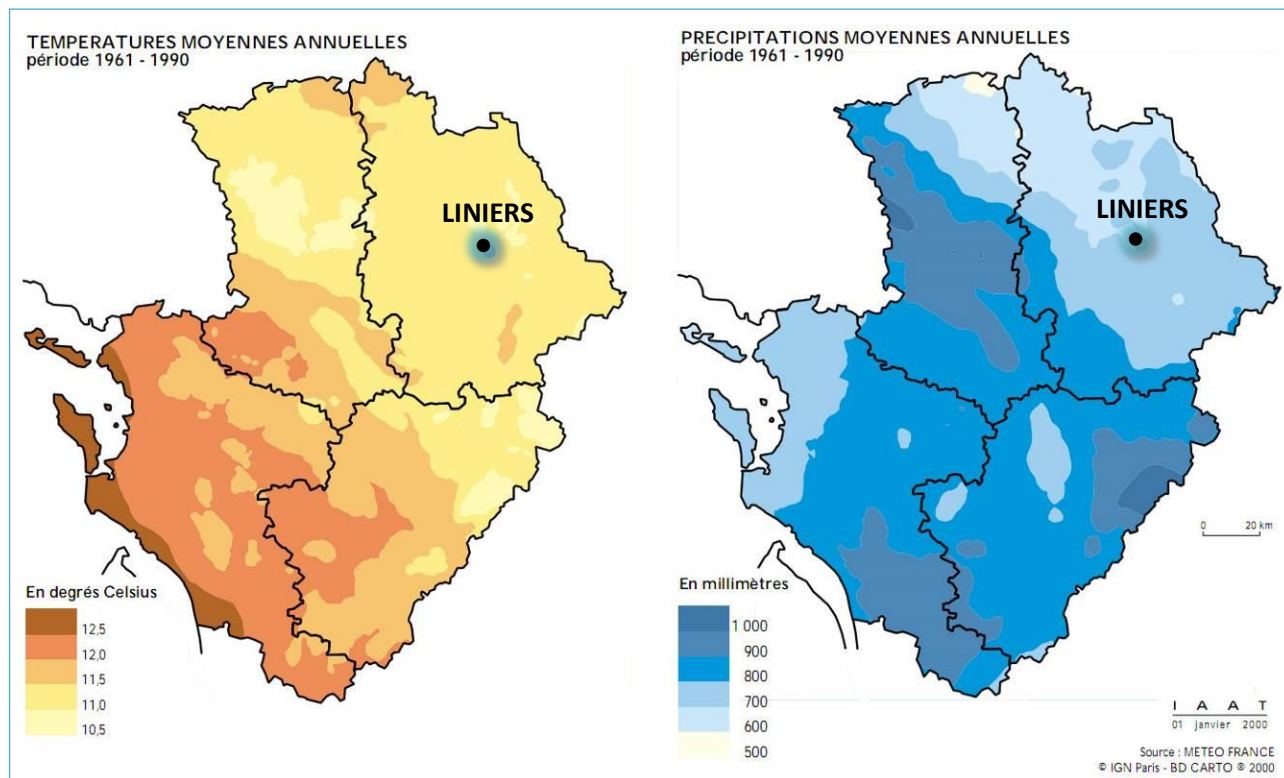
Le Bourg est implanté en promontoire d'une légère élévation, située approximativement 10 mètres au-dessus de la plaine environnante.

Lors des périodes climatiques plus humides, les eaux de ruissellement qui ont façonné ce relief ont également creusé la Vallée des Meurs, à l'Ouest du territoire. Cette vallée est aujourd'hui sèche ; elle constitue le seul élément topographique marquant du territoire communal.



LE CLIMAT

Le climat local présente un caractère doux et sec affirmé. La faible hauteur des précipitations s'explique en particulier par un effet d'abri généré par les faibles reliefs de la Vendée et de la Gâtine. Ces secteurs concentrent en effet les précipitations venues de l'Atlantique, ce qui assèche les masses d'air et réduit les précipitations sur les parties Nord et Est de la Vienne.



Source : Météo France, données IGN BD Carto - Réalisation : IAAAT, Janvier 2000

Les données statistiques sur la climatologie au niveau du secteur d'étude proviennent de la station Météo-France de Poitiers-Biard (aéroport situé à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers, à environ 14 kilomètres au Sud-Ouest de la commune de Liniers). La période d'observation est suffisamment longue pour permettre d'étudier les précipitations, les températures et les vents de façon fiable et significative. Elle couvre ainsi 30 années : de 1981 à 2010 pour les températures et les précipitations, de 1968 à 1997 pour les données relatives au vent.

Les températures

Les températures moyennes s'échelonnent de 4,6°C en hiver à plus de 19,4°C en été.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Températures moy. mini. (°C)	1,5	1,3	3,1	4,9	8,6	11,5	13,4	13,1	10,4	8,2	4,0	2,0
Températures mini. record (°C)	-17,9	-17,3	-13,1	-5,6	-2,7	0,8	1,5	0,8	0,8	-6,5	-10,0	-16,5
Températures moy. maxi. (°C)	7,8	9,3	12,9	15,5	19,5	23,2	25,8	25,7	22,2	17,4	11,5	8,2
Températures maxi. record (°C)	17,7	21,8	25,1	29,3	33,6	38,0	10,8	39,6	34,8	30,9	22,4	19,0

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

Les précipitations

Les précipitations annuelles sont de 685,6 mm par an en moyenne. 109 jours avec précipitations sont comptabilisés dans l'année. Les plus forts abats d'eau sont observés lors du passage des orages estivaux.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ht. moy. des précipitations (mm)	61,8	46,2	47,4	56,1	62,6	51,5	50,5	41,2	51,1	75,6	72,8	68,8
Ht. maxi. des précipitations (mm)	37,6	29,0	37,3	41,3	92,3	70,6	60,0	49,8	48,9	57,6	51,3	54,3

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

L'ensoleillement

On comptabilise en moyenne 1 888 heures d'ensoleillement par an à Poitiers, ce qui est relativement important. Il est également relevé 131 jours avec faible ensoleillement et 69 jours avec fort ensoleillement en moyenne annuelle.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Durée d'ensoleillement moy. (h)	69,7	96,1	153,8	174,6	206,5	232,9	242,7	241,8	194,2	128,8	82,6	65,2
Durée d'ensoleillement maxi. (h)	101,5	160,3	227,4	316,0	294,6	302,5	300,4	303,3	298,6	181,9	127,4	124,7

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

L'HYDROLOGIE

Le réseau hydrographique souterrain

L'histoire géologique du territoire évoquée plus tôt induit des différences de perméabilité des roches. Les pendages des couches géologiques sont à l'origine de la présence, sous la commune, de deux aquifères²⁸ :

- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain ».
- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant de la Vienne ».

Leur situation a déterminé la délimitation des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui impactent la commune. Les SAGE du Clain et de la Vienne recouvrent en effet parfaitement les limites des aquifères.

L'hydrologie de surface

Les caractéristiques géologiques de la commune (sols calcaires perméables) induisent une rareté des écoulements d'eau superficiels. Les eaux de pluie s'infiltrent rapidement dans le sol et alimentent les nappes aquifères du jurassique citées précédemment.

Le réseau hydrologique est uniquement souterrain et l'eau n'est présente à la surface de la commune que sous forme de mares existant grâce au caractère imperméable des argiles qui surmontent les couches calcaires du Jurassique. Les mares sont sensibles aux variations saisonnières et peuvent souffrir d'assecs en période estivale.

²⁸ Source : Office International de l'Eau, DREAL Poitou-Charentes, Base PEGASE.

PROTECTION DE LA RESSOURCE HYDROGRAPHIQUE

Eutrophisation des eaux

La commune de Liniers a été classée en zone sensible à l'eutrophisation de ses eaux superficielles selon l'Arrêté ministériel relatif au Bassin Loire-Bretagne en date du 9 Janvier 2006, en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs tels que l'Azote et/ou le Phosphore, qui provoquent un développement accéléré des algues et végétaux aquatiques. Il est ainsi à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux.

Vulnérabilité aux nitrates

La commune de Liniers a été classée en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole selon l'Arrêté du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne en date du 21 Décembre 2012.

Par conséquent, l'Arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est applicable. Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département.

Zone de Répartition des Eaux (ZRE)

Une Zone de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins.

L'inscription d'un bassin en ZRE constitue un moyen, pour l'État, d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et de concilier les usages économiques de l'eau.

Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des ZRE et les communes de bassins versants sont listées par Arrêtés Préfectoraux. Ainsi, selon l'Arrêté Préfectoral n°2010/DDT/SEB/974 du 30 Décembre 2010 modifié par l'Arrêté du 5 Avril 2011, la commune de Liniers figure parmi les communes concernées par la Zone de Répartition des Eaux.

Objectif de qualité des masses d'eau

L'Arrêté du 12 Janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'Environnement, a permis la catégorisation des unités hydrographiques (eaux de surface) ou hydrogéologique (eaux souterraines) et la définition d'un état et d'un échancier de qualité pour celles-ci. Ce classement vise à atteindre un « bon état des eaux » et la non-dégradation de l'existant et fixe un calendrier de réalisation à partir d'états des lieux.

La qualité des eaux est établie pour les cinq altérations décrites dans le tableau suivant.

Matières organiques et oxydables (MOOX)	Altération prenant en compte la présence de matières organiques carbonées ou azotées susceptibles de consommer de l'oxygène du cours d'eau.
Matières azotées (hors nitrates)	Altération prenant en compte la présence de nutriments (NH_4^+ , NJK et NO_2) de type matières azotées susceptibles d'augmenter le développement des végétaux aquatiques.
Nitrates	Altération prenant en compte la présence de nitrates participant en tant que nutriments au processus d'eutrophisation des cours d'eau et gênant la production d'eau potable.
Matières phosphorées	Altération prenant en compte la présence de nutriments de type matières phosphorées (PO_4 , phosphore total) constituant des nutriments pour la croissance des végétaux et étant considérés comme des facteurs de maîtrise de la croissance du phytoplancton.
Phytoplancton ou Effets des proliférations végétales	Altération prenant en compte , à travers les teneurs en chlorophylle, le développement des micro-algues en suspension dans l'eau. La prolifération des algues, entraînant une dégradation de la qualité de l'eau, est liée à un excès de nutriments (phosphore et azote).

Les objectifs de qualité correspondent aux niveaux de qualité fixés pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade, vie piscicole, équilibre biologique...). Ils se traduisent par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres. En outre, la Directive Cadre sur l'Eau (Directive CE n°2000/60 du 23 Octobre 2000) imposait aux états membres de l'Union Européenne de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes. Cet objectif peut être repoussé à 2021 ou 2027 pour les cours d'eau et masses d'eau jugés secondaires ou rencontrant des difficultés particulières de protection et/ou de restauration.

Pour la commune de Liniers, un état des lieux a été réalisé en 2013 pour les masses d'eau souterraines. Cet état des lieux a permis de définir les objectifs de qualité suivants :

- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant de la Vienne » (masse d'eau de rang 1).
Objectif de bon état global en 2015.
- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rang 1).
Objectif de bon état global en 2027 en raison de la présence de nitrates.

Réglementation concernant les plans d'eau

Les plans d'eau ont de nombreuses fonctions : loisirs, pêche, réserves pour l'irrigation... Ils sont souvent une composante de la culture locale et jouent un rôle social réel. Toutefois, leur multiplication entraîne des conséquences néfastes sur les milieux : atteinte aux peuplements piscicoles et à la continuité écologique. Pour les plans d'eau existants, il est nécessaire de sensibiliser les propriétaires sur l'importance d'un entretien régulier des ouvrages visant à diminuer l'impact des vidanges sur l'environnement et empêcher l'introduction d'espèces indésirables dans l'environnement : poissons, écrevisses de Louisiane...

L'amélioration de la continuité écologique (cf. partie « Trame verte et bleue » ci-après) peut passer par la déconnexion des plans d'eau en travers des cours d'eau (création d'un contournement).

Le SDAGE Loire-Bretagne, dans son objectif 1E, prévoit de limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau.

Classement des cours d'eau au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La commune de Liniers n'est pas concernée, ne comportant pas de cours d'eau permanent.

Protection des migrateurs

L'objectif 9A1 du SDAGE Loire-Bretagne définit des « axes Grands Migrateurs » (migrateurs amphihalins). Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire.

Ce classement a été élaboré à partir des connaissances disponibles au Printemps 2009 pour la mise en œuvre de mesures de protection et de restauration.

La commune de Liniers n'est pas concernée, ne comportant pas de cours d'eau permanent.

Protection des zones humides

Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit, dans son objectif 8, de « préserver les zones humides ». En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide devront être compatibles avec la mesure 8B2 qui prévoit que :

Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.

À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la création ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;*
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;*
- dans le bassin versant de la masse d'eau.*

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale « éviter, réduire, compenser », les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

Aucun inventaire exhaustif n'a été effectué sur le territoire de Liniers. La réalisation d'un tel inventaire, comprenant une hiérarchisation sur la base de critères environnementaux, permettrait d'assurer leur préservation, conformément à l'objectif 8 du SDAGE Loire-Bretagne.

Néanmoins, Un inventaire de prélocalisation a été réalisé par la DREAL Poitou-Charentes. Cet inventaire, résultant d'une analyse de diverses données (topographie, géologie, pédologie...) et de photo-interprétations, a permis de cartographier les zones humides.

Un second inventaire de prélocalisation a été réalisé à l'échelle du bassin versant du Clain entre Mai 2012 et Juin 2013 pour le compte du SAGE du Clain. Il détermine des enveloppes de probabilité quant à la présence de zones humides, ainsi qu'une hiérarchisation de celles-ci.

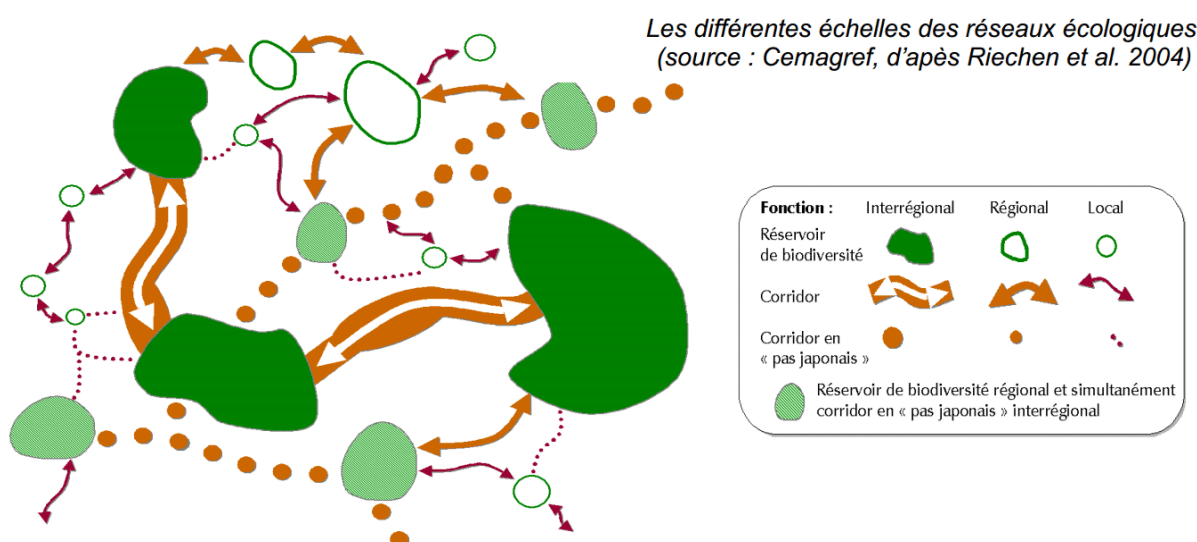
Les cartographies relatives à ces inventaires sont présentées en partie « Trame verte et bleue » du présent rapport, à suivre. La préservation de ces zones humides et leur prise en compte y est détaillée.

LA TRAME VERTE ET BLEUE

« La Trame verte et bleue, réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques (identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent la compétence d'identifier, de délimiter ou de localiser ces continuités), est un outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constitutives de la Trame verte et bleue comprennent deux types d'éléments: des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».



La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. Cette fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire. »

Extraits du document-cadre pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

ÉLÉMENTS DE CADRAGE JURIDIQUE

Article L.371-1 du Code de l'Environnement

I - La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. À cette fin, ces trames contribuent à :

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;*
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;*
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;*
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;*
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;*
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.*

II. — La trame verte comprend :

- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre I^{er} du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;*
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;*
- 3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.*

III. — La trame bleue comprend :

- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L.214-17 ;*
 - 2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L.212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L.211-3 ;*
 - 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.*
- [...]

Article R.371-19 du Code de l'Environnement

I. — Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

II. — Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation de maladies végétales ou animales le justifient.

Les espaces définis au 1° du II de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité.

III. — Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

Les espaces mentionnés aux 2° et 3° du II de l'article L.371-1 constituent des corridors écologiques.

IV. — Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les zones humides mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ou les deux à la fois.

La prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme

La loi prévoit que « *les collectivités territoriales [...] prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents [...] d'urbanisme* ».

Cette notion de « prise en compte » induit une obligation de compatibilité sous réserve de possibilités de dérogation pour des motifs déterminés, avec un contrôle approfondi du juge sur la dérogation.

Dans le cadre des Plans Locaux d'urbanisme, la compatibilité est appréciée au regard des objectifs de préservation de la biodiversité ainsi que du maintien et de la restauration des continuités écologiques exprimés dans l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

Afin de mettre en œuvre ces orientations et en complément des autres outils réglementaires du PLU, l'article R.151-43 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité de définir « *les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état* ».

- **Le respect de ces objectifs et la mise en place d'une programmation environnementale nécessitent d'identifier au préalable les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. Les données qui suivent constituent un support de réflexion en ce sens.**

LA COMMUNE DANS LE RÉSEAU NATIONAL DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les informations contenues dans le document-cadre d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques permettent de localiser le territoire de Liniers au sein des grandes continuités écologiques suivantes :

Type	Continuité écologique nationale	Description
Milieux boisés	N°7 : axe longeant le Nord-Ouest du Massif Central. En se mêlant au 9, il se prolonge ensuite jusqu'à la Lorraine	Longe le Massif Central au Nord-Ouest (répartition de <i>Hordelymus europaeus</i> (L.) Harz), rejoint la Sologne puis remonte jusqu'à la Lorraine en passant par la Bourgogne et la Champagne-Ardenne. En Champagne-Ardenne, cette continuité de milieux fermés et plutôt calcicoles traverse le Sud du département de l'Aube (Barrois aubois) jusqu'au Barrois haut marnais.
Milieux ouverts frais à froids	N°7 : continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny	Le Sud et le Nord de Poitiers apparaissent comme participant d'une même continuité reliée au Nord du Massif Central. Cette continuité suit ensuite les contreforts du Massif Central pour remonter par la vallée de Germigny.
Milieux ouverts thermophiles	N°8 : axe Ouest-Est au Nord du Massif central (Poitou => Champagne-Ardenne)	Certaines espèces végétales comme <i>Linum tenuifolium</i> , <i>Helianthemum apenninum</i> ou <i>Limodorum abortivum</i> permettent de faire ressortir une continuité écologique thermophile à tendance plutôt calcicole, longeant tout le Nord du Massif central depuis le Sud de Poitiers jusqu'au Nord de Dijon. [...] Deux espèces thermophiles calcicoles, <i>Teucrium montanum</i> et <i>Linum tenuifolium</i> caractérisent particulièrement bien cette continuité.
Migration de l'avifaune	N°16 : axe Nord-Est/Sud-Ouest passant par le Nord du Massif Central.	Voie essentiellement utilisée en migration retour depuis l'Europe du Nord et de l'Est vers la péninsule ibérique et contournant le Massif central par le Nord. En pré-nuptial, ces axes peuvent être empruntés par certains oiseaux effectuant des migrations plus diffuses (divers canards, chevaliers, ...) Certains oiseaux peuvent également bifurquer vers le littoral atlantique par la voie 5, en suivant la Seine et/ou la Loire. Il faut noter par ailleurs que les voies 14, 15, 16 et même 1 sont en liaison à flanc des Pyrénées atlantiques, notamment en migration postnuptiale. Un certain nombre d'oiseaux parviennent en effet jusqu'aux Pyrénées par l'une ou l'autre des voies puis longent la chaîne pyrénéenne jusqu'à trouver des cols franchissables en fonction de l'altitude et des courants de masses d'air favorables.

Ces grandes continuités écologiques sont déclinées dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), présenté ci-après.

LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Poitou-Charentes (SRCE)

- **État d'avancement du schéma**

En l'attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Liniers est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

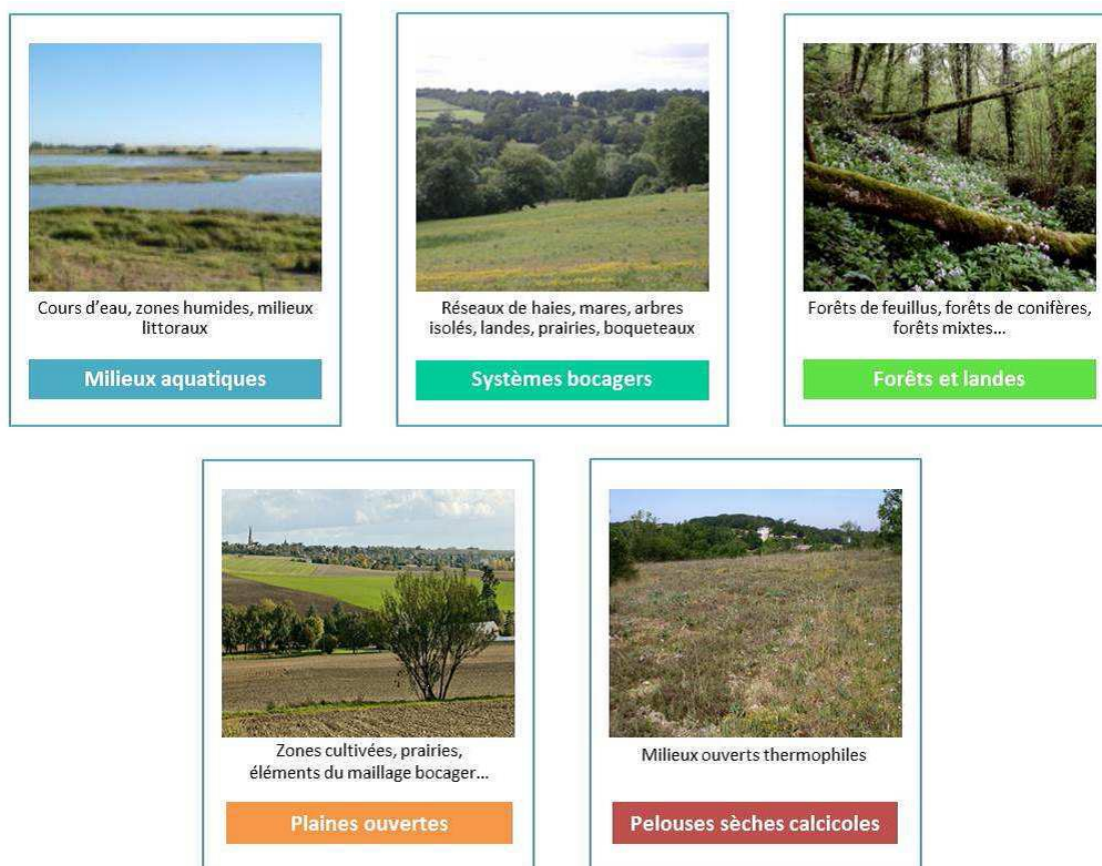
Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015.

L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes. Celui-ci a été approuvé par le Préfet de Région le 3 Novembre 2015.

- **Les sous-trames**

En Poitou-Charentes, cinq sous-trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales.



Sur un territoire donné, une sous-trame représente l'ensemble des espaces composés par un même type de milieu et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés. Ils sont composés de réservoirs de biodiversité, de corridors et autres espaces fréquentés régulièrement par les espèces typiques des espaces considérés.

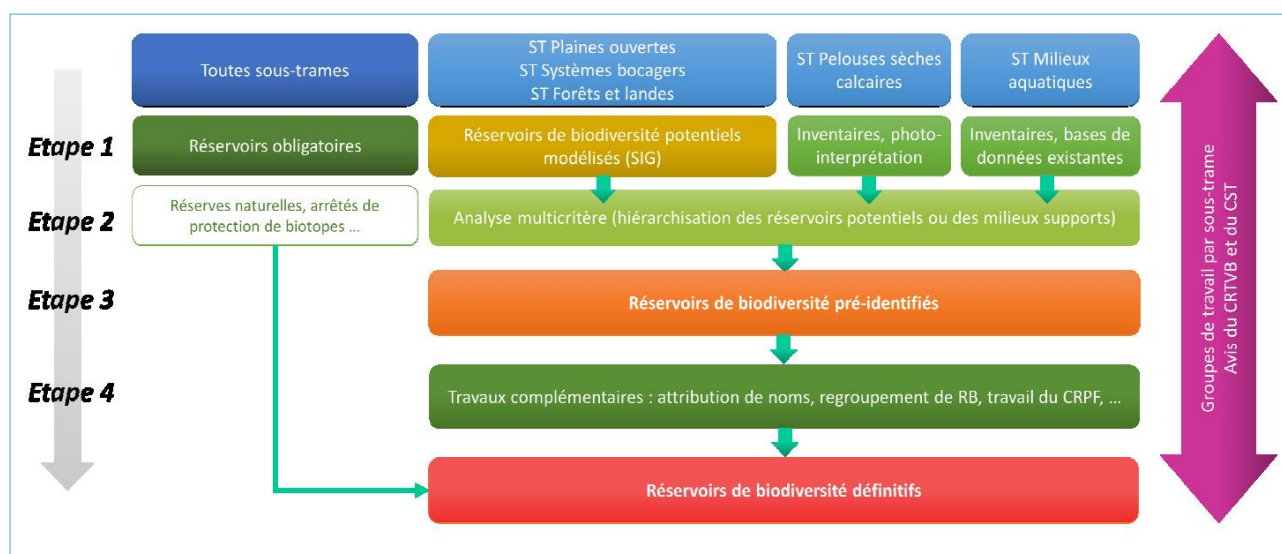
- **Les réservoirs de biodiversité**

Basée sur l'analyse de l'occupation du sol et complétée par la prise en compte de la localisation des espèces, la méthodologie mise en œuvre pour identifier les réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale vise l'identification objective, homogène et standardisée du réseau écologique du territoire.

Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- › Modélisation et analyse multicritères pour les systèmes bocagers, plaines ouvertes et forêts et landes ;
- › Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétation, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les Milieux aquatiques.

Méthode d'identification des réservoirs de biodiversité



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes – Résumé non technique

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

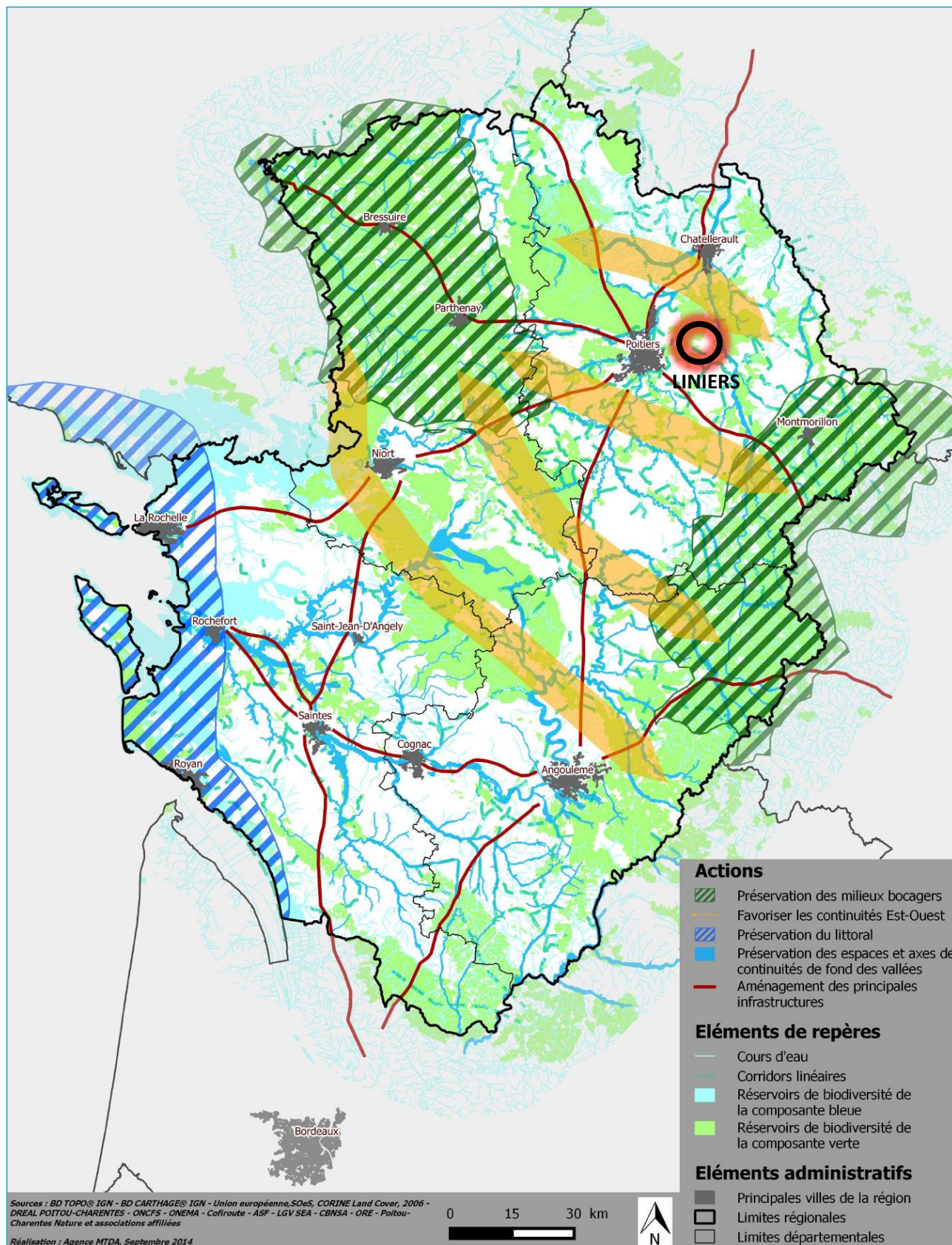
- **Les corridors écologiques**

Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, ont été mis en évidence. Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

- › Les corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relient des groupes de réservoirs de biodiversité en eux.
- › Les zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Les corridors diffus et les chemins de moindre coût sont « multi-trames ». Les corridors identifiés s'affranchissent donc de la notion de sous-trame.
- › Les corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».

Les données publiées dans ce document permettent de mettre en exergue les enjeux écologiques que porte ce territoire, à savoir la nécessité de maintenir et même de favoriser les continuités écologiques Est et Ouest entre les espaces bocagers du Montmorillonnais et ceux de la Gâtine.

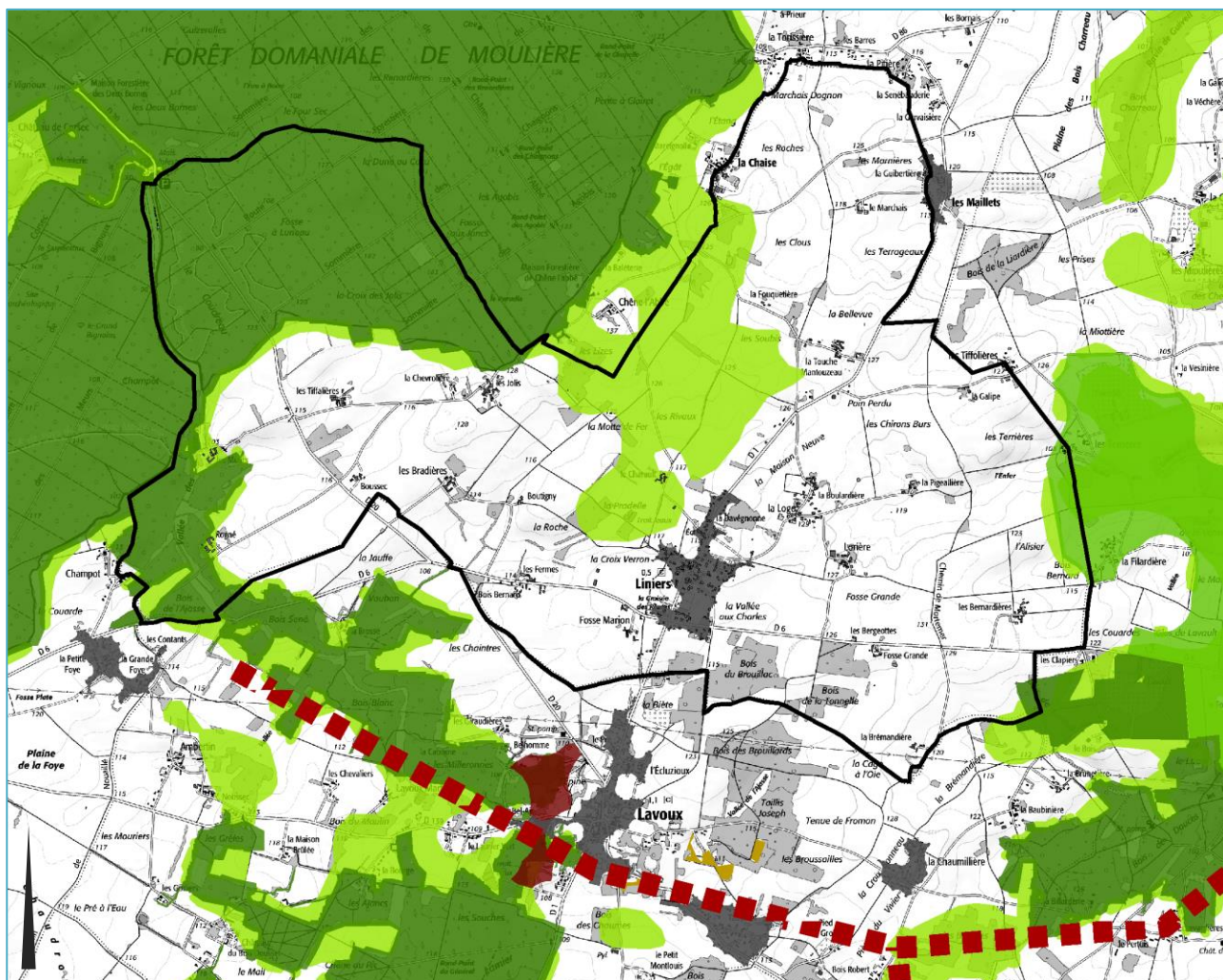
Actions prioritaires inscrites au Plan d'Actions Stratégiques du SRCE Poitou-Charentes



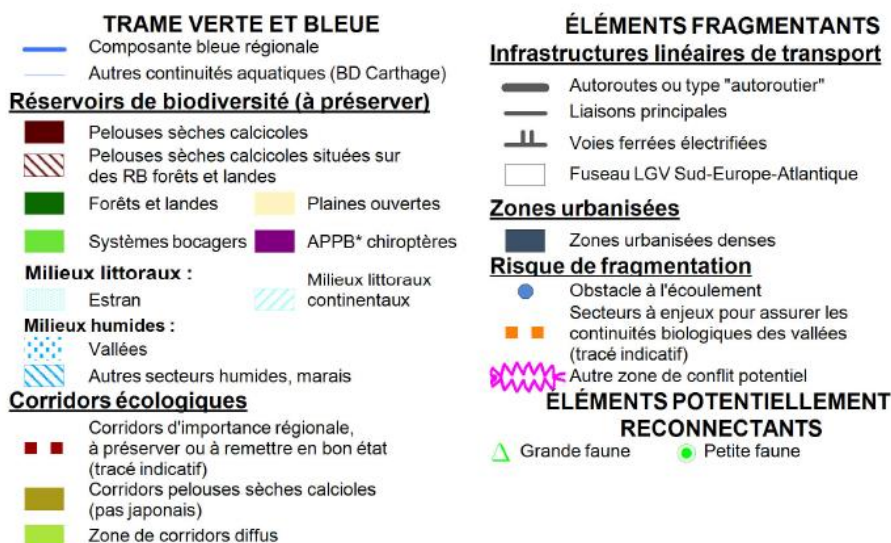
Enjeux écologiques identifiés sur la commune

L'extrait de l'atlas cartographique du SRCE ci-après permet de visualiser ces composantes locales de la trame verte et bleue.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune



Source : SIG PARCOURS, IGN SCAN 25, Cadastre DGFIP, SRCE Poitou-Charentes - Échelle : 1/40 000



La publication des résultats des premiers travaux destinés à identifier la trame verte et bleue régionale permettent d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire communal. La commune de Liniers comporte ainsi :

› **Des réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêt et landes », sur les secteurs suivants :**

- La Forêt de Moulière, au Nord-Ouest de la commune.
- La vallée des Meurs, à l'Ouest de la commune.
- Le Bois de Lavault, à l'extrémité Sud-Est du territoire communal.

› **Un réservoir de biodiversité de la sous-trame « systèmes bocagers » sur le secteur suivant :**

- La vallée des Terrières, en limite Est du territoire communal.

› **Un corridor écologique diffus sur le secteur suivant :**

- L'espace situé entre le Bourg, le hameau de « La Chaise » et le hameau des « Jollis », ainsi qu'en lisière de tous les réservoirs cités précédemment.

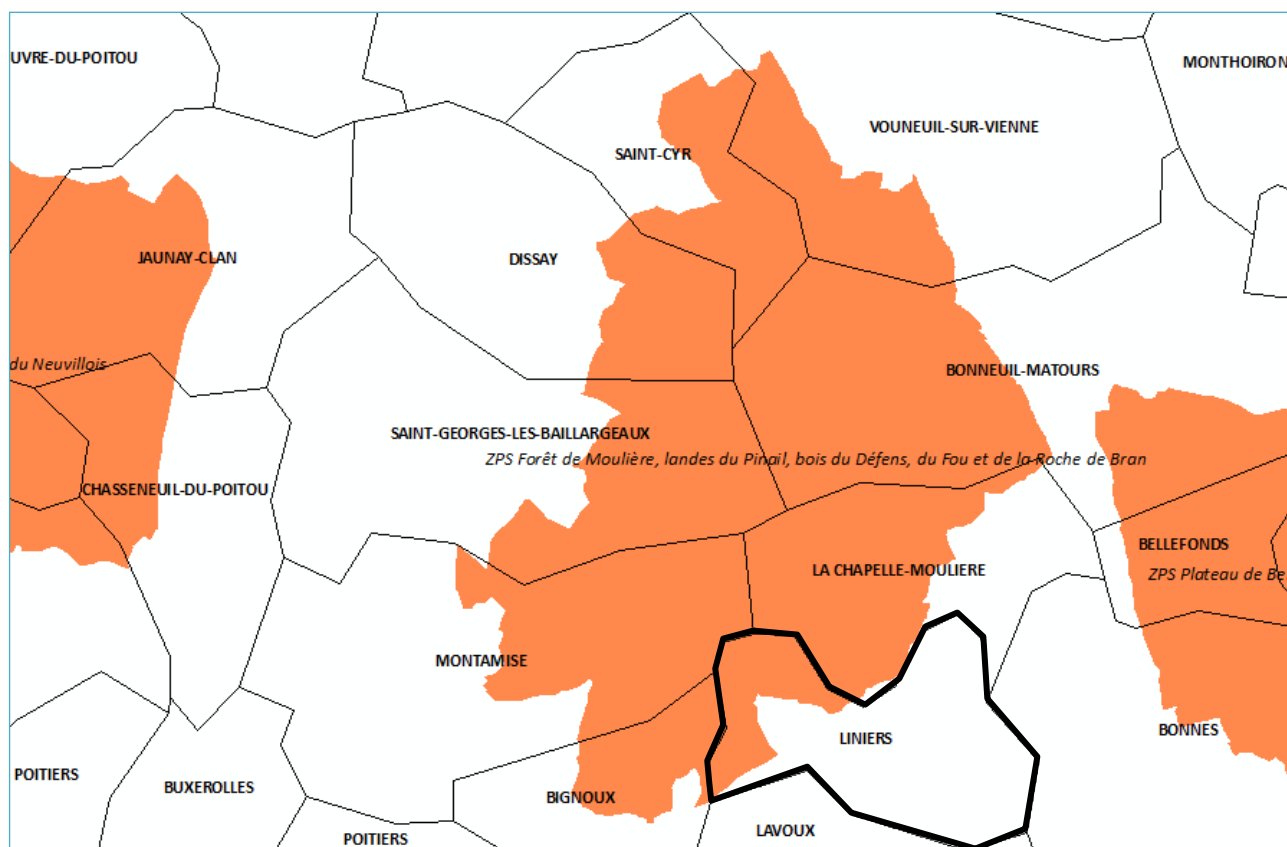
Il est à noter que, sur le plan de l'interconnexion entre les réservoirs au niveau supra-communal, la vallée des Meurs joue un rôle primordial en tant que tête de pont d'un corridor d'importance régional qui relie la Forêt de Moulière, les bois de Lavoux et, de là, ceux de Bonnes et de Jardres ainsi que la vallée de la Vienne.

LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

La Zone de Protection Spéciale de la Forêt de Moulière

La commune de Liniers comporte sur son territoire un espace protégé pour la préservation de la biodiversité : la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000 et validée par Arrêté interministériel du 6 Juillet 2004.

Localisation de la ZPS



D'une surface de plus de 8 000 hectares, ce site est un plateau argileux à bancs de meulière, couvert pour l'essentiel de landes calcifuges issues de la surexploitation par l'homme de la chênaie atlantique (bois de chauffage, surpâturage, incendies) et parsemées d'innombrables mares résultant de l'ancienne extraction de pierre meulière. Son caractère remarquable est lié à son étendue, à sa diversité et à l'originalité de ses végétations de landes avec tous les gradients d'hydromorphie, de tourbières (différents types en fonction du pH) et d'eaux oligotrophes ou dystrophes, dont beaucoup structurent des habitats d'intérêt communautaire, certains considérés comme prioritaires (lande tourbeuse à Bruyère à quatre angles, lande mésophile à Bruyère à balais et Ajonc nain - ou « brande » -, tourbière alcaline à Choin noirâtre, tourbière acide à Sphaignes etc...) ou constituent le support d'habitats d'espèces également d'intérêt communautaire (Triton crêté, 3 espèces de libellules, Spiranthe d'été)...

Enjeux de conservation des espèces patrimoniales

La désignation de ce site Natura 2000 se justifie par la présence de 23 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (annexe I de la directive « Oiseaux ») :

Espèces d'intérêt communautaire de la ZPS « Forêt de Moulière »		Code	Statut de l'indigénat	Etat de conservation
Grande Aigrette	<i>Egretta alba</i>	A027	Concentration	/
Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	A030	Concentration	/
Cigogne blanche	<i>Ciconia ciconia</i>	A031	Concentration	/
Balbusard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>	A094	Concentration	/
Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>	A098	Hivernage	/
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	A072	Reproduction	Bonne
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	A073	Concentration, reproduction	/
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	A074	Concentration	/
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	A080	Reproduction	Moyenne
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	A081	Concentration	/
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	A082	Résidence	Excellente
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	A084	Reproduction	Excellente
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>	A103	Concentration	/
Grue cendrée	<i>Grus grus</i>	A127	Concentration	/
Hibou des marais	<i>Asio flammeus</i>	A222	Concentration, reproduction	/
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	A224	Reproduction	Bonne
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	A229	Résidence	/
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	A236	Reproduction	Bonne
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	A238	Résidence	Excellente
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>	A255	Reproduction	/
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	A338	Reproduction	/
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	A302	Résidence	Excellente
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>	A379	Concentration	/

Par ailleurs, 21 espèces d'oiseaux migrateurs non visées à l'annexe I de la directive « Oiseaux » fréquentent régulièrement ce site Natura 2000 :

Espèces migratrice de la ZPS « Forêt de Moulière »		Code	Statut de l'indigénat	Etat de conservation
Canard colvert	<i>Anas platyrhynchos</i>	A053	Résidence	/
Héron cendré	<i>Ardea cinerea</i>	A028	Reproduction	/
Bécassine des marais	<i>Gallinago gallinago</i>	A153	Concentration	/
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>	A155	Résidence	/
Courlis cendré	<i>Numenius arquata</i>	A160	Concentration	/
Chevalier gambette	<i>Tringa totanus</i>	A162	Concentration	/
Chevalier aboyeur	<i>Tringa nebularia</i>	A164	Concentration	/
Chevalier guignette	<i>Actitis hypoleucos</i>	A168	Concentration	/
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>	A099	Reproduction	/
Autour des palombes	<i>Accipiter gentilis</i>	A085	Reproduction	/
Epervier d'Europe	<i>Accipiter nisus</i>	A086	Reproduction	/
Râle d'eau	<i>Rallus aquaticus</i>	A118	Concentration	/

Espèces migratrice de la ZPS « Forêt de Moulière » (suite)		Code	Statut de l'indigénat	Etat de conservation
Gallinule poule d'eau	<i>Gallinula chloropus</i>	A123	Reproduction	/
Vanneau huppé	<i>Vanellus vanellus</i>	A142	Reproduction	/
Petit-duc scops	<i>Otus scops</i>	A214	Reproduction	/
Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	A233	Résidence	/
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	A257	Reproduction	Bonne
Merle à plastron	<i>Turdus torquatus</i>	A282	Résidence	/
Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	A290	Reproduction	Bonne
Phragmite des joncs	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>	A295	Concentration	/
Bruant des roseaux	<i>Emberiza schoeniclus</i>	A381	Concentration	/

Objectifs de protection globaux

- **Cadre juridique du document :**

Le document d'objectifs (DOCOB) est à la fois un document de diagnostic et un document de d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Il fixe des objectifs de protection de la nature conformément à des textes dont la protection et la gestion des milieux naturels est la fonction principale.

Le document d'objectifs de l'extension du site Natura 2000 FR5410014 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 1^{er} septembre 2009. Quelques extraits sont présentés ci-après afin de contribuer à la compréhension des enjeux écologiques sur le site.

- **Définition d'objectifs généraux de conservation :**

« Au regard des priorités identifiées, il est possible d'avancer les grands objectifs du DOCOB pour assurer le maintien dans un bon état de conservation des 11 espèces d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire du site. Le Tableau 9 (page suivante) en fait une présentation synthétique avec les effectifs de chaque espèce. On notera à ce sujet qu'un premier objectif global pour la ZPS est d'obtenir une meilleure connaissance des populations des espèces sensibles. Une réelle politique de conservation ne peut s'établir que sur la base d'un état des lieux précis accompagné d'un programme de suivi. Ces deux éléments sont fondamentaux pour asseoir les choix techniques et élaborer d'éventuelles autres solutions. »

Les objectifs définis pour chaque espèce sont les suivants :

- › Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard Saint-Martin et Busard cendré : **Consolidation**
- › Pic mar et Circaète Jean-le-Blanc : **Maintien**
- › Cédicnème criard, Milan noir et Pie-grièche écorcheur : **Suivi attentif**

- **Identification d'objectifs en matière d'aménagement du territoire :**

La page 72 du DOCOB identifie trois objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire : réduire la dangerosité des équipements de transport et de distribution d'électricité, préserver de l'urbanisation les lisières forêt/milieux ouverts et réduire les risques de collisions routières. Ils sont présentés aux pages ci-après.

Synthèse de l'ensemble des objectifs opérationnels permettant d'atteindre les objectifs de conservation

THÈMES	OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	LIGNES D'ACTIONS
FORÊT	F1 Diversifier les traitements sylvicoles assurant la fourniture pérenne de gros bois et la présence de milieux ouverts	F1-1 Préserver les feuillus et favoriser le mélange d'essences F1-2 Orienter la gestion pour la disponibilité régulière en gros bois F1-3 Orientations complémentaires en faveur des arbres « remarquables » : F1-3a Conserver et développer les arbres à cavités et/ou à fentes, sénescents ou morts F1-3b Développer des îlots de vieillissement (retard d'exploitation)
	F2 Conserver des milieux naturels associés à la forêt	F2-1 Conserver des milieux naturels associés à la forêt
	F3 Sécuriser la nidification d'espèces sensibles	F3-1 Contrôler les dérangements dans les secteurs de reproduction
	F4 Améliorer la transition forêt / milieux ouverts	F4-1 Modeler des lisières forestières étagées, progressives et variées
ESPACE AGRICOLE	A1 Conserver/obtenir un paysage mixte et structuré	Réseau vert : A1-1 Obtenir un réseau de milieux herbacés A1-2 Obtenir un réseau de haies
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	T1 Réduire la dangerosité des équipements	T1-1 Neutraliser les lignes et pylônes dangereux T1-2 Enfouir les nouvelles lignes T1-3 Gérer de façon adaptée les zones d'emprise des lignes
	T2 Préserver les lisières de l'urbanisation	T2-1 Exclure les zones de lisière boisée des zones urbanisables et aménageables dans les documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire
CONTEXTE GÉNÉRAL	G1 Sensibiliser la population et les acteurs locaux	G1-1 Sensibiliser les forestiers à la prise en compte des espèces patrimoniales G1-2 Sensibiliser les agriculteurs à la protection des nichées de busards dans les cultures G1-3 Sensibiliser les agriculteurs à l'usage modéré de pesticides et au choix d'antiparasitaires faiblement rémanents G1-4 Accompagner les pratiques de plein air pour réduire le dérangement G1-5 Sensibiliser les collectivités locales à la gestion différenciée des bords de voies G1-6 Informer et sensibiliser la population locale aux enjeux et actions du docob
	G2 Adapter le périmètre	Intégrer les territoires vitaux des espèces de priorité 1 : G2-1 Étudier les domaines vitaux G2-2 Proposer si nécessaire une adaptation du périmètre de la ZPS
	G3 Suivre et évaluer	G3-1 Suivre les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire G3-2 Suivre les actions du docob

Objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire

Placée entre les agglomérations de Poitiers et de Châtelleraut, le massif de la grande Moulière reçoit une forte demande en termes de « récréation » mais surtout pour l'urbanisation résidentielle.

Le tableau ci-dessous précise les rôles de l'aménagement du territoire pour chaque espèce d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire.

	Poids thème AT	Rôles de l'aménagement du territoire pour la reproduction	Rôles de l'aménagement du territoire pour l'alimentation
Fauvette pitchou	-	<i>Non concerné</i>	<i>Non concerné</i>
Engoulevent d'Europe	☆	Collisions	Bords de chemins et routes (insectes)
Busard Saint-Martin	☆	<i>Non concerné</i>	Bords de chemins et routes (campagnols)
Busard cendré	☆	<i>Non concerné</i>	Bords de chemins et routes (campagnols)
Pic mar	-	<i>Non concerné</i>	<i>Non concerné</i>
Circaète Jean-le-Blanc	☆☆☆	Reptiles, lignes électriques	Bords de chemins et routes (reptiles)
Œdicnème criard	☆	Insectes	Consommation d'espace agricole
Milan noir	☆	Lignes électriques	Chemins et routes (cadavres)
Pic noir	-	<i>Non concerné</i>	Haie : bois mort, arbres CFMS
Bondrée apivore	☆	Collisions	Bords de chemins et routes (hyménoptères)
Pie-grièche écorcheur	☆	Haies	Bords de chemins et routes (insectes)

Tableau 12 : Rôles de l'aménagement du territoire pour les espèces nicheuses sur le site « Forêt de Moulière »

→ Objectifs opérationnels aménagement du territoire

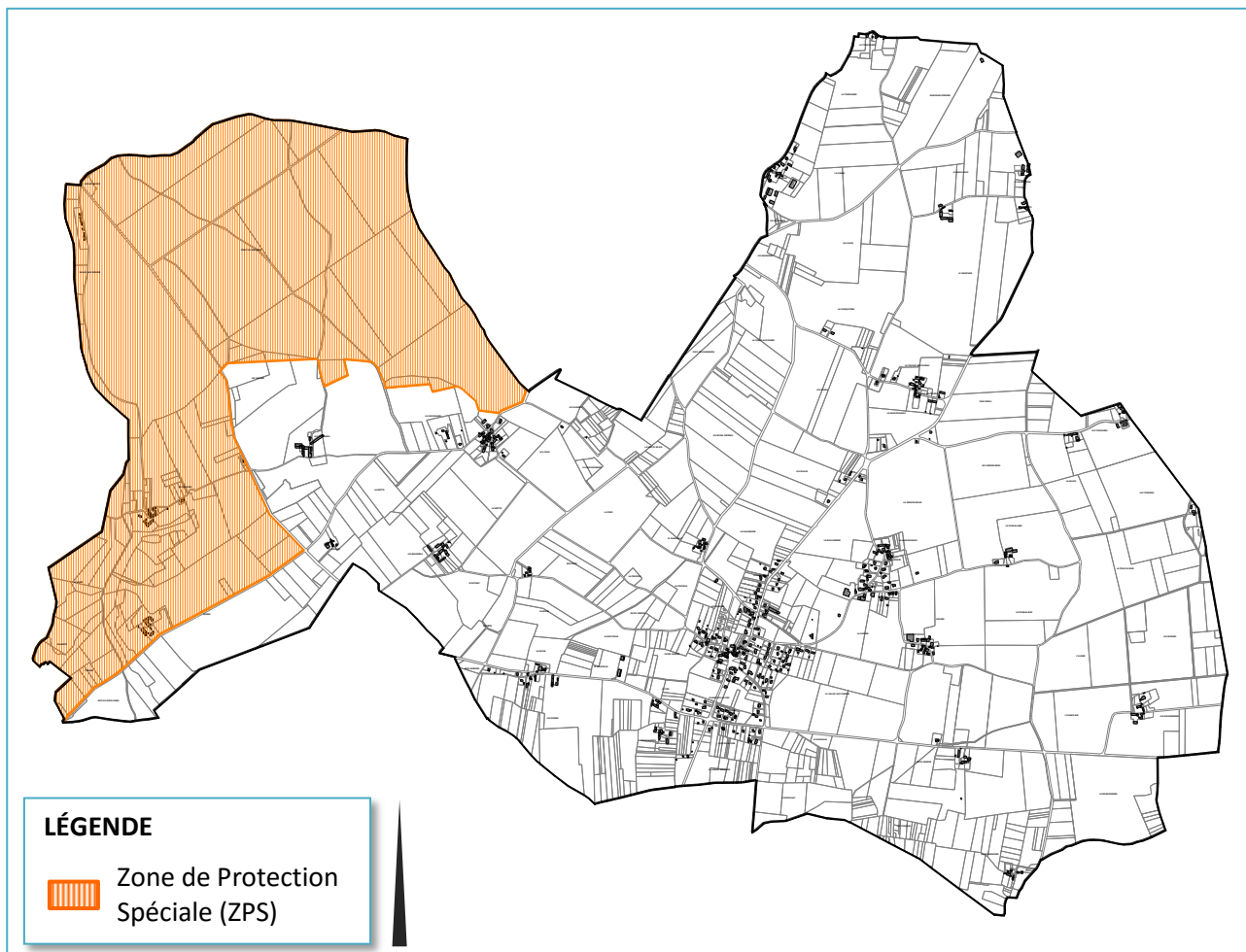
Réduire la dangerosité des équipements de transport et de distribution d'électricité. Préserver de l'urbanisation les lisières forêt/milieus ouverts. Réduire les risques de collisions routières.

Enjeux environnementaux spécifiques à la commune de Liniers

- **Au regard du périmètre du site**

A Liniers, la Zone de Protection Spéciale recouvre une superficie de 370,4 hectares soit 4,6 % du site Natura 2000 et 23 % de la superficie communale. Il s'agit d'un espace essentiellement agricole et sylvicole, incluant deux lieux-dits : *Les Meurs* et *Pogné*.

Périmètre du site Natura 2000 sur la commune de Liniers



Source : cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/35 000

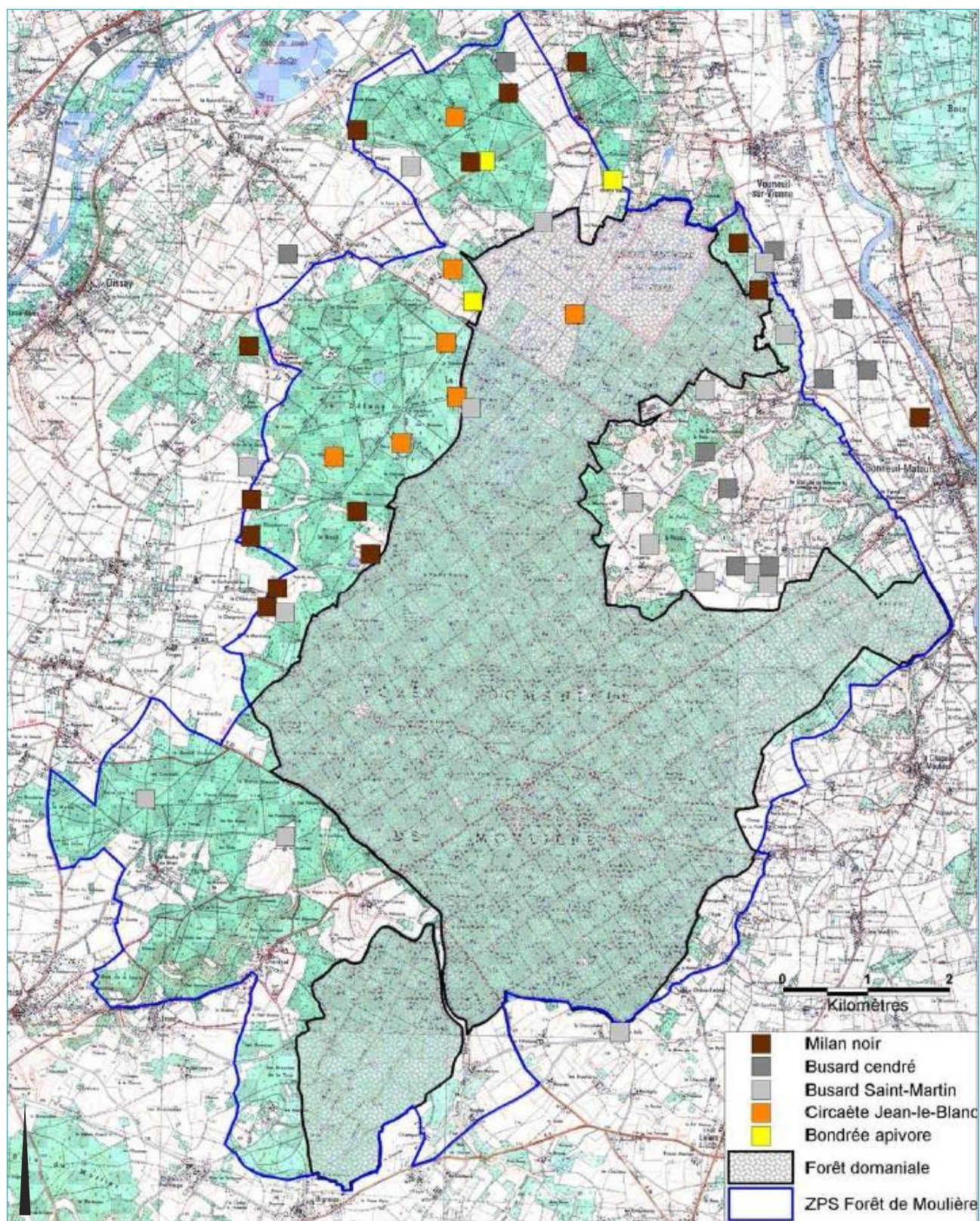
■ **Sur Liniers, le périmètre du site pose des enjeux environnementaux relevant essentiellement de la gestion agricole et sylvicole de l'espace.**

- **Au regard de la présence d'espèces patrimoniales**

Les pages 13 et 14 du DOCOB dressent une cartographie indicative des populations d'oiseaux « lors des relevés de 2002 et 2003. Résultant d'un échantillonnage, cette représentation n'est qu'indicative et non absolue. Aussi, les données collectées de façon informelle entre 2004 et 2008 sur ces espèces y ont été ajoutées en complément ».

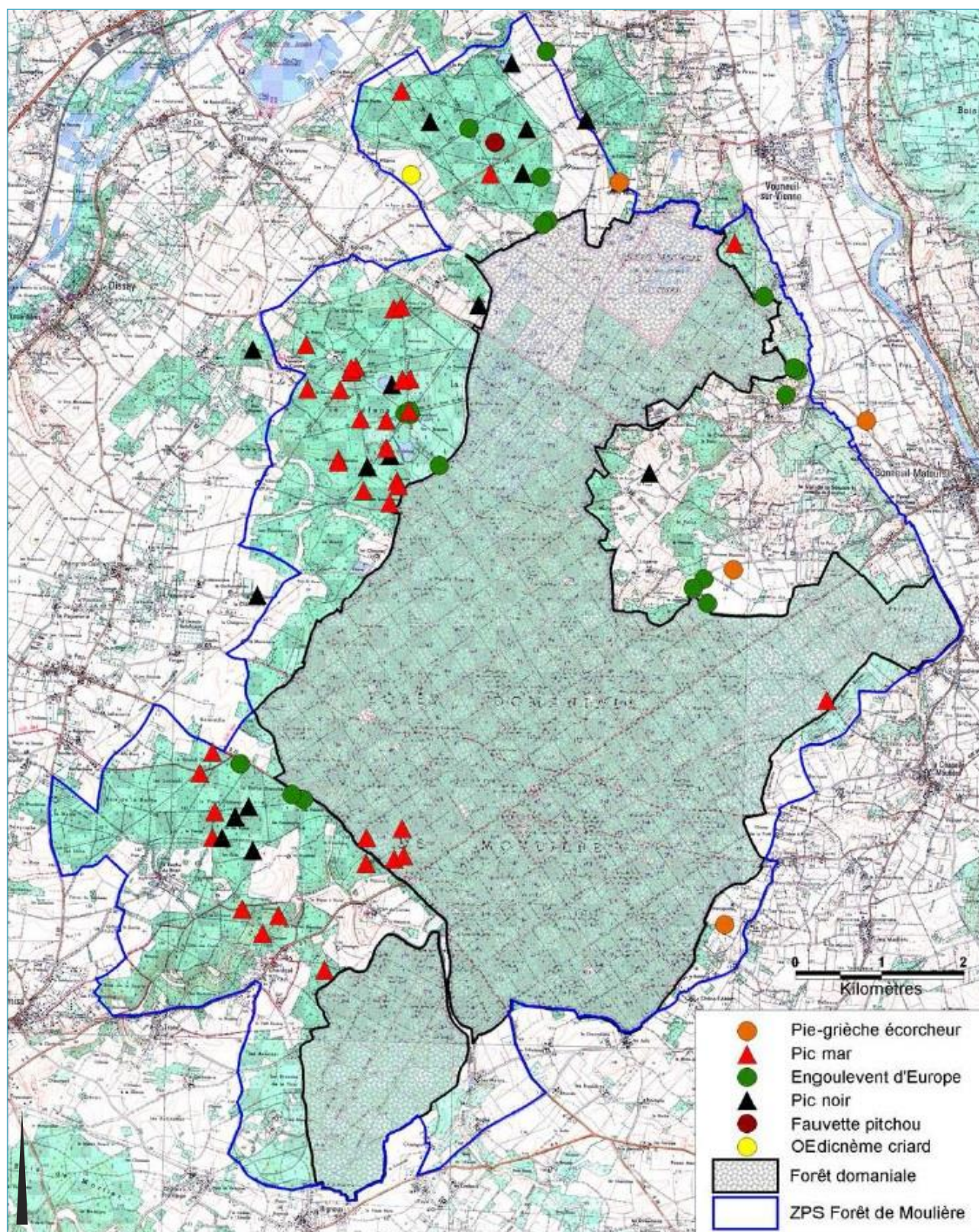
■ **Sur Liniers, le Busard Saint Martin est observé en 2003 près du hameau des « Jollis » et la présence de la Pie-grièche écorcheur a été relevée près des hameaux de « La Chaise » et des « Jollis ».**

Contacts de rapaces de l'annexe I de la Directive Oiseaux sur l'extension du site « Forêt de Moulière »



Source : document d'objectifs du site Natura 2000 « Forêt de Moulière »

Contacts de pics et de passereaux de l'annexe I de la Directive Oiseaux sur l'extension du site « Forêt de Moulière »

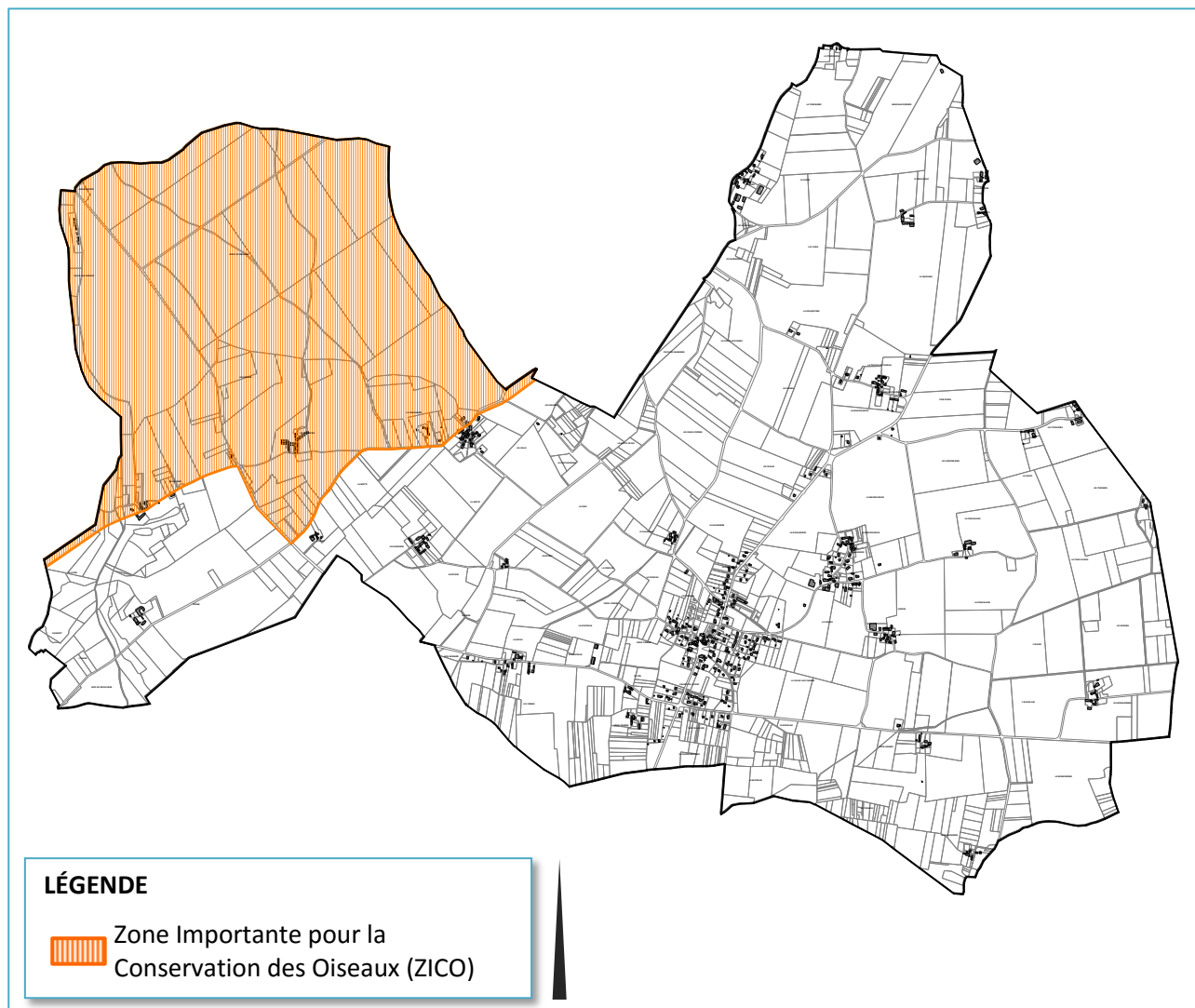


Source : document d'objectifs du site Natura 2000 « Forêt de Moulière »

LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ

La ZICO « Le Pinail, Forêt de Moulière, Bois du Défens »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une **superficie de 367 hectares sur Liniers**. L'ensemble de la ZICO s'étend sur une superficie totale de 8 191 hectares.



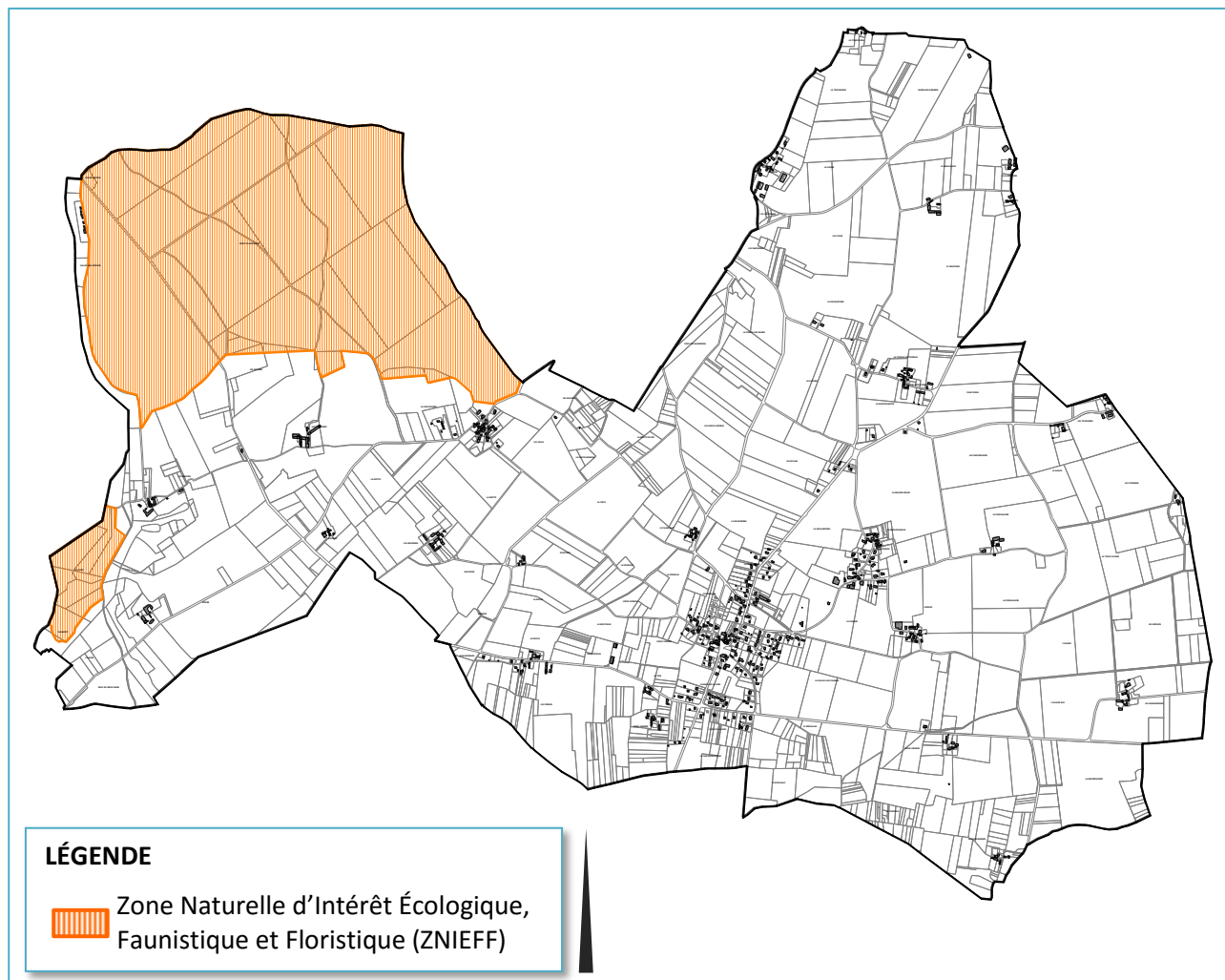
Source : cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/35 000

La Directive de la Commission Européenne n°79/409/CEE, dite Directive « Oiseaux », transposée en Droit français par l'Ordonnance du 11 Avril 2001, signale un certain nombre d'espèces dont la conservation est jugée prioritaire au plan européen. La conservation de ces espèces peut donner lieu à la désignation par chaque état membre de sites appelés Zones de Protection Spéciale (ZPS) à l'intérieur desquels sont contenues les unités fonctionnelles écologiques nécessaire au développement harmonieux de leurs populations ornithologiques (ce sont les « habitats d'espèces » que l'on retrouvera dans la Directive « Habitats » du réseau Natura 2000). Les sites désignés en tant que ZPS sont en général issus de zones de l'inventaire ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux).

Les données environnementales de ce site sont par conséquent identiques à celles de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », présentée ci-avant.

La ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une **superficie de 264,4 hectares sur Liniers**. L'ensemble de la ZNIEFF s'étend sur une superficie totale de 5 037 hectares.



Source : cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/35 000

Les textes ci-dessous ont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Description du site

Il s'agit d'une forêt caducifoliée calcifuge (chênaie sessiliflore, chênaie-hêtraie, chênaie pédonculée sur pseudogley), localement enrésinée.

Intérêt botanique

Cette nouvelle ZNIEFF réunit les ZNIEFF 201 (Bois de Charassé à *Epipactis microphylla*), 202 (chênaie-hêtraie de Touchele-Comte à *Galium odoratum*, *Hypericum androsaenum*, *Hordelymus europaeus*, formation climacique en Poitou), 203 (station d'*Aulacomnium androgynum* de St Rom, l'une des 2 connues dans la Vienne) et 204 (station de *Dianthus superbis*, l'une des 2 connues en Poitou-Charentes) au sein de l'ensemble du massif dont l'intérêt, certes plus diffus, le justifie depuis l'étude détaillée faite en 1992-1995 (52) : *Pilularia globulifera*, *Hottonia palustris* dans plusieurs mares, *Erica vagans*, *Linum trigynum*, *Exaculum pusillum*, *Rubus idaeus*, *Vicia cassubica*, *Anagallis minima* çà et là, *Carex depauperata* au Grand Recoin, *Orchis simia* à Bois Prieur, *Bupleurum tenuissimum* à Jappe-loup (seule station de la Vienne), *Epipactis muelleri* à Logerie etc...

Intérêt ornithologique

Riche cortège d'oiseaux sylvoles et landicoles : rapaces (Busard St Martin, Busard cendré, Bondrée apivore etc), picidés (Pic noir, Pic mar, Torcol fourmilier), limicoles (Bécasse des bois), passereaux (Grosbec, Mésange huppée, Bouvreuil, Pouillot siffleur), Engoulevent d'Europe...

Intérêt batrachologique

Présence du Sonneur à ventre jaune.

Intérêt mammalogique

Présence de la Martre. Importante population de Cerf élaphe.



Habitat caractéristique de la ZNIEFF



Pic noir



Engoulevent d'Europe



Sonneur à ventre jaune

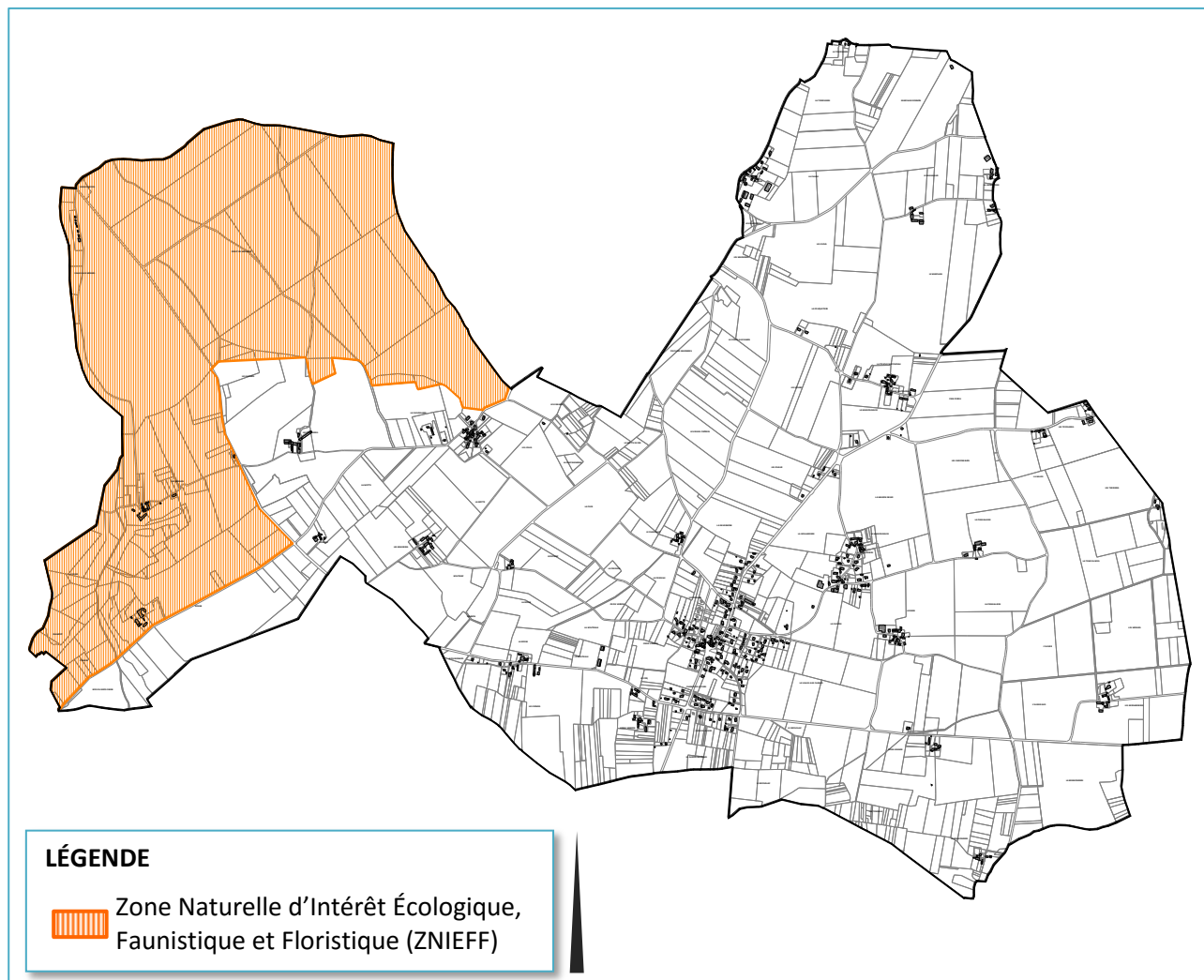
Espèces déterminantes pour la ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection
FLORE					
Androsème officinal	<i>Hypericum androsaemum</i>	-	Hottonie des marais	<i>Hottonia palustris</i>	-
Aspérule odorante	<i>Galium odoratum</i>	-	Laîche appauvrie	<i>Carex depauperata</i>	-
Bruyère vagabonde	<i>Erica vagans</i>	-	OEillet superbe	<i>Dianthus superbus</i>	PN
Buplèvre ténu	<i>Bupleurum tenuissimum</i>	-	Orchis singe	<i>Orchis simia</i>	PR
Centenille naine	<i>Centunculus minimus</i>	PR	Orge d'Europe	<i>Hordelymus europaeus</i>	-
Cicendie filiforme	<i>Cicendia filiformis</i>	-	Phalangère bicolore	<i>Simaethis planifolia</i>	-
Cicendie fluette	<i>Exaculum pusillum</i>	-	Pilulaire	<i>Pilularia globulifera</i>	PN
Epipactis à petites feuilles	<i>Epipactis microphylla</i>	PR	Saule à oreillettes	<i>Salix aurita</i>	-
Epipactis de Müller	<i>Epipactis muelleri</i>	PR	Utriculaire citrine	<i>Utricularia australis</i>	-
Framboisier sauvage	<i>Rubus idaeus</i>	-	Vesce de Cassubie	<i>Vicia cassubica</i>	PR
MAMMIFÈRES					
Martre	<i>Martes martes</i>	-	Musaraigne aquatique	<i>Neomys fodiens</i>	PN
OISEAUX					
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>	-	Grosbec casse-noyaux	<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	PN
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	DO-PN	Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	PN
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	PN	Mésange huppée	<i>Parus cristatus</i>	PN
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	DO-PN	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	DO-PN
Busard St Martin	<i>Circus cyaneus</i>	DO-PN	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	DO-PN
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	PN	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	PN
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	DO-PN	Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	PN
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>	PN	Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	PN
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	DO-PN			
AMPHIBIENS					
Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>	DH-PN	Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>	DH-PN
Pélodyte ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>	PN	Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	DH-PN

DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

La ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une **superficie de 370,4 hectares sur Liniers**. L'ensemble de la ZNIEFF s'étend sur une superficie totale de 8 197 hectares.



Source : cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/35 000

Les textes ci-dessous ont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Description du site

Massif forestier d'environ 7000 ha (l'un des plus importants de la région Poitou-Charentes) comprenant un forêt domaniale (Forêt de Moulière), 3 grands bois privés adjacents (Bois de la Roche de Bran, Bois du Défens et Bois du Fou) et la RN du Pinail qui constitue l'un des sites régionaux majeurs de lande haute ("brande du Poitou"). Sols variés formés d'alluvions quaternaires recouvrant un socle calcaire du Jurassique (nombreux gouffres et vallées sèches). L'occupation du sol est essentiellement forestière, feuillus et résineux couvrant en peuplements simples ou mixtes chacun environ 45% de la surface, les 10% restant étant occupés de landes hautes à *Erica scoparia* parsemées d'une multitude de mares.

Intérêt ornithologique

Intérêt exceptionnel (site décrit comme ZPS), notamment au niveau du cortège de l'avifaune liée aux futaies de chêne âgées (Picidés) telles qu'elles existent encore dans les bois privés, mais aussi au niveau des oiseaux de landes (Rapaces, passereaux, Engoulevent). 71 espèces nicheuses en tout (soit 55% du total départemental) parmi lesquelles plusieurs ont un statut de conservation défavorable en Europe (inscrites à

l'Annexe I de la Directive Oiseaux) : Pic noir, Pic mar, Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard cendré, Busard St Martin, Bondrée apivore, Circaète Jean-le-Blanc.

Intérêt botanique

Très élevé au niveau des landes du Pinail et des mares oligotrophes (39 espèces déterminantes dont 9 protégées officiellement), un peu plus diffus au niveau du massif boisé lui-même : chênaie-hêtraie climacique à Orge d'Europe, vallon à Epipactis à petites feuilles, stations d'Oeillet superbe, de Framboisier etc...

Intérêt batrachologique

Les 15000 mares du secteur du Pinail constituent un milieu de prédilection pour les amphibiens, dont certaines espèces atteignent des densités conférant à la zone une valeur européenne. Par ailleurs, la diversité spécifique est très importante avec 14 espèces d'amphibiens et 7 de reptiles.

Intérêt herpétologique

Présence de la Cistude d'Europe.

Intérêt entomologique

Remarquable dans le secteur du Pinail : très riche cortège d'Odonates avec 10 espèces rares/menacées, dont 2 espèces de Leucorhine. Présence de l'Azuré des mouillères.



Habitat caractéristique de la ZNIEFF



Azuré des mouillères



Cistude d'Europe



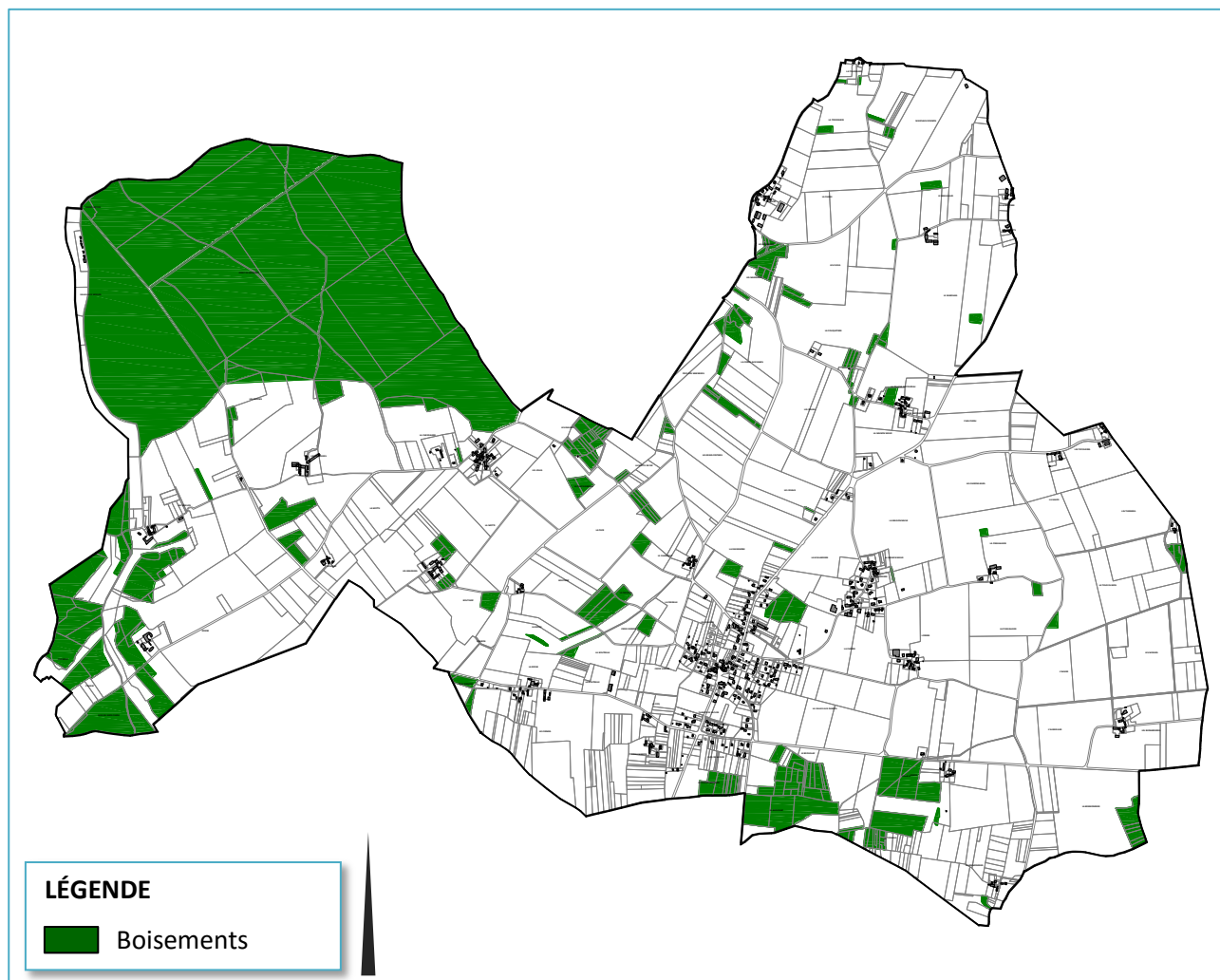
Epipactis à petites feuilles

INVENTAIRE DES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE

Les boisements

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques particulières (pentes, bords des cours d'eau...) abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans la sylvoécorégion « Brenne et Brandes ».

Boisements recensés sur la commune



Source : Analyse par photo-interprétation, relevés de terrain, Cadastre DGFIP - Échelle : 1/35 000

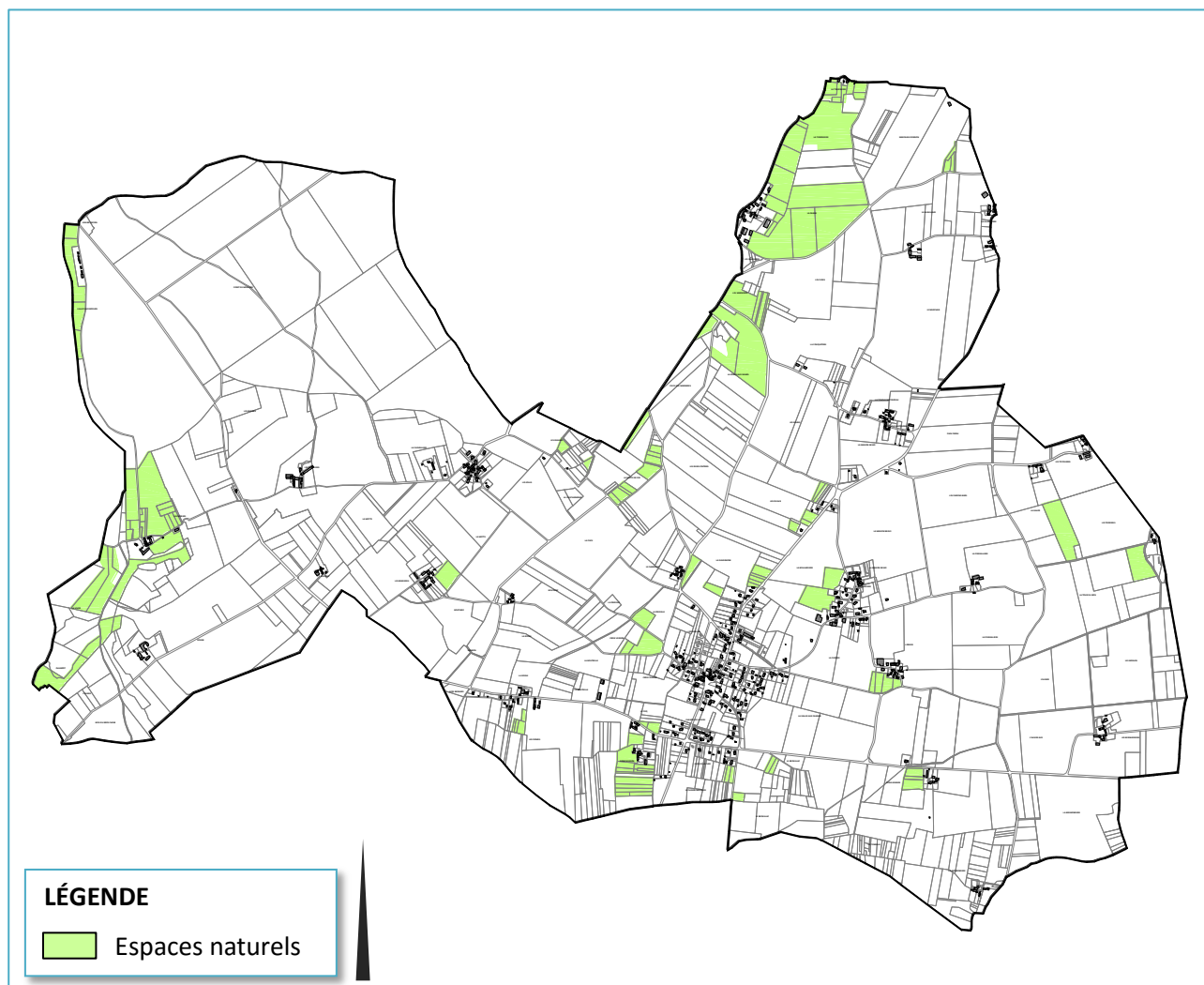
À Liniers, l'inventaire préliminaire a révélé l'existence de **85 unités boisées**, qui couvrent une superficie totale de **343,1 hectares**. Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de 21,2 %, alors qu'il est de 18,2 % à l'échelle du département de la Vienne. Il est à noter que les peupleraies et vergers, considérées comme des cultures, ne sont pas comprises dans ce calcul.

Les formations naturelles et/ou végétales linéaires, discontinues ou paysagères reliant les réservoirs

- **Les espaces naturels**

La présence de milieux naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À Liniers, les espaces naturels sont représentés, outre les espaces boisés traités précédemment, par toutes les terres non urbanisées et non mises en valeur par l'agriculture.

Espaces naturels présents sur la commune



Source : Analyse par photo-interprétation, relevés de terrain, Cadastre DGFIP - Échelle : 1/35 000

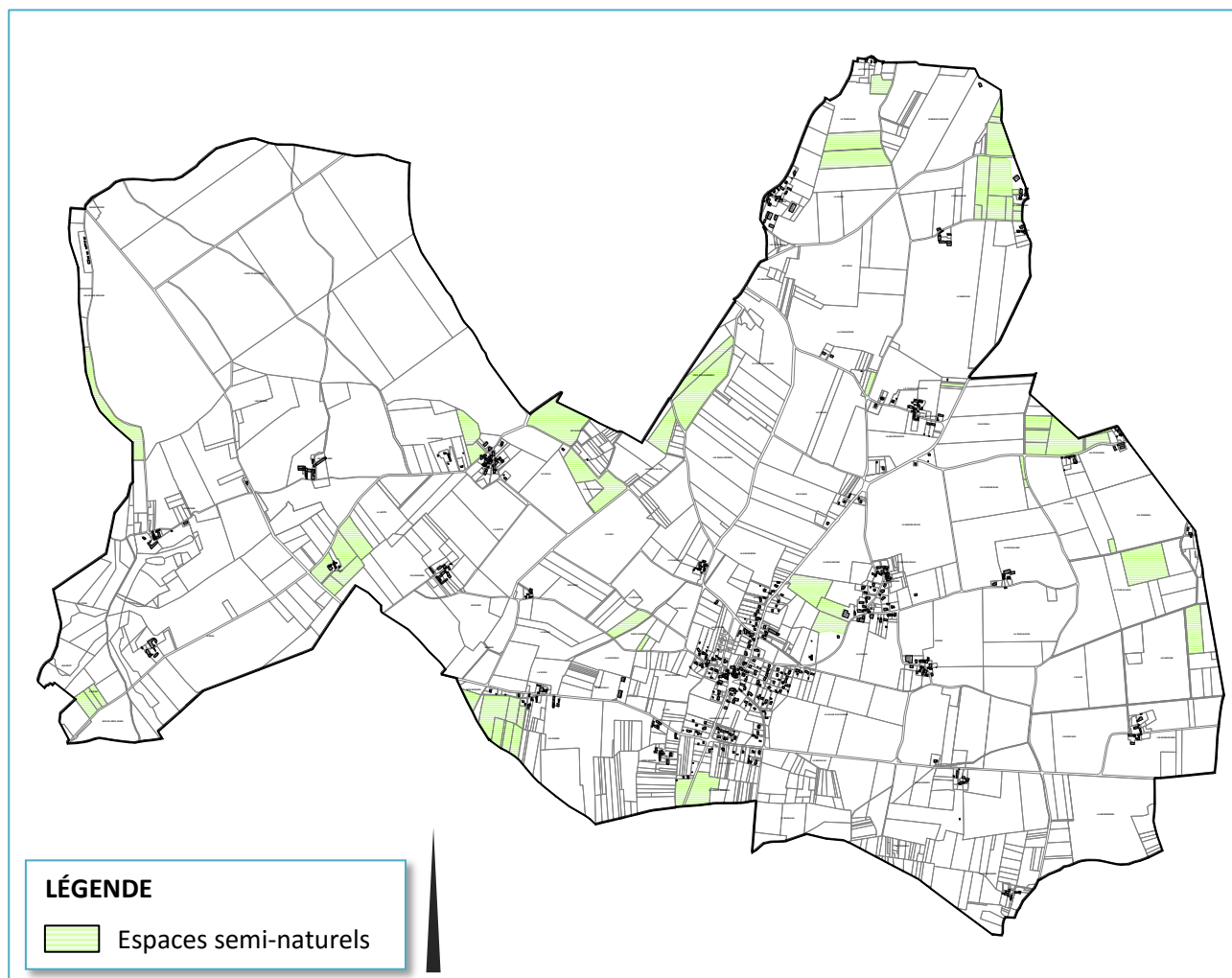
En 2012, la commune comportait **95,2 hectares** d'espaces naturels, soit **5,9 % de son territoire**. Ils sont assez équitablement répartis autour du Bourg, le long des vallées (vallée des Meurs), en lisières des espaces boisés de la commune, ainsi qu'en partie Nord-Est autour du hameau de « La Chaise ».

Les espaces naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales

- **Les espaces semi-naturels**

Comme pour les espaces naturels, la présence de milieux semi-naturels riches et diversifiés participe des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces. À Liniers, les espaces semi-naturels sont représentés par les prairies, les espaces en jachère ou en gel, ainsi que les délaissés.

Espaces semi-naturels présents sur la commune



Source : APS Référentiel Parcellaire Graphique 2012 (codes 17 et 18), Cadastre DGFIP - Échelle : 1/35 000

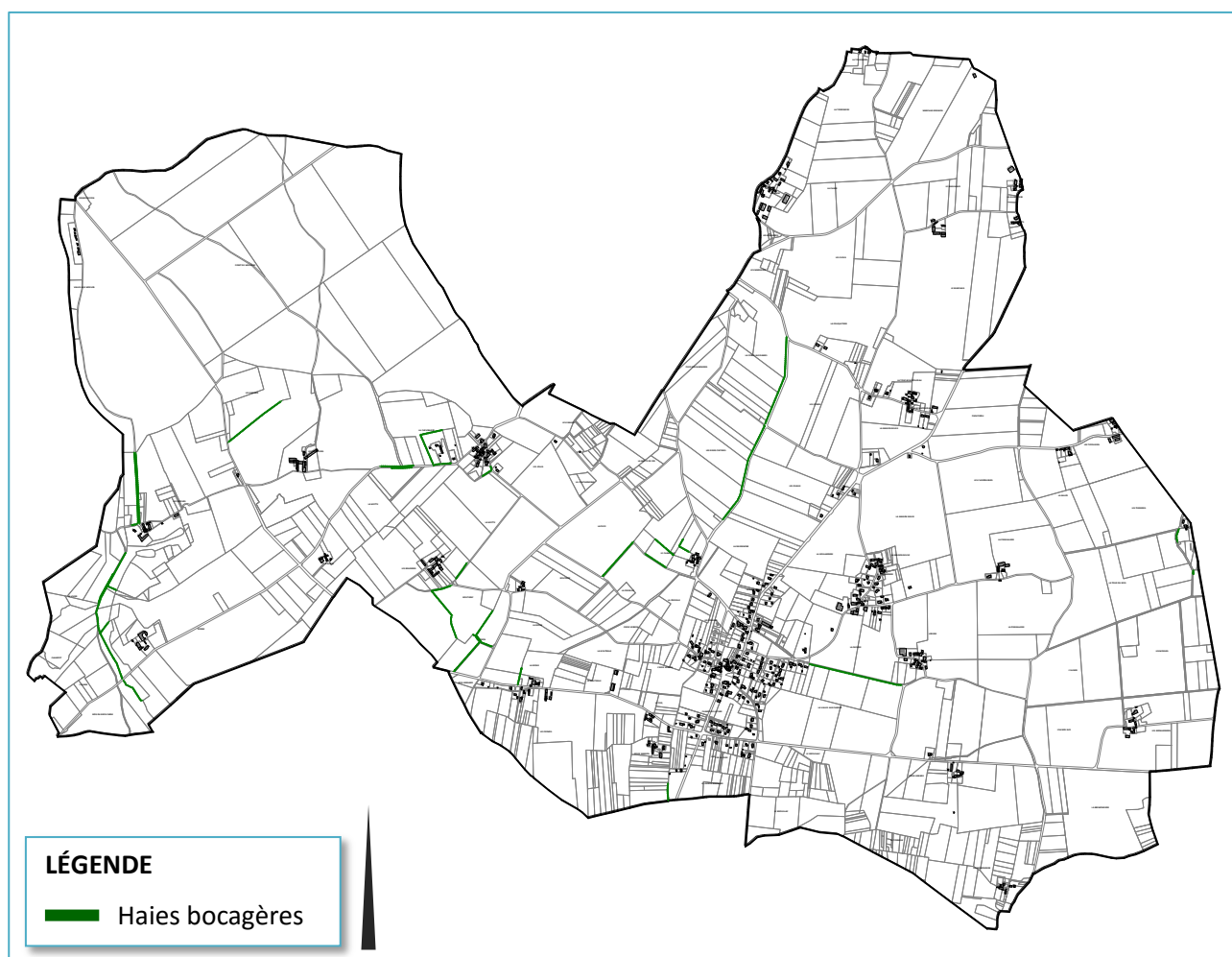
En 2012, la commune comportait **75,5 hectares** d'espaces semi-naturels, soit **4,7 % de son territoire**. Ils sont assez également répartis sur le territoire communal, à l'exception de la pointe Nord-Ouest de la commune, où les terres agricoles sont davantage mises en valeur.

Les espaces semi-naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

- **Les haies bocagères**

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent à la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise vent, protection du bétail, etc.).

Haies bocagères recensées sur la commune



Source : Analyse par photo-interprétation, relevés de terrain, Cadastre DGFIP - Échelle : 1/35 000

Les espaces de Liniers comportent un linéaire restreint de haies bocagères, d'intérêt écologique divers. Un recensement, réalisé à partir de photographies aériennes, a permis d'identifier environ **6,7 kilomètres de haies bocagères** sur le territoire. Ces haies sont assez également réparties sur le territoire communal, à l'exception des espaces de grandes cultures agricoles.

Ce recensement ne prend pas en compte les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

- **Les arbres isolés et les arbres remarquables**

Les arbres isolés jouent un rôle de relais biologique et notamment de soutien à l'avifaune pour laquelle les arbres constituent des lieux d'observation, de nourrissage, voire de reproduction. Ils participent également à la qualité des paysages, dont ils sont un élément de composition notable.



Arbres isolés en bordure du hameau de « La Loge »



Arbre isolé en plein champ

Aucun arbre remarquable n'a été recensé sur la commune. En revanche, comme illustré ci-avant, des arbres isolés ou des alignements d'arbres présentant un intérêt paysager peuvent être présents dans les espaces agricoles ou en bordure des hameaux. Le Plan Local d'Urbanisme peut intégrer une protection de ces arbres.

Les cours d'eau

Les cours d'eau, du ruisseau jusqu'au fleuve, forment, avec la diversité des Espaces à dominante humide adjacentes qui en dépendent, un réseau écologique et paysager particulier qui constitue l'élément phare de la trame bleue. La diversité biologique des cours d'eau dépend directement de la quantité et de qualité physico-chimique de la ressource en eau tout au long de l'année et de l'état des habitats aquatiques : pour de nombreuses espèces aquatiques, notamment les grands poissons migrateurs, les possibilités de déplacements sont des conditions indispensables à leur survie.

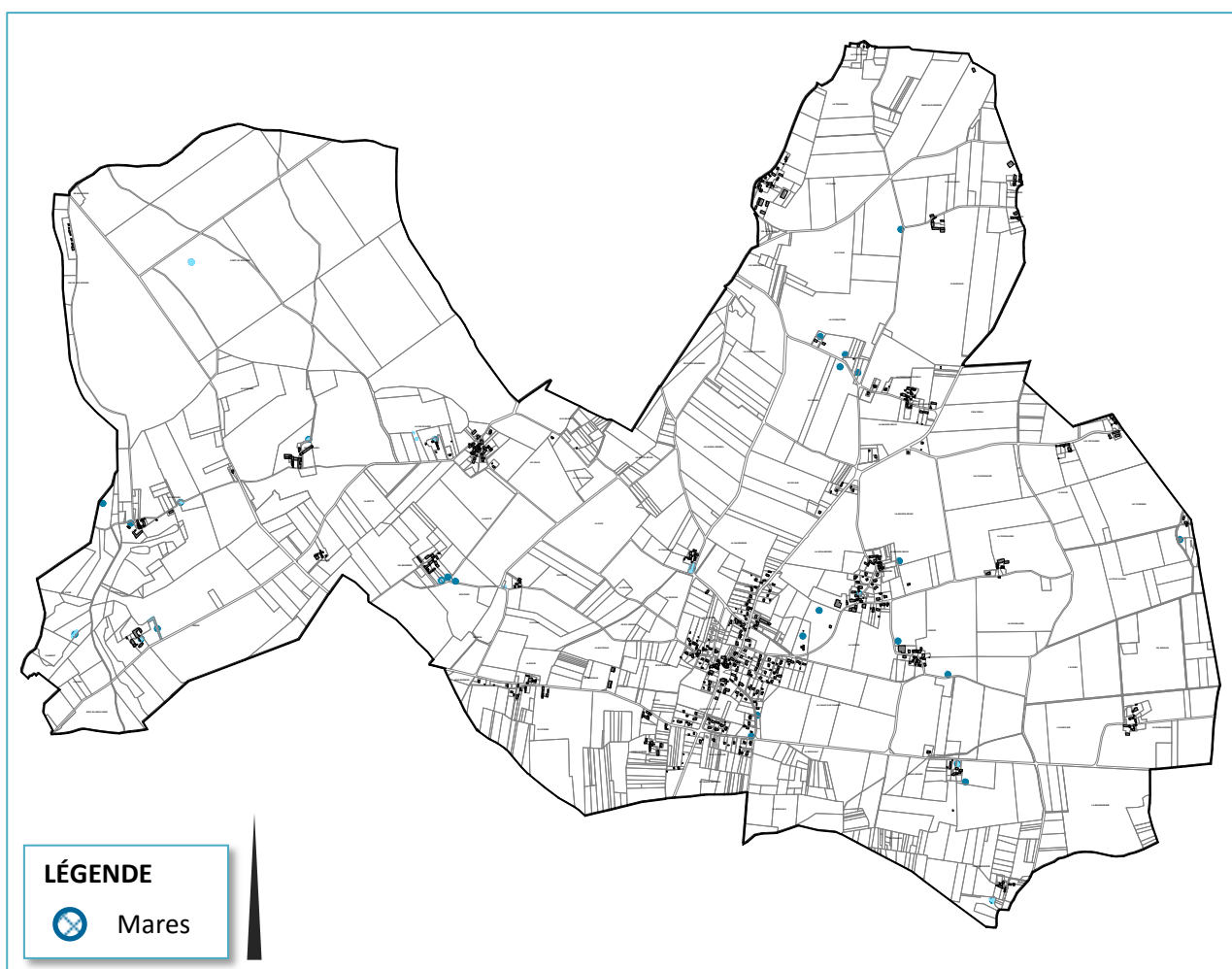
Liniers ne comporte **aucun cours d'eau** sur son territoire. La nature calcaire des sols entraîne en effet une infiltration rapide des eaux de pluie qui alimentent des nappes souterraines et ressortent en sources et résurgences dans les vallées voisines.

Les mares

Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, avec parfois un ruisseau temporaire, ou un apport par débordement périodique d'un cours d'eau. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les libellules.

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

Mares identifiées sur la commune



Source : Analyse par photo-interprétation, relevés de terrain, Cadastre DGFIP - Échelle : 1/35 000

Le territoire de Liniers comporte un nombre modéré de points d'eau. Un inventaire réalisé à partir des éléments recensés au Plan d'Occupation des Sols, ainsi qu'à partir du cadastre, et complété par l'étude des photographies aériennes fait état de la **présence de 30 mares**.

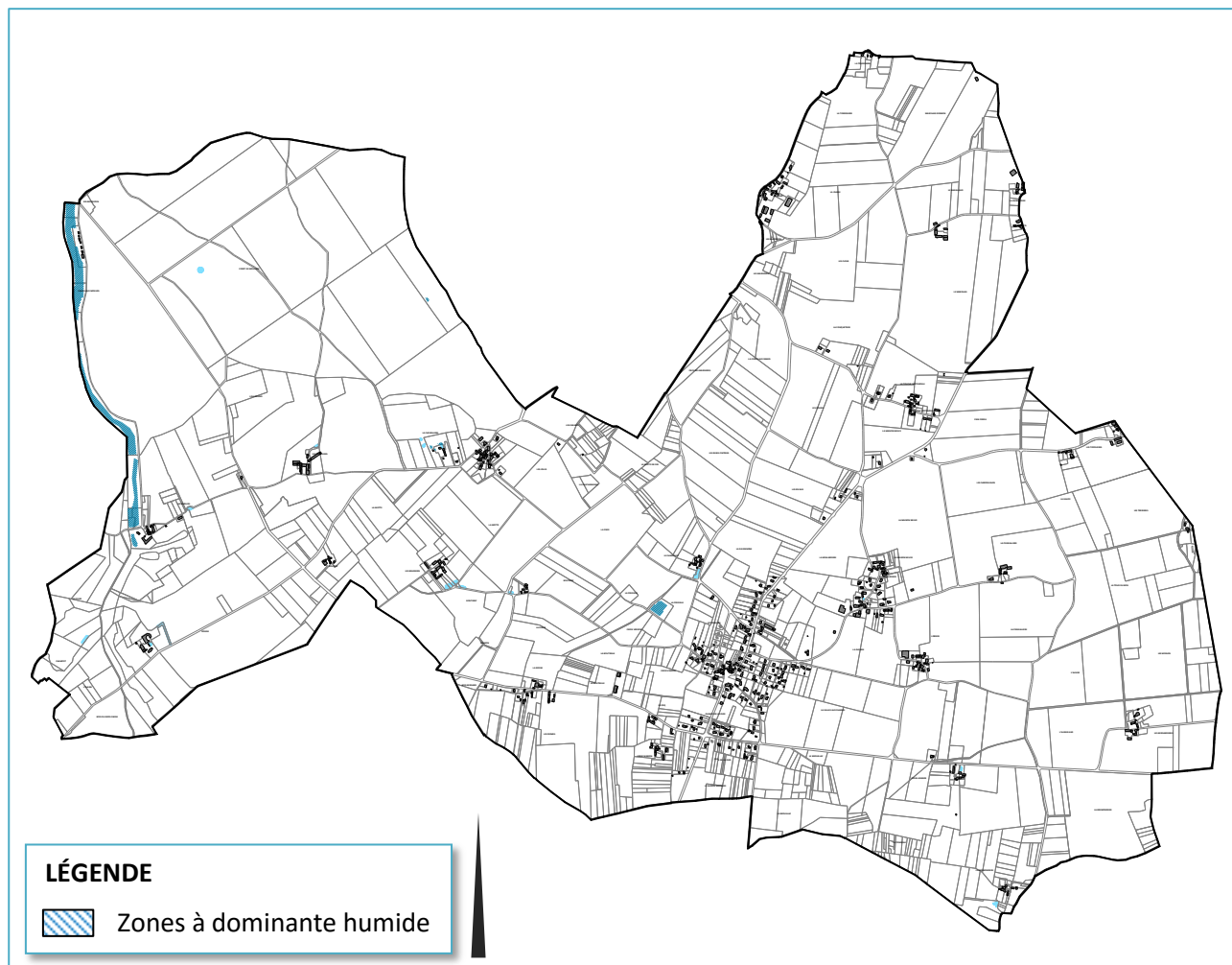
Les zones humides

- Étude de prélocalisation de la DREAL Poitou-Charentes

D'après la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme...

Un inventaire de prélocalisation des zones à dominante humide a été réalisé par la DREAL Poitou-Charentes. Cet inventaire, résultant d'une analyse de diverses données (topographie, géologie, pédologie...) et de photo-interprétations, a permis de cartographier les zones humides présentes sur la commune.

Espaces à dominante humide sur la commune (DREAL Poitou-Charentes)



Source : DREAL Poitou-Charentes, Cadastre DGFIP - Échelle : 1/35 000

L'inventaire a permis d'identifier **5,7 hectares** de zones à dominante humide, soit **0,4 % du territoire communal**. Ces secteurs sont essentiellement localisés au Nord-Ouest de la commune, autour de la Vallée des Meurs, ainsi qu'au sein de la Forêt de Moulière et aux abords du lieu-dit « La Chevalière ».

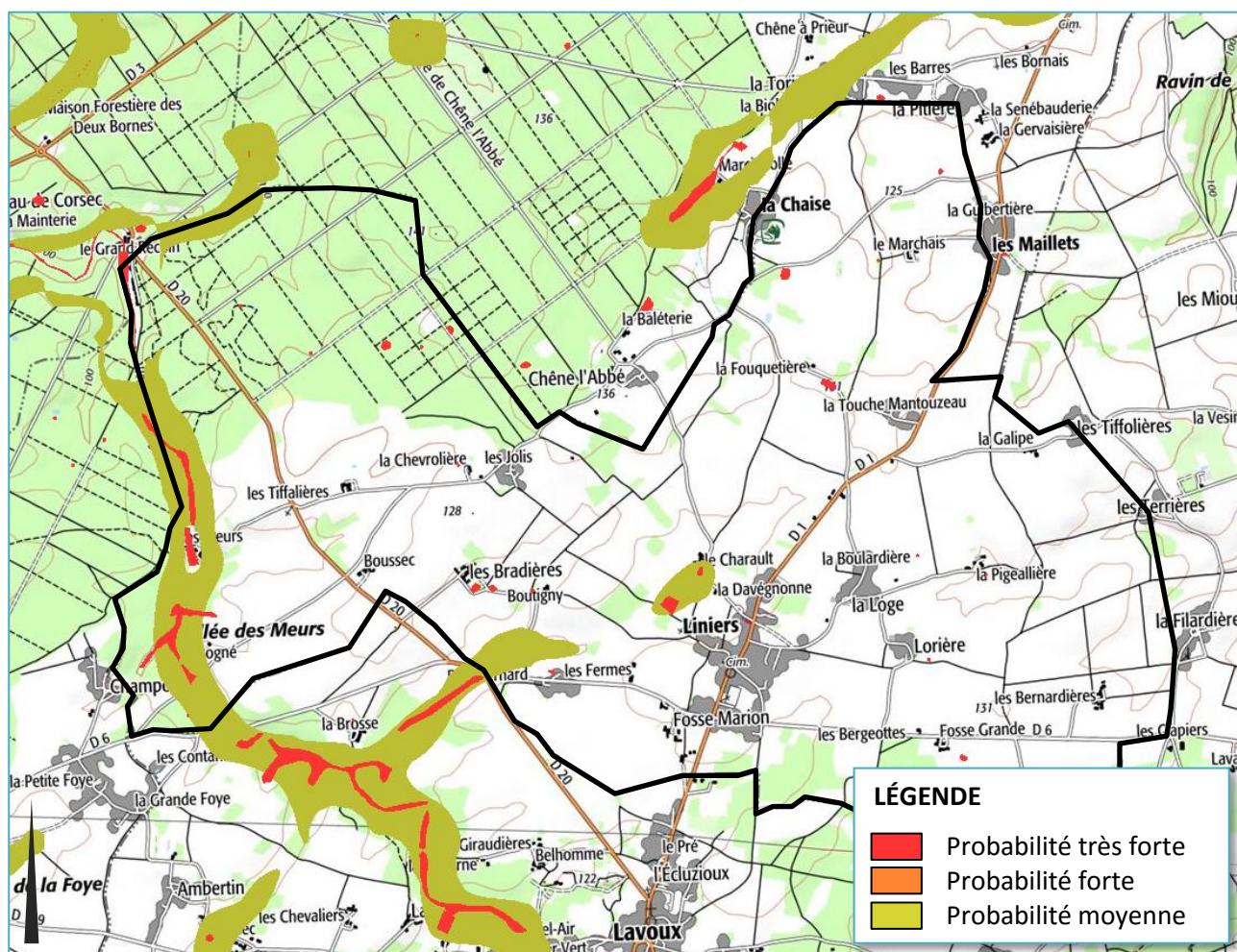
- **Étude de prélocalisation dans le cadre du SAGE du Clain**

En conformité avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE du Clain a procédé à la réalisation d'une étude préliminaire sur les zones humides afin de définir, à l'échelle du bassin du Clain, des « enveloppes de probabilité de présence de zones humides ». Ce document a un caractère informatif et non prescriptif ; il vise à améliorer la connaissance sur les territoires.

Trois niveaux de probabilité ont été retenus :

- › Probabilité très forte : sur la base de photo-interprétations et d'inventaires de terrain existants.
- › Probabilité forte : sur la base de données pédologiques, historiques, ou de calculs théoriques.
- › Probabilité moyenne : sur la base de calculs théoriques.

Enveloppes de probabilité de zones humides sur la commune (SAGE Clain)



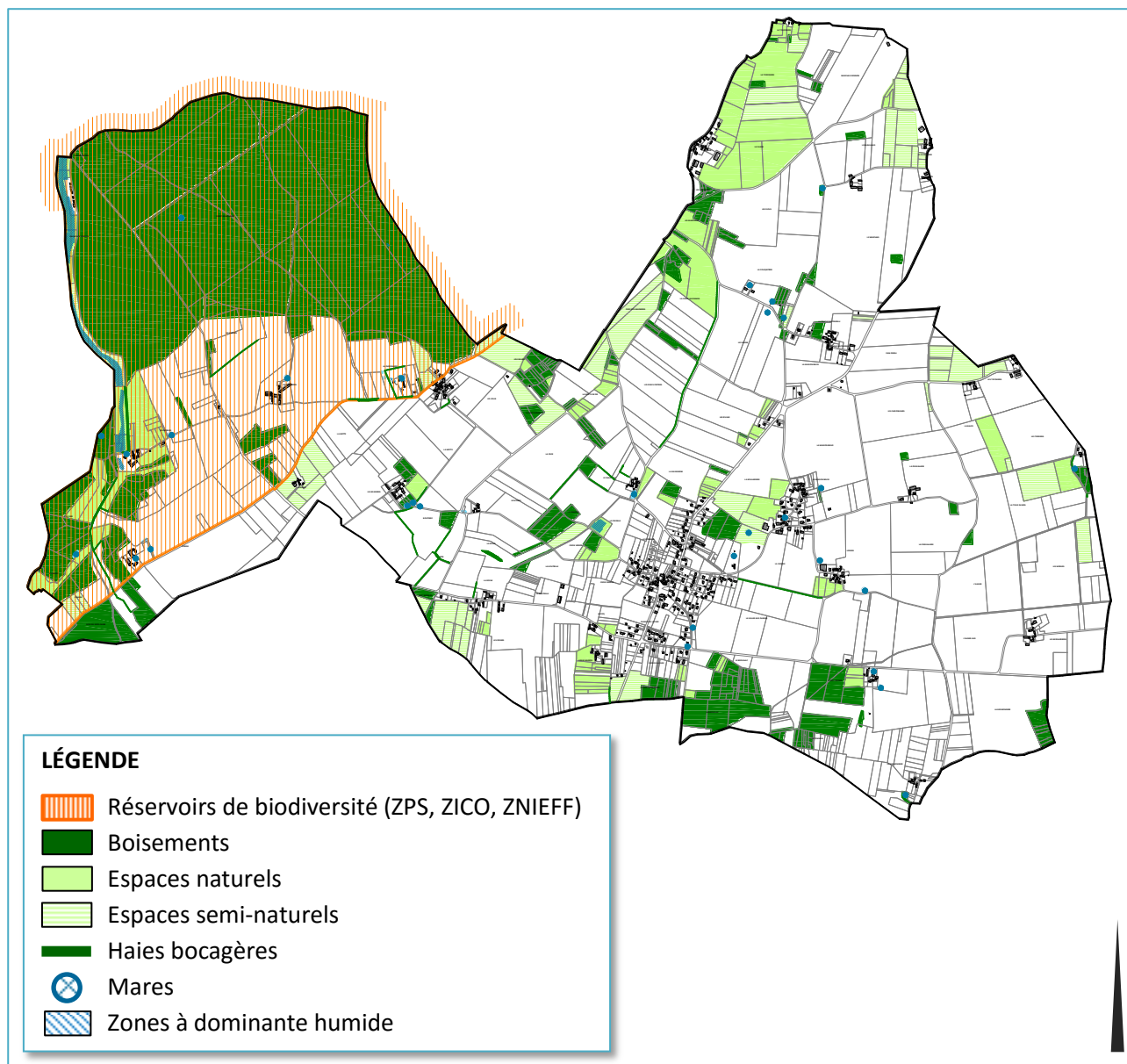
Source : SIGORE Poitou-Charentes, IGN SCAN Express, SAGE Clain - Échelle : 1/40 000

L'étude réalisée par le SAGE du Clain renforce les conclusions mises en évidence par la prélocalisation de la DREAL Poitou-Charentes. La Vallée des Meurs, à l'Ouest du territoire communal, présente une très forte probabilité de présence de zones humides. De même, la vallée sèche qui remonte depuis le Bois Bernard vers le lieu-dit « Le Charault », répertoriée pour sa sensibilité en matière de remontée de nappe phréatique, présente une certaine probabilité de présence de zone humide.

Synthèse de la trame verte et bleue

Les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

Éléments supports de la richesse biologique



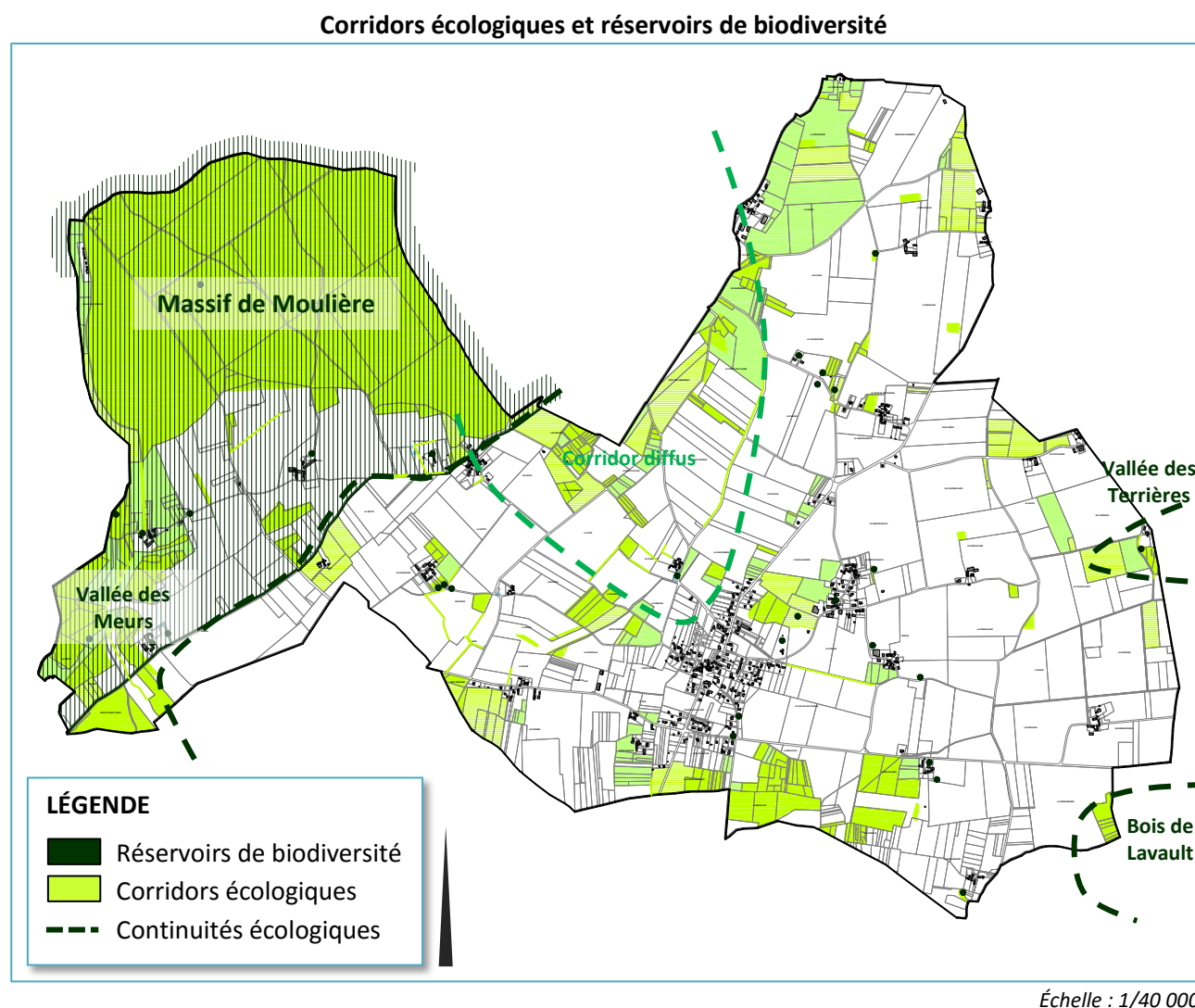
La trame verte et bleue à Liniers est essentiellement représentée par sa composante verte. L'eau est en effet très peu présente sur ce plateau calcaire et karstique (existence de gouffres dans la Forêt de Moulière) et les variations importantes du niveau de la nappe phréatique ne favorisent pas le développement de zones humides supports d'une biodiversité spécifique. Cette rareté de l'eau renforce l'enjeu de protection et de restauration des mares, ainsi que des possibilités de connexion entre elles.

Les boisements constituent les éléments de biodiversité les plus présents. À l'exception de la Forêt de Moulière, leur petite taille et leur grand nombre favorise les « **effets de lisière** ». La richesse biologique est susceptible d'être importante aux interfaces entre ces boisements et les espaces ouverts. Ils sont régulièrement répartis sur le territoire, à l'exception de la partie Est de la commune, composée de paysages agricoles ouverts.

FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

Analyse selon les critères définis par les articles L.371-1 et R.371-19 du Code de l'Environnement

L'objectif de cette analyse est d'identifier les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité constitutifs des continuités écologiques de la trame verte et bleue de Liniers. L'application des dispositions du Code de l'Environnement permet de constituer le schéma de fonctionnement écologique suivant :



L'analyse au regard du Code de l'Environnement fait apparaître la présence d'un réservoir de biodiversité principal, la Forêt de Moulière. Les mares représentent des réservoirs de biodiversité secondaires en étant le support de développement d'une biodiversité spécifique.

L'intégration des enjeux régionaux de fonctionnement écologique portés par le SRCE Poitou-Charentes amène à prendre en compte trois autres réservoirs de biodiversité : la Vallée des Meurs, en continuité avec la vallée sèche présente sur Lavoux, la vallée des Terrières, en continuité du système bocager présent autour de Bonnes, et le Bois de Lavault, en continuité des boisements présents le long de la vallée de la Vienne.

Enfin, un corridor diffus est identifié par le SRCE au Nord du bourg de Liniers. Cet espace peut être considéré comme une extension fonctionnelle des écosystèmes présents sur la lisière de la forêt. La préservation de la trame verte (boisement, haies, arbres isolés, espaces semi-naturels) y revêt une importance particulière.

Richesse biologique potentielle des milieux naturels

La commune de Liniers est une commune rurale, voire périurbaine, avec une petite partie à l'Ouest composée de la Forêt domaniale de Moulière (site Natura 2000 et ZNIEFF).

Au-delà de l'urbanisation, elle est essentiellement composée de champs (cultures), une partie boisée d'un seul tenant avec la portion de Forêt de Moulière, quelques bosquets et peu de prairies.

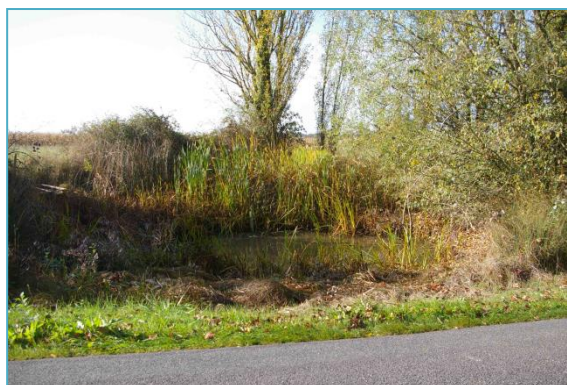
Il n'y a pas de cours d'eau.

Contrairement aux communes voisines, aucune carrière (active ou passée), n'a été localisée.

Il n'a pas été noté la présence de milieux exceptionnels ou remarquables en dehors de la Forêt de Moulière. Toutefois la présence d'une nature « ordinaire » est à considérer dans les aménagements dans le contexte actuel de disparition de la biodiversité. De nombreuses espèces dites « communes » chutent également avant de devenir rares.

Les enjeux environnementaux sont liés aux milieux rencontrés sur la commune, mais également au contexte local (au-delà de la commune). Ces enjeux pressentis lors de la visite de terrain sont listés ci-après, accompagnés de quelques commentaires et photos.

Il subsiste des **mares temporaires ou permanentes**, au sein de hameaux, ou sur le bord de la route non loin de ces derniers. Elles sont à conserver, entretenir, voire à développer. Il s'agit des derniers sites de reproduction pour les **amphibiens, libellules** et autres insectes. Leur environnement est également à préserver et à entretenir. Elles peuvent servir de supports pédagogiques pour les écoles (connaissance du vivant, entretien...), à l'image d'une mini réserve naturelle.



Petite mare en bord de route

Compte tenu du peu de **prairies** sur la commune, celles-ci sont à préserver autant que faire se peut. Comme les bords des routes et des chemins, ce sont les derniers refuges pour la flore et la faune des milieux ouverts (**papillons, orchidées...**). Des préconisations d'entretien sont possibles pour les zones gérées par la commune et/ou par des propriétaires souhaitant préserver et valoriser ces milieux.



Prairie sur plateau



Prairie en « fonde de vallée »

Concernant les **boisements**, en-dehors de la partie Est avec la présence de la **Forêt de Moulière**, il y a peu de boisements. Ceux-ci se limitent à quelques bosquets isolés les uns des autres par manque de haies. Le

peu d'habitats forestiers présents est à préserver, car ils peuvent abriter quelques **oiseaux** remarquables (rapaces), des **petits mammifères**, mais paraissent peu propices aux Chauve-souris.

Certains bosquets ont de petits reliefs qui peuvent permettre la présence de mares temporaires, qui pourraient alors être intéressantes pour les **amphibiens**.

Il est à noter que la **Forêt de Moulière** est une forêt bien connue pour son intérêt environnementale. Elle cumule les statuts patrimoniaux, que ce soit des inventaires (ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique, ZICO : Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux...) ou des statuts de protections (Natura 2000 : ZPS : Zone de Protection Spéciale). De nombreuses espèces patrimoniales (faune et flore) y sont connues.

De plus, au-delà de la forêt elle-même, il faut considérer l'effet « lisière ». En d'autres termes, la lisière forestière peut abriter des espèces remarquables (**chauves-souris, reptiles, papillons, orchidées...**). Un **faible maillage de haies** a été noté, qui empêche alors la Forêt de Moulière de jouer son rôle de « source » pouvant « alimenter » les boisements et bosquets de la commune en populations animales. Ces derniers sont bien souvent isolés et de ce fait semblent moins propices à l'accueil de la biodiversité.

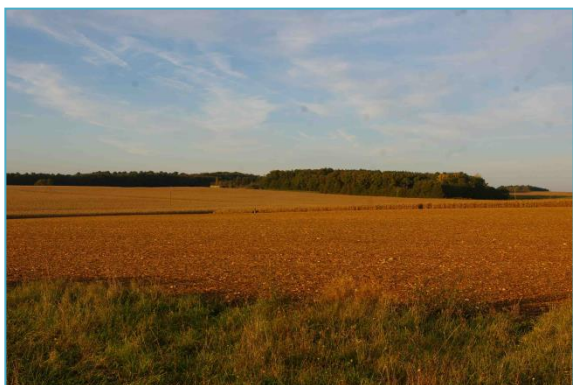
Certaines entités du **patrimoine bâti** peuvent abriter un patrimoine naturel non négligeable, comme les **chauve-souris**. C'est le cas de l'église (clocher) qui peut abriter une colonie de Chiroptères. Veiller à leur prise en compte lors de restauration. Toutefois, le peu de maillage de haie rend peu propice la présence d'une colonie de Chauve-souris. Il est également propice pour accueillir la reproduction de **rapaces nocturnes**.



Clocher potentiel aux Chauve-souris

Les zones de **cultures** peuvent être intéressantes, en fonction de leur utilisation, pour les **oiseaux de plaines** (Rapaces, Œdicnèmes...). C'est également le lieu de vie des **messicoles**, plantes compagnes des moissons (Chrysanthème des moissons, Bleuet, Adonis, Nielle des blés...) qui sont bien souvent oubliées. Leur déclin est si important qu'elles tombent dans l'oubli. Toutefois, de grandes parcelles de production intensive (utilisation d'herbicide et autres phytosanitaires) rendent peu probable cet aspect potentiel pour les messicoles.

Quelques vieux arbres, dont certains sont recouverts de lierre peuvent abriter des espèces remarquables **d'oiseaux** ou de **chiroptères**. Même morts, ces arbres ont toujours un rôle comme abri pour la biodiversité. Il est alors intéressant d'en conserver dans la limite du cadre de sécurité (risque de chute de branches).



Grandes cultures



Grandes cultures

En conclusion, dans ce contexte de milieu *a priori* relativement pauvre, la « nature ordinaire » apparaît alors comme un refuge pour la biodiversité encore présente.

Ainsi, des milieux pouvant apparaître comme secondaires au sein de communes avec des potentiels plus importants, doivent ici être considérés comme prioritaires pour le maintien de cette biodiversité ordinaire.

Cela passe par la préservation, à travers une bonne gestion (fréquence et date de fauche) des espaces prairiaux (prairies, bords des routes et des chemins), la préservation et le renforcement des mares, des haies et des bosquets.

La Forêt de Moulières (boisements et lisières) doit être considérée comme une zone « source » pour recoloniser les secteurs pauvres de la commune.

Le patrimoine naturel doit aussi être considéré en cas de restauration du patrimoine bâti (clocher par exemple), si des colonies de chauve-souris devaient y être présentes au cours de leur cycle.